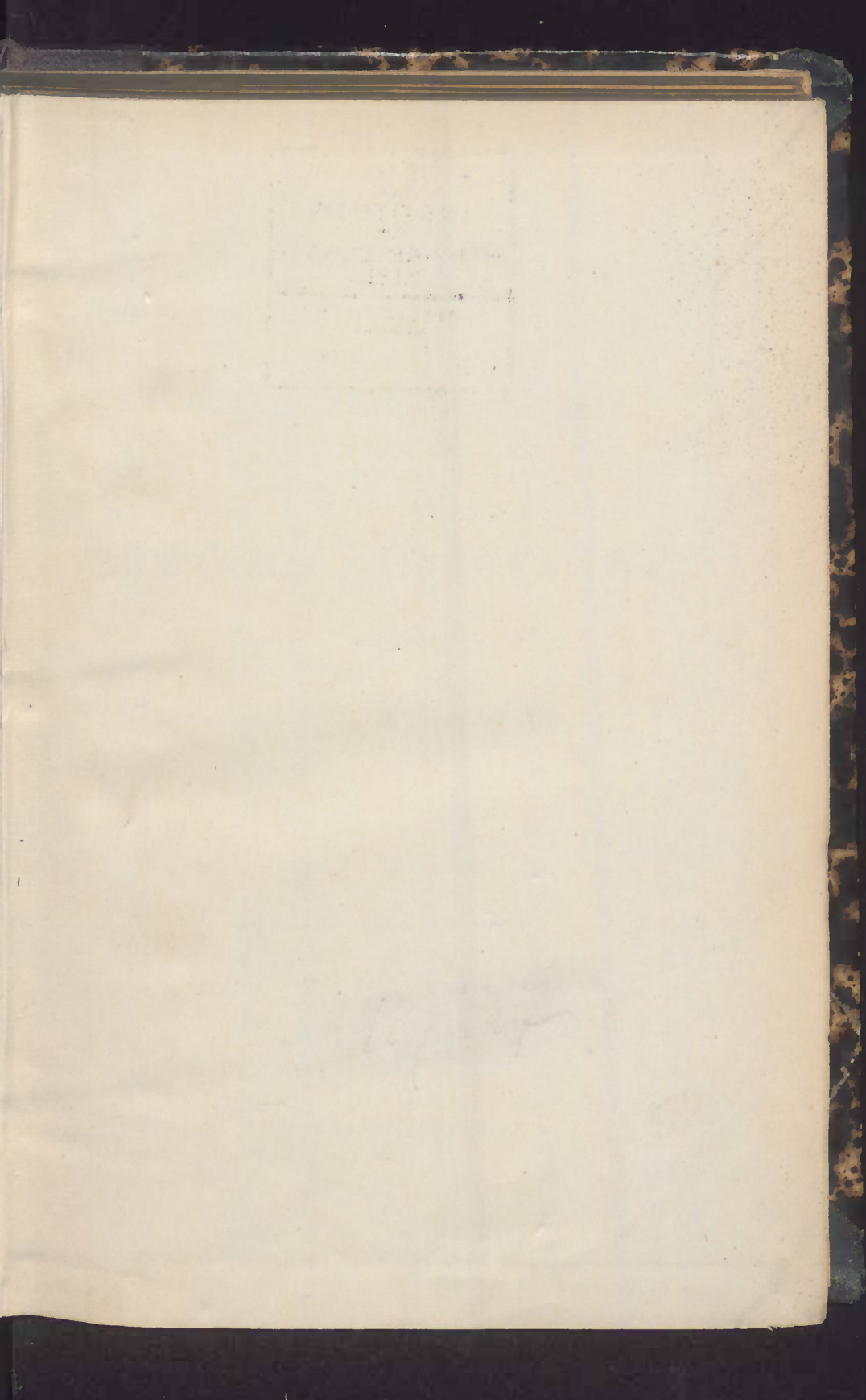
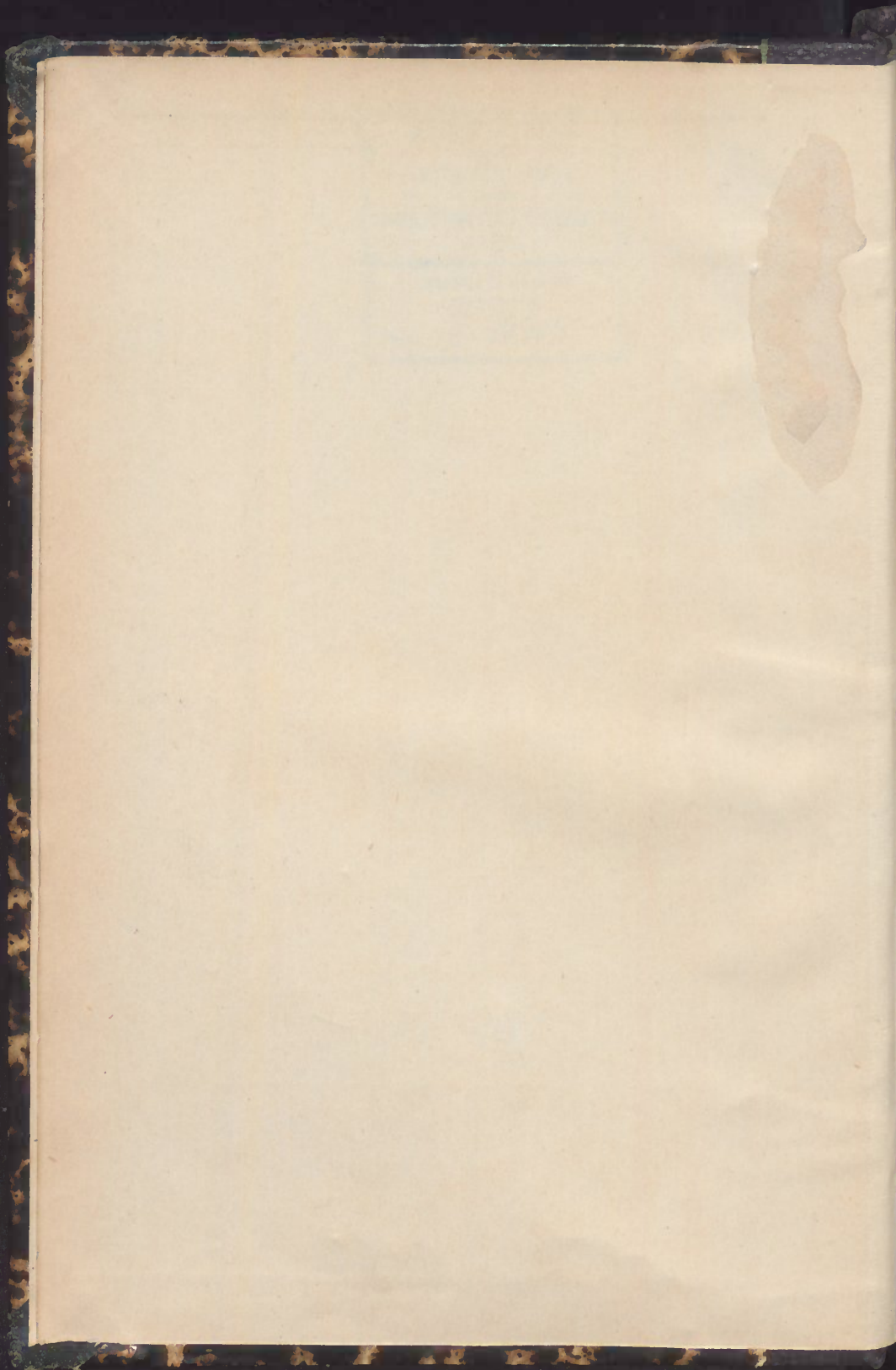




EIGENTUM  
DES  
INSTITUTS  
FÜR  
WELTWIRTSCHAFT  
KIEL  
BIBLIOTHEK  
Nr. I 14308







# Bericht

des

Bundesrathes an die Bundesversammlung

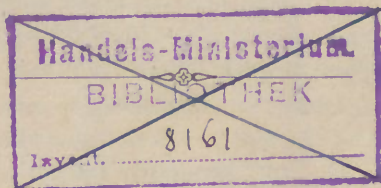
betreffend die

Frage internationaler Regelung des Arbeiterschutzes

und die

Berliner Konferenz.

Vom 9. Juni 1890.



Bern.

Stämpfli'sche Buchdruckerei.

1890.





## Bericht

des

Bundesrathes an die Bundesversammlung, betreffend die  
Frage internationaler Regelung des Arbeiterschutzes  
und die Berliner Konferenz.

(Vom 9. Juni 1890.)

### *Tit.*

Wie Ihnen wohl bekannt, hat die Frage internationaler Regelung des Arbeiterschutzes im laufenden Jahre in ganz besonderer Weise die um sie sich interessirenden Kreise — und wir dürfen zuversichtlich sagen, daß letztere jeden einsichtsvollen und um das Wohl der Mitmenschen besorgten Bürger in sich schließen — beschäftigt.

Die genannte Frage ist für das gesammte Staatsleben so wichtig, und die Schweiz hat an ihrer Entwicklung einen so hervorragenden Antheil genommen, daß wir Ihrer Zustimmung versichert zu sein glauben, wenn wir von der verfassungsmäßig vorgeschriebenen Regel, im jährlichen Rechenschaftsbericht über die wichtigern Vorkommnisse in unserer Geschäftsführung zu rapportiren, eine Ausnahme machen, und Ihnen hiemit einen speziellen Bericht vorlegen.

Wir thun dieß auch deßhalb und jetzt schon, weil wir früher nicht Gelegenheit hatten, über das bis dahin Geschehene ausführlichere Mittheilungen zu machen, weil sich uns erst zu einem allzu entfernten Zeitpunkte, eben bei der Vorlage unseres Geschäftsberichts für das Jahr 1890, der Anlaß bieten würde, dieß nachzuholen, und weil mit der Berliner Konferenz vorläufig eine erste Etappe erreicht worden ist.



Unsere nachfolgende Darstellung ist eine streng aktenmäßige und enthält die wörtliche Wiedergabe derjenigen amtlichen Dokumente, welche einerseits für die Geschichte des Gedankens internationaler Regelung des Arbeiterschutzes, andererseits für die richtige Beurtheilung dieser Geschichte von Wichtigkeit sind. Wir glauben zu dieser Veröffentlichung um so eher schreiten zu sollen, als dieses Urtheil bisher nicht immer ein zutreffendes war, wohl hauptsächlich deßwegen, weil eben eine genaue und vollständige Kenntniß der Vorgänge fehlte. Hoffen wir, daß unser Vorsatz, streng objektiv zu bleiben, und unsere gute Absicht, der hochwichtigen Sache selbst förderlich zu sein, von Niemanden verkannt werde.

### I. Erste Kundgebungen.

Als Erster, welcher unseres Wissens für eine internationale Regelung des Arbeiterschutzes in die Schranken trat, ist Daniel Le Grand zu nennen. Im eidgenössischen Archiv findet sich ein von ihm herrührendes Schriftstück, welches von dem weiten Blick und den edeln Bestrebungen seines Verfassers zeugt, und als ein merkwürdiges Wahrzeichen in die spätern Zeiten hineinleuchtet.

Dessen Text lautet:

„Il y a dans l'état actuel de l'industrie européenne certains faits, que les nations *isolément*, *individuellement* ne peuvent régler, qui ne le seront que par un accord des puissances qui y sont intéressées.

#### Appel respectueux

adressé

aux Gouvernements des Pays industriels dans le but de provoquer une Loi internationale sur le travail industriel dont les dispositions seraient à arrêter par leurs délégués réunis en un congrès à Paris.

Une loi internationale sur le travail industriel est l'*unique* solution possible du grand problème social de dispenser à la classe ouvrière les *bienfaits moraux et matériels désirables*, sans que les industriels en souffrent, et sans que la concurrence entre les industries de ces pays en reçoive la moindre atteinte.

*Salles d'asile pour l'enfance.*

*Instruction des jeunes ouvriers jusqu'à leur confirmation.*

*Ecoles du dimanche pour l'enfance, l'adolescence et l'âge mûr.*

*Protection des intérêts moraux et matériels de la classe ouvrière par une législation internationale.*

*L'Evangile reçu dans le cœur et dans l'habitation de l'ouvrier et de son chef.*

*Repos du Dimanche assuré aux travailleurs.*

*Encouragement de la vie et de l'industrie de famille par l'état et par les industriels.*

*Le bienfait des caisses d'épargnes étendu à toutes les localités.*

*Caisses de retraite pour les ouvriers âgés.*

### Projet d'une loi internationale sur le travail industriel.

Dans les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers et dans leurs dépendances, et dans toute industrie occupant plus de 6 ouvriers de tout âge en dehors de leur foyer domestique, les ouvriers ne pourront être employés que sous les conditions déterminées par la présente loi.

§ 1. Les ouvriers ne pourront être employés au travail plus de douze heures sur vingt-quatre. Ce travail ne pourra avoir lieu qu'entre 5 $\frac{1}{2}$  heures du matin à 8 $\frac{1}{2}$  heures du soir.

§ 2. Les enfants devront, pour être admis, avoir, au moins dix ans les garçons et douze ans les filles, ces dernières étant depuis leur jeune âge les aides précieux de leurs parents dans les soins du ménage et des petits enfants. Jusqu'à l'âge de 13 ans, ils ne pourront être employés au travail plus de six heures sur vingt-quatre divisées par un repos.

Depuis l'âge de quatorze ans, le travail pourra être porté à 10 heures sur vingt-quatre, divisées par des repos, dont celui pour le dîner sera au moins d'une heure.

§ 3. L'âge des enfants sera constaté par un certificat délivré sur papier timbré et sans frais par l'officier de l'état civil.

Tout travail entre 8 $\frac{1}{2}$  heures du soir et 5 $\frac{1}{2}$  heures du matin est considéré comme travail de nuit.

Tout travail de nuit est interdit pour les garçons au-dessous de dix-huit ans et pour les ouvrières de tout âge.



Si la conséquence du chômage d'un moteur hydraulique ou des réparations urgentes l'exigent, l'autorité locale est autorisée d'accorder une prolongation momentanée du travail. Cette prolongation ne devra pas être de plus d'une heure par jour entre 5<sup>1</sup>/<sub>2</sub> heures du matin et 8<sup>1</sup>/<sub>2</sub> heures du soir, et ne sera accordée que pour un mois au plus.

§ 4. Les travaux industriels sont défendus le dimanche, comme jour de repos nécessaire après six jours de travail et pouvant être consacré aux intérêts spirituels de l'ouvrier.

§ 5. Nul enfant âgé de moins de douze ans ne pourra être admis qu'autant que ses parents ou tuteur justifieront qu'il fréquente une école publique ou privée. Tout enfant admis devra jusqu'à douze ans suivre une école. Les enfants âgés de plus de douze ans pourront être dispensés de suivre une école, lorsqu'un certificat donné par le maire de leur résidence attestera qu'ils ont reçu l'instruction primaire élémentaire. On accordera aux enfants le temps nécessaire pour leur instruction religieuse.

§ 6. Les maires seront tenus de délivrer au père, à la mère ou au tuteur un livret sur lequel seront portés l'âge, le nom, les prénoms, le lieu de naissance et le domicile de l'enfant et le temps pendant lequel il avait suivi l'enseignement primaire.

Les chefs d'établissement feront de l'instruction à donner aux enfants qu'ils emploient et de leur moralité un objet de sollicitude, et inscriront

1. Sur le livret de chaque enfant, la date de son entrée dans l'établissement.

2. Sur un registre spécial toutes les indications mentionnées au présent article.

§ 7. Il sera en même temps statué par la présente loi:

1. Sur les travaux de nuit et du dimanche dans les industries à spécifier dont les travaux ne sauraient être interrompus et il sera défendu de les faire exécuter par de jeunes ouvriers de moins de dix-huit ans et par des personnes du sexe féminin de tout âge.

2. Sur les travaux dans les industries insalubres et dangereuses et dans celles où le labeur des jeunes ouvriers excéderait leurs forces et compromettrait leur santé.

3. Sur les travaux dans les mines qui devraient être limités à huit heures au plus par jour et être exécutés par deux séries de travailleurs, de quatre heures du matin à midi et de midi à 8 heures du soir.

#### 4. Sur les mesures à prendre pour l'exécution de la loi.

§ 8. Les dispositions déjà prises et à prendre par les lois de chaque pays dans l'intérêt de la moralité et de l'instruction de la classe ouvrière et pour protéger encore d'avantage les enfants, les jeunes gens et les femmes contre un travail abusif, ne recevront aucune atteinte par la présente loi.

Tableau comparatif de la législation de la France, de l'Angleterre et de la Prusse sur le travail des enfants et des jeunes ouvriers dans les industries ci-bas spécifiées.

(Wird hier nicht reproduziert.)

Il a fallu se résigner à ne proposer d'abord que ce qu'il était possible d'obtenir sans rencontrer des difficultés insurmontables, en abandonnant à la miséricorde de Dieu le soin de préparer de larges voies à cette législation, aussi bien qu'à toutes les conventions internationales en faveur des véritables intérêts de l'humanité.

Les conquêtes de la paix sont les plus glorieuses, les plus durables, les seules qui soient accompagnées de la bénédiction divine et qui méritent le dévouement et le sacrifice de la vie d'un Prince . . . . et heureux le Prince qui y aspire!

Puisse ce bonheur devenir le partage de tous les Souverains à qui est adressé ce respectueux Appel!

#### Dernier, pressant et respectueux Appel

en faveur

des intérêts des classes souffrantes, si dignes de la sollicitude constante des Gouvernements et si intimement et légitimement liés aux destinées des Princes et des Peuples.

Les grandes questions sociales objets de la sollicitude constante des esprits sérieux et des âmes généreuses, ne peuvent trouver leur solution que dans la foi à l'Evangile, seul vrai foyer de lumière, de charité et de civilisation.

Une loi internationale sur le travail industriel sanctionnée par le sceau du Christianisme et de la famille, qui interdirait le travail précoce et excessif, qui assurerait à la classe ouvrière un jour de



repos après six jours de peine, et la jouissance de la vie de famille autant que cela peut se faire par la législation, et qui étendrait son action tutélaire sur ses intérêts moraux et matériels se répandra comme une rosée de bénédiction sur les Gouvernements qui y auront concouru. Elle exercera une influence salutaire sur la moralité et le bien-être des peuples et sera une garantie solide de la sécurité et de l'ordre publics. Depuis 1789, les masses populaires comptent dans la société et dans l'Etat autant que les autres. Leur développement moral est le devoir le plus sacré des pouvoirs sociaux, qu'il faut remplir parceque c'est bon, c'est humain, c'est chrétien. Il le faut de plus parceque le repos et le salut de la société sont à ce prix.

Une loi de fabrique *internationale* a un immense avantage sur les lois *particulières* de chaque pays. Par son moyen *seul*, on peut dispenser à la classe ouvrière les bienfaits moraux et matériels désirables sans que les industriels en souffrent, et sans que la concurrence entre les industries de ces pays en reçoive la moindre atteinte. Oui une loi internationale conclue par les Gouvernements des Pays industriels, est l'unique solution *possible* du grand problème social de procurer à la classe ouvrière la jouissance de la vie de famille et d'un jour de repos qui puisse être consacré à ses intérêts les plus précieux, en allégeant le fardeau de ses travaux et en étendant son action tutélaire sur toutes les périodes de la vie de l'ouvrier et de sa famille.

La tendance vers le libre échange rendra la concurrence toujours plus acharnée et ruineuse. En exerçant une réaction funeste sur les salaires et les heures de travail et sur l'emploi et le travail précoce des enfants elle enchaînera l'ouvrier et les siens de plus en plus à leurs métiers, et opposera des difficultés *croissantes à la conclusion d'une loi internationale*. C'est ainsi que *tout ajournement* serait une calamité et un danger, qui ferait peser une grave responsabilité sur les Gouvernements, qui ont la haute mission d'établir l'édifice social sur des bases solides.

Les conventions internationales deviennent une nécessité et un devoir sacré à notre époque, où l'action de la vapeur et de l'électricité fait disparaître les distances, où la bienheureuse influence de la Religion de l'Evangile sur les habitants des deux hémisphères, la presse, l'industrie, le commerce, en général tous les échanges matériels et spirituels conduisent à une solidarité des nations. Les conventions internationales conclues pour sauvegarder les grands intérêts de l'humanité et non pour des intérêts purement politiques, seront une planche de salut pour les Princes et pour les peuples, en ayant pour but la *civilisation chrétienne* et pour moyens *la justice, la miséricorde et la paix!*



Qu'il nous soit permis de terminer notre respectueux et pressant Appel par les mêmes paroles que nous avons eu l'honneur d'adresser le 25 Janvier 1841 lors de la discussion de la loi de fabrique française à Monsieur le Chancelier de France et à Messieurs les membres de la Chambre des Pairs. « Je reclame l'indulgence et le pardon de la Chambre, si mes paroles ne répondaient pas à mes intentions de lui témoigner ma vénération et ma confiance, et d'agir en ami dévoué et persévérant de mon pays et de toute la classe ouvrière.

Veuille le grand Dieu, père du malheureux et du délaissé, qui tient entre Ses mains les cœurs des hommes, accorder aux faibles accents d'une voix sortie d'une vallée des Vosges, la puissance de porter la conviction dans l'âme et l'esprit des protecteurs nés des intérêts populaires, afin que, dans leur haute sagesse, ils adoptent les moyens propices pour guérir à la fois les huit grandes plaies de notre industrie moderne, qui minent la santé du corps et de l'âme de l'ouvrier le manque d'instruction et d'éducation l'emploi précoce des enfants dans les ateliers, le travail excessif, *celui de nuit et celui du dimanche*, suivi des débauches du lundi, le mélange des sexes, le casernement des ouvriers, et l'abandon de l'ouvrier âgé. » La fixation des conditions morales et matérielles du travail manufacturier, la protection de l'enfance contre un travail précoce et abusif et les soins pour son éducation morale et religieuse sont de nos jours la question la plus importante, la plus digne de la sollicitude du législateur. Par sa nature et ses conséquences elle devient l'objet le plus sérieux et le plus pressant des négociations entre les Gouvernements de tous les Pays industriels et si la loi internationale qui sortira de ces négociations est sanctifiée et vivifiée par la religion et la philanthropie si elle met des bornes salutaires à la tentance pernicieuse de l'industrie de faire exécuter ses travaux presque exclusivement par des enfants dès leur âge le plus tendre, par des jeunes gens et surtout par des personnes du sexe féminin et de mettre les ouvriers plus âgés avec leurs vices et leurs infirmités sur le pavé et à la charge de la société, elle sera ce qu'elle doit être, une loi de protection tant pour l'âge avancé de l'ouvrier que pour ses jeunes années et les bénédictions divines reposeront sur les grands Pouvoirs des Etats qui auront procuré à la classe ouvrière et à toute la société ce bienfait signalé."

Ce 8 Mars 1853,  
le 25 Avril 1855.  
le 10 Avril 1856.  
et le 16 Avril 1857.

Daniel Le Grand.

Lithographie C. Fasoli et Ohlman à Strasbg.

Die vier verschiedenen Daten: 8. März 1853, 25. April 1855, 10. April 1856, 16. April 1857 sind wohl so zu verstehen, daß Le Grand seinen Aufruf viermal, zuletzt („Dernier Appel“) am 16. April 1857 ergehen ließ, allerdings ohne Erfolg. Auch in Bern wurde das Dokument durch Präsidialverfügung vom 27. Juni 1857 „ad acta“ verwiesen.

Unter den schweizerischen Kantonen, welche vor Bestehen der Bundesgesetzgebung betreffend die Arbeit in den Fabriken auf ihrem Gebiete die letztere durch Gesetz oder Verordnung regelten, war bekanntlich der Kanton Glarus derjenige, welcher eine der ältesten, jedenfalls aber die weitaus fortgeschrittenste, von der spätern eidgenössischen zum Vorbild genommene Gesetzgebung besaß.

Die Regierung des Kantons Glarus war es wiederum, welche in der Schweiz wohl zuerst den Gedanken internationaler Regelung der Produktionsbedingungen offiziell aussprach. In einem Schreiben an Präsident und Regierungsrath des Standes Zürich, datirt vom 26. September / 1. Oktober 1855, worin die Standeskommission des Kantons Glarus den Abschluß eines interkantonalen Konkordates betreffend die Fabrikgesetzgebung anregt, findet sich nämlich folgende Stelle:

„Um die Konkurrenzverhältnisse unter den Spinnern, soweit sie von diesen Punkten (sc. Arbeitszeit, Zulassung der Kinder etc.) abhängen, in ganz befriedigender Weise zu regeln, müßte freilich durch internationale Stipulationen zwischen den industriellen Staaten von ganz Europa ein einheitliches System geschaffen werden; da dieses aber jedenfalls vorläufig in das Gebiet der frommen Wünsche gehört, so scheint es uns, sollte wenigstens der Versuch nicht gescheut werden, innerhalb eines engeren Kreises die Verschiedenheiten soweit thunlich aufzuheben und die staatlichen Maßregeln auf die gleichen Grundsätze zurückzuführen.“ (Abgedruckt in den «Mittheilungen aus den Akten der zürcherischen Fabrikkommission.» Zürich, 1858.)

Die glarnerische Initiative führte auch auf interkantonalem Boden noch zu keinem Resultat.

Erst zwanzig Jahre später begegnen wir einer erneuten offiziellen Kundgebung bezüglich der Internationalität der Frage. Die gesetzgebenden Räte der Eidgenossenschaft traten am 5. Juni 1876 zu ihrer ordentlichen Sommersession in Bern zusammen. Der ab-



tretende Präsident des schweizerischen Nationalrathes, Herr Oberst Frey aus Basel-Landschaft, eröffnete den Nationalrath mit einer Ansprache, welche besonders dem damals eingebrachten Gesetzesentwurf betreffend Regulirung der Arbeit in den Fabriken gewidmet war, und folgende Stelle enthielt (Bundesblatt 1876, Bd. II, S. 953):

„Ferner dürfte es sich empfehlen, die Frage in Erwägung zu ziehen, ob nicht Seitens der Schweiz der Abschluß internationaler Verträge zum Zwecke möglichst gleichmäßiger Regulirung der Arbeiterverhältnisse in allen Industriestaaten sollte angeregt werden. Liegt ja doch die größte Schwierigkeit der Fabrikgesetzgebung in der Thatsache, daß durch das vereinzelte Vorgehen eines Staates im Sinne der Erleichterung der Arbeiter die Konkurrenzfähigkeit seiner Industrie unter Umständen schwer gefährdet werden kann. Allerdings sind die Produktionsbedingungen der Industriestaaten zum Theil sehr beträchtlich von einander verschieden; die Gegensätze dürften aber nicht so groß sein, daß die Herstellung einer gewissen Gleichmäßigkeit in den Arbeiterverhältnissen unter Belassung des nöthigen Spielraums sich als unausführbar erweisen sollte.“

## II. Die schweizerische Aktion vom Jahre 1881.

Den Anstoß zu derselben gab eine Motion des Herrn Nationalrath Oberst Frey. Derselbe hatte am 9. Dezember 1880 folgende Motion gestellt:

„Der Bundesrath wird eingeladen, mit den hauptsächlichsten Industriestaaten Verhandlungen anzuknüpfen behufs Anbahnung einer internationalen Fabrikgesetzgebung.“

Dieser Antrag kam am 30. April 1881 im schweizerischen Nationalrathe zur Behandlung. Ueber seine Begründung enthält das Protokoll des Rathes nachfolgende Stelle:

„Die Anbahnung von Unterhandlungen mit dem Auslande zur Vereinbarung übereinstimmender Fabrikgesetze rechtfertige sich sowohl aus sanitarischen, als moralischen und militärischen Rücksichten. Eine verständig gewählte Zeiteintheilung werde in geeigneter Weise auf das physische und geistige Wohl zurückwirken. In dieser Beziehung dürfe aber nicht auf noch erhöhte Arbeit hingewirkt werden, vielmehr erscheine eine zweckmäßige Verminderung derselben in hohem Grade erwünscht; weil hierin ein mächtiger Vorschub für die Gesundheit der Arbeiter liege, was auch dem militärischen Interesse der Staaten



zu gute komme, wie man aus folgenden statistischen Notizen ersehen möge:

I. Eine zweckmäßige Verminderung der Arbeitszeit schütze die Gesundheit der Arbeiter und liege daher u. A. auch im militärischen Interesse der Staaten.

Im Kanton Glarus erreichen von 100 Bauern 22, von 100 Fabrikarbeitern bloß 4 ein Alter von 70 Jahren. Im kräftigsten Mannesalter sterben von den Bauern 12 %, von den Fabrikarbeitern 32 %.

(Hirt, Arbeiterschutz.)

Nach den Angaben von Dr. Vacher (*La mortalité des nourrissons, étude statistique*, Paris 1869, pag. 11) seien von 100 geborenen Parisern im 20. Jahre nur 39,2 % übrig geblieben, welche dienstpflchtig gewesen, im übrigen Frankreich 64 %. Von jenen 39,2 % seien noch 29,5 % wegen «infirmités de toute nature» und 8,9 % wegen «défaut de taille» abgegangen. Es bleibe also von dieser zum überwiegenden Theile industriellen Bevölkerung kaum 1 % tauglich zum Militärdienste.

Ueber die österreichischen Verhältnisse liefere die «österreichische Monatsschrift für Gesellschaftswissenschaft und Volkswirtschaft», Wien 1888, Juni-Heft, pag. 226 ff. u. a. folgende Zahlen:

Im Jahre 1870 haben sich 496,274 Militärdienstpflichtige gestellt, wovon 149,875 tauglich und 346,399 untauglich befunden worden seien.

1878 dagegen haben sich 701,820 gestellt, von denen nur 126,659 tauglich, 575,161 untauglich haben erklärt werden müssen. Oder: unter 1000 Militärpflichtigen haben 1870 noch 293 Taugliche und 707 Untaugliche, 1878 dagegen nur noch 181 Taugliche und 819 Untaugliche sich befunden.

II. Die öffentliche Moral verlange die Reduktion der Arbeitszeit. (S. in erster Linie die bekannte Broschüre von Dr. Guillaume in Neuenburg über die Quellen des Verbrechens.)

Sodann sage der Franzose Marbeau — (wo?) — von den verlassenen Kindern:

«La chance du crime est sextuple pour eux; sur quatre enfants abandonnés trois meurent avant douze ans et le quatrième semble voué au mal.»

Im Interesse der allgemeinen Sittlichkeit liege es insbesondere auch, daß die Kinder, wenn immer möglich, ihre Erziehung im elterlichen Hause genießen.

In solchen Unterhandlungen, wie sie die Motion ins Auge fasse, liege das einzige Mittel, um der vorhandenen Ueberproduktion wirk-

sam entgegenzutreten. Die gegenwärtige Krise, die nun schon in das achte Jahr andauere, sei zu einer chronischen geworden, wie die Ueberproduktion ebenfalls chronisch geworden sei, weshalb darauf Bedacht genommen werden müsse, eine Verminderung der Produktion und damit auch eine Verminderung der Armuth zu erzielen.“

Das Protokoll fährt fort:

„Die Motion selbst wird von keiner Seite beanstandet. Dagegen wird von Herrn Bundesrath Ruchonnet beantragt, dem Bundesrathe anheimzugeben, zu welchem Zeitpunkte er die Unterhandlung für passend erachte. Die Unterhandlung könne zunächst nur mit solchen Staaten geführt werden, welche mit der Schweiz homogene Fabrikgesetzgebungen besitzen, also mit England, Frankreich (im Wurfe), während das ebenfalls wichtige Oesterreich noch keine Fabrikgesetzgebung habe, was die Unterhandlung mit diesem Staate zur Zeit noch erschweren dürfte.

Die Einschaltung der Worte «zu geeignetem Zeitpunkte» wird von keiner Seite beanstandet, und es wird hierauf die Motion, wie sie ergänzt ist, ohne Widerspruch mit 54 Stimmen angenommen, und sie lautet demnach:

Der Bundesrath wird eingeladen, mit den hauptsächlichsten Industriestaaten zu geeignetem Zeitpunkte Verhandlungen anzuknüpfen behufs Anbahnung einer internationalen Fabrikgesetzgebung.“

Wir zögerten nicht, mit der uns hiemit zugewiesenen Aufgabe uns zu beschäftigen, machten aber von der Befugniß, den Zeitpunkt der einzuleitenden Verhandlungen selbst zu wählen, in dem Sinne Gebrauch, daß wir vorerst über die in andern Staaten herrschende Stimmung ins Klare zu kommen suchten. Demnach ertheilten wir den schweizerischen Gesandtschaften in Paris, Berlin, Wien, Rom, dem schweizerischen Generalkonsulat in London und dem schweizerischen Konsulat in Brüssel am 10. Mai 1881 folgenden Auftrag:

„Der schweizerische Nationalrath hat unterm 30. v. Mts. auf den Antrag des Hrn. Nationalrath Frey den Bundesrath eingeladen, mit den hauptsächlichsten Industriestaaten zu geeigneter Zeit Verhandlungen anzuknüpfen behufs Anbahnung einer internationalen Fabrikgesetzgebung.

Um dieser Einladung nachzukommen, erachten wir als zweckmäßig, daß zunächst in den europäischen Industriestaaten nähere Informationen darüber eingezogen werden, ob in denselben überhaupt



Geneigtheit, zu einem internationalen Uebereinkommen betreffend die Arbeit in den Fabriken Hand zu bieten und in wie weit, vorhanden sei. Diese vorläufigen Informationen sollen uns in die Lage setzen, die Frage zu beurtheilen, ob offizielle Schritte bei den Regierungen der betreffenden Staaten mit Erfolg begleitet sein möchten und wie überhaupt weiter vorzugehen sei.

Wir ersuchen Sie deshalb, dortseits an geeigneter Stelle im bezeichneten Sinne in vertraulicher Weise Erkundigungen einzuziehen und uns sodann über das Resultat derselben zu berichten.“

Folgendes sind die Berichte, welche uns die gewünschte Aufklärung brachten:

a. Bericht des schweizerischen Gesandten in Paris, Herrn Minister Kern, vom 20. Mai 1881.

Nach Darlegung der ungünstigen Aussichten, welche für die Annahme des damals in Frankreich vorgelegten Gesetzesentwurfs über die Arbeitsdauer Minderjähriger und der Frauen in den Fabriken beim Parlamente beständen, schreibt der Minister:

„Il paraît au Gouvernement“, toujours d'après M. de Bagneaux (Directeur du Cabinet et du Personnel du Ministère du Commerce, der vom Schreibenden konsultirte Gewährsmann), „que le rôle de l'Etat n'est pas d'intervenir dans les contrats entre patrons et ouvriers, et de porter atteinte, sans nécessité absolue et bien démontrée, à la liberté du travail.“

„Si donc, en France même, le Gouvernement se montre très peu disposé à entrer dans cette voie, il serait encore bien moins enclin à se lier les mains par voie internationale sur cette matière. La Suisse“, a dit en terminant M. de Bagneaux, „a rendu de grands services à l'Europe en prenant l'initiative d'internationaliser les secours aux blessés, les postes, les télégraphes, etc., mais il ne faudrait pas aller trop loin ni trop vite dans cette voie, parce que toutes les idées ne sont pas également mûres partout.“

Nous n'avons pas à nous prononcer sur le fond de la question, mais seulement à rendre compte des dispositions rencontrées dans les cercles compétents français, à la suite des démarches faites pour exécuter vos instructions du 10 de ce mois.

La précision des réponses de M. de Bagneaux, la position de haute confiance dont il jouit auprès du Ministre du Commerce, M. Tirard, les votes de la Chambre des Députés et de la Commission du Sénat, tout cet ensemble de circonstances implique, dans



les cercles gouvernementaux et parlementaires français, un état d'esprit qui laisse difficilement entrevoir le succès de pourparlers officiels sur la base de la *motion de M. le Conseiller national Frey pour provoquer une législation internationale sur les fabriques.*<sup>4</sup>

b. Bericht des schweizerischen Geschäftsträgers in Berlin, Herrn Alfred de Claparède, vom 3. Juni 1881:

„In Beantwortung Ihrer gefälligen Zuschrift vom 10. vor. Mts. beehre ich mich Ihnen anzuzeigen, daß mir das Auswärtige Amt des Deutschen Reiches mit Note vom 1. lfd. Mts. in Rückäußerung meiner bezüglichen vertraulichen Anfrage betreffend Anbahnung einer internationalen Fabrik-Gesetzgebung (Antrag Frey) mittheilt,

« daß die Kaiserliche Regierung zur Anbahnung einer internationalen Fabrikgesetzgebung mitzuwirken sich nicht in der Lage sehen würde, weil sie es überhaupt nicht für thunlich erachtet, ihrerseits die gesetzliche Regelung dieser Materie durch Vertrag zu vincu-  
liren. »<sup>4</sup>

c. Bericht des schweizerischen Gesandten in Rom, Herrn Minister J. B. Pioda, vom 14. Juni 1881:

„En réponse à une Note verbale que j'ai adressée au Ministère Royal des Affaires Etrangères ensuite de Votre office du 10 Mai dernier par lequel Vous me chargiez de Vous informer si le Gouvernement italien serait disposé à prêter les mains à un règlement international sur les fabriques, conformément à la proposition de M. le conseiller national Frey, ledit Ministère vient de m'informer par une communication confidentielle que cette question sera soumise sans délai à l'examen des Ministères compétents.

Le Ministère R<sup>l</sup> désirerait toutefois avoir préliminairement des renseignements sur le but de la proposition dont il s'agit, c'est-à-dire quelle partie de la question complexe du travail dans les fabriques devra être réglée par cette entente, à savoir si c'est ce qui concerne les rapports entre ouvriers et chefs de fabrique, le travail des enfants et des femmes, l'hygiène des ateliers, les grèves, la grande et petite industrie, ou bien tous ces points à la fois.

En m'exprimant le désir d'être renseigné à ce sujet, le Ministère m'informe qu'à l'exception d'un projet de loi (dont le texte est contenu dans le N° 23 des Annales de l'Industrie et du Commerce que j'ai l'honneur de Vous adresser sous bande) concernant le travail des femmes et des enfants dans les fabriques, rien n'a encore été fait en Italie pour régler cette matière.

En Vous priant de vouloir bien me mettre à même de répondre à la demande de renseignements que vient de m'adresser le Ministère Royal et me transmettre pour ce dernier quelques exemplaires de la loi fédérale sur le travail dans les fabriques, je saisis cette occasion pour Vous réitérer, etc.<sup>4</sup>

d. Mit Begleitschreiben vom 16. September 1881 übermittelte der schweizerische Gesandte in Wien, Herr Minister Tschudi, Abschrift folgender Note, die, vom 31. August 1881 datirt, ihm Seitens des Ministeriums des Aeußern in Wien zugegangen war:

„Das Ministerium des Aeußern hat nicht unterlassen, die von Seiner, des schweizerischen außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Ministers, Herrn von Tschudi, Hochwohlgeboren, an das hiesige Amt unter dem 16<sup>ten</sup> Mai l. J. gerichtete vertrauliche Einfrage, ob die k. und k. Regierung eventuell geneigt wäre, zu einem internationalen Uebereinkommen betreffend die Fabrik-Gesetzgebung die Hand zu bieten, den Ressort-Ministerien beider Reichshälften mitzutheilen.

Die k. und k. Regierung hat von der Mittheilung der schweizerischen Regierung dankend Akt genommen, und dieselbe in ernstliche Erwägung gezogen.

So wenig gelegnet werden dürfte, daß, vom sozialpolitischen Gesichtspunkte betrachtet, die Regelung der in die obige Frage einschlägigen Verhältnisse im internationalen Wege insofern zweckmäßig und wünschenswerth erscheint, als die Schwierigkeiten, welche sich den Gesetzgebungen der Einzelstaaten bei Behandlung dieser Materien durch die Besorgnisse wegen Beeinträchtigung der Konkurrenzfähigkeit der einheimischen Industrie entgegenstellen, leichter behoben würden, so kann die k. und k. Regierung doch nicht umhin, dabei dem Bedenken Ausdruck zu geben, daß von einem Versuche, die Hauptgrundsätze der Arbeit in den Fabriken im internationalen Wege zu fixiren, angesichts der Eigenart der einzelnen Staaten, deren Bevölkerung und der staatlichen Institutionen sich ein praktischer Erfolg um so mehr (weniger?) erhoffen lasse, als in dieser wirthschaftlich und politisch hochwichtigen Partie der Gesetzgebung keine Regierung die Freiheit ihrer Aktion sich beschränken lassen könne.

Jedenfalls müßte die k. und k. Regierung ihre allfällige Theilnahme an der eventuellen Berathung der angeregten Frage:

1) von der vorausgegangenen Mittheilung eines die zur Vereinbarung proponirten Punkte konkret präzisirenden Programmes, von dessen Prüfung und von ihrer Zustimmung zu selben und



2) von der Gewißheit der Theilnahme aller großen Industriestaaten abhängig machen.

3) Auch würde sie — gegebenen Falles — ihre Delegirten nur dahin instruiren können, die von der Versammlung der Delegirten zur Annahme empfohlenen Punkte nur ad referendum zu nehmen, und müßte ich hiebei weitere Entscheidungen vorbehalten.

Das Ministerium des Aeußern erlaubt sich an den Herrn Gesandten das ganz ergebenste Ersuchen zu stellen, vorstehende Mittheilungen, in welchen die Anschauung der k. und k. Regierung gegenüber der vom Nationalrathe in Anregung gebrachten Frage wiedergegeben ist, gefälligst dem schweizerischen Bundesrathe zur Kenntniß bringen zu wollen.“

e. Mit Begleitschreiben vom 14. Juli 1881 übermittelte der schweizerische Generalkonsul in London, Herr H. Vernet, Abschrift folgender Note, die, vom 13. Juli datirt, ihm Seitens des Foreign Office in London zugegangen war:

„With reference to my letter of the 25<sup>th</sup> of May last, I have now to inform You that the Secretary of State for the Home Department has expressed his opinion that the conditions of labour vary so much in different countries, that it would appear to be impracticable to conclude a satisfactory international agreement in regard to the Regulation of Factories.“\*)

f. Trotz wiederholter Anfragen Seitens des schweizerischen Konsuls in Brüssel, Herrn Jules Borel, fand sich die belgische Regierung zu einer Antwort nicht veranlaßt.

Das Resultat unseres ersten Schrittes, wie es sich aus obigen Mittheilungen widerspiegelt, war, das muß wohl ohne Weiteres zugegeben werden, ein sehr wenig aufmunterndes und unerfreuliches; wir unterließen daher vorläufig weitere Bemühungen, überzeugt davon, daß solche gänzlich erfolglos bleiben würden.

\*) *Uebersetzung.* Mit Bezugnahme auf mein Schreiben vom 25. Mai laufenden Jahres habe ich Sie nunmehr davon zu benachrichtigen, daß der Staatssekretär für das Home Department seine Meinung dahin ausspricht, es erscheine, da die Arbeitsbedingungen in den verschiedenen Ländern so sehr von einander verschieden seien, unausführbar, ein befriedigendes internationales Uebereinkommen betreffend Fabrikgesetzgebung zu treffen.

### III. Die schweizerische Aktion vom Jahre 1889—1890.

Der Gedanke internationaler Regelung der Arbeitsverhältnisse wurde mit dem oben erwähnten negativen Resultat gleichwohl nicht aus der Welt geschafft. In dem auf das Jahr 1881 folgenden Dezzennium fand er vielfache Besprechung in den Kreisen der Nationalökonomien, Fabrikanten, Arbeiter etc., und die Aussichten einer bezüglichen internationalen Verständigung gestalteten sich langsam besser.

Wieder war es der schweizerische Nationalrath, welcher die Angelegenheit nochmals offiziell aufnahm. Am 23. Dezember 1887 brachten die Herren Nationalräthe Dr. Decurtins und Favon folgende Motion ein:

„In Erwägung, daß eine Reihe von Staaten bereits eine Arbeitergesetzgebung besitzen oder anstreben, die von Gesichtspunkten ausgeht und Tendenzen verfolgt, welche auch diejenigen der schweizerischen Arbeitergesetzgebung sind, wird der Bundesrath eingeladen, sich mit jenen Staaten in Verbindung zu setzen, um durch internationale Verträge oder eine internationale Arbeitergesetzgebung hinsichtlich

- 1) des Schutzes minderjähriger Personen,
- 2) der Beschränkung der Frauenarbeit,
- 3) der Sonntagsruhe, und
- 4) des Normalarbeitstages

gleichartige gesetzliche Vorschriften zu erzielen.“

Diese Motion kam am 27. Juni 1888 im Nationalrathe zur Behandlung. Die Motionsteller begründeten ihren Antrag, indem sie unter Anderm folgende Momente betonten:

Die Arbeiterfrage ist nicht nur eine nationale Frage, denn sie wird vom Markt beherrscht und dieser Markt ist der Weltmarkt. Die wirthschaftlichen Verhältnisse der zivilisirten Länder greifen überall in einander über; die Produktion des einen Landes bedingt den Markt des andern und es ist für ein Land nicht gleichgültig, unter welchen Bedingungen die Produktion im Nachbarlande sich vollzieht. Die Fabrikverhältnisse sind in den verschiedenen Ländern im Wesentlichen die gleichen, weil gleiche ökonomische Gesetze ihre Entwicklung beherrschen. Es liegt also kein Grund vor, die großen Grundprinzipien der Arbeiterschutzgesetzgebung nur für dieses oder jenes Land angemessen und passend zu erklären.

Die dem Arbeitgeber im Interesse des Schutzes seiner Arbeiter auferlegten Beschränkungen werden von ihm als solche empfunden,



welche ihm die Produktionsbedingungen ungünstiger gestalten und den Kampf mit der ausländischen Konkurrenz erschweren. Die internationale Regelung der Frage ist daher für die Entwicklung des Arbeiterrechts, welche dem Arbeitgeber schwere Lasten aufbürden muß, eine *conditio sine qua non*. Außerdem wird eine internationale Arbeiterschutzgesetzgebung den Weg bahnen, auf welchem der verderblichen Ueberproduktion begegnet werden kann.

Die Maschine, die Großindustrie, die Vereinigung des Kapitals haben das Großkapital und die Arbeiterbevölkerung in einen Gegensatz gebracht, wie er schärfer nie existierte. Alle Staaten suchen die Gefahr zu beschwören, gelangen aber der wirthschaftlichen Konkurrenz wegen zu ungenügenden Resultaten. Um zu ernstlichen Erfolgen zu gelangen, bedarf es wiederum einer internationalen Verständigung.

Mancher Staat, der im Jahre 1881 den sozialen Reformen keine Wichtigkeit beigelegt, ist seither von seiner Gleichgültigkeit zurückgekommen, und überall ist man mit dem Erlaß von Gesetzen beschäftigt, um die Existenzbedingungen der Arbeiter zu verbessern.

Freilich darf man nicht unmittelbar auf große Resultate rechnen, aber es hat an und für sich schon seine Bedeutung, wenn man die Frage auf die europäische Tagesordnung setzt, die Fortschritte der öffentlichen Meinung und die Uebereinstimmung der zur Anwendung gebrachten Methoden in die richtige Beleuchtung stellt, dem Gedanken Form und Ausdruck verleiht. Keine Anstrengung ist unnütz, die man macht, um sich dem Ideal des Rechtes zu nähern.

Das Protokoll des Nationalrathes vom 27. Juni 1888 führt fort, indem es die Ausführungen des Vertreters des Bundesrathes, Herrn Bundesrath Deucher, wie folgt, resumirt:

„Nachdem die Motionssteller ihre Motion begründet, wird von *bundesrätthlicher Seite* bemerkt, daß der Bundesrath einstimmig beschlossen habe, die Motion zu acceptiren. Immerhin müsse vor allzu hoch gespannten Erwartungen über den Erfolg daheriger Schritte gewarnt werden. Der Gedanke sei bekanntlich nicht neu. Schon 1855 habe Glarus einer interkantonalen Arbeitergesetzgebung gerufen und dabei auf die Wünschbarkeit einer internationalen Regelung der Frage aufmerksam gemacht. 1857 habe ein Elsässer, Namens Le Grand, eine solche Regelung postulirt und dabei in der Hauptsache all' denjenigen Ideen Ausdruck gegeben, welche heute von den Motionsstellern ausgesprochen worden seien. Diese Ideen hätten Wiederhall gefunden in den Arbeiterassocationen der großen Industriestaaten Europa's. Auf gleichem Boden habe 1881 die Motion Frey gestanden. Ihr Folge gebend, habe der Bundesrath sich im Sinne dieser Motion

an die ausländischen Regierungen gewendet. Die Antworten seien nicht besonders ermunternd gewesen. Einer der begrüßten Staaten habe sich trotz mehrfacher Rechargen nicht einmal zu einer Antwort herbeigelassen. Immerhin stehe die Welt nicht still und bei dem Umschwung der Ideen, welcher sich gerade auf dem Gebiete der sozialen Frage in der neuesten Zeit geltend mache, gebe der Bundesrath die Hoffnung nicht auf, daß wenigstens ein Theil des Programms realisiert werden könne, ja daß voraussichtlich noch zwei weitere und nicht unwichtige Punkte international regulirt werden dürften, nämlich das Verhältniß zwischen Arbeitgeber und Arbeiter und die Frage der Einrichtung der Fabriken in einer den Forderungen der Hygiene entsprechenden Weise. Dagegen sei allerdings keine Hoffnung, mit Bezug auf den Normalarbeitstag etwas zu erlangen. Der Bundesrath gedenke übrigens diesmal nicht nur mit einer allgemein gehaltenen Anfrage, sondern mit einem bestimmten und ausführlichen Programm an die betreffenden Staaten zu treten. Man erreiche damit doch wenigstens das, daß die Frage neuerdings studirt werden müsse und so wieder in Fluß komme. Immerhin wolle darauf aufmerksam gemacht werden, daß, zumal die Interessen aller Schichten der Bevölkerung hier identisch seien, die Aktion sich nicht nur von Regierung zu Regierung, sondern ebenso von Interessenkreis zu Interessenkreis machen sollte. Hier könne die Arbeitsbevölkerung sich im eigenen Interesse betheiligen, ohne in feindlichen Gegensatz zu den Arbeitgebern zu treten.“

Das genannte Protokoll schließt seinen Bericht über die Verhandlung mit den Worten:

„Da ein Antrag auf Nichterheblichkeitserklärung nicht gestellt ist, so wird die *Motion als gutgeheißen erklärt* und im Sinne des Artikels 67 des Reglements dem Bundesrath überwiesen.“

In unserm, Ihnen s. Z. unterbreiteten Geschäftsführungsbericht über das Jahr 1888 haben wir bemerkt:

„Bei Verwirklichung der vom Nationalrathe am 27. Juni beschlossenen Motion der Herren Decurtins und Favon betreffend internationale Arbeitergesetzgebung gedenken wir möglichst sorgfältig vorzugehen, um für den anzustrebenden Erfolg so viele Chancen, als es der gegenwärtige Stand der Dinge irgend erlaubt, zu vereinigen. Zu diesem Zweck schien dem Departement (sc. dem Industrie- und Landwirtschaftsdepartement, in dessen Geschäftskreis die Angelegenheit fällt) ein die ganze Frage beleuchtendes Memorial ein vorzügliches Mittel zu sein, mit dessen Ausarbeitung es Herrn Nationalrath Dr. Decurtins beauftragte (3. Juli).“



Dieses Memorial datirt vom 12. Februar 1889 und wurde vom genannten Departement in französischer Sprache unter dem Titel „La Question de la Protection ouvrière internationale“ veröffentlicht.

Der Schluß des Dokumentes lautet:

„Selbstverständlich kann eine internationale Vereinbarung nicht in das Detail der Fragen sich einlassen. Man müßte wohl sich begnügen, einige Hauptpunkte verbindlich festzustellen und als solche möchten wir bezeichnen:

1. Festsetzung eines Minimalalters für die Beschäftigung von Kindern in den Fabriken und Bergwerken.
2. Verbot der Nachtarbeit für Frauen und jugendliche Arbeiter.
3. Gänzlichcs Verbot der Frauenarbeit in besonders gesundheits-schädlichen und gefährlichen Industrien.
4. Verbot der Sonntagsarbeit.
5. Einführung eines Maximalarbeitstages für jugendliche Arbeiter.

Diese Forderungen sind nicht so weitgehend, daß nicht bei allen Staaten Europa's Geneigtheit sollte vorhanden sein, wenigstens sie in einer Konferenz von Delegirten zur Besprechung gelangen zu lassen.

Nur eine Frage darf hier mit Recht aufgeworfen werden, ob nicht auch die Kreirung einer internationalen Zentralstelle in's Auge gefaßt werden muß. Diese hätte die Berichte über die Handhabung der internationalen Vereinbarung entgegenzunehmen und zu vermitteln. Auch sollte diese Zentralstelle die Entwicklung der Arbeitergesetzgebung überhaupt studiren und ihre Studien publiziren.“

Nachdem die Angelegenheit so weit gediehen und die gesammte Sachlage den Zeitpunkt als geeignet erscheinen ließ, gelangten wir mit folgendem, vom 15. März 1889 datirten Rundschreiben an sämmtliche europäische Industriestaaten, adressirt an die Minister des Auswärtigen von Belgien, Dänemark, Deutschland, Frankreich, Großbritannien, Italien, Luxemburg, der Niederlande, von Oesterreich-Ungarn, Portugal, Rußland, Schweden und Norwegen, Spanien:

„Als der schweizerische Bundesrath im Jahre 1881 bei den hohen Regierungen einiger der hervorragendsten europäischen Industriestaaten durch seine diplomatischen Vertretungen hatte Erkundigungen einziehen lassen, ob Geneigtheit vorhanden wäre, zu einem internationalen Uebereinkommen betreffend die Arbeit in den Fabriken

Hand zu bieten, konnte er den eingegangenen Antworten entnehmen, daß über den Gegenstand ziemlich divergirende Anschauungen herrschten. Während von der einen Seite auf die Schwierigkeiten hingewiesen wurde, welche der Anregung entgegenständen, wurde von der andern gewünscht, es möchten zunächst die zu einer Vereinbarung sich eignenden Punkte in einem Programm präzisirt werden, von dessen Prüfung die weitere Entscheidung abhängig wäre.

Wenn der schweizerische Bundesrath damals der Angelegenheit für einstweilen keine weitere Folge geben zu sollen glaubte, so haben sich im Verlauf der seither verflossenen acht Jahre die Verhältnisse unzweifelhaft günstiger gestaltet. Mehrere Staaten haben inzwischen über die Industrie-Arbeit Gesetze erlassen, andere bereiten solche vor; verschiedene gesetzgebende Körper befassen sich mit einschlägigen Vorlagen und haben auch speziell die Frage internationaler Abmachungen über den Gegenstand schon zur Erörterung gebracht. Diese Frage ist ferner in der Literatur einläßlich behandelt worden und im öffentlichen Leben wendet sich ihr ein wachsendes Interesse zu, welches viele der frühern Bedenken beseitigt zu haben scheint. Wichtige Kundgebungen haben stattgefunden, von denen nur eine der neuesten, die Beschlüsse des VI. internationalen Kongresses für Hygiene und Demographie zu Wien im Jahre 1887, erwähnt sein möge. Ueberall haben sich die Produktions- und Arbeiterverhältnisse, wie wohl nicht zu verkennen ist, so gestaltet, daß jener Frage wirklich eine aktuelle Bedeutung zukommen dürfte.

Der schweizerische Bundesrath glaubt daher nicht inopportun zu handeln, wenn er bei den hohen Regierungen den Gegenstand neuerdings anregt, und zwar, wie es die nun besser abgeklärten Verhältnisse erlauben, in bestimmterer Form, wodurch die schon früher geltend gemachten Wünsche einzelner der hohen Regierungen Berücksichtigung finden.

Nach der Auffassung des schweizerischen Bundesrathes würde es sich nicht darum handeln, internationale Vereinbarungen einzig im Interesse der Arbeiter und ihrer Familien in Aussicht zu nehmen — die allgemein gebräuchliche Bezeichnung «internationale Arbeiterschutzgesetzgebung» muß wohl auch hinsichtlich des Ausdrucks «Gesetzgebung» als eine nicht ganz zutreffende angesehen werden —, sondern es scheinen ihm zwei Momente in's Gewicht zu fallen, einerseits eine gewisse Regelung der industriellen Produktion, andererseits die Verbesserung der Arbeiterverhältnisse.

In ersterer Hinsicht möge darauf hingewiesen werden, daß internationale Staatsverträge Vielen als das erfolgreichste Mittel erscheinen, um eine Verminderung der über den Bedarf hinausgehenden Waaren-



erzeugung und der von ihr verursachten Uebel zu erzielen und die gegenseitigen Produktionsverhältnisse in natürliche und rationelle Schranken zurückzuführen.

Mit der Erstrebung dieses einen Zieles hängt aber wohl diejenige des andern, die Lage der Arbeiter besser zu gestalten, zusammen, denn die nationale Gesetzgebung kann in ihrer Obsorge für die Arbeiterfamilien nur bis zu einer gewissen Grenze gehen. Daß es aber dringend geboten sei, die wirksame Thätigkeit des Staates auch in dieser Richtung zu entfalten, beweisen die bereits bestehenden, zum Theil vor vielen Dezzennien schon erlassenen Gesetze zahlreicher Länder, sowie die schlimmen Resultate, welche aus den mannigfaltigsten auf diesem Gebiete vorgenommenen hygieinischen, statistischen und sozialwissenschaftlichen Untersuchungen sich ergeben haben. Es wird als ein Gebot der Humanität sowohl als der Sorge für die durch Degenerirung großer Bevölkerungsklassen geschwächte Wehrkraft der Staaten bezeichnet, den Zustand der Dinge nicht fortbestehen zu lassen.

Allerdings werden sich die anzustrebenden Fortschritte nicht auf einmal verwirklichen lassen, sondern es kann sich unzweifelhaft nur darum handeln, die zunächst erreichbaren zu verfolgen. In diesem Sinne möchten als mit Erfolg von einem Staatenverband zu regulirende Gebiete vor Allem angesehen werden:

die industrielle Sonntagsarbeit,

die industrielle Kinder- und Frauenarbeit,

insofern, als durch eine all zu intensive und all zu frühzeitige Ausnützung, durch eine den Gesetzen der Natur und der Sitte zuwiderlaufende Verwendung der Arbeitskräfte die Familie physischer wie moralischer Depravation entgegengeführt und zerstört wird.

Die Art und Weise des Vorgehens dürfte nach Ansicht des schweizerischen Bundesrathes darin bestehen, daß sich zunächst eine keinen diplomatischen Charakter tragende Konferenz von Delegirten der verschiedenen Staaten versammelte, um auf Grund eines Programms die Frage zu berathen und diejenigen Punkte festzusetzen, deren Ausführung durch internationales Uebereinkommen den hohen Regierungen als wünschbar zu bezeichnen wäre. Als Programmpunkte erlaubt sich der schweizerische Bundesrath, im Sinne der vorstehenden Ausführungen und in Hinsicht auf die bereits bestehende Gesetzgebung in den verschiedenen Staaten, unmaßgeblicher Weise vorzuschlagen:

1. Verbot der Sonntagsarbeit.
2. Festsetzung eines Minimalalters für die Zulassung von Kindern in fabrikmäßigen Betrieben.

3. Festsetzung eines Maximalarbeitstages für jugendliche Arbeiter.
4. Verbot der Beschäftigung von jugendlichen und weiblichen Personen in besonders gesundheitsschädlichen und gefährlichen Betrieben.
5. Beschränkung der Nacharbeit für jugendliche und weibliche Personen.
6. Art und Weise der Ausführung allfällig abgeschlossener Verträge.

Wenn sich die Konferenz über diese Punkte oder einzelne derselben geeignet hätte, so würden die Resultate den hohen Regierungen als unverbindliche Vorschläge zu unterbreiten sein. In dem Falle, daß der einen oder andern der hohen Regierungen nur ein Theil dieser Vorschläge genehm wäre, könnten besondere internationale Uebereinkommen betreffend einzelne Fragen jeweilen von denjenigen Staaten in Aussicht genommen werden, welche hinsichtlich deren Lösung übereinstimmen. Die Vereinbarungen würden nicht den Sinn haben, die nationalen Gesetze zu ersetzen, sondern die kontrahirenden Theile verpflichten, in ihrer einheimischen Gesetzgebung gewisse Minimalforderungen durchzuführen; denjenigen Staaten, welche weiter gehen wollten, bliebe dies selbstverständlich unbenommen, wie denn auch die Schweiz ihre Fabrikgesetzgebung, welche sich in den zwölf Jahren ihres Bestehens vollständig eingelebt hat, nicht abzuschwächen, sondern weiter zu entwickeln gedenkt. Für Staaten, deren Gesetzgebung jene Minimalforderungen zur Zeit noch nicht erfüllt, wäre wohl bei eventuellem Beitritt zu einem internationalen Uebereinkommen eine angemessene Uebergangszeit zu stipuliren. Die Festsetzung der Staatsverträge selbst würde spätern Konferenzen der einzelnen hiezu geeigneten Staaten vorbehalten sein.

Indem der schweizerische Bundesrath diese seine Ansichten den hohen Regierungen zur Prüfung zu unterbreiten die Ehre hat, möchte er dieselben um geneigte Mittheilung ersuchen, ob es ihnen genehm wäre, eine im September dieses Jahres in Bern abzuhaltende vorbereitende Konferenz durch Delegirte zu beschicken.

Der Bundesrath behält sich vor, wenn, wie er hofft, seine Anregung günstige Aufnahme findet, den hohen Regierungen ein detaillirteres Programm zu unterbreiten, welches als Basis der Berathung zu dienen hätte.

Genehmigen Sie, etc."

Den hierauf eingehenden Antworten der betreffenden Regierungen konnten wir mit Vergnügen entnehmen, daß unser Projekt einer internationalen Konferenz dießmal so gut wie gesichert war. Wir



konstatiren, daß unsere diesbezügliche Einladung vom 15. März 1889 ohne Vorbehalt in zustimmendem Sinne beantwortet wurde:

1. Von Belgien, mit Note vom 27. April 1889.

2. Von Frankreich, mit Note vom 4. Mai 1889, folgenden Passus enthaltend:

„Le Gouvernement de la République porte un trop vif intérêt à toutes les questions sociales, particulièrement à celles qui concernent la «production industrielle» et «l'amélioration des conditions de la vie de l'ouvrier» pour ne pas avoir accueilli, avec une sympathie particulière, les ouvertures du Conseil fédéral. Il ne se dissimule pas les difficultés de l'entente dont il s'agirait de poursuivre la réalisation, mais la marche indiquée dans la note que vous (sc. der schweizerische Gesandte, Herr Minister Lardy) avez bien voulu me transmettre au nom de votre Gouvernement paraît être la meilleure pour les aborder et en préparer la solution dans toute la mesure possible.“

3. Von Luxemburg, mit Note vom 31. Mai 1889, die Worte enthaltend:

„Le Gouvernement du Grand-Duché porte un trop vif intérêt à l'étude de la question de l'amélioration matérielle de la vie des ouvriers pour ne pas accueillir avec sympathie les ouvertures du Conseil fédéral.

S'associant dès lors de cœur au but humanitaire de la future Conférence, le Gouvernement grand-ducal compte s'y faire représenter, etc.“

Mit Note vom 28. Juni 1889 theilte sodann die großherzogliche Regierung die Ernennung des Herrn Dr. A. Brasseur zum Delegirten mit.

4. Von den Niederlanden, mit Note vom 13. April 1889.

5. Von Oesterreich-Ungarn, mit Note vom 5. Mai 1889; mit Note vom 24. Juni 1889 theilte die k. u. k. Gesandtschaft in Bern die Ernennung der Herren August Freiherr von Plappart, Béla Freiherr von Weigelsperg, Dr. Franz Migerka und Dr. Julius von Schnierer zu Delegirten mit.

6. Von Portugal, mit Note vom 6. Mai 1889.

Großbritannien und Italien machten Vorbehalte. Wir reproduziren nachstehend einerseits die bezügliche Note des eng-

lischen Geschäftsträgers in Bern, Herrn Arth. Leweson Gower, vom 7. Juni, andererseits diejenige des Herrn Unterstaatssekretärs Damiani in Rom, vom 3. Juni 1889.

„With reference to the invitation addressed on the 15<sup>th</sup> March last by the President of the Swiss Confederation to the Marquess of Salisbury, through Monsieur Vernet, the Swiss Consul General in London, requesting Her Majesty's Government to take part in an International Conference on the subject of the Laws affecting labour, I am instructed by the Marquess of Salisbury to state, that Her Majesty's Government are very willing to join in the Examination and Discussion of this interesting and important subject, if a Conference, including the principal European Powers, should be assembled for that purpose.

In doing so, they will principally have in view the Collection of information with respect to the legislation which prevails in other countries, or which the Governments of those countries are disposed to recommend and the communication of all documents and statistics which it may be in their power to furnish with respect to the legislation which prevails in this country. As at present advised, they are not of opinion that the function to which an International Conference usually addresses itself of framing Resolutions or Conventions by which all the Signatories are bound would be suitable to the subject-matter of the contemplated Inquiry.

The difficulties inherent in any attempt to arrive at a complete similarity of legislation upon such questions are necessarily very great; and the action of Each of the Governments represented must be determined mainly by the special circumstances of its own Country.

It must be understood that Her Majesty's Government only accept the invitation which the President has done them the honour to forward, for the purpose of discussing the five matters specially proposed for their Examination, viz: the prohibition of Sunday labour; the fixing of a minimum age for the admission of children into factories; the fixing of a Maximum limit of a working day for young persons; the prohibition of the Employment of women and young persons in specially unhealthy or dangerous callings; and the limitation of night work for women and young persons.

It is necessary to make this reserve because in other parts of the Presidents note, His Excellency alludes to projects for regulating the hours of adult male labour, and imposing restrictions upon production, and these are questions which, in any case, the Representatives of this Country would not be instructed to discuss.



Her Majesty's Government hope to receive from the Swiss Government in due time, fuller details with respect to the period at which the Conference will met, and the conditions under which its deliberations will be conducted.

In making this communication, I avail myself of this opportunity, etc.<sup>\*)</sup>

\*) *Uebersetzung.* Mit Bezugnahme auf die am 15. März a. c. vom schweizerischen Bundespräsidenten durch den schweizerischen General-Konsul in London, Herrn Vernet, an den Marquis of Salisbury gerichtete Einladung, die Regierung Ihrer Majestät möchte an einer internationalen Konferenz für Arbeitergesetzgebung Theil nehmen, bin ich vom Marquis of Salisbury angewiesen, auszusprechen, daß die Regierung Ihrer Majestät sich sehr gerne an einer Untersuchung und Besprechung dieser interessanten und wichtigen Frage betheiligt, falls eine, die wichtigsten europäischen Mächte umfassende Konferenz zu diesem Zwecke zusammentreten sollte.

Hiebei wird sie hauptsächlich die Summe der Informationen bezüglich der in andern Ländern herrschenden Gesetzgebung oder derjenigen, welche die Regierung eines Landes geneigt ist, anzuempfehlen, sowie auch die Bekanntgebung aller Dokumente und statistischen Nachrichten, die in Bezug auf die Gesetzgebung in diesen Ländern geliefert werden können, im Auge haben. Gegenwärtiger Meinungsäußerung gemäß ist sie nicht der Ansicht, daß das Anstreben umfassender Beschlüsse und Uebereinkommen, die eine internationale Konferenz sich selbst gewöhnlich zum Ziele setzt und durch welche alle Unterzeichneten gebunden sind, dem Zweck der in Aussicht genommenen Untersuchung entsprechen würde. Die mit jedem derartigen Versuch verbundenen Schwierigkeiten, zu einer vollständigen Gleichartigkeit der Gesetzgebung bezüglich solcher Fragen zu gelangen, sind naturgemäß sehr groß, und die Aktion jeder einzelnen vertretenen Regierung muß hauptsächlich durch die speziellen Verumständen ihres eigenen Landes bedingt sein.

Wir machen Sie daher darauf aufmerksam, daß die Regierung Ihrer Majestät die Einladung, mit welcher der Präsident sie beehrt hat, nur zum Zwecke der Besprechung der fünf speziell vorgesehenen Fragen annimmt, nämlich für das Verbot der Sonntagsarbeit, die Bestimmung eines Minimalalters für Aufnahme von Kindern in den Fabriken, die Bestimmung einer Maximalarbeitszeit für junge Leute, das Verbot der Verwendung von Frauen und jungen Leuten in besonders gesundheitsschädlichen oder gefährlichen Betrieben, und die Beschränkung der Nachtarbeit für Frauen und junge Leute.

Die erwähnte italienische Note lautet:

„Le Gouvernement du Roi a examiné la demande du H. Conseil Fédéral que vous avez bien voulu communiquer par la note du 28 mars dernier concernant notre adhésion à la conférence qui doit se réunir à Berne pour régler le travail dans les fabriques.

J'ai maintenant l'honneur de Vous faire connaître que nous n'avons point de difficulté de nous faire représenter à la dite conférence sous réserve de la plus ample liberté en ce qui concerne notre accueil aux vœux qui y seront formulés.

L'Italie vient à cet effet d'être douée depuis peu de temps, d'une complète législation sur les fabriques, qui représente la limite extrême à laquelle l'Etat peut pousser, dans les conditions actuelles de nos industries, la réglementation du travail national sans en entraver aucune branche.

Cette législation répond à la plupart des questions qui forment le programme de la conférence: il y en a notamment trois auxquelles elle donne une solution qui se trouve en opposition avec ce programme, c'est-à-dire l'interdiction du travail du dimanche, l'interdiction du travail des femmes âgées et la fixation d'un maximum de la journée de travail pour les jeunes ouvriers. Sur ces points surtout le Gouvernement Royal ne pourrait donc prendre pour le moment aucun engagement.

En égard au caractère de la conférence tel qu'il résulte du programme, je crois toutefois que notre adhésion, malgré ces réserves, pourra être acceptée par le Gouvernement Fédéral.

Je vous prie donc d'avoir l'obligeance de me faire connaître son avis à ce sujet et de me faire parvenir en même temps un autre exemplaire de la circulaire du H. Conseil fédéral.

Veuillez agréer, etc.“

Es ist nothwendig, diesen Vorbehalt zu machen, weil an andern Stellen des Schreibens des Präsidenten Seine Exzellenz auf Projekte für Regelung der Arbeitszeit erwachsener männlicher Arbeiter und Beschränkung der Produktion anspielt und dies Fragen sind, welche zu besprechen die Vertreter dieses Landes in keinem Falle ermächtigt würden.

Die Regierung Ihrer Majestät hofft von der schweizerischen Regierung seiner Zeit genauere Angaben bezüglich des Zeitpunktes, zu welchem die Konferenz zusammentreten, und der Bedingungen, unter welchen deren Verhandlungen geleitet werden sollen, zu erhalten.

Indem ich Ihnen diese Mittheilungen mache, benütze ich die Gelegenheit, etc.



Spanien bestätigte nur den Empfang unseres Rundschreibens vom 15. März 1889 mit Note vom 2. April gleichen Jahres; eine Mittheilung über seine Absichten betreffend Beschickung der Konferenz ging nicht ein.

Rußland gab einen ablehnenden Bescheid. Die betreffende Note des russischen Geschäftsträgers in Bern, Herrn Meissner, vom 24. Juni/6. Juli 1889, lautete:

„En réponse à l'invitation qui lui a été transmise de participer à la Conférence qui doit se tenir à Berne dans le courant du mois de Septembre prochain pour une réglementation internationale du travail des ouvriers dans les fabriques, le Gouvernement Impérial vient d'informer la Légation de Russie, que malgré tout l'intérêt que comporteront les travaux de la prochaine Conférence, Il ne juge pas opportun d'y prendre part et de nommer des délégués à cet effet.

Le Soussigné, Chargé d'Affaires de Russie, saisit cette occasion, etc.“

Eine analoge Antwort erhielt das schweizerische Generalkonsulat in St. Petersburg, welchem folgende Note, datirt vom 20. Juli/1. August 1889, Seitens des Ministeriums des Auswärtigen in St. Petersburg zuging:

„Votre note du 20 Mars dernier accompagnait un pli du Haut Conseil fédéral, par lequel votre Gouvernement engageait le Gouvernement Impérial à prendre part à la Conférence internationale qui doit avoir lieu à Berne au mois de Septembre prochain et qui a pour but de régler certains points relatifs au travail dans les fabriques.

Aujourd'hui j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement Impérial ne compte pas se faire représenter à ladite Conférence internationale, le travail dans les fabriques en Russie étant une question difficile à régler uniformément, vu que les conditions du travail ne sont pas les mêmes dans les différentes parties de l'Empire.

Recevez, etc.“

Dänemark, Deutschland, Schweden und Norwegen beantworteten unser Rundschreiben überhaupt nicht.

Es ist die Frage aufgeworfen worden, warum letzteres nicht auch an die Vereinigten Staaten von Nordamerika gerichtet worden sei. Wir halten es für zweckmäßig, die bezüglichen Gründe einem Schreiben, datirt vom 5. Juli 1889, zu entnehmen, mit welchem wir ein Gesuch der „Central Labor Federation of New-York“, vom 11. Juni 1889, die Einladung auch an die genannten Staaten

ergehen zu lassen, beantworteten. Wir äußerten uns dahin, daß wir bezweckten, zunächst die Ansichten der europäischen Industriestaaten auf der Konferenz sich geltend machen zu lassen, um zu erfahren, ob es möglich sei, zu internationalen Vereinbarungen auf diesem Gebiete zu gelangen. Wenn sich diese Möglichkeit ergebe, so werde es Sache späterer, diplomatischer Konferenzen sein, solche Vereinbarungen zu berathen und abzuschließen, und es werde dann die Gelegenheit vorhanden sein, noch andere Staaten zuzuziehen. Einiges Gewicht sei auch auf den Umstand gelegt worden, daß die Kompetenz der Unionsgesetzgebung sich nur auf die eigenen Arbeiter der Vereinigten Staaten-Union erstrecke.

Es waren wesentlich bekannte politische Verhältnisse, welche uns späterhin bestimmten, von der Veranstaltung der Konferenz auf den September 1889 Umgang zu nehmen und sie auf das Frühjahr 1890 zu verschieben; auch die Vorbehalte Großbritanniens und Italiens, die wir oben mitgetheilt, fielen bei diesem Entschlusse ins Gewicht. Wir richteten daher an die Minister des Auswärtigen von Belgien, Dänemark, Deutschland, Frankreich, Großbritannien, Italien, Luxemburg, der Niederlande, von Oesterreich-Ungarn, Portugal, Rußland, Schweden und Norwegen, Spanien folgendes, vom 12. Juli 1889 datirtes Rundschreiben:

„En réponse à notre circulaire du 15 mars dernier, adressée à tous les états industriels de l'Europe et concernant une conférence à tenir à Berne, au mois de septembre, pour régler par voie internationale des questions se référant au *travail dans les fabriques*, les gouvernements des états dont les noms suivent par ordre de date ont promis leur participation:

Pays-Bas, Belgique, Portugal, Autriche-Hongrie, France, Luxembourg, Italie et Grande-Bretagne.

Le gouvernement russe a refusé par des motifs d'opportunité, et ceux de l'Empire allemand, du Danemark, d'Espagne et de Suède-Norvège n'ont pas encore répondu.

En terminant notre circulaire précitée, nous faisons observer que, si nos ouvertures rencontraient un accueil favorable, nous nous réservions de communiquer ultérieurement aux hauts gouvernements un programme détaillé, pour servir de base aux discussions de la conférence.

En faisant les études préalables pour ce programme spécial, et en regard des réserves assez importantes que certains gouvernements, d'accord sur le principe, ont cru devoir faire dans leur déclaration



d'adhésion, nous sommes arrivés à la conviction qu'il est absolument nécessaire, dans l'intérêt de la chose, pour écarter les malentendus encore existants et pour arriver à un résultat satisfaisant des négociations, que le programme détaillé que nous avons promis soit soumis, avant la réunion de la conférence, à une étude ultérieure et à un examen minutieux de la part de tous les gouvernements participants.

Or, pour cela, le temps qui reste encore jusqu'au mois de septembre prochain nous paraît évidemment trop court; aussi jugeons-nous utile de vous proposer d'ajourner au printemps de l'année prochaine la réunion de la conférence.

Nous osons espérer que d'ici là, après avoir pris connaissance de notre programme spécial, les hauts gouvernements des états qui n'ont pas encore donné leur adhésion jusqu'à ce jour pourront se décider à prendre part aux délibérations dont il s'agit.

Dans l'hypothèse que vous serez d'accord sur notre proposition d'ajournement, nous ne manquerons pas de vous communiquer, le plus tôt que faire se pourra, le programme spécial.

Veuillez agréer, etc."

Belgien, Frankreich, Großbritannien und die Niederlande erklärten sich ausdrücklich mit der Verschiebung der Konferenz einverstanden; letztere gaben bei diesem Anlasse mit Note vom 7. August 1889 folgende Erklärung ab:

"Il résulte de l'office prérappelé que quelques-uns des Gouvernements invités à la conférence ont cru ne pouvoir accepter cette invitation que sous des réserves assez importantes

Je me permets de rappeler à Votre Excellence que le Gouvernement du Roi a adhéré à l'invitation que Vous avez bien voulu lui adresser sans réserve aucune.

Il est d'avis que cette adhésion ne restreint d'aucune manière sa liberté de décision par rapport aux questions à traiter, ni celle du délégué des Pays-Bas à la Conférence préalable; il faut du reste s'attendre à des divergences d'opinion au sujet de la portée des mesures à prendre et qu'un règlement international devra résoudre.

A ce point de vue, le Gouvernement du Roi estime également inutile de faire à l'avance des réserves concernant la question du travail du Dimanche, l'étendue de la défense de ce travail, les personnes auxquelles cette défense sera applicable, la nature des travaux à défendre et le temps pendant lequel ces travaux seront interdits. Il pense notamment que le Conseil Fédéral ne saurait avoir en vue une défense absolue de tout travail, pendant toute la journée du Dimanche, pour qui que ce soit et pour n'importe quelle profession ou quel métier.

A l'effet de prévenir tout malentendu à cet égard, j'ai cru, Monsieur le Président, devoir faire part à Votre Excellence de ces considérations, qui ont prévalu lorsque le Gouvernement du Roi a accepté sans réserves l'invitation à la Conférence prérappelée."

Gegen die Jahreswende 1889/90 hatten sich die dem Zusammen treten einer Konferenz entgegenstehenden Verhältnisse derart gebessert, daß wir uns entschlossen, die Angelegenheit wieder aufzunehmen, das im Schlußsatze unseres Rundschreibens vom 15. März 1889 vorgesehene Diskussionsprogramm aufzustellen und eine bestimmte Einladung zur Theilnahme an einer Konferenz ergehen zu lassen. Es geschah dies in unserm Rundschreiben vom 28. Januar 1890, welches wir an die auswärtigen Ministerien von Belgien, Dänemark, Deutschland, Frankreich, Großbritannien, Italien, Luxemburg, der Niederlande, von Oesterreich-Ungarn, Portugal, Schweden-Norwegen und Spanien richteten; Rußland hatte, wie wir oben dargelegt, seine Betheiligung schon früher abgelehnt.

Das Rundschreiben lautete:

„En nous référant à notre circulaire du 12 juillet 1889 relative à la réglementation du travail, nous avons l'honneur de soumettre à l'examen de Votre Excellence le projet de programme que nous avons élaboré pour servir de base aux délibérations de la Conférence internationale dont nous avons annoncé la prochaine convocation, conférence qui, comme nous l'avons dit, ne revêtira aucun caractère diplomatique.

Vous voudrez bien vous convaincre que notre projet s'en tient strictement aux indications générales de notre circulaire du 15 mars 1889 et qu'il se borne à en développer les différents points en n'abordant que les détails nécessaires aux buts que l'on peut actuellement se proposer d'atteindre.

Les diverses questions du programme se justifient d'elles-mêmes. Nous avons choisi la forme d'un questionnaire parce qu'elle nous a paru s'appropriier mieux à la discussion et parce que nous voulions éviter, en principe, de rien préjuger. Dans notre pensée, il serait, du reste, réservé à la conférence elle-même de décider si elle veut admettre notre projet de programme de discussion comme base de ses délibérations. Sur ce point, les délégués seront sans doute munis des instructions nécessaires. Les décisions éventuelles de la conférence ne revêtiront pas un caractère obligatoire, ainsi que nous l'avons déjà relevé dans notre circulaire du 15 mars 1889.



Aucune objection n'ayant été soulevée contre l'ajournement de la conférence au printemps de l'année courante, nous avons l'honneur de proposer qu'elle s'ouvre le lundi 5 mai 1890, à 3 heures de relevée, dans la salle du conseil des Etats du palais fédéral à Berne.

Nous prions Votre Excellence de vouloir bien, dans sa réponse, que nous osons espérer favorable, nous faire connaître les noms des délégués qui seront appelés à représenter son Gouvernement.

Veuillez agréer, etc."

Der als Beilage erwähnte Entwurf eines Diskussionsprogramms lautete:

### **„Entwurf eines Diskussionsprogramms der internationalen Konferenz betreffend Arbeiterschutz.**

#### **I. Verbot der Sonntagsarbeit.**

1. In welchem Umfange ist die Sonntagsarbeit zu beschränken?
2. Welches sind die Betriebe oder Betriebsprozesse, bei welchen ihrer Natur nach ein Unterbruch oder Aufschub der Arbeit unzulässig und daher die Sonntagsarbeit zu gestatten ist?
3. Sind in diesen Betrieben in Bezug auf die Sonntagsruhe der einzelnen Arbeiter Maßnahmen zu treffen?

#### **II. Festsetzung eines Minimalalters für die Zulassung von Kindern in fabrikmässigen Betrieben.**

1. Ist für die Zulassung von Kindern in fabrikmässigen Betrieben ein Minimalalter festzusetzen?
2. Soll das Minimalalter für alle Staaten das gleiche sein, oder mit Rücksicht auf die in den einzelnen Staaten je nach Verschiedenheit der klimatischen Verhältnisse früher oder später eintretende körperliche Entwicklung der Kinder festgestellt werden?
3. Welches Minimalalter ist in jedem dieser Fälle festzusetzen?
4. Dürfen Abweichungen vom festgesetzten Minimalalter bei Verminderung der Arbeitstage oder der täglichen Arbeitszeit zugelassen werden?

### III. Festsetzung eines Maximalarbeitstages für jugendliche Arbeiter.

1. Ist für jugendliche Personen ein Maximalarbeitstag festzusetzen?

Sind in denselben die Stunden des obligatorischen Schulunterrichts einzurechnen?

2. Ist dieser Maximalarbeitstag nach verschiedenen Altersklassen abzustufen?

3. Wie viele Arbeitsstunden (exclusive oder inclusive die effektiv stattfindenden Pausen) soll der Maximalarbeitstag im einen oder andern Falle (Ziffer 1 und 2) umfassen?

4. Zwischen welche Stunden des Tages darf diese Arbeitszeit fallen?

### IV. Verbot der Beschäftigung von jugendlichen und weiblichen Personen in besonders gesundheitsschädlichen oder gefährlichen Betrieben.

1. Ist eine Einschränkung der Verwendung von jugendlichen und weiblichen Personen in besonders gesundheitsschädlichen oder gefährlichen Betrieben geboten?

2. Sind die genannten Personen von diesen Betrieben gänzlich (die jugendlichen bis zu welchem Altersjahre?)

oder theilweise (die jugendlichen bis zu einem gewissen Alter? die weiblichen zu gewissen Zeiten?) auszuschließen?

oder ist die Arbeitszeit der jugendlichen und weiblichen Personen in solchen Betrieben zu verkürzen?

Welche Minimal-Forderungen sind in beiden letztern Fällen aufzustellen?

3. Welches sind die gesundheitsschädlichen und gefährlichen Betriebe, auf welche obige Bestimmungen (Ziffer 1 und 2) anzuwenden sind?

### V. Beschränkung der Nachtarbeit für jugendliche und weibliche Personen.

1. Sind jugendliche Personen von der Nachtarbeit ganz oder theilweise auszuschließen?

Bis zu welchem Altersjahre gilt das Verbot?



Welches sind die Verhältnisse, unter welchen die theilweise Zulassung stattfinden darf?

2. Sind weibliche Personen ohne Rücksicht auf ihr Alter von der Nachtarbeit auszuschließen?

Sind im Falle der Zulassung gewisse Beschränkungen aufzustellen?

3. Welche Stunden der Arbeitszeit fallen unter den Begriff «Nachtarbeit», respektive wann beginnt und endet die letztere?

#### VI. Ausführung der vereinbarten Bestimmungen.

1. Auf welche Art der Arbeitsbetriebe (Bergwerke Fabriken, Werkstätten etc.) finden die vereinbarten Bestimmungen Anwendung?

2. Ist für die Vollziehung der vereinbarten Bestimmungen eine Frist festzusetzen?

3. Welche Maßnahmen sind zu treffen, um die Vollziehung der vereinbarten Bestimmungen zu sichern?

4. Sind periodisch sich wiederholende Konferenzen von Delegirten der betheiligten Staaten vorzusehen?

5. Welche Aufgaben sind für solche Konferenzen in Aussicht zu nehmen?<sup>u</sup>

Folgende Staaten haben auf unser Rundschreiben vom 28. Januar 1890 geantwortet:

Frankreich gab mit Note vom 22. Februar 1890 seine Zustimmung zum Datum der Einberufung der Konferenz und stellte die Ernennung von zwei Delegirten in baldige Aussicht.

Italien erklärte mit Note vom 18. Februar 1890, gegen das festgesetzte Datum keine Einwendung zu erheben.

Luxemburg bestätigte mit Note vom 10. Februar die mit Note vom 28. Juni 1889 uns mitgetheilte Ernennung des Herrn Dr. A. Brasseur zum Delegirten.

Die Niederlande brachten mit Note vom 21. Februar 1890 ihre Zustimmung zum vorgeschlagenen Einberufungsdatum der Konferenz und die beabsichtigte Ernennung des Herrn Dr. Snyder de Wissenkerke zum Delegirten zur Kenntniß. ♦

Portugal beschränkte sich auf eine vorläufige Empfangsbescheinigung, datirt vom 21. Februar 1890.

#### IV. Die Unterhandlung mit Deutschland.

Noch bevor unsere Zirkularnote vom 28. Januar überall an ihre Bestimmung gelangt war, erschienen in Berlin, im „Reichsanzeiger“ vom 5. Februar Abends, zwei Kabinettsordres S. M. des Kaisers Wilhelm II., wovon die eine wie folgt lautete:

„Ich bin entschlossen, zur Verbesserung der Lage der deutschen Arbeiter die Hand zu bieten, soweit die Grenzen es gestatten, welche Meiner Fürsorge durch die Nothwendigkeit gezogen werden, die deutsche Industrie auf dem Weltmarkte konkurrenzfähig zu erhalten und dadurch ihre und der Arbeiter Existenz zu sichern. Der Rückgang der heimischen Betriebe durch Verlust ihres Absatzes im Auslande würde nicht nur die Unternehmer, sondern auch ihre Arbeiter brodlos machen. Die in der internationalen Konkurrenz begründeten Schwierigkeiten der Verbesserung der Lage unserer Arbeiter lassen sich nur durch internationale Verständigung der an der Beherrschung des Weltmarktes beteiligten Länder, wenn nicht überwinden, doch abschwächen. In der Ueberzeugung, daß auch andere Regierungen von dem Wunsche beseelt sind, die Bestrebungen einer gemeinsamen Prüfung zu unterziehen, über welche die Arbeiter dieser Länder unter sich schon internationale Verhandlungen führen, will Ich, daß zunächst in Frankreich, England, Belgien und der Schweiz durch Meine dortigen Vertreter amtlich angefragt werde, ob die Regierungen geneigt sind, mit uns in Unterhandlung zu treten Behufs einer internationalen Verständigung über die Möglichkeit, denjenigen Bedürfnissen und Wünschen der Arbeiter entgegenzukommen, welche in den Ausständen der letzten Jahre und anderweit zu Tage getreten sind. Sobald die Zustimmung zu Meiner Anregung im Prinzip gewonnen sein wird, beauftrage Ich Sie, die Kabinete aller der Regierungen, welche an der Arbeiterfrage den gleichen Antheil nehmen, zu einer Konferenz Behufs Berathung über die einschlägigen Fragen einzuladen.“

Berlin, den 4. Februar 1890.

Wilhelm J. R.

*An den Reichskanzler.*



Die andere Kabinettsordre hatte folgenden Wortlaut:

„Bei Meinem Regierungsantritt habe ich Meinen Entschluß kundgegeben, die fernere Entwicklung unserer Gesetzgebung in der gleichen Richtung zu fördern, in welcher Mein in Gott ruhender Großvater Sich der Fürsorge für den wirthschaftlich schwächeren Theil des Volkes im Geiste christlicher Sittenlehre angenommen hat.

So werthvoll und erfolgreich die durch die Gesetzgebung und Verwaltung zur Verbesserung der Lage des Arbeiterstandes bisher getroffenen Maßnahmen sind, so erfüllen dieselben doch nicht die ganze Mir gestellte Aufgabe.

Neben dem weiteren Ausbau der Arbeiterversicherungsgesetzgebung sind die bestehenden Vorschriften der Gewerbeordnung über die Verhältnisse der Fabrikarbeiter einer Prüfung zu unterziehen, um den auf diesem Gebiete laut gewordenen Klagen und Wünschen, soweit sie begründet sind, gerecht zu werden.

Diese Prüfung hat davon auszugehen, daß es eine der Aufgaben der Staatsgewalt ist, die Zeit, die Dauer und die Art der Arbeit so zu regeln, daß die Erhaltung der Gesundheit, die Gebote der Sittlichkeit, die wirthschaftlichen Bedürfnisse der Arbeiter und ihr Anspruch auf gesetzliche Gleichberechtigung gewahrt bleiben.

Für die Pflege des Friedens zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern sind gesetzliche Bestimmungen über die Formen in Aussicht zu nehmen, in denen die Arbeiter durch Vertreter, welche ihr Vertrauen besitzen, an der Regelung gemeinsamer Angelegenheiten betheiligt und zur Wahrnehmung ihrer Interessen bei Verhandlung mit den Arbeitgebern und mit den Organen Meiner Regierung befähigt werden. Durch eine solche Einrichtung ist den Arbeitern der freie und friedliche Ausdruck ihrer Wünsche und Beschwerden zu ermöglichen und den Staatsbehörden Gelegenheit zu geben, sich über die Verhältnisse der Arbeiter fortlaufend zu unterrichten und mit den letzteren Fühlung zu behalten.

Die staatlichen Bergwerke wünsche Ich bezüglich der Fürsorge für die Arbeiter zu Musteranstalten entwickelt zu sehen, und für den Privatbergbau erstrebe Ich die Herstellung eines organischen Verhältnisses Meiner Bergbeamten zu den Betrieben, Behufs einer der Stellung der Fabrikinspektionen entsprechenden Aufsicht, wie sie bis zum Jahre 1865 bestanden hat.

Zur Vorberathung dieser Fragen will Ich, daß der Staatsrath unter Meinem Vorsitze und unter Zuziehung derjenigen sachkundigen Personen zusammentrete, welche Ich dazu berufen werde. Die Auswahl der letzteren behalte Ich Meiner Bestimmung vor.

Unter den Schwierigkeiten, welche der Ordnung der Arbeiterverhältnisse in dem von Mir beabsichtigten Sinne entgegenstehen, nehmen diejenigen, welche aus der Nothwendigkeit der Schonung der heimischen Industrie in ihrem Wettbewerb mit dem Auslande sich ergeben, eine hervorragende Stelle ein. Ich habe daher den Reichskanzler angewiesen, bei den Regierungen der Staaten, deren Industrie mit der unsrigen den Weltmarkt beherrscht, den Zusammentritt einer Konferenz anzuregen, um die Herbeiführung gleichmäßiger internationaler Regelungen der Grenzen für die Anforderungen anzustreben, welche an die Thätigkeit der Arbeiter gestellt werden dürfen. Der Reichskanzler wird Ihnen Abschrift Meines an ihn gerichteten Erlasses mittheilen.<sup>4</sup>

Berlin, den 4. Februar 1890.

Wilhelm R.

*An die Minister der öffentlichen Arbeiten und für  
Handel und Gewerbe.*

Diese Publikation, welche ganz unerwartet kam, machte überall den größten Eindruck. Was uns betrifft, konnten wir nur mit der lebhaftesten Genugthuung diese mächtige und eklatante Unterstützung der Sache des Arbeiterschutzes begrüßen. Immerhin lag uns nun die Verpflichtung ob, zu prüfen, welche Haltung wir hinsichtlich der bereits auf den 5. Mai nach Bern einberufenen internationalen Konferenz einnehmen sollten. Schon von vornherein schien uns die Annahme ausgeschlossen, Deutschland habe uns, obwohl es von den verschiedenen Schritten, die wir in dieser Angelegenheit bereits gethan hatten, Kenntniß haben mußte, einfach bei Seite schieben wollen, um seine Aktion an die Stelle der unsrigen zu setzen, und wir zweifelten nicht daran, bald beruhigende Aufklärungen zu erhalten. Es erschien uns auch bei dem Umfang des kaiserlichen Programms, welches weit über den Rahmen des unsrigen hinausging, nicht unmöglich, daß die Berner Konferenz und die Berliner Konferenz sich in die Arbeit sollten theilen können. Uebrigens waren unsere Einladungen abgegangen und zum Theil bereits übergeben. Es ging um so weniger an, sie zurückzuhalten, als wir von den Entwürfen der kaiserlichen Regierung noch keine amtliche Mittheilung erhalten hatten, und unser Gesandter in Berlin lediglich den dem „Reichsanzeiger“ entnommenen Inhalt der Kabinetsordres zu telegraphiren in der Lage gewesen war.



Wir beschlossen daher, der Sache vor der Hand ihren Lauf zu lassen, benachrichtigten hievon unsere auswärtigen Vertreter und beauftragten Herrn Roth ausdrücklich, unser Kreisschreiben unverweilt abzugeben und dabei zu bemerken: dasselbe sei in Ausführung unserer letztjährigen Einladung erlassen, welche von verschiedenen Staaten bereits angenommen worden sei, und befinde sich schon in Händen der Regierungen derjenigen Länder, deren Hauptstädte der Schweiz am nächsten liegen; übrigens wollten wir gerne die Mittheilungen gewärtigen, welche die kaiserliche Kabinetsordre vom 4. Februar in Aussicht stelle; wir hätten von der in der Presse erschienenen kaiserlichen Kabinetsordre mit dem höchsten Interesse Kenntniß genommen und mit Befriedigung die Uebereinstimmung der darin ausgesprochenen Anschauungen mit denjenigen konstatiert, welche wir letztes Jahr in unserem Kreisschreiben an die auswärtigen Staaten ausgesprochen hätten, und glaubten, in diesem Umstände eine günstige Vorbedeutung für die Lösung der Arbeiterfragen erblicken zu können.

Allein bevor noch Herr Roth diesem Auftrage nachgekommen war, ließ ihn der Kaiser zu sich bescheiden, versicherte ihn, er habe erst nach Veröffentlichung seiner Kabinetsordres erfahren, daß wir ebenfalls Einladungen für eine solche Konferenz hätten abgehen lassen, und gab gleichzeitig der Hoffnung Ausdruck, daß, zur Vermeidung von aus dieser doppelten Initiative sich ergebenden Verwicklungen, zwischen den beiden Regierungen eine Verständigung zu Stande kommen werde.

Offenbar mußte das von uns ins Auge gefaßte Ziel, der Schutz der Arbeiter, unser Hauptaugenmerk sein und bleiben. Dennoch konnten wir, obwohl entschlossen, keine Frage der Eigenliebe daraus zu machen, auf unsere Initiative zu Gunsten derjenigen Deutschlands nur auf ein förmliches Ansuchen dieser letztern Macht hin verzichten und mußten auch zuvor die Regierungen anhören, welche unsere Einladung bereits angenommen hatten und denen gegenüber wir gewissermaßen gebunden erschienen.

Kurz, es schien uns angezeigt, vorerst eine abwartende Stellung einzunehmen und definitive Schlußnahmen, welche geeignet wären, das Gelingen des von uns zuerst an die Hand genommenen Werkes

am ehesten zu fördern, erst dann zu fassen, wenn wir uns einen Ueberblick über die Gesamtlage verschafft hätten.

Wir treten nicht näher auf die Unterhandlungen ein, welche diesfalls mit den meisten europäischen Staaten stattfanden und etwas mehr als zwei Wochen andauerten. Da Deutschland seine Konferenz bereits auf Mitte März einberufen, sein Programm fast auf die Grenzen des unserigen eingeschränkt und uns den Wunsch ausgesprochen hatte, wir möchten einstweilen auf die Berner Konferenz verzichten; da ferner die in hauptsächlichlichen Betracht fallenden Staaten, welche sich in Bern vertreten lassen sollten, eingewilligt hatten, Abgeordnete nach Berlin zu senden, so vereinfachte sich für uns die Frage wesentlich. Wir nahmen denn auch keinen Anstand, die Einladung zur Konferenz vom 5. Mai rückgängig zu machen, was wir mit dem nachfolgenden Rundschreiben vom 25. Februar 1890 thaten:

«Le 15 mars de l'année dernière, reprenant un projet dont nous avons déjà entretenu plusieurs gouvernements en 1881, nous avons invité les Etats industriels de l'Europe à se faire représenter à une conférence qui se réunirait à Berne au mois de septembre suivant pour examiner l'opportunité d'une entente internationale sur la réglementation du travail et la protection des ouvriers. Par note-circulaire du 12 juillet, les mêmes Etats ont été informés que nous croyions devoir ajourner la conférence au printemps de cette année.

Le 28 janvier, nous en avons fixé la date au 5 mai prochain et nous avons arrêté le programme proposé par nous comme base de discussion.

Le jour même où nos circulaires étaient expédiées de Berne, le 5 février, paraissait à Berlin le rescrit de S. M. l'Empereur Guillaume II, chargeant S. A. le Prince de Bismark, chancelier de l'Empire, de sonder les dispositions des autres Etats à l'égard d'une conférence qui se réunirait à Berlin pour s'occuper des questions intéressant le sort des ouvriers.

Cette coïncidence imprévue a donné lieu à des pourparlers entre la Suisse, l'Allemagne et les autres Etats. Le gouvernement impérial allemand nous a fait part de son intention d'inviter les Etats à Berlin déjà pour le milieu de mars; il a exprimé le désir que nous renoncions pour le moment à la conférence de Berne, la réunion simultanée de deux conférences ne lui paraissant pas dans l'intérêt de la chose.



Préoccupés avant tout de la réussite de l'œuvre que nous avons d'abord prise en mains, et sincèrement désireux de voir couronner de succès les efforts entrepris dans le même but par S. M. l'Empereur d'Allemagne; tenant compte en outre, d'une part, de ce qu'une répartition du travail entre les deux conférences n'a pas paru possible; d'autre part, de ce que plusieurs des Etats qui ont accepté notre invitation ont aussi donné leur acquiescement à la Conférence de Berlin, nous n'avons pas hésité, dans ces circonstances, à déférer au désir qui nous était exprimé, désir partagé d'ailleurs par d'autres gouvernements, et à renoncer, pour le moment, à donner suite à notre initiative.

En portant ces faits à la connaissance de Votre Excellence, nous avons donc l'honneur de L'informer que la conférence convoquée à Berne pour le 5 mai n'aura pas lieu. Si heureux que nous eussions été d'offrir à cette conférence notre hospitalité, nous trouvons un motif de satisfaction dans notre ferme espoir que la cause de la protection des ouvriers fera, à la conférence de Berlin, un sérieux pas en avant.

Nous saisissons cette occasion, etc. »

Der Kaiser hat uns durch Herrn Roth und durch Herrn v. Bülow seinen lebhaften Dank für unsere entgegenkommende Haltung aussprechen lassen. Wir können auch mit Genugthuung konstatieren, daß der Rolle, welche der Schweiz in der Arbeiterfrage zukömmt, sowohl in der Rede, mit welcher die Berliner Konferenz, als ganz kürzlich noch in der Thronrede, mit welcher der neue Reichstag eröffnet wurde, mit Anerkennung gedacht worden ist.

## V. Die internationale Berliner Konferenz.

Die formelle Einladung an die internationale Berliner Konferenz erfolgte mit folgender, vom 27. Februar 1890 datirter Note des deutschen Gesandten in Bern, Herrn Minister v. Bülow:

« Le Soussigné en se référant à la communication verbale du 11 de ce mois à l'honneur, d'ordre de son Gouvernement, de porter à la connaissance de Son Excellence Monsieur Ruchonnet, Président de la Confédération Suisse, que Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne propose une réunion de représentants des gouvernements intéressés à améliorer le sort des ouvriers industriels et mineurs, en vue d'examiner les questions d'un intérêt international consignées dans l'annexe.

Les questions étant sans portée politique, se prêtent à l'examen par des hommes spéciaux en première ligne.

Pour faciliter l'entrée en matière et le cours des délibérations, le Gouvernement Impérial a fait dresser un programme, dont le texte est joint à cette note.

Le Soussigné a l'honneur de prier Son Excellence Monsieur Ruchonnet, de vouloir bien lui faire savoir, si le Gouvernement de la Confédération Suisse est disposé à participer à la Conférence proposée qui se réunira à Berlin le 15 mars 1890. Le Soussigné se permet d'ajouter, qu'une invitation semblable est simultanément adressée aux Gouvernements de Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche-Hongrie, le Roi des Belges, le Roi de Danemark, de la République Française, de Sa Majesté la Reine de Grande-Bretagne, de Leurs Majestés le Roi d'Italie, le Roi des Pays-Bas, le Roi de Suède et de Norvège.

Le Soussigné profite de cette occasion, etc. »

Das in obiger Note erwähnte Programm lautet:

### „Programm

für die

#### Berathungen der internationalen Konferenz, betreffend Regelung der Arbeit in industriellen Anlagen und Bergwerken.

##### I. Regelung der Arbeit in Bergwerken.

1. Ist die Beschäftigung unter Tage zu verbieten:
  - a/ für Kinder unter einem bestimmten Lebensalter?
  - b/ für weibliche Personen?
2. Ist für Bergwerke, in denen die Arbeit mit besonderen Gefahren für die Gesundheit verbunden ist, eine Beschränkung der Schichtdauer vorzusehen?
3. Ist es im allgemeinen Interesse möglich, um die Regelmäßigkeit der Kohlenförderung zu sichern, die Arbeit in den Kohlengruben einer internationalen Regelung zu unterstellen?

##### II. Regelung der Sonntagsarbeit.

1. Ist die Arbeit an Sonntagen der Regel nach und Nothfälle vorbehalten zu verbieten?
2. Welche Ausnahmen sind im Falle des Erlasses eines solchen Verbotes zu gestatten?



3. Sind diese Ausnahmen durch internationales Abkommen, durch Gesetz oder im Verwaltungswege zu bestimmen?

### III. Regelung der Kinderarbeit.

1. Sollen Kinder bis zu einem gewissen Lebensalter von der industriellen Arbeit ausgeschlossen werden?

2. Wie ist das Lebensalter, bis zu welchem die Ausschliessung stattfinden soll, zu bestimmen?

Gleich für alle Industriezweige oder verschieden?

3. Welche Beschränkungen der Arbeitszeit und der Beschäftigungsart sind für die zur industriellen Arbeit zugelassenen Kinder vorzusehen?

### IV. Regelung der Arbeit junger Leute.

1. Soll die industrielle Arbeit jugendlicher Personen, welche das Kindesalter überschritten haben (I. 2.), Beschränkungen unterworfen werden?

2. Bis zu welchem Lebensalter sollen die Beschränkungen eintreten?

3. Welche Beschränkungen sind vorzuschreiben?

4. Sind für einzelne Industriezweige Abweichungen von den allgemeinen Bestimmungen vorzusehen?

### V. Regelung der Arbeit weiblicher Personen.

1. Soll die Arbeit verheiratheter Frauen bei Tage oder bei Nacht eingeschränkt werden?

2. Soll die industrielle Arbeit aller weiblichen Personen (Frauen und Mädchen) gewissen Beschränkungen unterworfen werden?

3. Welche Beschränkungen empfehlen sich in dem Falle?

4. Sind für einzelne Industriezweige Abweichungen von den allgemeinen Bestimmungen vorzusehen und für welche?

### VI. Ausführung der vereinbarten Bestimmungen.

1. Sollen Bestimmungen über die Ausführung der zu vereinbarenden Vorschriften und deren Ueberwachung getroffen werden?

2. Sollen wiederholte Konferenzen von Vertretern der beteiligten Regierungen abgehalten werden und welche Aufgaben sollen ihnen gestellt werden?"

Mit Beschluß vom 28. Februar 1890 nahmen wir die Einladung zur Berliner Konferenz an und ernannten zu unsern Delegirten die Herren Landammann E. Blumer in Schwanden und Dr. F. Kaufmann, erster Sekretär des schweizerischen Industrie-departements. Als Sekretär und Uebersetzer haben wir unsern Delegirten am 11. März 1890 noch Herrn E. Bonjour, Beamter des Departements des Auswärtigen, beigegeben.

Die Instruktion, welche wir, gestützt auf das vorerwähnte Berliner Programm, durch Beschluß vom 7. März 1890 der Delegation mitgaben, lautete:

„Instruktion für die schweizerischen Delegirten an die internationale Konferenz in Berlin, zusammentretend am 15. März 1890.

A.

Allgemeine Direktive.

Es ist dahin zu wirken, daß die Resultate der Konferenz sich den Normen der schweizerischen Fabrikgesetzgebung möglichst nähern, eventuell einzelne derselben erreichen. Ueberhaupt sind diejenigen Vorschläge zu machen und zu unterstützen, welche die Erfordernisse eines ausgiebigen Arbeiterschutzes am wirksamsten erfüllen. Immerhin ist der diesbezügliche Standpunkt der Schweiz nicht mit zu auffälligem Nachdruck zu vertreten, und auch an Punkten, für welche keine Aussicht der Verwirklichung besteht, nicht mit Beharrlichkeit festzuhalten, sondern ein geringeres Resultat gar keinem vorzuziehen.

Wohl aber werden die schweizerischen Delegirten angewiesen, beim ersten sich bietenden Anlasse die Erklärung abzugeben, daß die Schweiz nicht Willens sei, ihre Arbeiterschutzgesetzgebung abzuschwächen, und es als wünschenswerth zu bezeichnen, daß die einem internationalen Abkommen beitretenen Staaten in ihrer bestehenden Gesetzgebung ebenfalls nicht zurückgehen. Auf der andern Seite soll es jedem Staat freistehen, seine Gesetzgebung über die Grenzen eines internationalen Abkommens hinaus weiter zu entwickeln, Voraussetzung sei nur, daß er ein gewisses, durch letzteres normirtes Minimum erfülle.

In einer allfälligen Diskussion über die Frage, ob das von der deutschen Regierung vorgeschlagene Programm als solches oder abgeändert den Berathungen der Konferenz zu Grunde gelegt werden solle, werden die schweizerischen Delegirten betonen, daß der schweizerische Bundesrath in seinen ursprünglichen Entwurf für die Berner



Konferenz gern die Frage des Normalarbeitstages einbezogen hätte. Wenn er es nicht gethan, so geschah es deßhalb, weil er befürchtete, daß seine Initiative dieses Punktes wegen bei einigen Regierungen, von welchen er seine Einladung zur Konferenz angenommen zu sehen wünschte, nicht beliebt würde. Dagegen begrüßte der Bundesrath es lebhaft, daß der deutsche Kaiser diese Frage in seinen Reskripten vom 4. Februar anführte als eine derjenigen, welche auf internationalem Wege zu regeln wären, und er bedauerte daher, sie nicht mehr in dem definitiven Programm der kaiserlichen Regierung vorzufinden. Die schweizerische Delegation will, mit Rücksicht auf die Gründe, wegen welchen, ihres Wissens, dieser Theil des Programms fallen gelassen wurde, einen Antrag, welcher gegenwärtig keine Aussicht auf Erfolg hätte, nicht stellen. Immerhin liegt es ihr daran, zu erklären, daß sie, tief überzeugt von der Wichtigkeit und Zweckmäßigkeit einer internationalen Regelung des Normalarbeitstages, nur zur Zeit und ungern auf einen Antrag, diese Frage zu behandeln, verzichte, aber die Aufgabe habe, jede Initiative, welche in diesem Sinne von einer andern Seite aufgenommen würde, zu unterstützen.

Die Beschlüsse der Konferenz sind nicht als verbindliche anzuerkennen.

Für den Fall, daß keine eigentlichen Beschlüsse zu Stande kommen, haben die schweizerischen Delegirten dahin zu wirken, daß in das Protokoll wenigstens Wünsche zu Handen der Regierungen aufgenommen werden.

### B.

#### I. Regelung der Arbeit in Bergwerken.

Die schweizerischen Delegirten werden angewiesen, die Behandlung dieses Gegenstandes vorwiegend den Vertretern derjenigen Staaten zu überlassen, welche Bergwerke besitzen.

#### II. Regelung der Sonntagsarbeit.

*Frage 1* des Programmes ist zu bejahen.

*Frage 2.* Ausnahmen sind zu gestatten für Etablissements, welche ihrer Natur nach ununterbrochenen Betrieb erfordern, sowie für Arbeiten, welche ihrer Natur nach einen Aufschub nicht zulassen.

*Frage 3.* Diese Ausnahmen sind nicht zu spezifiziren. Die oben (sub 2) angedeuteten allgemeinen Bedingungen, unter welchen sie zuzulassen sind, sollen grundsätzlich in internationalen Abkommen, deren Vollziehung durch legislative und administrative Maßnahmen

zu erfolgen hätte, niedergelegt werden. In zweiter Linie erst ist für Regelung einzig durch Gesetz, eventuell Regelung im Verwaltungswege, zu stimmen.

4. In Betrieben, welche Sonntagsarbeit haben, ist für *abwechselnde Sonntagsruhe* (z. B. Freigeben je des zweiten Sonntags für jeden Arbeiter) des Personals zu sorgen. Diese Bestimmung ist auch für den Fall, daß Frage 1 verneint würde, zur Aufnahme in ein internationales Abkommen vorzuschlagen.

### III. Regelung der Kinderarbeit.

*Frage 1* ist zu bejahen.

*Frage 2.* In erster Linie ist das zurückgelegte 14. Lebensjahr in Aussicht zu nehmen. Muß unter diese Grenze hinabgegangen werden, so ist der ihr zunächst kommenden Limite der Vorzug zu geben und, je nach Umständen, Festsetzung verschiedener Altersgrenzen für durch klimatische Verhältnisse verschiedene Staaten oder Staatengruppen vorzuschlagen, letzteres für den Fall, dass durch eine solche Maßnahme eine höhere Durchschnittszahl der zur Zulassung berechtigenden Altersjahre erreicht würde, als bei Festsetzung einer einheitlichen Grenze.

Für die verschiedenen Industriezweige sind keine Unterschiede zu machen.

*Frage 3* ist im Sinne größtmöglicher Schonung der Kinder zu erledigen. Als Beschränkungen sind in diesem Sinne vorzusehen: ein Maximalarbeitstag, das Verbot der Nachtarbeit, eventuell auch, je nach der Erledigung von Ziffer II, der Sonntagsarbeit, Verbot oder Beschränkung der Beschäftigung in besonders gesundheitsschädlichen und gefährlichen Betrieben.

Es ist zu vereinbaren, für *welche Altersjahre* Bestimmungen dieser Art gelten.

### IV. Regelung der Arbeit junger Leute.

*Frage 1* ist zu bejahen.

*Frage 2.* Bis zum 18. Lebensjahre, eventuell einem diesem sich möglichst nähernden. Je nach Umständen sind für verschiedene Staaten oder Staatengruppen verschiedene Altersgrenzen vorzusehen.

*Frage 3.* Ein Maximalarbeitstag, das Verbot der Nachtarbeit, eventuell auch, je nach der Erledigung von Ziffer II, der Sonntagsarbeit, Verbot oder Beschränkung der Beschäftigung in besonders gesundheitsschädlichen und gefährlichen Betrieben.



Für den Begriff *Nachtarbeit* ist die Bestimmung der Stunden, innerhalb welche sie fällt, vorzusehen und hiefür die Definition des Bundesgesetzes in ersten Vorschlag zu bringen. Allfälligen Abweichungen für südliche Länder ist zuzustimmen.

*Frage 4* ist zu verneinen, für den Fall der Verneinung von *Frage IV, 1* jedoch zu bejahen.

#### V. Regelung der Arbeit weiblicher Personen.

*Frage 1* ist für Tag- und Nachtarbeit zu bejahen.

*Frage 2* ist ebenfalls zu bejahen.

*Frage 3.* Ein Maximalarbeitstag, das Verbot der Nachtarbeit, eventuell auch, je nach der Erledigung von Ziffer II, der Sonntagsarbeit, Verbot oder Beschränkung der Beschäftigung in besonders gesundheitsschädlichen und gefährlichen Betrieben.

Betreffend Begriff *Nachtarbeit* gleiche Weisung wie oben unter Ziffer IV.

*Frage 4* ist zu verneinen, für den Fall der Verneinung von *Frage V, 1* jedoch zu bejahen.

#### VI. Ausführung der vereinbarten Bestimmungen.

*Frage 1* ist zu bejahen.

Zwischen denjenigen Staaten, welche sich über gewisse Bestimmungen einigen, sind verbindliche Uebereinkommen in Aussicht zu nehmen. Wo die betreffende Landesgesetzgebung nicht hinreicht, sind die Bestimmungen solcher Uebereinkommen durch die interne Gesetzgebung auszuführen und in letztern selbst eine bezügliche Verpflichtung hiezu auszusprechen.

Für die Centralisation der Auskunftsertheilung, regelmäßige Veröffentlichung statistischer Angaben, die Besorgung von Vorarbeiten für Konferenzen ist ein besonderes Organ in Aussicht zu nehmen.

*Frage 2.* Solche Konferenzen sind in Aussicht zu nehmen und als Hauptaufgaben der Ausbau getroffener Abkommen und die Erledigung von Anständen zu bezeichnen.<sup>4</sup>

Ueber die Berliner Konferenz selbst geben wir unseren Delegierten das Wort, indem wir nachstehend ihren einläßlichen Schlußbericht veröffentlichen. Wir reproduzieren auch die den Anhang desselben bildenden Konferenzakten in extenso, einerseits, weil der Schlußbericht vielfach auf sie Bezug nimmt, andererseits, um den hiefür sich Interessirenden ein vollständiges Bild der stattgehabten Vorgänge zu bieten.

## Schlussbericht der schweiz. Delegirten in Berlin.

*An das schweiz. Industriedepartement,*

Bern.

Hochgeachteter Herr Bundesrath!

Wir beehren uns, Ihnen über unsere Thätigkeit an der internationalen Arbeiterschutzkonferenz in Berlin nachfolgenden Schlußbericht zu erstatten.

Beilage I. Die Konferenz wurde am 15. März durch den Handelsminister Freiherrn von Berlepsch eröffnet und es erfolgte in gleicher Sitzung die Annahme eines Geschäftsreglementes, welches in Art. 9 bereits festsetzte, daß ein allfällig zu unterzeichnendes Protokoll, welches die Resultate der Berathungen enthalte, der Prüfung der respektiven Regierungen vorbehalten bleibe. Zuzufolge Art. 2 des genannten Reglements wäre eine allgemeine Diskussion über die der Konferenz unterbreiteten Programmpunkte gestattet gewesen, aber Jedermann hatte wohl eine gewisse Scheu davor, eine Generaldiskussion in Fluß zu bringen, weil zu befürchten stand, daß die Delegirten aller Staaten einläßlich ihre Instruktionen und die vielfach divergirenden Gesichtspunkte auseinandersetzen würden, was am Ende der allgemeinen Diskussion statt einer Abklärung eher Verwirrung zur Folge gehabt haben dürfte.

Beilage II. Man einigte sich daher in der zweiten Sitzung der Konferenz, vom 17. März, rasch auf den Vorschlag von Deutschland, sofort auf die einzelnen Fragen einzutreten und zu diesem Behufe drei Kommissionen zu ernennen, eine für die Minenarbeit (Präsident Hauchecorne), eine für die Sonntagsarbeit (Präsident Fürstbischof Kopp) und eine für die Arbeit der Kinder, jungen Leute und Frauen (Präsident Jules Simon).



In der Sitzung vom 22. März wurde dieser Beschluß noch dahin ergänzt, daß der Kommission für Sonntagsarbeit auch noch die Antragstellung betreffs der Ausführungsbestimmungen (Kapitel VI des Programms) überwiesen wurde.

In der Kommission für Minen ließen wir uns gemäß unserer Instruktion nicht vertreten, dagegen gehörten beide schweizerische Delegirte den übrigen Kommissionen an. Bei gleichzeitig stattfindenden Sitzungen wohnte Herr Blumer der Kommission für Sonntagsarbeit und für die Ausführungsbestimmungen, Herr Dr. Kaufmann der Kommission für die Arbeit von Kindern, jungen Leuten und Frauen bei. Die Kommissionen bezeichneten folgende Bericht-erstatte:

- für Minen: E. Harzé;
- „ Sonntagsarbeit: E. Blumer;
- „ Kinder und junge Leute: A. t'Kint de Roodenbeke;
- „ Frauenarbeit: Dr. Kaufmann;
- „ Ausführungsbestimmungen: V. Ellena.

Schon der Umstand, daß über eine so große Zahl hochwichtiger Fragen im Laufe weniger Tage debattirt und abgestimmt werden mußte, brachte es mit sich, daß die Delegirten darauf verzichteten, lange Reden zu halten, und daß man sich in der Regel allseitig mit einer kurzen Begründung der Anträge und zahlreichen Vorbehalte begnügte. Zudem wußte man ja auch zum Voraus, daß die Delegirten in der Stimmabgabe nicht frei, sondern durch mehr oder weniger bestimmte Instruktionen Seitens ihrer Regierungen gebunden waren.

Da die Anträge der Kommissionen, welchen fast ohne Ausnahme Vertreter aller Staaten angehörten, in den Konferenzsitzungen nicht mehr debattirt wurden — es fanden nur Erklärungen statt, auf welche wir später noch näher eintreten — so müssen wir die Berathungen in den einzelnen Kommissionen etwas einläßlicher besprechen.

#### **A. Kommission für Minenarbeit.**

Wie schon erwähnt, haben wir an den Arbeiten dieser Kommission persönlich nicht mitwirken können. Indeß sind uns über

- Beilage VIII. die Verhandlungen regelmäßig Mittheilungen geworden und das  
 " XIII. einläßliche Protokoll und der Rapport des Herrn Harzé geben  
 " XIV. ebenfalls genaue Auskunft, wie die Kommissionsbeschlüsse zu Stande  
 " XV. gekommen sind.

Die Minenkommission schlug das Prozedere ein, vorerst von den Delegirten aller Staaten, welche Bergwerke besitzen, die gegenwärtigen Zustände und einschlägigen Gesetzesbestimmungen schildern zu hören. Wenn auch allseitig der Wunsch getheilt wurde, das Loos der Minenarbeiter zu verbessern, so traten doch sofort große Schwierigkeiten zu Tage, sobald es sich darum handelte, sich über zu diesem Zwecke zu treffende Maßregeln zu einigen. Einmal weigerten sich die Mehrzahl der Staaten, auf die Frage der Beschränkung der Arbeitszeit für erwachsene männliche Arbeiter irgendwie einzutreten, sodann erhoben die südlichen Staaten Einsprache, falls ihren theilweise anders gearteten Verhältnissen nicht besondere Rücksicht getragen würde, und Dritte endlich machten überall da Vorbehalte, wo die Kommissionsbeschlüsse mit der bestehenden Gesetzgebung nicht genau übereinstimmten. Wir können diese Divergenzen hier wohl übergeben, nicht nur weil sie im Protokoll genau wiedergegeben sind, sondern weil es dieser Kommission schließlich fast am besten gelungen ist, in allen wichtigeren Punkten eine Einigung herbeizuführen. Ueber die nachträglichen Einwendungen von Belgien in Betreff des Vorbehaltes der „traditions et mœurs de chaque pays“ ist ein besonderer Supplementrapport erschienen.

Erfreulich ist vor Allem die Einstimmigkeit, den Wunsch auszusprechen, den weiblichen Personen aus Gründen der Gesundheit und der Sittlichkeit die Arbeit unter der Erde ganz zu verbieten.

Was die Arbeit der Kinder anbelangt, so wurde in der Beschlußfassung ebenfalls eine Form gewählt, welche fast alle Staaten vereinigen konnte, indem festgestellt wurde, daß die Limite des Alters, zu welcher Kinder in Bergwerken verwendet werden können, progressiv bis zu 14 Jahren erhöht werde, nach Maßgabe der durch die Erfahrung bewiesenen Möglichkeit. Für die südlichen Länder mußte auf deren dringendes Begehren und trotz dem entschiedenen



Widerspruch von Großbritannien die Limite auf 12 Jahre heruntersetzt werden.

Einstimmig erfolgte sodann die Beantwortung von Frage 2 des Programms, dahingehend, daß, wo die Arbeit mit besonderen Gefahren für die Gesundheit verbunden ist, eine Beschränkung der Arbeitszeit vorzusehen sei.

Ein besonderes Interesse auch für die Schweiz hatte Frage 3, die Regelmäßigkeit der Kohlenförderung beschlagend. Auch hierüber ist die Kommission zu einstimmigen Vorschlägen gekommen, die, wie wir hoffen, nicht ganz ohne praktischen Werth bleiben, wenn sie auch nur in die Form von Wünschen eingekleidet sind, deren Ausführung vorläufig in das Ermessen jedes einzelnen Staates gelegt ist. Der im Protokoll einläßlich wiedergegebenen Debatte der Fachmänner ist zu entnehmen, daß es ein einfaches Mittel gegen die Strikes nicht gibt und daß Störungen in der Kohlenförderung wohl auch zukünftig eintreten werden; die Kommission kann lediglich darauf hinweisen, daß sich erfahrungsgemäß zur Schlichtung solcher Fragen die Einführung von Schiedsgerichten am besten bewährt hat. Einer besondern Begründung bedürfen übrigens die Resolutionen der Kommission zu Frage 3 nicht.

Die Anträge zu Handen der Konferenz wurden schließlich in folgender Redaktion festgestellt:

*Règlement du travail dans les mines.*

„Il est désirable :

- 1° a. Que la limite inférieure de l'âge, auquel les enfants peuvent être admis aux travaux souterrains dans les mines, soit progressivement élevée, à mesure que l'expérience en aura prouvé la possibilité, à 14 ans révolus.

Toutefois, pour les pays méridionaux, cette limite serait celle de 12 ans.

- b. Que le travail sous terre soit défendu aux personnes du sexe féminin.

- 2° Que dans les cas où l'art des mines ne suffirait pas pour éloigner tous les dangers d'insalubrité provenant des conditions naturelles ou accidentelles de l'exploitation de certaines mines ou de certains chantiers de mine, la durée du travail soit restreinte.

Le soin est laissé à chaque pays d'assurer ce résultat par voie législative ou administrative, ou par accord entre les exploitants et les ouvriers, ou autrement, selon les principes et la pratique de chaque nation.

- 3° a. Que la sécurité de l'ouvrier et la salubrité des travaux soient assurées par tous les moyens dont dispose la science, et placées sous la surveillance de l'Etat;
- b. que les ingénieurs chargés de diriger l'exploitation soient exclusivement des hommes d'une expérience et d'une compétence technique dûment constatées;
- c. que les relations entre les ouvriers mineurs et les ingénieurs de l'exploitation soient le plus directes possible pour avoir un caractère de confiance et de respect mutuels;
- d. que les institutions de prévoyance et de secours organisées conformément aux mœurs de chaque pays et destinées à garantir l'ouvrier mineur et sa famille contre les effets de la maladie, des accidents, de l'invalidité prématurée, de la vieillesse et de la mort, institutions qui sont propres à améliorer le sort du mineur et à l'attacher à sa profession, soient de plus en plus développées;
- e. que, dans le but d'assurer la continuité de la production du charbon, on s'efforce de prévenir les grèves. L'expérience tend à prouver que le meilleur moyen préventif consiste à ce que les patrons et les mineurs s'engagent volontairement, dans tous les cas où leurs différends ne pourraient pas être résolus par une entente directe, à recourir à la solution par l'arbitrage.<sup>4</sup>

### B. Kommission für Sonntagsarbeit.

Auf Vorschlag des Kommissionspräsidenten, Herrn Fürstbischof Kopp in Breslau, wurde in dieser Kommission erst eine allgemeine Diskussion eröffnet, mit der Einladung, dabei Anträge zu den gestellten drei Fragen einzureichen. Die schweizerische Delegation machte hievon sofort Gebrauch, indem sie beantragte:

- „1° L'interdiction du travail du dimanche doit former la règle, sauf les cas d'exceptions nécessaires.
- 2° Des exceptions doivent être consenties pour les établissements qui, d'après leur nature, exigent une exploitation ininterrompue, ainsi que pour les travaux qui, vu leur nature, ne peuvent être ajournés.



Même dans les établissements de cette catégorie, chaque ouvrier doit avoir un dimanche libre sur deux.

- 3° Les exceptions ne seront pas spécifiées; mais les conditions générales sous lesquelles les exceptions seront admises, devront être inscrites en principe dans l'arrangement international, dont l'exécution aura lieu par des mesures législatives et administratives.<sup>4</sup>

Wir wiesen namentlich darauf hin, wie vortreffliche Erfahrungen die Schweiz in jeder Richtung mit ihrem Fabrikgesetz mache und wie speziell das Verbot der Sonntagsarbeit, wie es in der Schweiz geregelt und in obigen Anträgen wiedergegeben sei, sich mit Recht ebenso sehr der Zustimmung des Arbeiters wie des Fabrikanten erfreue.

Grundsätzlich auf dem gleichen Boden bewegte sich über die Fragen 1 und 2 der deutsche Antrag (Baron de Heyl), dahingehend:

- „1° Le travail du dimanche est, dans la règle, défendu pour tous les ouvriers, excepté les cas de nécessité.
- 2° Il y a lieu d'admettre des exceptions:
- a. pour des raisons techniques, dans les industries dont la nature ne souffre pas l'intermittence du travail;
  - b. pour des raisons de nécessité générale concernant l'alimentation;
  - c. dans l'intérêt d'industries particulières qui, selon leur nature, sont bornées à ne fonctionner que dans certaines saisons ou qui dépendent d'une force motrice élémentaire.“

Im Verlaufe der Diskussion erklärte die Vertretung Deutschlands, in Betreff der Ausnahmen dem Vorschlage der Schweiz, daß in jedem Fall je der zweite Sonntag für jeden Arbeiter frei sein müsse, zustimmen zu können.

Den schweizerischen beziehungsweise deutschen Vorschlägen schlossen sich an: Oesterreich-Ungarn, Großbritannien, Dänemark, Schweden, welche eine gleichlautende Gesetzgebung entweder bereits besitzen oder einzuführen im Begriffe stehen.

Dieser einen Hälfte gegenüber grupperte sich nun aber unter Anführung des belgischen Ministers Jacobs eine andere Hälfte,

## Beilage V.

welche von ihren bestehenden Verfassungs- (Belgien und Luxemburg) und Gesetzesbestimmungen (Belgien, Luxemburg, Niederlande, Italien, Portugal) nicht abweichen wollte und in Folge dessen nur von einem wöchentlichen Ruhetag, nicht vom Sonntag, sprechen wollte; auch dürfe die Bestimmung nur auf Minderjährige und Frauen Bezug haben; es wurde von dieser Seite der weitere Vorbehalt gemacht, daß es sich Seitens der Konferenz nur um Wünsche handeln könne, daß von einer Aenderung der Gesetzgebung nicht gesprochen werden dürfe u. s. f.. Im Kommissionsrapport sind die Gesichtspunkte der Vertreter der einzelnen Staaten genau wiedergegeben und wir erlauben uns, der Kürze halber uns darauf zu beziehen. Die Delegirten der genannten Staaten einigten sich schließlich zu folgendem Vorschlag, welchen sie als großes Entgegenkommen bezeichneten:

„Tant que les principes de droit public qui dominant la législation de certains pays ne leur permettent pas d'assurer à tous les ouvriers des établissements industriels un jour de repos par semaine et de préférence le dimanche, la Conférence déclare que le jour de repos dont il s'agit sera assuré aux enfants, aux adolescents et aux femmes protégées par les lois.“

Der Vertreter von Frankreich, Senator Tolain, befand sich mit seinen Anschauungen, resp. den erhaltenen Instruktionen, ebenfalls auf dem Boden dieser zweiten Gruppe; er stellte indeß einen gesonderten Antrag folgenden Inhalts:

- „1° Il est désirable que le repos hebdomadaire soit assuré à tous les travailleurs.
- 2° Le repos, pour les enfants et les femmes protégés par la loi, est fixé au dimanche.“

Die Diskussion schien nun einige Zeit die Anschauungen immer mehr auseinander zu führen. Von Seite der Freunde eines strengen Verbotes der Sonntagsarbeit wurde wiederholt betont, daß ihre Anträge Nichts enthielten, was nicht jeder Staat dem Arbeiter gewähren könne und solle; wem es mit den Zwecken und Zielen der Konferenz Ernst sei, der könne und dürfe in dieser einfachen, die Industrie in keiner Weise schädigenden Frage nicht vor einer ganzen Lösung zurückschrecken; es wäre geradezu beschämend,



wenn man sich nicht einmal über die Ruhe am Sonntag, welche schon in den Gesetzen der Natur begründet sei, einigen könnte.

Andererseits machten die Gegner darauf aufmerksam, daß sie das Bestreben nach einem Verbot der Sonntagsarbeit persönlich vollkommen billigten, daß sie sich aber nicht gegen Verfassungsbestimmungen und Volksanschauungen auflehnen könnten, welche nun einmal gegen Aufstellung des Sonntags als allgemeinen Ruhetages gerichtet seien. Mit besonderem Nachdruck machte namentlich der belgische Vertreter geltend, daß in dieser Sache Mehrheitsbeschlüsse wenig Werth haben; die Minderheit brauche sich ja nicht zu fügen und werde sich nicht fügen.

Dieser letztere Gesichtspunkt war wohl hauptsächlich entscheidend, weshalb nach einer längern Unterbrechung und speziell mit Bezug auf Frage 1 des Programms durch Herrn Fürstbischof Kopp folgender Vermittlungsantrag eingereicht wurde:

- 1° Il est désirable qu'un jour de repos par semaine soit assuré par la loi aux personnes protégées.
- 2° Il est désirable qu'un jour de repos soit assuré à tous les ouvriers de l'industrie.
- 3° Il est désirable que le jour de repos soit fixé, pour les personnes protégées, au dimanche.
- 4° Il est désirable que le jour de repos soit fixé, pour tous les ouvriers de l'industrie, au dimanche."

Nachdem es den Vertretern von Belgien, Italien und der Niederlande gelungen, diesen Vorschlag trotz unserer Opposition noch etwas abzuschwächen, indem beigelegt wurde zu „il est désirable“: „sauf les exceptions et les délais nécessaires dans chaque pays“, und nachdem ad 1 ferner die Worte „par la loi“ gestrichen worden waren, so zeigte sich endlich die oben erwähnte zweite Gruppe befriedigt und votirten sämtliche Staaten (mit Ausnahme von Spanien und Norwegen, die in der Kommission nicht vertreten waren) für die drei ersten Alineas dieses Antrages; beim vierten Alinea enthielt sich Frankreich der Abstimmung, weil dasselbe für erwachsene männliche Arbeiter keinerlei Bestimmungen treffen will; alle übrigen stimmten auch hier zu. Die weitere Abschwächung

des Kopp'schen Antrages hatte uns um so weniger angezeigt geschienen, als es sich ja nur noch um Wünsche handelte; immerhin wollten wir deßhalb doch kein verneinendes Votum abgeben.

Es muß hier bemerkt werden, daß in der Folge die von uns bekämpfte unbestimmte Einleitungsformel: „il est désirable“ auch bei den Resolutionen der andern Kommissionen Eingang fand. Hierüber, sowie über den Sinn und Werth der gefaßten Beschlüsse überhaupt, werden wir uns indeß erst am Schlusse unseres Berichtes speziell aussprechen.

Ueber Frage 2 (Ausnahmen) konnte eine Einigung rasch herbeigeführt werden, nachdem wir uns mit der deutschen Vertretung zu folgendem neuen Vorschlag geeinigt hatten:

„Des exceptions sont admissibles:

- a. à l'égard des exploitations qui exigent la continuité de la production pour des raisons techniques ou qui fournissent au public des objets de première nécessité, dont la fabrication doit être quotidienne;
- b. à l'égard des exploitations qui, par leur nature, ne peuvent avoir lieu que dans des saisons déterminées ou qui dépendent de l'action irrégulière de forces élémentaires.

Il est désirable que même dans les établissements de cette catégorie chaque ouvrier ait un dimanche libre sur deux.“

Alle vertretenen Staaten stimmten diesem Antrage bei, mit Ausnahme von Großbritannien, das sich der Abstimmung enthielt, weil, wie dasselbe erklären ließ, „à son avis, les exceptions doivent être établies par la législation de chaque pays, selon les sentiments et les conditions sociales du peuple“.

England selbst läßt Ausnahmen bekanntlich nur zu für „les cas de nécessité et de charité“.

Ein harter Kampf entstand nun nochmals bei Frage 3, wobei die in der allgemeinen Diskussion zu Tage getretenen divergirenden Gesichtspunkte zum Theil wieder recht lebhaft vorgeführt wurden. Die schweizerische Delegation war infolge der Beschlüsse zu Frage 1 gezwungen, die von ihr vorgeschlagene positive Fassung zurück-



zuziehen und schloß sich wiederum gemeinsam mit Deutschland dem Vorschlage Luxemburg's an, also lautend:

„Il est désirable que les exceptions à introduire dans chaque pays soient similaires.

Il est désirable que la réglementation des moyens pour atteindre ce but soit abandonnée à une entente entre les différents Gouvernements.“

Der belgische Vertreter Jacobs bestritt auf's Lebhafteste die Uebereinstimmung dieser Fassung mit dem Beschluß zu Frage 1, welcher Alles den einzelnen Staaten überlassen habe. Wenn die Staaten frei seien, die Wünsche der Konferenz auszuführen oder nicht, so müssen sie auch die Freiheit haben, ob und welche Ausnahmen sie festsetzen wollen. Er schlug daher vor:

„Les moyens de déterminer les exceptions sont, comme ceux de réaliser les vœux de la Conférence, laissés à l'appréciation de chaque pays.“

oder:

„Il n'est pas possible de déterminer dès à présent la façon dont il sera statué sur les cas d'exceptions.“

Aber weder für die eine noch die andere Redaktion gelang es dem belgischen Vertreter, so viele Stimmen um sich zu sammeln, wie in der allgemeinen Diskussion. Einzig Frankreich und Großbritannien theilten noch denselben Standpunkt und zwar Großbritannien aus den ad 2 angedeuteten Motiven. Italien enthielt sich der Abstimmung. Alle Andern stimmten für den Antrag Luxemburgs, welcher in der zweiten Lesung folgende verbesserte Fassung erhielt:

„Dans le but de déterminer les exceptions à des points de vue similaires, il est désirable que leur réglementation soit établie par suite d'une entente entre les différents Gouvernements.“

Die Anträge der II. Kommission lauteten sonach:

*„Règlement du travail du dimanche.*

1° Il est désirable, sauf les exceptions et les délais nécessaires dans chaque pays:

- a. qu'un jour de repos par semaine soit assuré aux personnes protégées;
- b. qu'un jour de repos soit assuré à tous les ouvriers de l'industrie;
- c. que ce jour de repos soit fixé au dimanche pour les personnes protégées;
- d. que ce jour de repos soit fixé au dimanche pour tous les ouvriers de l'industrie.

2° Des exceptions sont admissibles:

- a. à l'égard des exploitations qui exigent la continuité de la production pour des raisons techniques ou qui fournissent au public des objets de première nécessité, dont la fabrication doit être quotidienne;
- b. à l'égard des exploitations qui, par leur nature, ne peuvent fonctionner que dans des saisons déterminées ou qui dépendent de l'action irrégulière des forces naturelles.

Il est désirable que, même dans les établissements de cette catégorie, chaque ouvrier ait un dimanche libre sur deux.

3° Dans le but de déterminer les exceptions à des points de vue similaires, il est désirable que leur réglementation soit établie par suite d'une entente entre les différents Gouvernements.<sup>4</sup>

## C. Kommission für die Arbeit von Kindern, jungen Leuten und Frauen.

### a. Kinderarbeit.

Die erste Frage, ob Kinder bis zu einem gewissen Alter von der industriellen Arbeit ausgeschlossen werden sollen, wurde auf unsern Antrag einstimmig bejaht.

Es wurde hierauf die Frage in Diskussion gesetzt, welche Altersgrenze für den Eintritt in die Fabrik festgesetzt werden soll. In Uebereinstimmung mit unserm Gesetz schlugen wir das 14. Lebensjahr vor, beantragend:

„L'âge de 14 ans révolus devrait former la limite de l'exclusion du travail des enfants.“<sup>4</sup>

erhielten aber nur noch den Beistand von Oesterreich, während sich 13 Staaten gegen uns resp. für 12 Jahre erklärten. Auffallenderweise blieb sich das Stimmenverhältniß noch gleich, als unser eventuelle Antrag auf 13 Jahre in Abstimmung gebracht wurde,



— einzig Dänemark stimmte diesmal nicht gegen uns, sondern enthielt sich der Abstimmung. Wir betrachteten diesen Beschluß von Anfang an als einen bemühenden, der unsern Erwartungen und Hoffnungen in keiner Weise entsprach, und unterließen es daher nicht, bei der zweiten Lesung auf den Gegenstand zurückzukommen. Leider wurden unsere bezüglichlichen Anträge aber neuerdings verworfen mit derselben großen Majorität, trotzdem auch wir durch den Zusatz:

„Des limites d'âge différentes peuvent cependant être fixées pour les Etats ou groupes d'Etats qui diffèrent les uns des autres par les conditions climatiques,“

die südlichen Länder besonders berücksichtigen wollten.

Die Motive zu diesem fatalen Beschlusse sind im Rapport des Herrn Baron A. t'Kint de Roodenbeke des Genauern mitgeteilt, Beilage VI. — man wollte einerseits die Industrien schonen und glaubte andererseits dem Arbeiter den Verdienst, den ihm seine Kinder ins Haus bringen, nicht zu sehr einschränken zu dürfen. Von einzelnen Staaten wurde bemerkt, daß man im Begriffe stehe, in dieser Richtung einen weitergehenden Schritt zu thun, daß man aber auf andere Staaten keinen Zwang ausüben wolle. Dies war auch der Standpunkt von Frankreich und Deutschland, von welchem letzterem wir bestimmt erwartet hatten, daß es wenigstens ein Minimalalter von 13 Jahren vorschlagen würde. Großbritannien gestattete bis jetzt die Kinderarbeit schon mit 10 Jahren und votirte für die 12 Jahre ad referendum.

Die Kommission blieb aber bei 12 Jahren nicht stehen, sondern gestattete für die südlichen Länder eine Ausnahme von 10 Jahren. Der Delegirte von Italien, Senator Boccardo, konnte zur Begründung dieses Antrages allerdings mit Recht anführen, daß die Verhältnisse der südlichen Länder in Betreff Klima, Entwicklung, Rasse, andere seien als im Norden; er suchte eine Begünstigung für Italien auch damit zu begründen, daß die Seidenindustrie die Konkurrenz asiatischer Länder zu bestehen habe und daß Staaten, wie Italien, deren Industrien sich erst zu entwickeln beginnen, besonders berücksichtigt werden sollen. Auch den Ausschluß der Kinder bis zu 10 Jahren werde man nicht von einem Tag auf den andern

einführen können, sondern es müsse eine gewisse Uebergangszeit zugestanden werden.

Wären die 14 Jahre angenommen worden, so hätten wir wohl den südlichen Ländern 12 Jahre zugestehen können, dagegen hielten wir die Altersgrenze von 10 Jahren denn doch für zu gering. Mit uns lehnte sich auch Großbritannien gegen eine so weitgehende Begünstigung der südlichen Länder auf — die übrigen 13 Staaten stimmten dagegen dem genannten Verlangen bei.

Von Seite Deutschlands erfolgte hierauf die Anregung, es solle als wünschbar bezeichnet werden, daß die Kinder vor Eintritt in die Fabrik den Vorschriften betreffend Schulunterricht genügt haben sollen. Dieser Vorschlag vereinigte in der Abstimmung 11 Stimmen auf sich. Dagegen votierte Großbritannien, weil eine solche Bestimmung nicht zu den Aufgaben der Konferenz, sondern in ein Schulgesetz gehöre, und Dänemark, welches dadurch seine Halbtagschulen, die bis zum erfüllten 14. Altersjahre neben der Fabrikarbeit gehen, gefährdet glaubte. Der Stimmabgabe enthielten sich Belgien und Holland, weil die Frage nicht auf dem Programm gestanden und die Delegierten ohne Instruktion darüber seien. Unschwer war übrigens zu ersehen, daß auch diese beiden Länder kaum für eine solche Bestimmung zu gewinnen sein werden.

Ohne Opposition erfolgte die Annahme des von Anfang an gestellten Antrages der schweizerischen Delegation zu lemma 2 von Frage 2, dahingehend:

„que ces limites d'âge soient les mêmes pour tout établissement industriel et qu'il ne soit admis sous ce rapport aucune difference.“

Der Sinn dieses Antrages ging, wie wir zur Verhütung einer allfälligen Mißdeutung beizufügen uns erlauben, natürlich dahin, daß keine Herabsetzung der Altersgrenze zu Gunsten einzelner Industrien stattfinden dürfe.

Italien behielt sich bloß seine ablehnende Stimmabgabe vor, falls die früher beschlossene Berücksichtigung der südlichen Länder von der Konferenz nicht adoptirt werden sollte.

Betreffend Frage 3 lagen folgende Anträge vor:



## Deutschland.

„Il serait désirable

- 1° que les enfants au-dessous de quatorze ans révolus ne travaillent ni la nuit ni le dimanche;
- 2° que la durée de leur travail journalier ne dépasse pas six heures et qu'elle soit interrompue par une pause d'une demi-heure au moins;
- 3° que les enfants soient exclus des occupations insalubres ou dangereuses, ou n'y soient admis que sous certaines conditions protectrices.<sup>a</sup>

## Oesterreich.

„Pour les enfants au-dessous de 14 ans, employés à des travaux industriels, il y a à prévoir les restrictions suivantes:

- 1° La durée du travail ne doit pas dépasser 8 heures par jour et ne doit pas mettre obstacle à l'accomplissement du devoir scolaire prescrit par la loi.
- 2° Ils ne peuvent être employés à des *travaux de nuit*.
- 3° Ils ne peuvent être employés que si le travail n'est pas préjudiciable à la santé et au développement physique.
- 4° Le travail du dimanche doit être interdit.<sup>a</sup>

Wir selbst stellten keinen speziellen Antrag mehr für Kinder unter 14 Jahren, weil wir mit ihrer Zulassung zur Fabrikarbeit grundsätzlich nicht einverstanden waren, welcher Standpunkt aber, wie wir gesehen, nicht adoptirt wurde.

Zur Annahme gelangten, nachdem Oesterreich die seinigen zurückgezogen, die 3 Anträge von Deutschland, welche wir alle unterstützten, indem sie für das Alter von 12—14 Jahren wenigstens einige Restriktionen einführen, wovon namentlich die zweite (6 Stunden Arbeitszeit und wenigstens  $\frac{1}{2}$  Stunde Pause) materiell einen großen Werth hat. In Betreff der Vorbehalte, welche Belgien, Holland und Italien, theilweise auch Großbritannien, betreffend Antrag 1 und 2 zu machen für nothwendig erachteten, erlauben wir uns, auf den Kommissionsrapport zu verweisen. Antrag 3, betreffend Verbot der Beschäftigung bei gesundheitsschädlichen oder gefährlichen Betrieben, wurde einstimmig angenommen. Die Beschlüsse betreffend Kinderarbeit lauten sonach:

*„Règlement du travail des enfants.*

Il est désirable :

- 1<sup>o</sup> que les enfants des deux sexes n'ayant pas atteint un certain âge soient exclus du travail dans les établissements industriels;
- 2<sup>o</sup> que cette limite d'âge soit fixée à douze ans, sauf pour les pays méridionaux, où cette limite serait de 10 ans;
- 3<sup>o</sup> que ces limites d'âge soient les mêmes pour tout établissement industriel et qu'il ne soit admis sous ce rapport aucune différence;
- 4<sup>o</sup> que les enfants aient préalablement satisfait aux prescriptions concernant l'instruction primaire;
- 5<sup>o</sup> que les enfants au-dessous de quatorze ans révolus ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche;
- 6<sup>o</sup> que leur travail effectif ne dépasse pas six heures par jour et soit interrompu par un repos d'une demi-heure au moins;
- 7<sup>o</sup> que ces enfants soient exclus des occupations insalubres ou dangereuses, ou n'y soient admis que sous certaines conditions protectrices.<sup>4</sup>

**b. Arbeit der jungen Leute von 14 bis 18 Jahren.**

Die schweizerische Delegation hatte auch diese Programmpunkte bei Beginn der Sitzung mit folgenden Anträgen beantwortet:

*Ad 1.* „Le travail, dans les établissements industriels, des jeunes ouvriers ayant passé l'âge de l'enfance, doit être soumis à certaines restrictions.“

*Ad 2.* „La limite de l'âge jusqu'auquel des restrictions sont applicables, est fixée à 18 ans.“

Diese beiden Anträge wurden, wie wir gleich beifügen wollen, angenommen, der letztere mit 8 gegen 6 Stimmen (Oesterreich, Ungarn, Belgien, Italien, Luxemburg, Niederlande) und 1 Enthaltung (Spanien).

*Ad 3.* „Les restrictions à prescrire sont: une journée maxima de travail; l'interdiction du travail de nuit; l'interdiction du travail du dimanche; l'interdiction ou la limitation du travail dans les exploitations particulièrement insalubres et dangereuses.“



Ad 4. „Il n'y a pas lieu de prévoir pour certaines catégories d'établissements industriels des exceptions aux règles générales.“

Die Kommission beschloß, die in diesem Kapitel gestellten Fragen a) für das Alter von 14 bis 16 Jahren und b) für das Alter von 16 bis 18 Jahren getrennt zu behandeln und die Verwendung des weiblichen Geschlechts über 16 Jahren zur Arbeit in industriellen Etablissements bei dem Kapitel Frauenarbeit in Berathung zu ziehen.

In Betreff der Arbeit der jungen Leute von 14 bis 16 Jahren stellte nun Deutschland folgende Anträge:

„Il est désirable

- 1° que les jeunes ouvriers des deux sexes de 14 à 16 ans ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche;
- 2° que leur travail *effectif* ne dépasse pas dix heures par jour et soit interrompu par des repos d'une durée totale de deux heures au moins;
- 3° que des exceptions soient admises pour certaines industries;
- 4° que des restrictions soient prévues pour les industries particulièrement insalubres ou dangereuses.“

Antrag 1, in unserm Antrag Ad 3 enthalten, wurde einstimmig angenommen mit den vielfach wiederholten Reserven von Belgien und Luxemburg betreffend ihre dem Verbot der Sonntagsarbeit entgegenstehenden Verfassungsbestimmungen.

Bei Antrag 2 wurde erst die Pause auf 1½ Stunden (der deutsche Staatsrath soll 2 Stunden in Aussicht genommen haben) reduziert und dann mit 10 gegen 2 Stimmen (Belgien und Holland) und 3 Enthaltungen (Oesterreich, Spanien und Italien) angenommen.

Gegen die Fixirung von 10 Stunden hatte der Vertreter von Oesterreich geltend gemacht, daß dieses Land den 11-Stunden-Arbeitstag eingeführt habe und damit fast allen Ländern voraus sei. Wenn nun für die jungen Leute eine Arbeitszeit von bloß 10 Stunden vorgeschrieben werde, so werde und müsse dies zur Folge haben, daß nicht nur große Störungen in der Industrie verursacht werden, sondern daß eine Reihe von Industriezweigen auf den 10-stündigen Arbeitstag übergehen müssen, da die jungen

Leute nicht später anfangen oder früher aufhören können, als die übrigen Arbeiter. Diese Argumentation würde auch für die Schweiz zutreffen, indem sie sich in derselben Lage befindet, wie Oesterreich ja noch mehr als bei diesem Lande trifft ihr gegenüber die That- sache zu, daß selbst die „Wünsche“ der Konferenz im Uebrigen bei Weitem nicht an dasjenige heranreichen, was bei uns schon seit mehr als 12 Jahren gesetzlich eingeführt ist.

Wenn uns der schweizerische Bundesrath dennoch beauftragt hat, für den Vorschlag Deutschlands auf 10 Stunden und die 1½ Stunden Pause zu stimmen, so geschah es ausgesprochener Maßen, um einen neuen und vollkräftigen Beweis zu leisten, wie sehr die Schweiz alle Bestrebungen für das Wohl der arbeitenden Klassen unterstützt, und um zu zeigen, daß sie nicht nur gewillt ist, andere Staaten einzuladen und aufzumuntern, ihre Gesetzgebung nachzuahmen, sondern auch bereit ist, auf diesem Gebiete selber noch weiter zu gehen.

Allerdings dürfte infolge Religions- und Schulunterrichtes die Arbeitszeit einer großen Zahl junger Leute zwischen 14 bis 16 Jahren in der Schweiz schon jetzt nicht mehr als 60 Stunden per Woche betragen.

Antrag 3 wurde von uns bekämpft (siehe unsern oben an- geführten Antrag Ad 4), da wir keine Abschwächung zulassen wollten; wir blieben jedoch mit unserer Anschauung allein.

Antrag 4 Deutschlands (siehe unsern Antrag Ad 3) wurde einstimmig angenommen.

Was nun die Arbeit der jungen Leute von 16 bis 18 Jahren anbelangt (siehe oben unsere Anträge Ad 2 und 3), so wünschten mehrere Staaten (Belgien, Italien, Luxemburg, die Niederlande, diesmal im Verein mit Oesterreich und Ungarn), daß hierüber keine Bestimmungen aufgenommen werden; die Industrie werde dadurch geschädigt und die Arbeiterfamilie ertrage ein solches Opfer nicht. Eventuell solle man sich auf gefährliche und gesundheits- schädliche Betriebe beschränken. — Deutschland votirte zwar für Bestimmungen über Leute genannter Altersgrenze, wollte dieselben indeß auf Nacht- und Sonntagsarbeit und gefährdenden resp. gesund- heitsschädlichen Betrieb beschränken. Wir hielten an dem Antrage



fest, daß außerdem ein Maximalarbeitstag fixiert werde, und waren erfreut, in der Abstimmung mit diesem Antrag durchzudringen.

In Betreff des Stimmenverhältnisses bei den einzelnen Resolutionen über Maximalarbeitstag, Nachtarbeit, Sonntagsarbeit und gefährdende Betriebe erlauben wir uns, auf den Kommissionsrapport uns zu beziehen. Wir wollen indeß nicht unterlassen, zu bemerken, daß Frankreich und Großbritannien bei allen vier Punkten mit der Mehrheit stimmten.

Die Kommissionsanträge lauteten somit:

*„Règlement du travail des jeunes ouvriers.*

Il est désirable:

- 1° que les jeunes ouvriers des deux sexes de 14 à 16 ans ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche;
- 2° que leur travail effectif ne dépasse pas dix heures par jour et soit interrompu par des repos d'une durée totale de une heure et demie au moins;
- 3° que des exceptions soient admises pour certaines industries;
- 4° que des restrictions soient prévues pour les occupations particulièrement insalubres ou dangereuses;
- 5° qu'une protection soit assurée aux jeunes garçons de 16 à 18 ans en ce qui concerne:
  - a. une journée maxima de travail,
  - b. le travail de nuit,
  - c. le travail du dimanche,
  - d. leur emploi dans des occupations particulièrement insalubres ou dangereuses.“

**c. Frauenarbeit.**

Beilage VII.

Die schweizerische Delegation stellte, an das vorgelegte Programm sich haltend, folgende Anträge:

*Zu Frage 1:*

„Le travail des femmes mariées doit être soumis à certaines restrictions.“

*Zu Frage 2:*

„Le travail, dans les fabriques, de toutes les femmes et filles, doit être soumis à certaines restrictions.“

*Zu Frage 3:*

„Les restrictions à recommander sont: une journée maxima de travail; l'interdiction du travail de nuit; l'interdiction du travail du dimanche; l'interdiction ou la limitation du travail dans les exploitations particulièrement nuisibles à la santé et dangereuses.“

*Zu Frage 4:*

„Il n'y a pas lieu de prévoir, pour certaines catégories d'établissements industriels, des exceptions aux règles générales.“

Deutschland schlug vor:

„Il est désirable:

*Questions 1, 2 et 3.*

- 1° que les femmes de tout âge ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche;
- 2° que leur travail effectif ne dépasse pas onze heures par jour et qu'il soit interrompu par des pauses d'une durée totale de deux heures au moins;
- 3° que les femmes accouchées ne soient admises au travail que quatre semaines après leur accouchement;
- 4° que d'autres restrictions soient prévues pour les industries particulièrement insalubres ou dangereuses;

*Question 4.*

- 5° qu'une réglementation exceptionnelle soit admise pour les industries dans lesquelles on ne peut se passer du travail des femmes pendant la nuit.“

Letztern Antrag mußten wir allerdings bekämpfen und unsern Vorschlag zu Frage 4 aufrecht halten, konnten uns im Uebrigen aber mit den Vorschlägen Deutschlands ganz gut einverstanden erklären und wurden dieselben in Folge dessen zur Grundlage der Deliberationen gewählt.

Auch gegen das Prinzip der Beschränkung der Frauenarbeit machte sich kein Widerspruch geltend. Der Vertreter von Italien glaubte einzig, warnend vor zu weitgehenden Beschlüssen, auf die ausnahmsweisen Verhältnisse dieses Landes aufmerksam machen zu sollen, das eine bedeutende temporäre Auswanderung der Männer aufweise, während welcher Zeit die Frau die Familie erhalten müsse.



Dem ersten Antrag Deutschlands wurde folgende Fassung gegeben:

„Il est désirable que les filles et les femmes âgées de plus de seize ans, ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche.“

Auf den Wunsch Belgiens war gesondert darüber abgestimmt worden, ob diese Bestimmung nur Frauenspersonen bis zum 21. Altersjahr beschlagen solle oder überhaupt alle Frauenspersonen, indem Seitens mehrerer Staaten die schon wiederholt erwähnten Einsprachen betreffend das Legiferiren über die Arbeitszeit der Erwachsenen geltend gemacht wurden. Die obgenannte Bestimmung wurde für die Altersgrenze von 21 Jahren einstimmig (mit Enthaltung Spaniens) angenommen; es siegte sodann auch die Ausdehnung auf alle Frauenspersonen mit 7 gegen 6 Stimmen (Belgien, Spanien, Frankreich, Ungarn, Italien und Portugal).

Der zweite Antrag von Deutschland wollte von Belgien auf eine 12stündige Arbeitszeit abgeschwächt werden, während andererseits Großbritannien und Ungarn vorschlugen, auf 10 Stunden herunterzugehen. Der belgische Vorschlag fand von keiner Seite Unterstützung; für die 10 Stunden stimmten Ungarn, Frankreich, Großbritannien und Portugal; wir enthielten uns der Abstimmung, weil wir über diesen unvorhergesehenen Punkt (10-Stunden-Arbeit) damals ohne Instruktion waren. Für 11 Stunden votirte die Mehrheit; die Pause wurde auf 1½ Stunden festgesetzt.

Die Anträge 3 und 4 passirten unbeanstandet.

Bei Antrag 5 erneuerten wir unsern Vorschlag, keine Ausnahmen zuzulassen, blieben aber in der Abstimmung über diesen Punkt, wie bei den Ausnahmen für junge Leute, allein.

In der zweiten Lesung erfolgten noch einige redaktionelle Verbesserungen und die Vorschläge betreffend Frauenarbeit lauteten nun wie folgt:

*„Règlementation du travail des femmes.“*

Il est désirable:

- 1° que les filles et les femmes âgées de plus de seize ans ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche;

- 2° que leur travail effectif ne dépasse pas onze heures par jour, et qu'il soit interrompu par des repos d'une durée totale d'une heure et demie au moins;
- 3° que des exceptions soient admises pour certaines industries;
- 4° que des restrictions soient prévues pour les occupations particulièrement insalubres ou dangereuses;
- 5° que les femmes accouchées ne soient admises au travail que quatre semaines après leur accouchement.<sup>4</sup>

Wiederholt ist sowohl in der II. als in der III. Kommission die Frage zur Sprache gebracht worden, was unter industriellem Etablissement zu verstehen sei, und erfolgte darüber in der III. Kommission auch eine spezielle Beschlußfassung (siehe Bericht Baron A. t'Kint de Roodenbeke).

Die Ansichten gingen hierüber weit auseinander, wie ja auch die Gesetzgebung in den verschiedenen Ländern eine sehr verschiedene und zum Theil noch nicht abgeklärte ist. Aus den Voten der deutschen Vertreter (v. Heyl und Köchlin) ging hervor, daß dieselben bei ihren Bestrebungen mehr nur die Großindustrie im Auge haben, während Frankreich (Tolain) gegen die Ausdehnung auf die Ateliers wenig einzuwenden schien. Der französische Delegirte Delahaye trat auch in dieser Frage noch mit einem persönlichen Antrag auf, jedoch gelangten Anträge, wenn sie nicht als der Meinungs Ausdruck einer Delegation als solcher gelten konnten, niemals zur Abstimmung.

Es wurde von anderer Seite geltend gemacht, daß die Konferenz größere und näher liegende Aufgaben zu erfüllen habe, als eine Definition für Fabrik zu suchen, welche für alle so verschieden gearteten Verhältnisse passen würde. Es könne dies füglich einer spätern Zeit überlassen werden. Man einigte sich daher allseitig auf den Vorschlag von Großbritannien, zu erklären:

„On entend par établissements industriels ceux que les lois réglementant le travail dans les divers pays, considèrent comme tels, soit par voie de définition, soit par voie d'énumération;“

womit die Frage allerdings nicht gelöst ist.

Auch der Ausdruck „Nachtarbeit“ soll in derjenigen Weise verstanden sein, als welcher er in den verschiedenen Ländern



anerkannt werde, und in Betreff gesundheitsschädlicher und gefährlicher Industrien soll nur wirklich gesundheitsschädliche und gefährliche Arbeit in der betreffenden Industrie gemeint sein, also z. B. in der Zündhölzchenindustrie die Herstellung der Schachteln nicht betroffen werden.

#### D. Kommission für Ausführungsbestimmungen.

Wie bereits berichtet, ist die wichtige Frage der Ausführungsbestimmungen der Kommission für Sonntagsarbeit zur Begutachtung überwiesen worden. Bestimmte Anträge waren wiederum nur von zwei Seiten, von der Schweiz und von Deutschland, gestellt. Die schweizerische Delegation hatte beantragt:

„Des mesures doivent être prises en vue de l'exécution des dispositions adoptées par la Conférence.

Il y a lieu de prévoir, à cet effet, que les Etats qui se seront mis d'accord sur certaines dispositions, concluront des arrangements obligatoires; que l'exécution de tels arrangements aura lieu par la législation nationale, et que si cette législation n'est pas suffisante, elle devra recevoir les compléments nécessaires.

Il y a aussi lieu de prévoir la création d'un organe spécial pour la centralisation des renseignements à fournir, la publication régulière de données statistiques, et l'exécution des mesures préparatoires pour les Conférences prévues au paragraphe 2 du programme.

Il y a lieu de prévoir des Conférences périodiques de Délégués des Gouvernements; ces Conférences auront pour tâche principale de développer les arrangements convenus et de résoudre les questions qui auraient soulevé des difficultés ou contestations.“

Deutschland schlug vor:

„I. Pour le cas où les Gouvernements donneraient suite aux propositions de la Conférence, les mesures suivantes se recommanderaient comme indispensables :

- 1° L'exécution des principes sur lesquels l'accord a été établi, sera surveillée par un nombre suffisant de fonctionnaires spécialistes nommés *ad hoc* et dont la position devra être telle qu'elle leur assure une indépendance parfaite, aussi bien vis-à-vis des patrons que des ouvriers.

- 2° Les observations de ces fonctionnaires, quant à l'exécution des principes dont il s'agit, seront déposées dans des rapports annuels destinés à être publiés.
- 3° Tous les Etats respectifs, en suivant certaines règles sur lesquelles une entente devra être établie, procéderont périodiquement à des relevés statistiques, quant aux questions visées par les propositions de la Conférence.
- 4° Les Etats participants échangeront entre eux d'une manière suivie :
  - a. les prescriptions qu'ils auront émises par voie législative ou administrative, en vue de l'exécution des principes adoptés ;
  - b. les rapports annuels des fonctionnaires (voir le N° 2) ;
  - c. les relevés statistiques (voir le N° 3).

II. Il est désirable que périodiquement, dans des intervalles dont la détermination reste réservée à une résolution à prendre, les Délégués des Etats participants se réunissent en Conférence, afin de se communiquer réciproquement les observations que l'exécution des principes adoptés leur aura suggérées et afin de délibérer sur l'opportunité de les modifier ou compléter.<sup>4</sup>

Trotzdem es uns nicht schwer fiel, die Nützlichkeit unserer Anträge zu begründen und auf das Unbestimmte und Ungenügende des deutschen Vorschlages aufmerksam zu machen, wurden unsere Propositionen doch aufs Lebhafteste bekämpft. Und zwar geschah dies nicht von Seite der Delegirten Deutschlands, sondern namentlich von Großbritannien und Belgien. Sir John Gorst protestirte förmlich gegen unsere Anträge, die durch die Einladung zur Konferenz geradezu ausgeschlossen seien. Wären daherige Fragen nicht von Anfang an aus dem Programm gestrichen worden, so würde Großbritannien und wahrscheinlich noch eine Reihe anderer Staaten gar nicht zur Konferenz erschienen sein.

In dem ziemlich lebhaften Wortgefecht, das sich über die zwei verschiedenen Systeme entspann, zeigte es sich zwar, daß die Vorwürfe, die wir dem System Deutschlands machten, nicht entkräftet werden konnten; es mußte zugegeben werden, daß Niemand wisse, wer fortan die Konferenzen einzuberufen habe und wann solche stattfinden sollen, aber dennoch zeigten die Staaten keinerlei Geneigtheit, unsere positiven Vorschläge zu adoptiren. Ellena be-



merkte, daß ein „organe central“, wie es von der Schweiz in Aussicht genommen werden wolle, in der That entschiedene Vortheile hätte, indeß habe davon Nichts im Programm gestanden und die Delegirten seien daher nicht darüber instruiert, zudem sei dies eine Angelegenheit, welche bei einer zweiten oder dritten Konferenz neuerdings zur Sprache gebracht werden könne.

Eben diese Zukunft im Auge haltend, glaubten wir auf unsere Anträge nicht einfach verzichten zu sollen, sondern gaben unsern Anschauungen noch in einer bestimmten Erklärung im Kommissionsrapport Ausdruck. Beilage IX.

Von Seite Großbritanniens, Belgiens, Italiens und der Niederlande wurden nun auch die deutschen Anträge noch weiter abzuschwächen gesucht; es ist dies durch stellenweise Aenderungen in der Redaktion in meist nur ganz untergeordneten Dingen gelungen. Wir müssen uns erlauben, uns diesfalls wieder auf den Kommissionsrapport zu beziehen. Besonderer Erwähnung werth ist wohl nur noch die Erklärung Deutschlands, daß keineswegs beabsichtigt sei, die gegenwärtige Konferenz zu erneuern, sondern daß neue Vereinigungen der Staaten zu solchen Konferenzen stattfinden sollen.

Einen gesonderten Standpunkt nahm in Betreff aller Ausführungsbestimmungen Frankreich ein. Die Delegirten dieses Landes erklärten, von Seiten ihrer Regierung die bestimmte Weisung erhalten zu haben, sich bei allen bezüglichlichen Vorschlägen der Stimmabgabe zu enthalten. Der Abstimmung hatte sich anfänglich auch Schweden enthalten, stimmte aber schließlich mit der Reserve zu, daß keine Einmischung eines fremden Staates stattfinden dürfe. Die übrigen in der Kommission vertretenen Staaten votirten schließlich für folgende Resolutionen:

„I. Pour le cas où les Gouvernements donneraient suite aux travaux de la Conférence, les dispositions suivantes se recommandent:

- a. L'exécution des mesures prises dans chaque Etat sera surveillée par un nombre suffisant de fonctionnaires spécialement qualifiés, nommés par le Gouvernement du pays et indépendants des patrons, aussi bien que des ouvriers.
- b. Les rapports annuels de ces fonctionnaires, publiés par les Gouvernements des divers pays, seront communiqués par chacun d'eux aux autres Gouvernements.

- c. Chacun de ces Etats procédera périodiquement et, autant que possible dans une forme semblable, à des relevés statistiques, quant aux questions visées dans les délibérations de la Conférence.
- d. Les Etats participants échangeront entre eux ces relevés statistiques, ainsi que le texte des prescriptions émises par voie législative ou administrative et se rapportant aux questions visées dans les délibérations de la Conférence.

II. Il est désirable que les délibérations des Etats participants se renouvellent, afin de se communiquer réciproquement les observations que les suites données aux délibérations de la présente Conférence auront suggérées et afin d'examiner l'opportunité de les modifier ou de les compléter.<sup>4</sup>

Auf die Bedeutung, die wir diesen Beschlüssen beimessen, kommen wir am Schlusse unseres Berichtes noch zurück.

Die Arbeitstheilung unter den 3 Kommissionen war eine solche gewesen, daß sie mit ihren Vorarbeiten ungefähr zu gleicher Zeit fertig wurden. Den Rapporteurs wurde für Erstellung des Berichts eine sehr kurze Zeit gestattet und so konnten schon in der Konferenzsitzung vom 26. März alle 5, von den Kommissionen vorher genehmigten Rapporte verlesen werden.

#### Beilage IV.

Im Uebrigen ist aus dieser Konferenzsitzung nur die Verlesung des Schreibens erwähnenswerth, welches der Papst in Sachen der Arbeiterschuttkonferenz an den deutschen Kaiser gerichtet, sowie der Beschluß, es können die einzelnen Staaten im Momente der Abstimmungen bestimmte Erklärungen, Vorbehalte etc. zu Protokoll geben. Dabei solle, was schon in den Rapporten enthalten sei, als Bestandtheil des Protokolls der Konferenz betrachtet werden. Eine allgemeine Diskussion werde zwar in der nächsten Konferenzsitzung eröffnet werden, aber dabei der dringende Wunsch ausgesprochen, sie nicht oder nur ganz kurz zu benützen. Wir hatten unsern Anschauungen im Laufe der Kommissionsberathungen über alle Programmpunkte Ausdruck verschafft und es fragte sich nur, ob uns nicht die allgemeinen Direktionen unserer Instruktion noch zu einer positiven Erklärung veranlassen sollten.



Was den einen Punkt, die Klarlegung der Thatsache, daß es sich bei den Beschlüssen nur um das Minimum handle und daß jeder Staat weitergehende Beschlüsse fassen könne, anbelangt, so erschien es uns in der That ganz unnöthig, diesfalls irgend welche Schritte zu thun, indem jenes in den Eröffnungsworten des Präsidenten und in den Voten aller Redner als selbstverständlich vorausgesetzt worden war. Hätten wir dagegen weiter gehen und etwa beantragen wollen, es dürfe kein Staat hinter die jetzige Gesetzgebung zurückgehen, so würden wir damit neuerdings einen Sturm bei allen Denen hervorgerufen haben, welche der Konferenz jede bezügliche Aufgabe und Kompetenz bestreiten — und zwar ganz nutzlos, denn heute kann und wird kein Staat daran denken, auf einem Gebiete rückwärts zu marschiren, auf welchem Vorwärts das Losungswort beinahe der ganzen Erde geworden ist.

Anders glaubten wir uns zur Berührung der Frage des Normal- resp. Maximalarbeitstages stellen zu sollen. Da hielten wir es doch für angezeigt, die fortschrittliche Stellung der Schweiz — wenn auch nur als Markstein für die Zukunft — zu dokumentiren. Es schien uns für unser Land geradezu eine Ehrensache zu sein, schon in der ersten internationalen Arbeiterschutzkonferenz auch diejenigen großen Zielpunkte angedeutet zu haben, deren Lösung noch anzustreben ist, und hiezu gehört gewiß vor Allem der Maximalarbeitstag. Unsere bezügliche Erklärung in der Konferenzsitzung vom 27. März hatte folgenden Wortlaut:

„Le Conseil Fédéral Suisse aurait admis volontiers, dans le projet primitif du programme qu'il avait élaboré pour la Conférence de Berne, la question de la journée maxima de travail. S'il ne l'a pas fait, c'est qu'il redoutait de voir échouer sur ce point son initiative auprès d'un certain nombre de Gouvernements, par lesquels il désirait voir accepter l'invitation à la Conférence. Mais il avait été très heureux de voir que S. M. l'Empereur d'Allemagne avait abordé ce point dans ses rescrits du 4 février, comme l'un de ceux à régler par voie internationale. Il a donc regretté de ne plus le retrouver dans le programme définitif du Gouvernement Impérial. La Délégation Suisse, eu égard aux motifs qui, à sa connaissance, ont fait abandonner cette partie du programme, n'a pas formulé sur ce point, dans l'une ou l'autre des Commissions, une proposition qui n'aurait pas eu actuellement de chance de

succès. Elle tient cependant à déclarer que, profondément convaincue de l'importance et de l'opportunité qu'il y aurait à régler internationalement la journée normale de travail, elle n'a renoncé que momentanément et à contre-cœur à proposer que cette question fût traitée.<sup>4</sup>

Im Uebrigen wurde in genannter Sitzung die allgemeine Diskussion lediglich vom französischen Delegierten Delahaye zu einer längern allgemeinen Auseinandersetzung benutzt, wogegen die andern französischen Delegierten erklärten, daß sie reine Privatsache des Herrn Delahaye sei.

Es erfolgten nun die Abstimmungen. Eine Diskussion über die Kommissionsanträge fand nicht mehr statt, dagegen wurden kurze Erklärungen einzelner Staaten zur Begründung ihrer Stimmabgabe entgegengenommen. Wie schon aus dem Vorstehenden abzuleiten ist, erfolgten solche Vorbehalte namentlich zahlreich von Belgien, Italien und den Niederlanden. Wir halten es nicht für nöthig, in diesem Berichte nochmals die Voten der einzelnen Staaten über jeden Punkt wiederzugeben, indem sich die Standpunkte gleich blieben, wie in den Kommissionsberathungen. Wir beziehen uns also diesfalls lediglich auf die Akten der Konferenz. Dasselbe geschieht auch in Bezug auf die verschiedenen Eröffnungs- und Schlußreden, sowie die üblichen Dankesabstättungen.

Dagegen bedürfen noch zwei Erklärungen, die wir selber bei der Abstimmung machten, einer kurzen Erwähnung. Bei der Sonntagsarbeit gab Herr Tolain die Gesetzgebung Frankreichs zu Protokoll, welche in Betreff der Ausnahmebestimmungen für Minderjährige strengere Bestimmungen, als die Konferenzbeschlüsse sie enthalten, aufstellt. Wir erklärten nun neuerdings, daß wir ebenfalls vorgezogen hätten, wenn für Kinder, junge Leute und Frauen gar keine Ausnahmen zugestanden worden wären.

Ferner erklärten wir bei Enthaltung der Stimmabgabe betreffend Ausschluß der Kinder bis zum 12. Altersjahr, daß wir unmöglich für 12, resp. 10 Jahre stimmen könnten, nachdem die Schweiz den Ausschluß bis zum 14. Altersjahr mit Erfolg selbst durchgeführt und auch der Konferenz, leider vergeblich, empfohlen hatte. Unsere Stimmabgabe an der Konferenz entspricht übrigens genau der

Beilage X.

" XII.

" XVI.

" XVII.



Stimmabgabe in den Kommissionen; dasselbe war auch fast bei allen Staaten der Fall. Zwar wurde hie und da einmal in unbedeutenden Fragen an der Konferenz günstiger gestimmt, aber dann gewöhnlich neuerdings eine Reserve an die Stimmabgabe geknüpft, welche den Werth derselben wieder zweifelhaft erscheinen ließ. Immerhin konnten nun meist nahezu einstimmige oder einstimmige Beschlüsse notirt werden.

Bevor wir noch zur Würdigung der Gesamtergebnisse der Konferenz übergehen, erlauben wir uns, hinzuweisen auf den äußerst angenehmen persönlichen Verkehr, der sich während der ganzen Dauer der Konferenz zwischen den Delegirten aller Staaten geltend machte, wodurch unzweifelhaft in manchen Fragen eine Einigung erleichtert wurde — waren ja doch Alle zu demselben großen Zwecke nach Berlin gekommen. Wir müssen ferner besondere Anerkennung und Dank zollen der deutschen Regierung und speziell Seiner Majestät dem Kaiser für die überaus zahlreichen Beweise von Sympathie für das Zustandekommen des Werkes und können konstatiren, daß der ersten Initiative des schweizerischen Bundesrathes nicht nur bei Eröffnung der Konferenz durch Herrn Minister v. Berlepsch ehrend gedacht wurde, sondern daß uns der Kaiser selbst noch wiederholt beauftragte, dem Bundesrathe für seine Verzichtleistung auf die Priorität auf's Wärmste zu danken.

Was nun die Resultate der Konferenz anbelangt, so sind die Urtheile darüber in den meisten Staaten zufriedenstellende. Bekanntlich hat man mancherorts von Anfang an Zweifel erhoben, daß es möglich sein werde, zu einer Einigung zu kommen, denn einzelne der vertretenen Staaten befinden sich mit ihrer Arbeiterschutzgesetzgebung noch so weit im Rückstande, daß auf große Errungenschaften für die eigentlichen Industriestaaten nicht zu rechnen war und daß man sich damit begnügen muß, jene diesfalls zurückgebliebenen Staaten zu etwas weitergehenden Gesetzesbestimmungen zu veranlassen. Die Konferenz hat nun in der That den Beweis geleistet,

daß der internationalen Regelung der Arbeit noch große Hindernisse im Wege stehen; wenn man auch fast allgemein von dem Bestreben erfüllt ist, das Loos der Arbeiter zu verbessern, so sind die Verhältnisse in den verschiedenen Staaten doch so verschiedene, daß wir dem ersehnten Ziele nur langsam und allmähig näher kommen können. Die Beschlüsse der Konferenz mußten, entgegen dem Antrage der schweizerischen Delegation, welche jetzt schon eine internationale Vereinbarung anstrebte, in bloße Wünsche gekleidet werden, und es kann unserer Ansicht nach ein richtiges Urtheil über das Resultat der Konferenz erst dann gefällt werden, wenn man wissen wird, ob es in den einzelnen Staaten bei bloßen Wünschen geblieben ist, oder ob die einzelnen Desiderata überall da in die Wirklichkeit übersetzt werden, wo sie es noch nicht sind. In dieser Beziehung hat uns nun das Verhalten der meisten Staaten Vertrauen eingeflößt. Die Hartnäckigkeit, mit der weitergehende Anträge bekämpft wurden, ließ doch meist die Absicht erkennen, daß dasjenige, was hier beschlossen werde, auch wirklich durchzuführen sei, und hat es auch an bezüglichen feierlichen Be-theuerungen nicht gefehlt. Offenbar sind alle diejenigen Staaten, welche für Reformen gestimmt haben, nun moralisch verpflichtet, selbe den betreffenden Parlamenten vorzulegen. In diesem Falle wird man sich, da es sich um eine erste Konferenz und also nur um den ersten Schritt handelte, auch mit der gewählten Einleitungsformel: „il est désirable“ versöhnen können.

Nun gestehen wir aber offen, daß, nachdem einmal die bloße Wunschesform gewählt war, wir da und dort Beschlüsse erwarteten, welche einen größeren Fortschritt auf diesem Gebiete bezweckt haben würden. Wir haben es unsererseits an Anträgen nicht fehlen lassen und diesfalls des Guten jedenfalls genug gethan. Immer standen wir auf dem äußersten Posten. Deutschland rückte dann in der Regel mit etwas mildernden Vorschlägen, welche den dortigen Staatsrathsbeschlüssen entsprechen sollen, in die Linie, und wir mußten meist froh sein, wenn es gelang, diese unabgeschwächt zu retten. Vielleicht hätten einzelne Resolutionen noch etwas verbessert werden können, wenn nicht ein so rascher Schluß der Konferenz von vornherein beschlossen gewesen wäre.



Um ein ganz klares Bild über die Aenderungen zu geben, welche die Konferenzbeschlüsse in den einzelnen Staaten zur Folge haben würden, legen wir den Akten eine Zusammenstellung der bezüglichen Gesetzgebungen, verfaßt vom Konferenzmitglied Herrn Dr. Lohmann, bei. Beilage XVIII

Verhältnißmäßig am raschesten konnte eine Einigung betreffend *Minenarbeit* erzielt werden, und wir schreiben die Ursache theils dem allgemeinen guten Willen zur Beseitigung schwerer Uebelstände zu, theils aber auch der noch stets drohenden Gefahr großer Strikebewegungen in den Kohlenrevieren. In England, Deutschland und Frankreich bestehen die geäußerten Wünsche zwar meistens jetzt schon zu Recht oder werden auch ohne spezielle Gesetze ausgeführt; immerhin beweisen die Resolutionen die Sorge für das Wohl des Minenarbeiters und werden dieselben von großer Wohlthat sein, wenn sie in Bälde auch in andern Ländern, wo zum Theil noch bedenkliche Arbeitsverhältnisse bestehen, zur Ausführung gelangen.

Einstimmig sind schließlich auch die Beschlüsse betreffend *Sonntagsarbeit* zu Stande gekommen, mit Ausnahme von Frankreich, das sich bezüglich eines einzigen Punktes, welcher auch Vorschriften für die Erwachsenen enthält, der Abstimmung enthielt. Aber auch hiebei gab Herr Jules Simon seine persönliche Ansicht in beredter Weise dahin kund, daß Frankreich in seiner Gesetzgebung in gleicher Weise vorgehen werde. Festgestellt ist nun auch worden, daß über die zu gestattenden Ausnahmen eine Vereinbarung unter den einzelnen Staaten erfolgen solle, gegen welche Bestimmung allerdings mehrere Staaten bis zum Schlusse in der Opposition verharreten.

Die getroffenen Bestimmungen betreffend *Kinderarbeit* haben uns am wenigsten befriedigt, indem das Altersjahr von 12, resp. 10 Jahren (für südliche Länder) den Anforderungen einer richtigen Arbeiterschutzgesetzgebung offenbar nicht entspricht. Wir müssen aber andererseits zugeben, daß dieser Beschluß für mehrere Staaten, wobei auch einer der ersten Industriestaaten der Erde, Großbritannien, zu nennen ist, bereits eine wichtige Konzession bedeutet. Auch darf nicht außer Acht gelassen werden, daß die Arbeit der

Kinder sodann wesentlich eingeschränkt wird, indem weder Sonntags- noch Nachtarbeit, noch Arbeit in gefährdenden Betrieben gestattet wird, daß die Kinder dem Schulunterricht Genüge geleistet haben müssen, und daß die Arbeit überhaupt nur 6 Stunden, mit  $\frac{1}{2}$  Stunde Pause per Tag, andauern solle. Damit sind die Kinder aus einer Reihe von Fabrikbetrieben so gut wie ganz ausgeschlossen.

Für die jungen Leute von 14—16 Jahren gehen die Wünsche der Konferenz in einem Punkte sogar noch weiter, als unser schweizerisches Fabrikgesetz, indem für dieselben eine Arbeitszeit von bloß 10 Stunden mit  $1\frac{1}{2}$  Stunden Pause vorgesehen wird. Allerdings sollen dann für gewisse Industrien wieder Ausnahmen gestattet werden können. Besonders aufrichtig gefreut hat uns der fast unerwartete Beschluß, auch für die jungen Leute von 16—18 Jahren einen speziellen Schutz festzustellen. Zwar wird der Schutz nur allgemein umschrieben (Maximalarbeitszeit, Verbot der Nacht- und Sonntagsarbeit und Arbeitsbeschränkung in gefährdenden Betrieben), aber es besagt dies doch für viele Staaten einen ganz bedeutenden Fortschritt.

Dasselbe ist der Fall mit der Beschränkung der Frauenarbeit, und es wurde mit Recht erwähnt, daß auf den Konferenzbeschlüssen ein reicher Segen ruhe, wenn einzig erfüllt werde, was dieselben für Kinder und Frauen angestrebt. Bei den Frauen wurde auch der 11stündige Arbeitstag acceptirt, welcher mit unserer Gesetzgebung harmonirt.

Ueber die Ausführungsbestimmungen sei uns an dieser Stelle nur noch die Bemerkung gestattet, daß, wenn selbe unsern Wünschen auch nur sehr theilweise entsprechen, doch die Fortsetzung der Konferenzen in bestimmte Aussicht genommen ist, womit wohl auch gesagt ist, daß folgende Konferenzen das begonnene Werk weiter auf- und ausbauen werden. Wir wünschen, daß die Statistiken, welche sich die Staaten nun jedenfalls zusenden werden, in Bern zusammengestellt und verarbeitet werden, denn nach wie vor wird wohl die Schweiz das große Ziel internationaler Regelung der Fabrikarbeit im Auge behalten und in jeder Richtung zu dessen Verwirklichung vorarbeiten.



Zunächst muß nun allerdings abgewartet werden, wie sich die Wünsche der Konferenz überall in die That umsetzen; zweifels- ohne wird Deutschland selbst in allernächster Zeit in entschiedener Weise vorgehen und wir zweifeln nicht, daß dies von mächtigem Einfluß auf die Regierungen der andern Staaten sein werde.

Wir schließen mit dem angelegentlichen Wunsche, daß die an die Berliner Konferenz geknüpften Hoffnungen sich im vollsten Maße erfüllen; getreu den Weisungen des schweizerischen Bundes- rathes, glauben wir unser Möglichstes gethan zu haben, damit dem internationalen Arbeiterschutz durch die Konferenz eine wirksame Förderung zu Theil werde.

Berlin, den 29. März 1890.

Mit vorzüglicher Hochachtung!

E. Blumer.  
Dr. Kaufmann.

—•{~}•—

## Protocole N° 1.

---

Séance du 15 mars 1890.

Les Gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Portugal, de la Suède et la Norvège, et de la Suisse ayant accepté d'examiner en commun les questions qui concernent le travail dans les établissements industriels et dans les mines, dont il a été fait mention dans les lettres d'invitation adressées par le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne aux différents Etats industriels de l'Europe, les Délégués de ces Gouvernements déjà arrivés à Berlin se sont réunis en Conférence, le samedi 15 mars à 2 h.

Etaient présents:

*Allemagne.*

Son Excellence M. le Baron de Berlepsch, Ministre du Commerce et de l'Industrie.

M. Magdeburg, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Sa Grandeur Monseigneur le Dr Kopp, Prince-Evêque de Breslau.

M. Reichardt, Directeur au Département des Affaires Etrangères.

M. Lohmann, Conseiller Intime Supérieur de Régence.

M. le Dr Hauchecorne, Premier Directeur de l'Académie des Mines, Conseiller Intime des Mines.

M. Landmann, Conseiller Supérieur de Régence au Ministère Royal de l'Intérieur de Bavière.

M. le Baron Heyl de Herrnsheim, Conseiller Intime de Commerce à Worms.

M. Kœchlin, Industriel et Conseiller d'Etat.



*Autriche-Hongrie.*

- M. le Baron Béla Weigelsperg, Conseiller Impérial Royal au Ministère du Commerce.
- M. le Dr F. Migerka, Conseiller Impérial Royal au Ministère du Commerce, Inspecteur Général des Fabriques.
- M. le Baron Auguste de Plappart, Conseiller Impérial Royal au Ministère de l'Intérieur.
- M. le Dr Ludwig Haberer, Secrétaire au Ministère Impérial Royal de l'Agriculture.
- M. le Dr Jules de Schnierer, Conseiller au Ministère Royal Hongrois du Commerce.
- M. Béla de Graenzenstein, Ingénieur des Mines, Directeur Général de la Régie Royale des Tabacs, Conseiller Ministériel.
- M. Joseph Sztérényi, Inspecteur Royal Hongrois de l'Industrie.

*Belgique.*

- M. le Baron Greindl, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.
- M. Emile Harzé, Directeur des Mines au Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.
- M. le Baron A. t'Kint de Roodenbeke, Vice-Président du Conseil Provincial de la Flandre Orientale.

*Danemark.*

- M. C. F. Tietgen, Conseiller d'Etat Intime.
- M. H. Topsøe, Inspecteur Royal des Fabriques, Professeur à l'Académie Militaire.
- M. L. Bramsen, Directeur de compagnies d'assurance.

*France.*

- M. Jules Simon, Sénateur.
- M. Tolain, Sénateur.
- M. Burdeau, Député.
- M. Linder, Vice-Président du Conseil Supérieur des Mines.
- M. Victor Delahaye, Ouvrier mécanicien.

*Grande Bretagne.*

- The Rt. Hon. Sir John Gorst, Membre du Parlement, Sous-Secrétaire d'Etat pour les Indes.  
 M. Charles S. Scott, C. B., Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. Britannique en Suisse.  
 Sir William H. Houldsworth, Bart., Membre du Parlement d'Angleterre.  
 M. David Dale, Esq., Propriétaire de mines.

*Italie.*

- M. Gerolamo Boccardo, Sénateur et Conseiller d'Etat.  
 M. Vittorio Ellena, Député et Conseiller d'Etat.  
 M. Luigi Bodio, Directeur Général de la Statistique du Royaume d'Italie.  
 M. Bonaldo Stringher, Chef de Division au Ministère des Finances.  
 M. Giuseppe Majorana Calatabiano, Professeur à l'Université Royale de Messine, Avocat à la Cour Royale de Cassation de Rome.  
 M. Mario Mancini, Rédacteur des Procès-Verbaux de la Chambre des Députés à Rome.

*Luxembourg.*

- M. le Dr Alexis Brasseur, Député et propriétaire de mines.

*Pays-Bas.*

- M. le Jonkheer F. P. van der Hoeven, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.  
 M. le Dr Snyder van Wissenkerke, Directeur au Ministère de la Justice.  
 M. H. W. E. Struve, Inspecteur du Travail.

*Portugal.*

- M. le Marquis de Penafiel, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.

*Suède et Norvège.*

- M. W. de Tham, Membre de la Première Chambre de la Diète Suédoise.  
 M. E. Christie, Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur de Norvège.



## Suisse.

M. E. Blumer, Landammann du Canton de Glaris.

M. le Dr F. Kaufmann, Premier Secrétaire du Département Fédéral de l'Industrie.

M. Bonjour, Secrétaire de la Délégation Suisse.

S. Exc. le Baron *de Berlepsch*, Ministre du Commerce et de l'Industrie, prend la parole pour procéder à l'ouverture de la Conférence.

„Messieurs,

„Au nom de Sa Majesté l'Empereur, mon Auguste Souverain, j'ai l'honneur de vous souhaiter la bienvenue et de vous exprimer les remerciements de Sa Majesté pour l'empressement avec lequel les Gouvernements que vous représentez ont accédé à l'idée de la réunion d'une Conférence Internationale, pour délibérer sur les moyens de régler d'une manière plus satisfaisante le travail dans les établissements industriels et dans les mines. Je vous prie, Messieurs, de vouloir bien vous faire les interprètes de ces sentiments de reconnaissance auprès de vos Gouvernements.

„Je déclare ouverte la Conférence, et je vous prie, Messieurs, de vous constituer, d'abord en désignant un Président.“

M. le Dr *Migerka*, Délégué d'Autriche-Hongrie, propose de confier la Présidence des réunions à S. Exc. le Baron *de Berlepsch*. Cette motion ayant rencontré l'assentiment général, celui-ci adresse ses remerciements aux Membres de la Conférence.

Le Président présente alors, pour la Vice-Présidence, M. *Magdeburg*, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce et de l'Industrie; pour les fonctions de Secrétaires, MM. *Kayser*, Conseiller Intime de Légation, qui aura la direction du Secrétariat, et *Fürst*, Conseiller Supérieur des Mines, et en qualité de Secrétaires-Adjoints MM. *Dumaine*, Premier Secrétaire de l'Ambassade de France à Berlin, et le Comte *d'Arco Valley*, Second Secrétaire de l'Ambassade d'Allemagne à Paris. Ces désignations sont immédiatement approuvées par la Conférence.

Après quelques indications complémentaires sur les dispositions adoptées pour placer les Délégués, le *Président* prononce le discours suivant :

„Messieurs,

„Sa Majesté l'Empereur, mon Auguste Maître, m'a chargé de vous exprimer les sentiments de la haute satisfaction qu'il éprouve

en voyant réunie dans Sa Résidence cette illustre Conférence, préparée à entrer en délibérations sur les questions graves qui occupent en ce moment les Etats industriels de l'Europe.

„L'invitation de Sa Majesté à laquelle vous venez de vous rendre, n'est pas en cette matière la première parvenue aux Gouvernements de l'Europe. Déjà, en 1881, la Suisse leur avait adressé un acte semblable, auquel elle était revenue l'année passée, pour la répéter une dernière fois, il y a quelques semaines seulement. — L'Empereur est heureux de pouvoir constater que, grâce à l'attitude conciliante du Gouvernement Suisse, les intentions de Sa Majesté, ainsi que celles de la Suisse, pourront former simultanément l'objet des délibérations de la Conférence.

„Dans la pensée de l'Empereur, la question ouvrière s'impose à l'attention de toutes les nations civilisées, depuis que la paix des différentes classes paraît menacée par la lutte à la suite de la concurrence industrielle. La recherche d'une solution devient dès lors non seulement un devoir humanitaire, mais elle est exigée aussi par la sagesse gouvernementale qui doit veiller en même temps au salut de tous les citoyens et à la conservation des biens inestimables d'une civilisation séculaire.

„Tous les Etats de l'Europe se trouvent en présence de cette question dans une situation identique ou semblable, et cette analogie seule semble justifier la tentative d'amener entre les Gouvernements un accord, pour obvier aux dangers communs par l'adoption de mesures de prévention générales. Le programme qui se trouve entre vos mains, Messieurs, offre le tracé du terrain sur lequel s'étendront les délibérations techniques, auxquelles nous nous livrerons. Les décisions qui pourraient être prises ultérieurement à la suite de ces délibérations, restent réservées aux Hautes Parties que vous représentez ici.

„J'ose espérer, Messieurs, que les débats qui vont s'ouvrir ne resteront pas sans résultat: ceux qui y prendront part sont des hommes qui, distingués par leur savoir et leur expérience, sont compétents au plus haut degré pour se prononcer sur les questions touchant l'industrie et le sort des ouvriers de leurs pays. Et ainsi il me sera permis, je pense, d'exprimer la conviction que vos travaux ne manqueront pas d'exercer une influence bienfaisante en Europe.“

Le Président soumet ensuite à la Conférence un projet de règlement, dont les articles sont lus par M. *Kayser* et successivement approuvés dans la teneur suivante :



## Article 1.

La langue française est adoptée pour les discussions et pour les actes de la Conférence.

## Art. 2.

Il sera ouvert une discussion générale sur les questions formulées dans le programme de la Conférence. Puis, pour autant que la Conférence le jugera utile, les questions seront soumises à l'examen de Commissions, sur la composition desquelles la Conférence se prononcera le cas échéant.

Les propositions faites par la Commission seront imprimées avant d'être mises en discussion. Il en sera de même, dans la règle, de toute proposition individuelle présentée au cours des débats et prise en considération par la Conférence.

## Art. 3.

Dans la règle, toute proposition doit être remise par écrit au Président.

## Art. 4.

Avant de passer au vote sur une proposition ou sur un groupe de propositions, la Conférence pourra renvoyer celles-ci à un examen ultérieur de la Commission.

## Art. 5.

La Conférence se réserve de nommer une Commission de rédaction, dans le cas où le cours des débats en aura démontré la nécessité.

## Art. 6.

Le vote a lieu par appel nominal des Etats, suivant l'ordre alphabétique. Chaque Délégation compte pour une voix.

## Art. 7.

Le procès-verbal donne une image succincte des délibérations. Il relate toutes les propositions formulées dans le cours de la discussion, avec le résultat des votes; il donne, en outre, un résumé sommaire des arguments présentés.

Tout membre a le droit de réclamer l'insertion in extenso de son discours; mais, dans ce cas, il est tenu d'en remettre le texte par écrit au Secrétariat dans la soirée qui suit la séance.

Les procès-verbaux des séances sont soumis en épreuves aux Représentants des Etats.

## Art. 8.

Pendant la durée de la Conférence, le secret des débats sera strictement observé.

## Art. 9.

Le résultat des délibérations sera soumis à une rédaction finale. Puis il sera procédé, le cas échéant, à la signature d'un protocole constatant le résultat des délibérations, lequel restera, d'ailleurs, subordonné à l'examen des Gouvernements respectifs.

Après avoir invité MM. les Membres de la Conférence à déposer leurs pouvoirs sur le bureau du Secrétariat et fait accepter la proposition de remplacer par une communication préalable du protocole imprimé aux Délégués la lecture traditionnelle au début de chaque réunion, le *Président* fixe, avec l'approbation de l'Assemblée, la prochaine séance au lundi 17 mars, à 11<sup>h</sup> du matin.

La séance est levée à 3<sup>h</sup>.

(Folgen die Unterschriften der Konferenzmitglieder  
und des Sekretariats.)



Beilage II.

## Protocole N° 2.

Séance du 17 mars 1890.

Etaient présents:

*Allemagne.*

Son Excellence M. le Baron de Berlepsch, Ministre du Commerce et de l'Industrie.

M. Magdeburg, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Sa Grandeur Monseigneur le D<sup>r</sup> Kopp, Prince-Evêque de Breslau.

M. Reichardt, Directeur au Département des Affaires Etrangères.

M. Lohmann, Conseiller Intime Supérieur de Régence.

M. le D<sup>r</sup> Hauchecorne, Premier Directeur de l'Académie des Mines, Conseiller Intime des Mines.

M. Landmann, Conseiller Supérieur de Régence au Ministère Royal de l'Intérieur de Bavière.

M. le Baron Heyl de Herrnsheim, Conseiller Intime de Commerce à Worms.

M. Kœchlin, Industriel et Conseiller d'Etat.

*Autriche-Hongrie.*

M. le Baron Béla Weigelsberg, Conseiller Impérial Royal au Ministère du Commerce.

M. le D<sup>r</sup> F. Migerka, Conseiller Impérial Royal au Ministère du Commerce, Inspecteur Général des Fabriques.

M. le Baron Auguste de Plappart, Conseiller Impérial Royal au Ministère de l'Intérieur.

M. le D<sup>r</sup> Ludwig Haberer, Secrétaire au Ministère Impérial Royal de l'Agriculture.

- M. le Dr Jules de Schnierer, Conseiller au Ministère Royal Hongrois du Commerce.  
 M. Béla de Graenzenstein, Ingénieur des Mines, Directeur Général de la Régie Royale des Tabacs, Conseiller Ministériel.  
 M. Joseph Sztérényi, Inspecteur Royal Hongrois de l'Industrie.

*Belgique.*

- M. le Baron Greindl, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.  
 M. Emile Harzé, Directeur des Mines au Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux Publics.  
 M. le Baron A. t'Kint de Roodenbeke, Vice-Président du Conseil Provincial de la Flandre Orientale.

*Danemark.*

- M. C. F. Tietgen, Conseiller d'Etat Intime.  
 M. H. Topsøe, Inspecteur Royal des Fabriques, Professeur à l'Académie Militaire.  
 M. L. Bramsen, Directeur de compagnies d'assurance.

*France.*

- M. Jules Simon, Sénateur.  
 M. Tolain, Sénateur.  
 M. Burdeau, Député.  
 M. Linder, Vice-Président du Conseil Supérieur des Mines.  
 M. Victor Delahaye, Ouvrier mécanicien.  
 M. Jacquot, Consul Général de France à Leipzig.  
 M. Laporte, Inspecteur Divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures.  
 M. Pellé, Ingénieur des Mines.

*Grande-Bretagne.*

- The Rt. Hon. Sir John Gorst, Membre du Parlement, Sous-Secrétaire d'Etat pour les Indes.  
 M. Charles S. Scott, C. B., Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. Britannique en Suisse.  
 Sir William H. Houldsworth, Bart., Membre du Parlement d'Angleterre.



- M. David Dale, Esq., Propriétaire de mines.  
 M. T. Burt, Membre du Parlement, Secrétaire de l'Association des Mineurs.  
 M. T. Birtwistle, Secrétaire de l'Association des Ouvriers de l'industrie textile.  
 M. J. Burnett, Chef de Division au Département du Travail.

*Italie.*

- M. Gerolamo Boccardo, Sénateur et Conseiller d'Etat.  
 M. Vittorio Ellena, Député et Conseiller d'Etat.  
 M. Luigi Bodio, Directeur Général de la Statistique du Royaume d'Italie.  
 M. Bonaldo Stringher, Chef de Division au Ministère des Finances.  
 M. Giuseppe Majorana Calatabiano, Professeur à l'Université Royale de Messine, Avocat à la Cour Royale de Cassation de Rome.  
 M. Mario Mancini, Rédacteur des Procès-Verbaux de la Chambre des Députés à Rome.

*Luxembourg.*

- M. le Dr Alexis Brasseur, Député et propriétaire de mines.

*Pays-Bas.*

- M. le Jonkheer F. P. van der Hoeven, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.  
 M. le Dr Snyder van Wissenkerke, Directeur au Ministère de la Justice.  
 M. H. W. E. Struve, Inspecteur du Travail.

*Portugal.*

- M. le Marquis de Penafiel, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.

*Suède et Norvège.*

- M. W. de Tham, Membre de la Première Chambre de la Diète Suédoise.  
 M. E. Christie, Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur de Norvège.

*Suisse.*

M. E. Blumer, Landammann du Canton de Glaris.

M. le Dr F. Kaufmann, Premier Secrétaire du Département Fédéral de l'Industrie.

M. Bonjour, Secrétaire de la Délégation Suisse.

S. Exc. le Baron *de Berlepsch*, Président, aussitôt après avoir ouvert la séance, demande à la Conférence d'admettre dans la salle des délibérations, à titre d'auditeurs, les Délégués techniques et les Secrétaires des diverses Délégations, qui, sur l'accueil favorable fait à cette proposition, sont immédiatement introduits. Il annonce la distribution d'un travail, que M. Lohmann a eu l'obligance de faire à l'usage des Membres de la Conférence et qui a trait à la législation comparée des principaux Etats Européens, en ce qui concerne le règlement du travail du dimanche, ainsi que du travail des enfants et des femmes.

Il est décidé qu'au cas où s'ouvrirait une discussion générale, relativement aux questions mentionnées dans le programme annexé aux convocations, un seul Membre de chaque Délégation pourrait y prendre part.

Aucun Délégué n'ayant réclamé la parole, M. *Magdeburg* expose ses vues sur la procédure qu'il jugerait utile de suivre pour accélérer les délibérations et en assurer le résultat. Il se borne, d'ailleurs, à indiquer à la Conférence une voie dans laquelle, selon lui, celle-ci aurait profit à s'engager, et qui consisterait à former des Commissions spéciales; ces Commissions étudieraient, dans des discussions techniques, les questions à soumettre aux réunions plénières. Le nombre devrait en être assez limité, pour que chaque Etat pût être représenté dans chacune d'elles: le Délégué Allemand croit en conséquence, qu'il suffirait de constituer trois Commissions, dont une spéciale au travail dans les mines, une autre s'occupant du repos du dimanche, et une dernière pour examiner les conditions du travail des enfants, des jeunes gens et des femmes.

Les diverses Délégations successivement consultées approuvent les idées qu'a suggérées M. *Magdeburg*, et adhèrent au projet de former trois Commissions qui se répartiraient l'étude des questions, comme il est indiqué ci-dessus.

Le *Président* fait ensuite accorder aux Délégués-Adjoints le droit d'être nommés Membres des Commissions.

Sir *John Gorst* et M. *Boccardo* demandent s'il sera attribué aux Adjoints admis dans les Commissions des pouvoirs égaux à ceux



des Délégués eux-mêmes. La Conférence décide que les Adjoints n'auront que voix consultative dans les Commissions.

D'après M. *Reichardt*, les Délégués devraient avoir la faculté de s'aider, dans les Commissions, de l'avis d'autant d'Adjoints qu'ils l'estimeront nécessaire.

M. *Jules Simon*, en précisant les motions déjà présentées, tiendrait à savoir si les Délégués pourraient prendre la parole, même dans des Commissions dont ils ne seraient pas Membres: après avoir rappelé que les Commissions n'ont d'autre rôle que de soumettre des propositions à la Conférence siégeant en Assemblée plénière, il ajoute qu'il serait désirable que la Délégation entière d'un Etat ne fût pas liée par le vote particulier des Membres qu'elle aurait fournis à une Commission.

M. *Magdeburg* résume les réponses que comportent ces diverses questions: chaque Délégation — propose-t'il — pourra désigner pour une même Commission un ou deux Délégués et un ou deux Adjoints, sans qu'elle dispose pourtant de plus d'une voix dans les votes, quel que soit le nombre de ses représentants. Au sujet de l'admission, dans une Commission, de Membres qui n'en feraient pas partie, il estime que la présence de ceux-ci pourrait être autorisée, sous la réserve qu'ils ne prissent pas la parole. Les Délégués ainsi admis auraient, en effet, toujours le moyen de faire exprimer leur opinion personnelle par ceux de leurs Co-Délégués qui siègeraient à titre de Commissaires élus.

La Conférence donne sa complète adhésion aux vues que M. *Magdeburg* vient de lui soumettre.

M. *Scott*, prévoyant la désignation d'un même Délégué comme Membre de plusieurs Commissions, demande qu'on évite de convoquer celles-ci aux mêmes heures.

Le *Président* déclare qu'il s'efforcera, autant que possible, de déférer à ce vœu.

Sur une question posée par M. *van der Hoeven* et à la demande de M. *Brasseur*, il est décidé que non seulement les Etats possédant des mines de charbon, mais ceux aussi dans lesquels on procède à l'extraction de minerais de quelque nature que ce soit, auront droit de participer à la formation de la Commission du travail dans les mines.

La séance est suspendue, pour permettre à la Conférence de nommer les Membres des Commissions.

Après une interruption d'une demi-heure, M. *Kayser* fait savoir que les Commissions sont composées ainsi qu'il suit :

### 1<sup>re</sup> Commission.

#### Travail dans les mines.

<i>Allemagne.</i>	M. le Dr Hauchecorne.
<i>Autriche.</i>	M. Haberer.
<i>Hongrie.</i>	M. Béla de Graenzenstein.
<i>Belgique.</i>	M. le Baron Greindl. M. Harzé.
<i>Espagne.</i>	Réservé.
<i>France.</i>	Délégué M. Burdeau. M. Linder. Adjoint M. Jacquot. M. Pellé.
<i>Grande-Bretagne.</i>	Délégué M. David Dale. Sir John Gorst. Adjoint M. Burt. M. Burnett.
<i>Italie.</i>	Délégué M. Bodio. Adjoint M. Majorana Calatabiano.
<i>Luxembourg.</i>	M. Brasseur.
<i>Pays-Bas.</i>	M. le Dr Snyder van Wissenkerke. M. Struve.
<i>Norvège.</i>	M. Christie.

### 2<sup>me</sup> Commission.

#### Repos du dimanche.

<i>Allemagne.</i>	S. G. Mgr. le Dr Kopp. M. le Baron Heyl de Herrnsheim.
<i>Autriche.</i>	M. le Baron de Weigelsperg.
<i>Hongrie.</i>	M. Szterényi.
<i>Belgique.</i>	M. le Baron Greindl. M. Jacobs.
<i>Danemark.</i>	M. Tietgen.
<i>France.</i>	Délégué M. Jules Simon. M. Tolain. Adjoint M. Lebon.



<i>Grande-Bretagne.</i>	Délégué Sir John Gorst.
	" Sir W. Houldsworth.
	Adjoint M. Burnett.
	" M. Whympers.
<i>Italie.</i>	Délégué M. Ellena.
	Adjoint M. Mancini.
<i>Luxembourg.</i>	M. Brasseur.
<i>Pays-Bas.</i>	M. le Jonkheer van der Hoeven.
	M. Struve.
<i>Portugal.</i>	Réservé.
<i>Suède.</i>	M. W. de Tham.
<i>Suisse.</i>	M. Blumer.
	M. Kaufmann.

### 3<sup>me</sup> Commission.

#### Travail des enfants, des jeunes gens et des femmes.

<i>Allemagne.</i>	M. Landmann.
	M. Kœchlin.
<i>Autriche.</i>	M. le Dr Migerka.
	M. le Baron de Plappart.
<i>Hongrie.</i>	M. le Dr de Schnierer.
<i>Belgique.</i>	M. le Baron t'Kint de Roodenbeke.
<i>Danemark.</i>	M. Topsøe.
	M. Bramsen.
<i>Espagne.</i>	Réservé.
<i>France.</i>	Délégué M. Jules Simon.
	" M. Delahaye.
	Adjoint M. Jacquot.
	" M. Laporte.
<i>Grande-Bretagne.</i>	Délégué Sir W. Houldsworth.
	" M. Scott.
	Adjoint M. Birtwistle.
	" M. Whympers.
<i>Italie.</i>	Délégué M. Boccardo.
	Adjoint M. Stringher.
<i>Luxembourg.</i>	M. le Dr Brasseur.
<i>Pays-Bas.</i>	M. le Jonkheer van der Hoeven.
	M. le Dr Snyder van Wissenkerke.
<i>Portugal.</i>	Réservé.

<i>Suède.</i>	M. W. de Tham.
<i>Norvège.</i>	M. Christie.
<i>Suisse.</i>	M. Blumer.
	M. Kaufmann.

M. *Reichardt* émet l'avis que chaque Commission élise son Président, fasse choix d'un Rapporteur, et que le rapport écrit ou verbal qui aura été élaboré, tiende lieu de Protocole. Il réclame pour les Membres du Secrétariat l'admission dans toutes les Commissions, et, avec l'assentiment général, il invite les Commissions à constituer sans tarder leurs réunions particulières.

La première réunion de chaque Commission est fixée au jour même, et à des heures différentes.

M. *Jules Simon* ayant prié le bureau central de vouloir bien se tenir en rapports permanents avec toutes les Commissions, le *Président* répond que c'est pour être mieux en mesure de satisfaire à ce désir que M. Magdeburg et lui ne se sont fait inscrire sur aucune liste de Commissaires.

La séance est levée à 1 heure.

(Folgen die Unterschriften der Konferenzmitglieder  
und des Sekretariats.)



Beilage III.

## Protocole N° 3.

Séance du 22 mars 1890.

Etaient présents :

*Allemagne.*

- M. Magdeburg, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce et de l'Industrie.
- Sa Grandeur Monseigneur le Dr Kopp, Prince-Evêque de Breslau.
- M. Reichardt, Directeur au Département des Affaires Etrangères.
- M. Lohmann, Conseiller Intime Supérieur de Régence.
- M. le Dr Hauchecorne, Premier Directeur de l'Académie des Mines, Conseiller Intime des Mines.
- M. Landmann, Conseiller Supérieur de Régence au Ministère Royal de l'Intérieur de Bavière.
- M. le Baron Heyl de Herrnsheim, Conseiller Intime de Commerce à Worms.
- M. Kœchlin, Industriel et Conseiller d'Etat.

*Autriche-Hongrie.*

- M. le Baron Béla Weigelsperg, Conseiller Impérial Royal au Ministère du Commerce.
- M. le Dr F. Migerka, Conseiller Impérial Royal au Ministère du Commerce, Inspecteur Général des Fabriques.
- M. le Baron Auguste de Plappart, Conseiller Impérial Royal au Ministère de l'Intérieur.
- M. le Dr Ludwig Haberer, Secrétaire au Ministère Impérial Royal de l'Agriculture.
- M. le Dr Jules de Schnierer, Conseiller au Ministère Royal Hongrois du Commerce.

M. Béla de Graenzenstein, Ingénieur des Mines, Directeur Général de la Régie Royale des Tabacs, Conseiller Ministériel.

M. Joseph Szterényi, Inspecteur Royal Hongrois de l'Industrie.

M. le Dr Schulz, Secrétaire de la Délégation d'Autriche-Hongrie.

*Belgique.*

M. le Baron Greindl, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.

M. Victor Jacobs, Ministre d'Etat, Membre de la Chambre des Représentants.

M. Emile Harzé, Directeur des Mines au Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux Publics.

M. le Baron A. t'Kint de Roodenbeke, Vice-Président du Conseil Provincial de la Flandre Orientale.

*Danemark.*

M. C. F. Tietgen, Conseiller d'Etat Intime.

M. H. Topsøe, Inspecteur Royal des Fabriques, Professeur à l'Académie Militaire.

M. L. Bramsen, Directeur de compagnies d'assurance.

*Espagne.*

M. Manuel Fernandez de Castro, Sénateur, Inspecteur Général des Mines.

M. Vincente Santamaria de Paredes, Député et Directeur Général de l'Instruction Publique.

*France.*

M. Jules Simon, Sénateur.

M. Tolain, Sénateur.

M. Burdeau, Député.

M. Linder, Vice-Président du Conseil Supérieur des Mines.

M. Victor Delahaye, Ouvrier mécanicien.

M. Jacquot, Consul Général de France à Leipzig.

M. Laporte, Inspecteur Divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures.

M. Pellé, Ingénieur des Mines.

M. A. Lebon, Secrétaire de la Délégation Française.



*Grande Bretagne.*

- The Rt. Hon. Sir John Gorst, Membre du Parlement, Sous-Secrétaire d'Etat pour les Indes.  
 M. Charles S. Scott, C. B., Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. Britannique en Suisse.  
 Sir William H. Houldsworth, Bart., Membre du Parlement d'Angleterre.  
 M. David Dale, Esq., Propriétaire de mines.  
 M. T. Birtwistle, Secrétaire de l'Association des Ouvriers de l'industrie textile.  
 M. F.-H. Whympers, Inspecteur Supérieur des Fabriques.  
 M. J. Burnett, Chef de Division au Département du Travail.

*Italie.*

- M. Gerolamo Boccardo, Sénateur et Conseiller d'Etat.  
 M. Vittorio Ellena, Député et Conseiller d'Etat.  
 M. Luigi Bodio, Directeur Général de la Statistique du Royaume d'Italie.  
 M. Bonaldo Stringher, Chef de Division au Ministère des Finances.  
 M. Mario Mancini, Rédacteur des Procès-Verbaux de la Chambre des Députés à Rome.

*Luxembourg.*

- M. le D<sup>r</sup> Alexis Brasseur, Député et propriétaire de mines.

*Pays-Bas.*

- M. le Jonkheer F. P. van der Hoeven, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.  
 M. le D<sup>r</sup> Snyder van Wissenkerke, Directeur au Ministère de la Justice.  
 M. H. W. E. Struve, Inspecteur du Travail.

*Portugal.*

- M. Ernesto Madeira Pinto, Conseiller et Directeur Général du Département du Commerce.  
 M. J. P. de Oliveira Martins, Administrateur de la Régie des Tabacs, ancien Député.

*Suède et Norvège.*

- M. W. de Tham, Membre de la Première Chambre de la Diète Suédoise.  
 M. E. Christie, Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur de Norvège.  
 M. le Comte de Wrangel, Secrétaire de la Délégation de Suède et Norvège.

*Suisse.*

- M. E. Blumer, Landammann du Canton de Glaris.  
 M. le Dr F. Kaufmann, Premier Secrétaire du Département Fédéral de l'Industrie.  
 M. Bonjour, Secrétaire de la Délégation Suisse.

La séance est ouverte à 10<sup>h</sup> du matin.

M. *Magdeburg* prend la Présidence en l'absence de S. Exc. M. le Baron de Berlepsch, que des affaires de service empêchent d'assister à la réunion. Il annonce que depuis la dernière séance plénière, de nouveaux Délégués sont arrivés à Berlin et ont déjà pu prendre part aux travaux des Commissions: ce sont pour la Belgique, M. Jacobs, Ministre d'Etat, Membre de la Chambre des Représentants; pour l'Espagne, MM. de Castro, Sénateur, Inspecteur Général des Mines, et Santamaria de Paredes, Député, Directeur Général de l'Instruction Publique, Professeur de droit public à l'Université de Madrid; et pour le Portugal, MM. Madeira Pinto, Conseiller et Directeur Général du Département du Commerce, et Oliveira Martins, Administrateur de la Régie des Tabacs, ancien Député.

M. *Kayser* fait savoir que des brochures et des lettres sont quotidiennement adressées à la Conférence en nombre trop considérable pour qu'il soit possible de donner lecture à l'Assemblée de toutes ces communications; il croit donc devoir se borner à les déposer sur le bureau du Secrétariat, où MM. les Délégués les trouveront à leur disposition.

M. le *Président* déclare que le but de la présente réunion est de rechercher les conditions dans lesquelles devrait être entrepris l'examen des questions indiquées sous le N° VI du Programme. Aucune Commission n'a été chargée, jusqu'à présent, d'étudier ce qui se rapporte à la *mise à exécution des dispositions adoptées par la Conférence*; cette réserve, qui s'imposait alors qu'on ignorait



encore si les délibérations permettraient de trouver des bases d'entente, pourrait cesser maintenant qu'il y a lieu d'espérer un favorable résultat. C'est pourquoi M. *Magdeburg* émet l'avis d'attribuer à la 2<sup>me</sup> Commission, qui est sur le point de terminer ses travaux concernant le repos du dimanche, la tâche supplémentaire de préparer un rapport sur les questions dont il s'agit.

La *Conférence* consultée ayant adopté cette proposition, M. le Président lève la séance à 10<sup>h</sup> 1/2.

(Folgen die Unterschriften der Konferenzmitglieder  
und des Sekretariats.)

## Protocole N° 4.

---

Séance du 26 mars 1890.

Etaient présents :

*Allemagne.*

- Son Excellence M. le Baron de Berlepsch, Ministre du Commerce et de l'Industrie.  
M. Magdeburg, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce et de l'Industrie.  
Sa Grandeur Monseigneur le Dr. Kopp, Prince-Evêque de Breslau.  
M. Reichardt, Directeur au Département des Affaires Etrangères.  
M. Lohmann, Conseiller Intime Supérieur de Régence.  
M. le Dr Hauchecorne, Premier Directeur de l'Académie des Mines, Conseiller Intime des Mines.  
M. Landmann, Conseiller Supérieur de Régence au Ministère Royal de l'Intérieur de Bavière.  
M. le Baron Heyl de Herrnsheim, Conseiller Intime de Commerce à Worms.  
M. Kœchlin, Industriel et Conseiller d'Etat.

*Autriche-Hongrie.*

- M. le Baron Béla Weigelsperg, Conseiller Impérial Royal au Ministère du Commerce.  
M. le Dr F. Migerka, Conseiller Impérial Royal au Ministère du Commerce, Inspecteur Général des Fabriques.  
M. le Baron Auguste de Plappart, Conseiller Impérial Royal au Ministère de l'Intérieur.  
M. le Dr Ludwig Haberer, Secrétaire au Ministère Impérial Royal de l'Agriculture.



- M. le Dr Jules de Schnierer, Conseiller au Ministère Royal Hongrois du Commerce.  
 M. Béla de Graenzenstein, Ingénieur des Mines, Directeur Général de la Régie Royale des Tabacs, Conseiller Ministériel.  
 M. Joseph Sztérényi, Inspecteur Royal Hongrois de l'Industrie.  
 M. le Dr Schulz, Secrétaire de la Délégation d'Autriche-Hongrie.

*Belgique.*

- M. le Baron Greindl, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.  
 M. Victor Jacobs, Ministre d'Etat, Membre de la Chambre des Représentants.  
 M. Emile Harzé, Directeur des Mines au Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux Publics.  
 M. le Baron A. t'Kint de Roodenbeke, Vice-Président du Conseil Provincial de la Flandre Orientale.

*Danemark.*

- M. C. F. Tietgen, Conseiller d'Etat Intime.  
 M. H. Topsøe, Inspecteur Royal des Fabriques, Professeur à l'Académie Militaire.  
 M. L. Bramsen, Directeur de compagnies d'assurance.

*Espagne.*

- M. Manuel Fernandez de Castro, Sénateur, Inspecteur Général des Mines.  
 M. Vicente Santamaria de Paredes, Député et Directeur Général de l'Instruction Publique.

*France.*

- M. Jules Simon, Sénateur.  
 M. Tolain, Sénateur.  
 M. Burdeau, Député.  
 M. Linder, Vice-Président du Conseil Supérieur des Mines.  
 M. Victor Delahaye, Ouvrier mécanicien.  
 M. Jacquot, Consul Général de France à Leipzig.  
 M. Laporte, Inspecteur Divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures.

M. Pellé, Ingénieur des Mines.

M. A. Lebon, Secrétaire de la Délégation Française.

*Grande-Bretagne.*

The Rt. Hon. Sir John Gorst, Membre du Parlement, Sous-Secrétaire d'Etat pour des Indes.

M. Charles S. Scott, C. B., Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. Britannique en Suisse.

Sir William H. Houldsworth, Bart., Membre du Parlement d'Angleterre.

M. David Dale, Esq., Propriétaire de mines.

M. T. Burt, Membre du Parlement, Secrétaire de l'Association des Mineurs.

M. T. Birtwistle, Secrétaire de l'Association des Ouvriers de l'industrie textile.

M. F. H. Whympers, Inspecteur Supérieur des Fabriques.

M. J. Burnett, Chef de Division au Département du Travail.

*Italie.*

M. Gerolamo Boccardo, Sénateur et Conseiller d'Etat.

M. Vittorio Ellena, Député et Conseiller d'Etat.

M. Luigi Bodio, Directeur Général de la Statistique du Royaume d'Italie.

M. Bonaldo Stringher, Chef de Division au Ministère des Finances.

M. Giuseppe Majorana Calatabiano, Professeur à l'Université Royale de Messine, Avocat à la Cour Royale de Cassation de Rome.

M. Mario Mancini, Rédacteur des Procès-Verbaux de la Chambre des Députés à Rome.

*Luxembourg.*

M. le Dr Alexis Brasseur, Député et propriétaire de mines.

*Pays-Bas.*

M. le Jonkheer F. P. van der Hoeven, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.

M. le Dr Snyder van Wissenkerke, Directeur au Ministère de la Justice.

M. H. W. E. Struve, Inspecteur du Travail.



*Portugal.*

M. Ernesto Madeira Pinto, Conseiller et Directeur Général du Département du Commerce.

M. J. P. de Oliveira Martins, Administrateur de la Régie des Tabacs, ancien Député.

*Suède et Norvège.*

M. W. de Tham, Membre de la Première Chambre de la Diète Suédoise.

M. E. Christie, Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur de Norvège.

M. le Comte de Wrangel, Secrétaire de la Délégation de Suède et Norvège.

*Suisse.*

M. E. Blumer, Landammann du Canton de Glaris.

M. le Dr F. Kaufmann, Premier Secrétaire du Département Fédéral de l'Industrie.

M. Bonjour, Secrétaire de la Délégation Suisse.

S. Exc. M. le Baron *de Berlepsch*, après avoir ouvert la séance à 2<sup>h</sup> 1/2, annonce qu'une indisposition l'empêche de prendre la direction des débats de ce jour, et demande à M. Magdeburg de vouloir bien occuper le fauteuil de la Présidence.

M. *Magdeburg* fait savoir que S. M. l'Empereur, ayant informé Sa Sainteté Léon XIII du projet de réunion d'une Conférence Internationale à Berlin et du programme qui serait soumis aux délibérations de cette Assemblée, Lui avait, en même temps, notifié la nomination, comme Membre de la Délégation Allemande, de Sa Grandeur Monseigneur le Dr. Kopp, Prince-Evêque de Breslau; le Pape a répondu à cette communication par une lettre, dont le Président, pour se conformer au désir exprimé par Sa Sainteté et sur l'ordre même de S. M. l'Empereur, fait connaître les termes à la Conférence:

„Majesté,

„Nous rendons grâce à Votre Majesté de la lettre qu'Elle a bien voulu Nous écrire pour Nous intéresser à la Conférence Internationale, qui va se réunir à Berlin dans le but de chercher les moyens d'améliorer les conditions des classes ouvrières.

„Il Nous est agréable, avant tout de féliciter Votre Majesté d'avoir pris tant à cœur une cause aussi noble, aussi digne d'une

sérieuse attention et qui intéresse l'univers entier. Cette cause, au reste, n'a cessé de Nous préoccuper Nous-même, et l'œuvre entreprise par Votre Majesté répond à un de Nos vœux les plus chers. Déjà, par le passé, comme Elle le rapelle, Nous avons manifesté Nos pensées sur ce sujet et avec Notre parole Nous avons fait valoir en sa faveur l'enseignement de l'Eglise catholique, dont Nous, comme le chef, dans une circonstance plus récente Nous avons rappelé de nouveau cet enseignement, et pour que ce difficile et important problème soit résolu selon toutes les règles de la justice et que les légitimes intérêts de la classe laborieuse soient dûment sauvegardés, Nous avons exposé à tous et à un chacun, y compris les Gouvernements, les devoirs et les obligations spéciales qui leur incombent.

Sans nul doute, l'action combinée des Gouvernements contribuera puissamment à l'obtention de la fin tant désirée. La conformité des vues et des législations, pour autant du moins que la permettent les conditions différentes des lieux et des pays, sera de nature à avancer grandement la question vers une solution équitable. Aussi ne pourrions Nous qu'appuyer hautement toutes les délibérations de la Conférence, qui tendront à relever la condition des ouvriers; comme, par exemple, une distribution du travail mieux proportionnée aux forces, à l'âge et au sexe de chacun; le repos du jour du Seigneur et, en général, tout ce qui empêchera que l'on exploite le travailleur comme un vil instrument, sans égard pour sa dignité d'homme, pour sa moralité, pour son foyer domestique.

Cependant, il n'a pas échappé à Votre Majesté que l'heureuse solution d'une question aussi grave requerrait, outre la sage intervention de l'autorité civile, le puissant concours de la religion et la bienfaisante action de l'Eglise. Le sentiment religieux, en effet, est seul capable d'assurer aux lois toute leur efficacité, et l'Evangile est le seul code où se trouvent consignés les principes de la vraie justice, les maximes de la charité mutuelle qui doit unir tous les hommes comme enfants du même Père et membres de la même famille. La religion apprendra donc au patron à respecter dans l'ouvrier la dignité humaine et à le traiter avec justice et équité: elle inculquera dans la conscience du travailleur le sentiment du devoir et de la fidélité et le rendra moral, sobre et honnête. C'est pour avoir perdu de vue, négligé et méconnu les principes religieux que la société se voit ébranlée jusque dans ses fondements; les rappeler et les remettre en vigueur est l'unique moyen de rétablir la société sur ses bases et de lui garantir la paix, l'ordre et la prospérité. — Or, c'est la mission de l'Eglise de prêcher et de répandre dans le monde entier ces principes et ces doctrines. A Elle, par conséquent, il appartient d'exercer une large et féconde influence



dans la solution du problème social. Cette influence, Nous l'avons exercée et Nous l'exercerons encore spécialement au profit des classes ouvrières. De leur côté, les Evêques et les Pasteurs aidés de leur clergé en agiront de même dans leurs diocèses respectifs; et Nous espérons que cette salubre action de l'Eglise, loin de se voir contrariée par les pouvoirs civils, trouvera dorénavant chez eux aide et protection. Nous en avons pour garant l'intérêt, d'une part, que les Gouvernements attachent à cette grave question, et, de l'autre, l'appel bienveillant que Votre Majesté vient de Nous adresser.

En attendant, Nous faisons les vœux les plus ardents pour que les travaux de la Conférence soient féconds en bienfaisants résultats, et répondent pleinement à la commune attente. Et avant de terminer la présente, Nous voulons exprimer, ici, la satisfaction que Nous éprouvâmes, en apprenant que Votre Majesté avait invité à prendre part à la Conférence, en qualité de Son Délégué, Mgr. Kopp, Prince-Evêque de Breslau; il s'estimera certainement très honoré de cette marque de haute confiance que Votre Majesté lui donne en cette occasion.

C'est enfin avec la plus vive satisfaction que Nous exprimons à Votre Majesté les vœux les plus sincères que Nous faisons pour Sa prospérité et pour celle de Son Impériale Famille.

Du Vatican, le 14 mars 1890.

(signé) LEO P. P. XIII.<sup>4</sup>

Passant ensuite à l'ordre du jour, le *Président* propose à la Conférence d'entendre la lecture des rapports émanant des Commissions, et fait remarquer que la discussion générale se trouvera simplifiée, si MM. les Délégués sont ainsi mis en mesure de présenter leurs observations sur les points communs, qui se rencontrent dans les II<sup>me</sup>, III<sup>me</sup> et IV<sup>me</sup> sections du programme.

La parole est donnée à M. le Landammann *Blumer*, Délégué de la Suisse, qui lit un rapport sur les délibérations de la Commission du travail du dimanche. (Voir l'annexe N° 1.)

M. le Baron *t'Kint de Roodenbeke*, Délégué de la Belgique, fait ensuite connaître son rapport sur les résolutions adoptées par la Commission du travail des enfants et des jeunes ouvriers dans les établissements industriels. (Voir l'annexe N° 2.)

M. le Dr *Kaufmann*, Délégué de la Suisse, lit son rapport sur les discussions spéciales auxquelles a donné lieu, dans la même Commission, la question du travail des femmes. (Voir l'annexe N° 3.)

M. Harzé, Délégué de la Belgique, communique son rapport concernant les travaux de la Commission des mines. (Voir l'annexe N° 4.)

Le *Président* annonce que la Délévation de la Belgique demanderait à introduire la modification suivante dans la rédaction du vœu formulé au paragraphe d, de la page 2 du rapport précédent.  
 „Que les institutions de prévoyance et de secours organisées conformément aux traditions et au mœurs de chaque pays et destinées à garantir l'ouvrier mineur et sa famille contre les effets de la maladie, des accidents, de l'invalidité prématurée, de la vieillesse et de la mort, sont propres à attacher le mineur à sa profession et doivent être de plus en plus développées.“

Il prie, en conséquence, la Commission des mines de vouloir bien fixer l'heure de la réunion qu'elle aurait à tenir pour cette nouvelle délibération.

Sir John Gorst déclare qu'il lui semblerait irrégulier de renvoyer un rapport à une Commission, sans qu'on eût procédé à une discussion préalable en séance plénière. M. Hauchecorne s'étonne, de son côté, que la Délévation de la Belgique réclame maintenant une modification à un texte qu'elle approuvait peu d'heures auparavant. Mais, d'après les explications de M. le Baron Greindl, qui fait savoir que de nouvelles instructions de son Gouvernement ne lui sont parvenues qu'après la fin des travaux préparatoires sur la question des mines, et à la demande du *Président* et de S. Exc. M. le Baron de Berlepsch, la Conférence approuve le renvoi à la Commission.

Le *Président* propose également, au nom de la Délévation Allemande, le renvoi à la seconde Commission d'une proposition concernant le repos du dimanche, et qui consisterait à ajouter à la 2<sup>me</sup> question de la page 14 du rapport, le paragraphe suivant: „à l'égard des manutentions de réparation et de nettoyage destinées à assurer la continuité usuelle de l'exploitation“.

Avec l'assentiment de la Conférence, il indique les heures auxquelles les Commissions dont il s'agit seront convoquées, et annonce que les rapports lus dans la séance seront distribués dans la soirée.

M. Ellena, Délégué de l'Italie, donne lecture du rapport de la Commission pour la mise à exécution des dispositions adoptées par la Conférence. (Voir l'annexe N° 5.)

M. Jacobs demande des renseignements sur l'ordre qui sera adopté pour la discussion de ces divers rapports, et sur les conditions dans lesquelles devront être motivés les votes qui suivront.



Le *Président* propose d'ouvrir, d'abord, une discussion générale sur l'ensemble des rapports, puis de passer à une discussion spéciale, dans l'ordre suivant, sur

- 1° le rapport de la 2<sup>me</sup> Commission (travail du dimanche),
- 2° les rapports de la 3<sup>me</sup> Commission (travail des enfants, des jeunes ouvriers et des femmes),
- 3° le rapport de la 1<sup>re</sup> Commission (travail dans les mines),
- 4° le rapport de la 4<sup>me</sup> Commission (mise à exécution des dispositions adoptées par la Conférence).

En ce qui concerne le vote, il estime que chaque Délégation, en émettant le sien, pourra indiquer les motifs pour lesquels elle se décide ou les réserves qu'elle prétend faire.

La *Conférence* approuve, pour la fixation de l'ordre du jour de la prochain séance, les propositions du Président.

En réponse à une question de M. de Castro, le *Président* déclare que M. M. les Délégués auront toute liberté de formuler leurs réserves, non seulement au moment du vote, mais aussi dans le cours des débats.

La séance est levée à 5 h  $\frac{1}{4}$ .

(Folgen die Unterschriften der Konferenzmitglieder  
und des Sekretariats.)

---

## Rapport

de la

### Commission sur le repos du dimanche.

Monsieur le Président, Messieurs,

La Commission à laquelle la Conférence plénière a, dans sa séance du 17 mars courant, renvoyé l'étude des questions relatives au travail du dimanche, a l'honneur de vous présenter son rapport.

La Commission, composée de Représentants de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Portugal, de la Suède et de la Suisse, s'est réunie les 17, 18, 19, 20 et 22 mars. Dans sa première séance, elle a constitué son bureau, de Sa Grandeur Monseigneur le Dr *Kopp*, Délégué de l'Allemagne, comme Président, de M. *Tietgen*, Conseiller d'Etat et Délégué du Danemark, comme Vice-Président, et elle a désigné M. le Landammann *Blumer*, Délégué de la Suisse, comme rapporteur.

Nous rappellerons que les points à examiner par la Commission étaient formulés de la manière suivante dans le programme de la Conférence :

- 1° L'interdiction du travail du dimanche doit-elle former la règle, sauf les cas d'exceptions nécessaires ?
- 2° Si l'on arrivait à une entente par rapport à l'interdiction du travail du dimanche, quelles seraient les exceptions admissibles ?
- 3° De quelle manière serait-il statué sur ces cas d'exceptions : par une entente internationale, par les lois, ou par voie administrative ?



En prenant possession de la Présidence de la Commission, S. G. Monseigneur le Dr *Kopp*, a prononcé l'allocution suivante :

„Le problème que nous allons traiter, est le repos du dimanche. Il est vrai que la société humaine jouit de ce bienfait depuis près de quatre mille ans, mais il s'est toujours présenté des circonstances qui ont rompu cet ordre de choses.

„Dans les temps modernes, le développement de l'industrie a pris un essor tel, qu'il est devenu nécessaire d'empiéter sur le repos absolu du dimanche. Il ne faut, en effet, pas méconnaître, d'une part, qu'il est inévitable de faire quelques concessions aux changements apportés par le temps; mais il ne faut pas oublier, d'autre part, que ces concessions ne sont que des exceptions de l'ordre général, et qu'il est nécessaire de les restreindre dans les limites les plus étroites, au profit des biens inestimables que procure à la société humaine le repos du dimanche.

„Il est donc de notre devoir de rechercher la solution par laquelle les intérêts de l'économie industrielle se concilieront avec les exigences de l'ordre du dimanche, sanctionné par la loi divine et naturelle.

„Le travail qui nous réunit dans cette Commission marchera bien, si nous nous tenons dans les bornes inscrites dans notre programme. Ce programme comporte, non la célébration et la sanctification du dimanche, mais la question du repos du dimanche, et cette question est limitée aux établissements industriels: elle ne touche donc pas le commerce, ni les ateliers.

„Messieurs, mettons-nous à l'œuvre!“

Après avoir prononcé ce discours, Monsieur le Président de la Commission a ouvert une discussion générale sur l'ensemble de la question.

Nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire de reproduire ici, dans tous ses détails, cette discussion générale qui a été très longue et très laborieuse; nous croyons plutôt qu'il suffit d'exposer les grandes lignes des principes soutenus ou combattus par les diverses Délégations, de donner le texte des différentes propositions qui se sont alors ou par la suite trouvées en présence, d'indiquer succinctement les opinions émises sur chacune d'elles avant le vote en première lecture, puis de transcrire le texte des résolutions adoptées en seconde lecture par la Commission.

## Discussion générale.

M. le Vice-Président *Tietgen*, Délégué du *Danemark*, a exposé que l'on trouve dans la loi anglaise de 1878 (*Factory and Workshop Act*) toutes les stipulations nécessaires pour assurer aux classes protégées, c'est-à-dire aux enfants, aux adolescents et aux femmes, le repos du dimanche, et qu'il suffit d'ajouter à ces stipulations quelques règles pour les exceptions à déterminer en faveur de certaines industries et de certains métiers; il est d'avis de limiter ces exceptions de telle sorte que la faculté d'assister au service divin soit réservée dans le sens de la loi hongroise, qui dispose que „le patron est tenu de donner à ses apprentis, aides et ouvriers, le temps nécessaire pour qu'ils puissent, aux jours de fête de leur religion, assister au service divin“. Une disposition semblable se trouve dans la loi allemande (*Gewerbeordnung*).

Sir *John Gorst*, Délégué de la *Grande Bretagne*, a expliqué que, dans son pays, le travail du dimanche est absolument interdit, sauf les cas de nécessité et de charité; et, bien que cette loi soit ancienne, le peuple n'en désire pas l'abrogation, mais approuve, au contraire, le repos du dimanche. En raison de ces circonstances, la Délégation de la *Grande-Bretagne* peut voter toute proposition ayant pour effet de limiter le travail du dimanche.;

M. *Victor Jacobs*, Ministre d'Etat et Délégué de la *Belgique*, a exposé que le Gouvernement Belge, dans la mesure de ses pouvoirs, ne néglige aucune occasion d'assurer aux ouvriers un jour de repos hebdomadaire et de le fixer au dimanche. Le département des chemins de fer a réglementé le service de façon à libérer, le dimanche, le plus grand nombre possible d'ouvriers et d'employés; ceux qu'il n'a pu libérer entièrement ont un minimum de deux heures de liberté le dimanche. Les cahiers des charges de ce département, de même que ceux de l'administration des ponts et chaussées, défendent aux entrepreneurs de faire travailler à leurs entreprises les dimanches et jours fériés. Ce que fait l'Etat, les provinces et les communes peuvent le faire aussi; mais autre chose est de prêcher d'exemple, de favoriser le repos dominical en agissant *jure gestionis*, autre chose est de l'imposer *jure imperii*. L'art. 15 de la constitution belge porte: «Nul ne peut être contraint . . . d'observer les jours de repos d'un culte». Ce texte, il est vrai, n'interdit pas au législateur de prescrire un repos hebdomadaire, mais la liberté du législateur rencontre d'autres obstacles que les textes constitutionnels. Le respect de la liberté du travail des majeurs est un principe de la législation belge; bien qu'il ne soit écrit dans aucune loi, il les domine toutes, et la seule excep-



tion qui y ait été apportée est l'interdiction d'employer les femmes dans les établissements industriels pendant les quatre semaines qui suivent leur accouchement. Dans ces conditions, le Gouvernement Belge ne peut prendre l'engagement d'user du *jus imperii* pour assurer aux ouvriers majeurs le repos dominical ou hebdomadaire. La loi de décembre 1889 (art. 7) contribue indirectement à ce résultat, en interdisant d'employer au travail plus de six jours par semaine les enfants et adolescents de moins de seize ans, ainsi que les filles et femmes de moins de vingt-un ans. On sait, en effet, que, dans beaucoup d'établissements industriels, le repos de ces catégories de travailleurs a pour conséquence l'inactivité de l'établissement. Cette action législative indirecte, l'action directe du *jus gestionis*, enfin l'action des encouragements dont le Gouvernement dispose, sont les seuls moyens que le Gouvernement Belge peut employer pour atteindre le but, éminemment désirable, de procurer aux ouvriers un jour de repos hebdomadaire et de le faire coïncider avec les jours fériés du culte auquel ils appartiennent. Les mœurs du pays font le reste; aussi peut-on affirmer que, sauf les exceptions nécessaires, le repos dominical est de règle dans les établissements industriels en Belgique.

Il résulte de là que, si la question ainsi formulée dans le Programme de la Conférence: «*L'interdiction du travail du dimanche doit-elle former la règle, sauf les cas d'exceptions nécessaires?*», devait être entendue en ce sens qu'il s'agirait d'imposer le repos dominical par ou en vertu de la loi, le Délégué du Gouvernement Belge ne pourrait y répondre affirmativement. Il peut admettre l'action législative pour assurer un repos hebdomadaire aux ouvriers mineurs; mais, si la Commission croit devoir comprendre dans sa réponse les ouvriers majeurs, il demande qu'une réserve soit faite pour les pays dont la législation est basée sur des principes qui ne permettent pas de réglementer le travail des majeurs. En conséquence, M. Jacobs a proposé, au choix de la Commission, les deux rédactions suivantes:

*1<sup>re</sup> rédaction:*

„Dans les établissements industriels, un jour de repos par semaine doit être assuré aux ouvriers mineurs.“

*2<sup>me</sup> rédaction:*

„Il importe d'assurer aux ouvriers des établissements industriels, dans la mesure où la nature du travail et le droit public du pays le permettent, un jour de repos par semaine.“

M. le Délégué de la Belgique a ensuite complété cette rédaction, en proposant de dire: „... dans la mesure où la nature du travail et les principes de droit public qui dominent la législation du pays le permettent, un jour de repos par semaine, de préférence le dimanche.“

M. Ellena, Délégué d'Italie, a déclaré que la Délégation Italienne a reçu de son Gouvernement l'ordre d'appuyer la noble initiative de S. M. l'Empereur et Roi.

L'Italie, soit à cause de son organisation industrielle, soit en raison des tendances du pouvoir législatif, n'a commencé que tard à protéger le travail des enfants dans les manufactures, et elle a rencontré, dans l'application de la loi de 1886, des difficultés sérieuses, qui ne sont pas encore entièrement vaincues. L'Italie se trouve donc dans une situation tout à fait différente de celle des pays qui ont été en mesure de concilier les intérêts de la production avec une sage protection du travailleur.

Afin que la législation des fabriques puisse atteindre les hauts buts hygiéniques et moraux qu'elle se propose, sans contrarier le développement de l'industrie, il faut que les progrès de cette législation soient réglés de manière à ne pas troubler l'assiette du travail, à donner aux différentes branches de la production le temps de s'adapter aux mesures législatives, à permettre à la famille de l'ouvrier de se passer du salaire des plus jeunes enfants.

Les Etats représentés à la Conférence peuvent se grouper en deux catégories: il y a, en premier lieu, ceux qui, dominant les marchés de consommation, ne visent pas seulement à l'amélioration physique et morale de l'ouvrier, mais aussi à l'égalité des conditions de la concurrence dans les rapports internationaux. De l'autre côté, se trouvent les puissances industrielles de deuxième ordre, n'ayant à envisager que le côté moral de la question. Les derniers de ces Etats — et l'Italie doit être classée parmi eux — n'ont à espérer, pour le moment, d'autre compensation aux concessions qu'ils sont disposés à faire, que la satisfaction d'avoir contribué à une œuvre de civilisation.

On doit encore remarquer que les Etats ayant une législation à peu près complète pour la protection du travail, ne font presque aucune concession en consentant à donner à cette législation un caractère international. Par contre, les Etats qui s'engagent à arrêter de nouvelles mesures pour arriver avec le temps à une protection plus efficace, font des concessions véritables.

Quelle que soit la portée de l'entente internationale qui se prépare, on ne saurait imaginer une législation uniforme du travail



des fabriques dans tous les pays représentés à la Conférence, et cela en raison des considérations suivantes :

- 1° Le développement physique et intellectuel de la population ouvrière dépend du climat, de la race, etc. La législation des fabriques doit tenir compte de ce fait capital.
- 2° Selon les principes qui dominent le droit public des différents pays, la législation dont il s'agit doit se borner à la protection des enfants, ou peut s'appliquer aussi au travail des femmes majeures et des ouvriers adultes.
- 3° Il y a des industries, et notamment celle de la filature de la soie, qui, étant en concurrence avec des pays qui ne sont pas représentés à la Conférence et où les conditions du travail sont tout à fait primordiales, ne peuvent pas être soumises, sans d'amples réserves, à une entente internationale.

Pour toutes ces considérations, M. Ellena s'associe au principe renfermé dans la proposition présentée par M. le Délégué de Belgique, à laquelle toutefois il propose de donner la rédaction suivante :

„Tant que les principes de droit public qui dominent la législation de certains pays ne leur permettent pas d'assurer à tous les ouvriers des établissements industriels un jour de repos par semaine et de préférence le dimanche, la Conférence déclare que le jour de repos dont il s'agit sera assuré aux enfants, aux adolescents et aux femmes protégés par les lois.“

M. le Landammann *Blumer*, Délégué de la Suisse, a exposé que la législation suisse sur les fabriques, qui est en vigueur depuis l'année 1878, pose comme règle générale que le travail est interdit le dimanche. Des exceptions à cette règle sont accordées, sous certaines conditions, dans les cas d'absolue nécessité, et les établissements qui, par leur nature, exigent un travail continu, sont également admis au bénéfice de ces exceptions, s'ils justifient auprès du Conseil fédéral que leur industrie nécessite ce genre d'exploitation.

L'interdiction du travail du dimanche s'applique aussi bien aux ouvriers adultes du sexe masculin qu'aux mineurs et aux femmes. Ce régime a produit d'excellents effets à tous les points de vue, et il est très apprécié non seulement de la population ouvrière mais encore des patrons eux-mêmes. Les expériences qui ont été faites en Suisse, sous ce rapport, engagent donc la Délévation de ce pays à proposer à la Commission de répondre comme suit aux trois questions posées par le N° II du programme de la Conférence :

- „1° L'interdiction du travail du dimanche doit former la règle, sauf les cas d'exceptions nécessaires.
- „2° Des exceptions doivent être consenties pour les établissements qui, d'après leur nature, exigent une exploitation ininterrompue, ainsi que pour les travaux qui, vu leur nature, ne peuvent être ajournés.

Même dans les établissements de cette catégorie, chaque ouvrier doit avoir un dimanche libre sur deux.

- „3° Les exceptions ne seront pas spécifiées; mais les conditions générales sous lesquelles les exceptions seront admises, devront être inscrites en principe dans l'arrangement international, dont l'exécution aura lieu par des mesures législatives et administratives.“

M. le Ministre *van der Hoeven*, Délégué des *Pays-Bas*, a demandé qu'il soit fait une distinction entre le travail des enfants et des femmes, et celui des adultes en vue de laisser une liberté absolue aux ouvriers de cette dernière catégorie.

M. *van der Hoeven* a motivé sa demande, en exposant que le Gouvernement Néerlandais a proposé et fait adopter par les États Généraux, une loi réglant le travail des enfants, des femmes et des adolescents, mais qu'il n'a pas cru devoir alors toucher à la question du travail des adultes, parce qu'il avait pu se convaincre qu'il ne connaissait suffisamment ni la nature du travail, ni l'état de l'industrie, ni la condition des ouvriers dans les *Pays-Bas*. Une commission sera nommée pour procéder à une enquête sur le travail des adultes; avant que le résultat de cette enquête ne soit connu, la Délégation Néerlandaise doit se réserver sur ce point, afin de ne pas préjuger les mesures que son Gouvernement pourrait trouver de son intérêt de prendre plus tard.

M. le Baron *Heyl de Herrnsheim*, Délégué de l'*Allemagne*, a déposé la proposition suivante :

- „1° Le travail du dimanche est, dans la règle, défendu pour tous les ouvriers, excepté dans les cas de nécessité.
- „2° Il y a lieu d'admettre des exceptions :
  - „a. pour des raisons techniques, dans les industries dont la nature ne souffre pas l'intermittence du travail;
  - „b. pour des raisons de nécessité générale concernant l'alimentation;
  - „c. dans l'intérêt d'industries particulières qui, selon leur nature, sont bornées à ne fonctionner que dans certaines saisons ou qui dépendent d'une force motrice élémentaire.“



M. le Baron de Heyl a motivé comme suit cette proposition de la Délégation Allemande :

Depuis des milliers d'années, la septième journée est un jour de repos. De tout temps, il a été reconnu nécessaire que l'homme interrompit périodiquement son travail pour réparer ses forces; s'il ne le fait pas, son corps s'use rapidement, ses forces et sa puissance de travail diminuent graduellement et finissent par être prématurément anéanties. Il est donc dans l'intérêt de l'humanité de prescrire un jour de repos obligatoire par semaine pour tous les travailleurs. qu'ils soient mineurs ou majeurs, qu'ils soient du sexe féminin ou du sexe masculin. Quant au choix de ce jour, l'Allemagne est d'avis qu'il doit tomber, pour chacun, sur le dimanche qui, d'ailleurs, est déjà, par tradition, consacré au repos, et, suivant l'exemple donné par l'Angleterre, l'Autriche et la Suisse, l'autorité allemande se propose d'étendre aux adultes, par voie législative, l'obligation qui existe déjà pour les mineurs d'interrompre tout travail industriel le dimanche, sauf en cas de nécessité.

Une telle mesure, sur le côté moral et humanitaire de laquelle il n'est point nécessaire d'insister, répondra au désir général de toute la population de l'Empire, et il serait vivement à souhaiter que tous les pays européens entrassent de même dans cette voie; c'est là le but cherché par la première disposition de la proposition des Délégués Allemands.

Les exceptions prévues dans cette proposition, s'expliquent d'elles-mêmes; cependant, M. de Heyl voudrait qu'elles fussent encore plus restreintes, et il se rallie personnellement au deuxième alinéa de la proposition 2 de la Délégation Suisse, disant que „même dans les établissements de cette catégorie (ceux admis au bénéfice des exceptions), chaque ouvrier doit avoir un dimanche libre sur deux“.

M. le Baron *Béla Weigelsperg*, Délégué de l'Autriche, a fait remarquer que dans la législation de son pays, le repos du dimanche est prescrit d'une manière très complète; cette législation interdit, en effet, le travail du dimanche non seulement pour les ouvriers des fabriques, mais aussi pour ceux qui sont employés dans les ateliers, usines, chantiers de petits métiers, ainsi que pour les personnes occupées dans le commerce. Sont réservées, toutefois, les exceptions nécessaires.

Selon la loi autrichienne, ces exceptions peuvent être établies par voie de réglementation administrative, pour les cas suivants :

- 1° lorsque la nature de l'industrie ne permet pas une interruption du travail;

2° lorsque les besoins des consommateurs exigent que dans certains métiers on travaille aussi le dimanche;

3° lorsque les besoins du trafic public ne souffrent pas le chômage du dimanche (transports, commissionnaires, etc.).

De plus, le travail du dimanche est permis en Autriche pour les opérations destinées à maintenir en bon état les établissements et les outils et pour leur nettoyage.

Dans ces circonstances, M. le Délégué *d'Autriche*, a déclaré pouvoir voter les propositions de l'Allemagne, complétées par le 2<sup>me</sup> alinéa de la résolution 2 que propose la Délégation Suisse.

Le Délégué de la *Hongrie*, M. *Szterényi*, déclare qu'en cette matière, les conditions en Hongrie sont les mêmes que celles de l'Autriche et que dans la Hongrie une loi spéciale est en préparation pour être présentée au Parlement. Par conséquent, le Délégué est en état de voter pour la proposition faite par le Délégué de l'Allemagne, avec l'amendement tiré de la proposition Suisse.

M. le Sénateur *Tolain*, Délégué de la *France*, a soumis la proposition suivante :

„1° Il est désirable que le repos hebdomadaire soit assuré à tous les travailleurs ;

„2° le repos, pour les enfants et les femmes protégés par la loi, est fixé au dimanche.“

M. Tolain se préoccupe aussi des nécessités industrielles et du résultat moral à poursuivre. Dans son discours d'ouverture, Mgr. Kopp a bien marqué qu'il ne s'agit pas de célébrer le dimanche; il résulte de là qu'il vaut mieux se placer sur le terrain du repos hebdomadaire qui, en fait, aboutira au dimanche. M. Tolain a fait à la Commission un exposé de la législation française et de l'état des mœurs, qui vient à l'appui de son opinion, et il a déclaré qu'en France il y aurait une impossibilité morale et matérielle à fixer un jour unique de repos.

Les partisans du repos dominical prévoient tous des exceptions à la règle générale; ces exceptions auront certainement pour effet d'amener des divergences dans l'application du principe, et il s'en suivra que les lois qui auront été votées pour la mise à exécution, tomberont bientôt en désuétude, ce qui est d'un très mauvais exemple pour les populations. C'est pourquoi M. Tolain estime que la première question doit viser le repos hebdomadaire, et non pas le repos du dimanche.



M. W. de Tham, Délégué de la *Suède*, a déclaré que l'état de la législation ouvrière de son pays lui permet de se joindre aux propositions formulées par la Délégation Suisse.

M. le Dr Brasseur, Délégué du Grand-Duché de *Luxembourg*, a présenté les observations suivantes :

„Tous les Délégués sont animés d'un même sentiment, c'est d'accorder un jour de repos par semaine à ceux qui sont voués au labeur quotidien. En manifestant ce désir, ils ne font que suivre l'une des traditions les plus anciennes de la société humaine.

„Quel sera ce jour? Il n'est pas réglé d'une manière uniforme dans les différents pays.

„En Allemagne, en Angleterre, en Suisse, la loi prescrit le chômage du dimanche.

„D'autres pays, la France, par exemple, défendent le travail du dimanche aux adolescents âgés de moins de 16 ans et aux filles mineures, c'est-à-dire âgées de moins de 21 ans.

„Certaines législations ne parlent pas du dimanche; mais elles interdisent de soumettre les adolescents âgés de moins de 16 ans et les filles de moins de 21 ans à une durée de travail de plus de six jours par semaine. Cette disposition se rencontre aussi dans la loi belge de 1889.

„Le Grand-Duché de Luxembourg n'a pas de législation sur le repos du dimanche. La constitution de ce pays empêche de régler ce point. En fait, cependant, sauf de rares exceptions et en cas de nécessité absolue, les patrons et les ouvriers respectent dans le Grand-Duché le repos du dimanche et des fêtes légales.“

M. Brasseur s'associe à la 2<sup>me</sup> rédaction proposée par M. le Délégué de la Belgique.

M. Pinto, Délégué du *Portugal*, a également déclaré accepter cette rédaction, attendu que le Gouvernement Portugais n'a pas le droit de réglementer le travail des ouvriers adultes, mais qu'il est seulement autorisé à édicter des dispositions pour protéger les enfants et les femmes mineures.

Tels sont, à grands traits, les exposés présentés, dans la discussion générale, par MM. les Membres de la Commission.

Ajoutons que le principe d'accorder aux travailleurs un jour de repos hebdomadaire a été unanimement reconnu comme une nécessité, et qu'à l'unanimité aussi la Commission a considéré qu'il était hautement désirable, afin de donner une plus grande autorité

aux résolutions que votera la Conférence, de rechercher un terrain sur lequel pourront se rencontrer et s'unir les partisans des deux systèmes en présence, le repos dominical et le jour de repos hebdomadaire.

### Discussion spéciale en 1<sup>re</sup> lecture.

1<sup>re</sup> question. „L'interdiction du travail du dimanche doit-elle former la règle, sauf les cas d'exceptions nécessaires?“

En raison de l'esprit de conciliation qui s'est manifesté de toutes parts dans la discussion générale, le Président de la Commission, S. G. Mgr. le Dr Kopp a recherché les termes d'une résolution à laquelle toutes les opinions pourraient se rallier. Les formules présentées par MM. les Délégués de la Belgique et de l'Italie ont l'avantage d'être très extensives, mais il ne faut pas méconnaître qu'il n'est pas possible, étant données les divergences qui existent entre les législations nationales, de concilier tous les vœux et toutes les manières de voir et de les renfermer dans une seule formule.

Si donc la Commission se bornait à adopter une résolution vague et platonique, n'ayant presque pas de valeur réelle, les espérances que l'on attache de tous côtés aux travaux de la Conférence seraient complètement déçues, et cette dernière serait, dans ce cas, en butte à des reproches qu'elle doit éviter de s'attirer. Elle n'échappera à ces reproches que si, dans ses résolutions, il est tenu compte des opinions qui veulent étendre la protection des ouvriers au delà des limites fixées par certaines législations encore peu avancées, et, à cet effet, S. G. Mgr. le Dr Kopp, d'accord avec son Collègue d'Allemagne, M. le Baron de Heyl, a proposé la résolution suivante pour répondre à la question N° 1 :

- „1° Il est désirable qu'un jour de repos par semaine soit assuré par la loi aux personnes protégées.
- „2° Il est désirable qu'un jour de repos soit assuré à tous les ouvriers de l'industrie.
- „3° Il est désirable que le jour de repos soit fixé, pour les personnes protégées, au dimanche.
- „4° Il est désirable que le jour de repos soit fixé, pour tous les ouvriers de l'industrie, au dimanche.“



Cette proposition a écarté tous les autres projets de résolutions présentés sur le même sujet, dans le cours de la discussion générale, et a fait l'objet d'une discussion détaillée.

Elle en est sortie modifiée et complétée comme suit, spécialement à la demande des Délégations de l'Italie, des Pays-Bas et du Portugal :

„Il est désirable, *sauf les exceptions et les délais nécessaires dans chaque pays* :

- „1° qu'un jour de repos par semaine soit assuré aux personnes protégées ;
- „2° que le jour de repos soit assuré à tous les ouvriers de l'industrie ;
- „3° que le jour de repos soit fixé, pour les personnes protégées, au dimanche ;
- „4° que le jour de repos soit fixé, pour tous les ouvriers de l'industrie, au dimanche.“

Les mots *par la loi*, qui se trouvaient dans le texte primitif, ont été supprimés dans un but de conciliation, afin de laisser chaque Etat juge des moyens par lesquels il convient de poursuivre la réalisation de ces vœux.

Le préambule et les trois premiers points de cette résolution ont été adoptés à l'unanimité des Délégués présents au moment du vote, soit par ceux de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de la France, de la Grande Bretagne, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Portugal, de la Suède et de la Suisse.

Dans le vote sur le 4<sup>me</sup> point, le Délégué de la France s'est abstenu ; les Représentants de tous les autres pays ont émis un vote affirmatif.

---

2<sup>me</sup> question. „Si l'on arrivait à une entente par rapport à l'interdiction du dimanche, quelles seraient les exceptions admissibles ?“

---

M. le Baron *Heyl de Herrnsheim*, Délégué de l'Allemagne, a déclaré retirer la proposition qu'il avait formulée sur ce point dans la discussion générale, et qui indique la voie dans laquelle son Gouvernement a l'intention d'entrer en ce qui regarde les exceptions à concéder au sujet du travail du dimanche.

Dans un but d'entente, il remplace cette première proposition par la suivante:

„Des exceptions sont admissibles:

- „a) à l'égard des exploitations qui, pour des raisons techniques, ou parce qu'elles fournissent au public des objets de première nécessité, exigent la continuité de la production;
- „b) à l'égard des exploitations qui, par leur nature, ne peuvent avoir lieu que dans des saisons déterminées ou qui dépendent de l'action irrégulière de forces élémentaires.“

M. de Heyl a proposé, en outre, de compléter cette résolution par la disposition ci-après, contenue dans la proposition de la Délégation Suisse:

„Même dans les établissements de cette catégorie, chaque ouvrier doit avoir un dimanche libre sur deux.“

Cette proposition a été, dans son ensemble, adoptée par les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, du Danemark, de la France, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Portugal, de la Suède et de la Suisse, étant entendu, toutefois, que le dernier paragraphe commencera par les mots: *Il est désirable que*, même dans les établissements . . . etc.

La Délégation de la Grande Bretagne s'est abstenue, par la raison qu'à son avis, les exceptions doivent être établies par la législation de chaque pays, selon les sentiments et les conditions sociales du peuple, auquel elle s'applique.

---

3<sup>me</sup> question. „De quelle manière serait-il statué sur ces cas d'exceptions: par une entente internationale, par des lois, ou par voie administrative?“

---

La Délégation Suisse a retiré le projet de résolution qu'elle avait présenté sur cette question, parce que la rédaction de ce projet, qui correspondait au texte des propositions soumises sur les deux premiers points par ladite Délégation, ne se trouvait plus en harmonie avec le sens des décisions prises à cet égard par la Commission.

M. le Ministre *Jacobs*, Délégué de la Belgique, a formulé la proposition suivante:



„Les moyens de déterminer les exceptions sont, comme ceux de réaliser les vœux de la Conférence, laissés à l'appréciation de chaque pays.“

D'autre par, M. le Dr Brasseur, Délégué du Luxembourg, a proposé une résolution conçue en ces termes:

„Il est désirable que les exceptions à introduire dans chaque pays soient similaires.

„Il est désirable que la réglementation des moyens pour atteindre ce but soit abandonnée à une entente entre les différents Gouvernements.

M. le Délégué Belge a motivé sa proposition, en disant qu'elle lui a paru cadrer avec les réponses faites par la Commission à la première question. En écartant des réponses à cette première question les mots «*par la loi*» qui figuraient dans les propositions primitives, la Commission a laissé à l'appréciation de chaque Etat la détermination des moyens par lesquels il y a lieu de poursuivre la réalisation des vœux relatifs au repos dominical. Il est naturel que la latitude admise pour la réalisation des vœux, le soit aussi pour la fixation des exceptions à apporter aux règles qui font l'objet de ces vœux.

Cette proposition ayant été combattue spécialement par les Délégations de l'Allemagne, du Luxembourg, des Pays-Bas et de la Suisse, M. le Délégué Belge l'a remplacée par un nouveau texte portant: „Il n'est pas possible de déterminer dès à présent la façon dont il sera statué sur les cas d'exceptions“.

La Commission s'est prononcée contre cette proposition par 10 voix, celles de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Hongrie, du Danemark, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Portugal, de la Suède, de la Suisse, qui, en revanche, ont adhéré au 2<sup>me</sup> alinéa de la proposition de M. le Dr Brasseur, mise aux voix en opposition à la proposition belge. Ont voté en faveur de cette dernière, la Belgique, la France et la Grande Bretagne. La Délégation Italienne s'est abstenue.

Le premier alinéa de la proposition du Luxembourg a ensuite été soumis au vote et a été adopté par 10 voix contre 4; ces dernières sont celles de la Belgique, de la France, de la Grande Bretagne et de l'Italie. Sur la demande de la Délégation Allemande, cet alinéa avait préalablement été complété par ces mots „que les exceptions à introduire dans chaque pays soient établies à des points de vue similaires“, et avait été rangé comme second alinéa de la résolution. Celle-ci demeurait donc ainsi conçue:

„Il est désirable que la réglementation des moyens pour atteindre ce but, soit abandonnée à une entente entre les différents Gouvernements.

„Il es désirable que les exceptions à introduire dans chaque pays, soient établies à des points de vue similaires.“

### Seconde lecture sur les trois questions spéciales.

Il a d'abord été entendu que les modifications éventuelles aux résolutions votées ne porteraient que sur la forme et non sur le fond, qui doit être considéré comme fixé définitivement.

Les trois résolutions que la Commission soumet à l'adoption de la Conférence plénière, sont ensuite arrêtées en ces termes :

*1<sup>re</sup> question.* „Il est désirable, sauf les exceptions et les délais nécessaires dans chaque pays :

- „1<sup>o</sup> qu'un jour de repos par semaine soit assuré aux personnes protégées ;
- „2<sup>o</sup> qu'un jour de repos soit assuré à tous les ouvriers de l'industrie ;
- „3<sup>o</sup> que ce jour de repos soit fixé au dimanche pour les personnes protégées ;
- „4<sup>o</sup> que ce jour de repos soit fixé au dimanche pour tous les ouvriers de l'industrie.“

Le préambule et les paragraphes 1, 2 et 3 ont été adoptés à l'unanimité ; le paragraphe 4 a également été voté à l'unanimité, moins la France, qui s'est abstenue.

*2<sup>me</sup> question.* „Des exceptions sont admissibles :

- „a) à l'égard des exploitations qui exigent la continuité de la production pour des raisons techniques ou qui fournissent au public des objets de première nécessité, dont la fabrication doit être quotidienne ;
- „b) à l'égard des exploitations qui, par leur nature, ne peuvent fonctionner que dans des saisons déterminées ou qui dépendent de l'action irrégulière des forces naturelles.

„Il est désirable que, même dans les établissements de cette catégorie, chaque ouvrier ait un dimanche libre sur deux.“



Cette résolution, ainsi modifiée quant à la forme, a été adoptée à l'unanimité. Etait absent au moment du vote, M. le Délégué de la Grande Bretagne.

---

3<sup>me</sup> question. „Dans le but de déterminer les exceptions à des points de vue similaires, il est désirable que leur réglementation soit établie par suite d'une entente entre les différents Gouvernements.“

Ont voté pour cette résolution: l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède et la Suisse, soit 9 Etats.

Ont voté contre: la Belgique, la France et la Grande Bretagne, soit 3 Etats.

S'est abstenue: l'Italie.

---

En suite de ces votes, la tâche de la Commission du travail du dimanche est terminée; c'est à la Conférence plénière qu'il appartient maintenant d'apprécier les conclusions auxquelles a abouti l'étude des questions renvoyées à la Commission. Nous nous plaisons à espérer que les résolutions qui précèdent, seront approuvées par la Conférence dans la forme et teneur où elles ont été arrêtées par nous, après un examen très approfondi et très détaillé, et que, mises en pratique, elles nous conduiront au but que nous cherchons tous à atteindre.

---

Avant de clore le présent rapport, nous éprouvons le désir d'exprimer à Son Excellence M. le Baron de Berlepsch, Président de la Conférence Internationale, nos plus vifs remerciements de ce qu'il a bien voulu assister à la plus grande partie des travaux de notre Commission, et contribuer, par son autorité, sa parole et ses lumières, à procurer une solution aux problèmes qui nous étaient posés.

Que S. G. Mgr. le Dr Kopp, le vénéré Président de notre Commission, reçoive aussi l'expression réitérée de notre reconnaissance pour la manière distinguée, pleine de tact et de prévenance, avec laquelle il a, non seulement dirigé nos délibérations, mais encore collaboré activement et avec fruit à nos travaux.

Berlin, le 24 mars 1890.

*Le Rapporteur de la Commission :*  
Blumer.

---

## Rapport

de la

### Commission sur le travail des enfants et des jeunes ouvriers dans les établissements industriels.

---

Messieurs,

La réglementation du travail des enfants et des adolescents est une des questions qui préoccupent le plus en ce moment l'opinion publique des pays industriels de l'Europe. C'est qu'elle touche tout à la fois aux conditions économiques de la production et à la situation matérielle, intellectuelle et morale des classes laborieuses. Aussi forme-t-elle l'un des objets principaux du programme de la Conférence que la généreuse initiative de S. M. l'Empereur d'Allemagne vient de réunir à Berlin, et à laquelle la plupart des Etats ont tenu à prendre part. Comme l'a très éloquemment rappelé, dans une de nos premières séances, notre Président, M. Jules Simon, l'un des plus anciens et des plus illustres défenseurs de l'enfance ouvrière : protéger l'enfant, c'est veiller au sort des générations à venir, et s'acquitter d'une dette humanitaire vis-à-vis de ceux qui ne peuvent pas toujours se défendre eux-mêmes, ou auxquels les protecteurs naturels font défaut. Ne peut-on pas dire aussi qu'en étendant aux jeunes ouvriers, dans une certaine mesure, la protection bienveillante du législateur, on fait œuvre de salut social et l'on sauvegarde l'avenir de la famille, cette première cellule de la nationalité. On permettra ainsi à ceux qui ne sont pas encore parvenus à l'âge adulte, d'atteindre plus complètement leur développement physique et intellectuel et d'acquérir, pour leurs carrières futures, les réserves de force et d'énergie qui leur sont indispensables. Mais, d'autre part, il faut avoir égard aux nécessités de l'industrie, à la situation budgétaire des familles ouvrières dont elle est le gagne-pain principal, et ne marcher qu'avec prudence sur un terrain où des intérêts aussi considérables sont en jeu.



La 3<sup>me</sup> Commission de la Conférence, chargée par elle d'examiner ces graves questions et de concilier ces deux tendances parfois contradictoires, ne s'est pas dissimulé les difficultés de sa tâche. Voulant donner satisfaction, dans la mesure du possible, aux vœux légitimes de la classe ouvrière, mais respectueuse avant tout des droits de tous, Etats ou individus, elle a compris qu'il ne serait pas aisé d'appliquer immédiatement et partout les résolutions qu'elle était appelée à prendre. Elle s'est bornée à adopter un ensemble de principes réglementaires du travail des enfants et des jeunes ouvriers qu'il serait désirable de voir introduire progressivement dans les diverses législations industrielles, autant que les mœurs nationales et les circonstances locales le permettraient.

Ce sont ces principes, sur lesquels les différents pays ont cherché à se mettre d'accord, que je vais exposer brièvement, en faisant connaître en même temps les observations les plus importantes auxquelles ils ont donné lieu au sein de la Commission.

### Section I.

#### Réglementation du travail des enfants de 12 à 14 ans.

I. En ce qui concerne la réglementation du travail des enfants dans les établissements industriels, la 3<sup>me</sup> Commission a décidé tout d'abord à l'unanimité „qu'il était désirable que les enfants des deux sexes n'ayant pas atteint un certain âge, soient exclus du travail dans les établissements industriels.“

II. Cette limite d'âge a été ensuite mise en discussion. Le Délégué de la Suisse (Dr Kaufmann) a proposé l'âge de 14 ans, qui a été écarté par 13 voix contre 2 (Autriche et Suisse). Un Délégué Français (M. Delahaye) se rallie, en son nom personnel, à cette proposition. Une majorité de douze voix contre deux (Autriche et Suisse) et une abstention (Danemark) a écarté le minimum de 13 ans.

Le Délégué Allemand (M. Landmann) a déclaré ne pas avoir voté en faveur de l'âge de 13 ans, parce qu'il se désintéresse de la question, les prescriptions de la loi scolaire ne permettant pas en Allemagne de terminer l'instruction primaire obligatoire avant cet âge. Il se réserve de présenter une proposition additionnelle sur la nécessité de s'acquitter du devoir scolaire, avant d'être admis dans une fabrique.

Le Délégué-Adjoint Français (M. Laporte) espère que le législateur français adoptera bientôt l'âge de 13 ans, un projet de loi

dans ce sens étant à l'étude à la Chambre des Députés; mais le Sénat ne s'étant pas prononcé, la voix de la France ne peut être acquise encore à ce minimum.

Le Président (M. Jules Simon) propose de fixer à 12 ans révolus le minimum d'âge pour être admis dans les établissements industriels, cette limite d'âge paraissant devoir réunir presque tous les suffrages.

Le Délégué de l'Angleterre (M. Scott) croit que l'opinion publique de son pays ne serait pas généralement défavorable à cette limite d'âge; il constate la diminution progressive de l'emploi des enfants au-dessous de 12 ans, en Angleterre, surtout dans les industries textiles; mais dans l'état actuel de la législation anglaise, qui admet sous certaines restrictions le travail des enfants de 10 à 12 ans, il donne son vote approbatif *ad referendum*.

Le Délégué de l'Italie (M. Boccardo) demande que l'âge d'admission des enfants dans les établissements industriels ne soit pas le même pour tous les pays. La loi italienne du 11 février 1886 concernant la réglementation du travail, doit être considérée comme une première tentative qui n'a pas été exempte de difficultés sérieuses. En raison de la situation spéciale des industries de la filature et du moulinage de la soie, elle n'a pu être appliquée que d'une manière partielle, quand elle a été mise en exécution l'année suivante. L'Italie ne pourrait donc pas, en présence d'une expérience aussi récente et aussi incomplète, apporter à bref délai des restrictions nouvelles à celles déjà établies dans sa législation sur les fabriques. Il faut remarquer, d'ailleurs, qu'en ce qui concerne notamment le minimum d'âge d'admission des enfants dans les établissements industriels, la position de l'Italie est toute différente de celle des autres Etats représentés à la Conférence, non seulement par suite de l'évolution rationnelle des lois sur le travail, mais encore à cause des conditions géographiques, démographiques et économiques des divers pays. Sous ce rapport, on ne peut évidemment pas assujettir la population italienne aux mêmes règles que les populations du Nord de l'Europe. On doit tenir compte, en premier lieu, de la précocité des races méridionales, due à l'influence du climat, à la situation géographique, et à la race elle-même: fixer à l'égard de tous les pays la même limite d'âge d'admission dans les fabriques, et déterminer partout de la même manière l'action protectrice de l'Etat sur les enfants et les adolescents, c'est manquer, en matière de législation industrielle, au principe d'égalité que la Conférence a pour objet de maintenir, et imposer des restrictions plus fortes aux pays du Midi qu'à ceux du Nord. En outre, l'industrie manufacturière de l'Italie en est encore à ses débuts: elle est loin d'avoir atteint le degré de développement



des industries des grands pays de production européens. Dans ces circonstances, il ne saurait être question d'exiger de l'Italie une législation semblable à celle qui garantit ailleurs les intérêts des enfants et des adolescents. Tuer une industrie, ce n'est plus protéger la classe ouvrière: tel est cependant le sort qui menacerait la filature et le moulinage de la soie, si on ne les défendait pas contre la concurrence extra-européenne de la Chine et du Japon, qui disposent d'une main-d'œuvre à des prix exceptionnellement bas. Au double point de vue géographique et industriel, l'Italie est donc en droit de demander un traitement spécial, et d'obtenir pour ses industries, outre des délais indispensables d'application, un minimum d'âge d'admission dans les fabriques, inférieur de deux ans au moins à celui des autres Etats.

Le Délégué de l'Espagne (M. Santamaria) rappelle que la loi du 24 juillet 1873 interdit absolument l'admission des enfants de moins de dix ans dans les fabriques, les ateliers, les usines et les mines, et qu'un projet de loi présenté par le Gouvernement aux Cortès, d'après les conclusions de la Commission des Réformes Sociales, abaisse même ce minimum d'âge à 9 ans. Il déclare que, tout en acceptant le principe fondamental de l'interdiction absolue ou relative selon l'âge des enfants et des jeunes gens, il devra s'abstenir si l'on n'admet pas un âge inférieur pour les pays méridionaux, ou même des distinctions selon la nature du travail.

Le Délégué Danois (M. Bramsen) admet une différence d'âge pour les pays méridionaux, mais proteste, au nom de la protection due à l'enfance, contre toute réduction d'âge basée sur la situation spéciale de telle ou telle industrie.

Finalement, l'âge de 12 ans est admis de commun accord comme le minimum d'âge d'admission dans les établissements industriels. L'exception abaissant ce minimum à 10 ans pour les pays méridionaux, rencontre deux abstentions. (Suisse et Grande Bretagne).

III. Une proposition additionnelle du Délégué de l'Allemagne (M. Landmann) porte qu'il est désirable „que les enfants admis dans les établissements industriels aient préalablement satisfait aux prescriptions concernant l'instruction primaire“.

Le Délégué de Suède (M. de Tham) appuie cette proposition, la législation suédoise défendant aux enfants, qui ne possèdent pas le minimum d'instruction exigé pour la sortie de l'école primaire, d'être employés dans les fabriques.

Le Délégué Italien (M. Boecardo) se prononce dans le même sens : il voit dans cette proposition un auxiliaire efficace des prescriptions de la loi italienne en matière d'instruction obligatoire.

Le Délégué de la Belgique (M. le Baron t'Kint de Roodenbeke) ne peut voter la proposition. Comme cette question ne figurait pas au programme de la Conférence, elle n'a pas fait l'objet des instructions de son Gouvernement. La Belgique, d'ailleurs, n'a pas de loi sur l'instruction obligatoire, ce qui rend la disposition sans intérêt pour elle. Il s'abstiendra donc, d'autant plus que cette question donne lieu dans son pays à de vives controverses.

Le Délégué des Pays-Bas (M. Snyder van Wissenkerke) s'abstient pour des motifs analogues.

Le Délégué de la Grande Bretagne, tout en ne se prononçant pas contre le principe de la proposition, ne peut y acquiescer parce qu'il estime qu'une disposition de ce genre est plus à sa place dans une loi scolaire (Education Act) que dans une loi sur les fabriques (Factory Act).

Le Délégué du Danemark (M. Topsøe) s'y serait rallié moyennant un amendement : la rédaction actuelle de la proposition serait incompatible avec le règlement récemment promulgué, qui fixe à 12 ans l'âge d'admission dans les fabriques danoises. En Danemark, l'instruction primaire est obligatoire jusqu'à la 13<sup>me</sup> année, et même jusqu'à la 14<sup>me</sup> si l'enfant n'a pas subi l'examen prescrit. L'adoption de la proposition allemande aurait donc pour effet de relever à 13 ou à 14 ans le minimum de l'âge d'admission dans les fabriques, tandis que l'enseignement dans les écoles primaires est réglé de façon à permettre aux enfants, pendant une demi journée, la fréquentation des établissements industriels, sans entraver l'accomplissement du devoir scolaire.

La proposition allemande a été votée par onze voix contre deux (Danemark et Grande Bretagne) et deux abstentions (Belgique et Pays-Bas).

IV. Sur la proposition de la Suisse, et sous réserve de l'exception admise en faveur des pays méridionaux, la 3<sup>me</sup> Commission a voté qu'il était désirable que la limite d'âge, admise pour l'entrée des enfants dans les établissements industriels, fût la même pour tous ces établissements, et qu'il ne fût admis sous ce rapport aucune différence.

V. La 3<sup>me</sup> Commission a eu enfin à examiner „quelles restrictions devaient être prévues, en ce qui concerne la durée de la journée et le genre d'emploi des enfants admis au travail dans les établissements industriels ?“



Une proposition du Délégué de l'Allemagne (M. Landmann) porte :

„1<sup>o</sup> Il est désirable que les enfants au-dessous de 14 ans révolus, ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche.“

Cette première partie est admise par la 3<sup>me</sup> Commission sous les réserves suivantes des Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg :

Le Délégué des Pays-Bas entend qu'il soit permis aux enfants appartenant à un culte n'observant pas le dimanche (le culte israélite par exemple), comme jour de repos, de fixer le repos hebdomadaire à un autre jour établi par leur culte.

Les Délégués Belge et Luxembourgeois se réfèrent, en ce qui concerne la fixation obligatoire du jour de repos hebdomadaire au dimanche, aux déclarations faites au nom de leurs pays respectifs au sein de la 2<sup>me</sup> Commission.

„2<sup>o</sup> Il est désirable que le travail effectif des enfants de cet âge ne dépasse pas six heures par jour et soit interrompu par un repos d'une demi-heure au moins.“

La Délégation Britannique accepte cette conclusion, tout en déclarant qu'elle entend par les mots „ne dépasse pas six heures par jour“ une moyenne de six heures de travail journalier. L'Angleterre se réserve aussi de continuer à appliquer son système actuel, dont l'expérience a démontré la grande utilité et qui consiste à admettre les enfants de 13 ans révolus et au-dessus, ayant satisfait à l'épreuve scolaire prescrite par la loi anglaise, aux privilèges reconnus à la catégorie des jeunes ouvriers.

Le Délégué Autrichien (Bon de Plappart) s'y rallie aussi; parce qu'en Autriche la loi défend aux enfants au-dessous de 14 ans révolus tout travail dans les établissements industriels et que dès lors, il lui paraît avantageux que le travail des enfants de cet âge, là où il est permis, soit restreint autant que possible.

Les Délégués Hongrois et Italien se déclarent favorables à la journée de travail de huit heures, conforme à leur législation.

Le Délégué Belge ne peut accepter actuellement, pour les enfants de 12 à 16 ans, la fixation d'une journée maxima de travail inférieure à douze heures, divisée par des repos d'une durée d'une heure et demie au moins. Il est vrai que la loi belge du 13 décembre 1889 prévoit la fixation, par arrêté royal, d'une journée de travail moindre pour les enfants de cet âge: mais le Roi n'aura à se prononcer sur ce point que dans un délai de trois ans; de plus, il devra, auparavant, prendre l'avis des conseils de l'industrie et du

travail, des députations permanentes des conseils provinciaux, et du conseil supérieur d'hygiène; enfin les limites de la journée maxima de travail des enfants de 12 à 16 ans pourront être différentes selon la nature des occupations ou les nécessités des industries, professions ou métiers. Dans ces conditions, le Délégué Belge ne peut engager la liberté du pouvoir royal, en ce ralliant à un maximum déterminé d'heures de travail inférieur à douze heures.

Le Délégué des Pays-Bas, où la journée maxima des enfants de 12 à 16 ans est actuellement de onze heures, et qui se trouve dans une situation légale analogue à celle de la Belgique, a voté contre la proposition pour les mêmes motifs.

Celle-ci est votée par onze voix contre quatre (Belgique, Hongrie, Italie, Pays-Bas).

Le Délégué Italien déclare qu'il ne peut accepter les votes ci-dessus qu'à la condition qu'il soit fait une réduction de deux années à la limite de 14 ans établie aux N<sup>os</sup> 1 et 2, conformément à ce qui a été décidé pour la fixation du minimum d'âge d'admission dans les établissements industriels. Cette déclaration s'applique également à toutes les dispositions de la Commission ayant trait à des questions d'âge.

„3<sup>o</sup> Il est désirable que les enfants au-dessous de 14 ans soient exclus des occupations insalubres ou dangereuses, ou, du moins, qu'ils n'y soient admis que sous certaines conditions protectrices.“

Le N<sup>o</sup> 3 est admis à l'unanimité.

Le Délégué du Portugal (M. de Oliveira Martins) fait ses réserves sur l'ensemble des dispositions qui viennent d'être votées: le Portugal n'ayant pas encore de loi sur la réglementation du travail des enfants, mais ayant l'intention de légiférer prochainement sur cette matière, aura, le cas échéant, à sauvegarder la situation des enfants qui travaillent dans les établissements industriels au moment de la promulgation des règlements.

M. Laporte, Délégué-Adjoint de la France, ayant demandé si les dispositions réglementaires en faveur des enfants seraient applicables dans des industries spéciales, telles que celles des parfums et de la conservation des sardines, il a été répondu qu'on ne s'occupait ici que des établissements industriels proprement dits.



## Section II.

### Réglementation du travail des jeunes ouvriers de 14 à 18 ans.

La 3<sup>me</sup> Commission a été également d'avis qu'il y avait lieu de protéger, dans une certaine mesure, les jeunes ouvriers n'ayant pas encore atteint l'âge adulte; mais elle a distingué ici deux degrés de protection, selon qu'il s'agissait des adolescents des deux sexes de 14 à 16 ans, ou des jeunes garçons de 16 à 18 ans. Quant aux filles et femmes âgées de plus de 16 ans, elles ont été soumises à un régime spécial, qui fera l'objet d'un rapport de M. le Dr. Kaufmann, Délégué de la Suisse.

I. En ce qui concerne les jeunes ouvriers des deux sexes âgés de 14 à 16 ans, le Délégué de l'Allemagne (M. Landmann) a proposé les mesures de protection suivantes:

„1<sup>o</sup> Il est désirable que les jeunes ouvriers des deux sexes de 14 à 16 ans ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche.“

Cela est adopté à l'unanimité, hors les exceptions prévues plus bas, et sous réserve des observations présentées dans la section précédente au sujet de la fixation du jour de repos hebdomadaire au dimanche par le Luxembourg et par la Belgique, et de la déclaration de l'Italie, quant à la différence d'âge de deux ans pour les pays méridionaux.

„2<sup>o</sup> Il est désirable que leur travail *effectif* ne dépasse pas dix heures par jour et soit interrompu par des repos d'une durée totale de deux heures au moins.“

Quant à la journée de travail, le Délégué de la Grande Bretagne (M. Scott) rappelle qu'il entend les mots „ne dépasse pas dix heures par jour“, comme indiquant une moyenne de travail de dix heures par jour, soit 60 heures par semaine.

Le Délégué de l'Autriche (Baron de Plappart) devra s'abstenir de voter pour les motifs suivants: „La loi en Autriche interdit à tout ouvrier, mineur ou adulte, de travailler plus de onze heures dans les établissements industriels. Il ne lui paraît pas admissible que le jeune ouvrier soit tenu de travailler moins de temps que l'adulte, parce qu'il y a, d'après lui, une telle connexité entre le travail du jeune ouvrier et celui de l'adulte, que l'un et l'autre doivent nécessairement commencer et finir leur travail à la même heure. La Délégation Autrichienne ne peut donc admettre de différence entre les jeunes ouvriers et les adultes par rapport à la durée du travail.“

L'Espagne et l'Italie renouvellent leurs réserves et déclarent s'abstenir.

Les Délégués Belge et Hollandais voteront contre la fixation d'une journée maxima de travail des jeunes ouvriers de 14 à 16 ans, si elle est inférieure respectivement à douze et à onze heures, pour les motifs indiqués dans la 1<sup>re</sup> section.

Quant aux repos de deux heures au moins, il a été réduit à une heure et demie par sept voix (Autriche, Hongrie, Belgique, France, Grande Bretagne, Norvège, Portugal) contre cinq (Allemagne, Danemark, Espagne, Luxembourg, Suède). L'Italie et les Pays-Bas ont voté pour une heure. La Suisse s'est abstenue.

L'ensemble de la disposition est votée pas dix voix contre deux (Belgique et Pays-Bas) et trois abstentions (Autriche, Espagne et Italie).

„3° Il est désirable que des exceptions soient admises pour certaines industries, dans lesquelles l'interdiction du travail de nuit des jeunes ouvriers aurait pour conséquence leur exclusion complète de telles industries (usines à feu continu, forges, verreries, etc.).“

Le Délégué du Luxembourg (M. Brasseur) propose que ces exceptions soient déterminées par un accord international.

Après une longue discussion, la Commission se borne à décider que la Conférence n'aura pas à fixer le caractère de ces exceptions, et qu'elles seront abandonnées au législateur de chaque pays.

Une proposition du Délégué Suisse rejetant toute exception ayant été écartée, la Commission vote le N° 3 à l'unanimité, sauf l'abstention de la Suisse.

„4° Il est désirable que des restrictions soient prévues pour les occupations particulièrement insalubres ou dangereuses.“ — Admis à l'unanimité.

II. En ce qui concerne les dispositions réglementaires à prendre en faveur des jeunes garçons de 16 à 18 ans, le Délégué de l'Italie (M. Boccardo) n'est pas favorable à une protection aussi étendue de la loi. Il croit que les mesures restrictives concernant le travail des jeunes ouvriers, si elles sont appliquées rigoureusement, se traduiront par une limitation du travail de l'ouvrier adulte; et peut-être même par une réduction de salaire à l'égard de ce dernier. Par conséquent, au lieu d'être utiles à la classe ouvrière, de telles restrictions finiraient par lui être préjudiciables.

Le Délégué d'Espagne s'abstiendra aussi de voter la proposition pour les raisons indiquées par lui, à propos du vote sur le minimum d'âge de douze ans. Toutefois, il est d'accord sur le principe de



restrictions graduelles entre l'interdiction absolue et la liberté du travail, aussi longtemps que le jeune ouvrier n'a pas atteint son développement physique.

Le principe de la protection du jeune ouvrier jusqu'à l'âge de 18 ans, ayant été mis aux voix, est adopté par 8 Etats (Allemagne, Danemark, France, Grande Bretagne, Portugal, Suède, Norvège et Suisse) contre 6 (Autriche, Hongrie, Belgique, Luxembourg, Italie, Pays-Bas) et une abstention (Espagne).

Les Délégués de l'Allemagne (MM. Landmann et Kœchlin) sont d'avis que l'application du principe que la Commission vient de voter doit être réduite au strict nécessaire, par exemple: l'interdiction du travail de nuit et du dimanche, et la limitation du travail dans les industries particulièrement insalubres ou dangereuses.

Le Délégué de la Suisse (M. Kaufmann) désire voir ajouter à ces limitations la fixation d'une journée maxima de travail, mais sans la déterminer.

Le Délégué Belge (Bon t'Kint de Roodenbeke) craint, comme le Délégué Italien, qu'une telle extension de la protection légale ne soit nuisible à la famille ouvrière, en réduisant ses salaires: elle lui paraît, d'ailleurs, peu utile, et il croit qu'il suffirait de faire à cet égard une déclaration générale visant surtout les occupations dangereuses ou insalubres.

Le Président (M. Jules Simon) pense aussi que le meilleur moyen de se mettre d'accord serait de faire une déclaration de principe, en laissant chaque pays libre de l'appliquer comme il l'entend.

Sur les instances de l'Allemagne et de la Suisse, la Commission décide, en prenant acte des réserves de l'Italie et de l'Espagne, qu'il est désirable qu'une protection soit assurée aux jeunes garçons de 16 à 18 ans, en ce qui concerne:

- 1° une journée maxima de travail — adopté par neuf voix (Autriche, Hongrie, Danemark, Espagne, France, Grande Bretagne, Suède, Norvège et Suisse) contre six (Allemagne, Belgique, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et Portugal),
- 2° le travail de nuit — adopté par dix voix (Allemagne, Danemark, Espagne, France, Grande Bretagne, Luxembourg, Portugal, Suède, Norvège et Suisse) contre cinq (Autriche, Hongrie, Belgique, Italie, Pays-Bas),
- 3° le travail du dimanche — adopté par onze voix contre quatre (Belgique, Italie, Luxembourg, Pays-Bas),
- 4° leur emploi dans les occupations particulièrement insalubres ou dangereuses — adopté par quatorze voix contre une (Pays-Bas).

### Section III.

#### Définitions de quelques expressions employées dans les deux premières sections.

Avant de terminer ses travaux, la 3<sup>me</sup> Commission a jugé utile de définir la portée exacte de certaines expressions dont elle s'était servie dans les résolutions votées, notamment le terme „établissements industriels“.

Plusieurs projets de définition lui ont été présentés. D'abord, une définition proposée par la Délégation des Pays-Bas et ainsi conçue: „Un établissement industriel est tout espace clos ou non, destiné à exploiter, à l'aide d'un moteur ou de dix ouvriers au moins, une industrie ayant pour but de fabriquer, de façonner, d'orner ou de vendre, et propre en quelque manière à l'usage ou à la vente des objets, excepté les denrées et les boissons prises sur place.“

Une proposition de la Délégation Italienne portait: „On considère comme établissement industriel tout lieu, dans lequel sont exécutés des travaux manuels de nature industrielle, avec l'aide d'un ou de plusieurs moteurs mécaniques, quel que soit le nombre des ouvriers employés. Quand on ne met en œuvre aucune spécialité de moteur, est considéré établissement industriel tout lieu où travaillent, réunis d'une manière permanente, au moins dix ouvriers.“

Un Délégué Français (M. Delahaye) donne aussi lecture d'un projet de définition présenté en son nom personnel: „On entend par établissement industriel une maison, un souterrain, un terrain ouvert, clos, couvert, ou sans clôture, où l'on transforme des moyens de production en marchandises. Il faut, en outre, qu'il y ait un certain nombre d'ouvriers (à déterminer) travaillant pendant un certain nombre de jours par an (à déterminer), ou que l'on fasse usage d'un moteur mécanique.“

Le Délégué d'Espagne déclare s'abstenir de voter sur la question, parce qu'il croit qu'au lieu d'employer les termes „établissements industriels“, il faudrait dire „le travail des industries et des métiers qui exigent un déploiement de forces supérieur à celui qui est compatible avec le développement physique et l'âge des enfants et des jeunes ouvriers“. Il ne faut pas tenir compte, d'après lui, si le travail se fait au dedans ou en dehors d'un établissement.

Après un échange d'observations entre les Délégués de la France, de la Belgique, de la Hollande, et une courte analyse des législations étrangères sur ce point par le Délégué du Luxembourg, la Commission, sur l'invitation de son Président, se rallie à l'una-



nimité à une proposition de la Délégation Anglaise appuyée par la Belgique, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, le Luxembourg et l'Italie, et ainsi conçue: „On entend par *établissements industriels* ceux que les lois réglementant le travail dans les divers pays, considèrent comme tels, soit par voie de définition, soit par voie d'énumération.“

Il est aussi entendu que le terme „*nuit*“ sera pris dans l'acception usuelle qui lui est reconnue dans les divers pays.

Quant aux mots: „Occupations insalubres ou dangereuses“, ils ont été substitués, sur la proposition du Délégué Autrichien (Dr. Migerka), à ceux d'„industries insalubres ou dangereuses“, pour distinguer, dans de telles industries, les travaux réellement préjudiciables à la santé des enfants ou des jeunes ouvriers de ceux auxquels ils pouvaient être employés sans danger, par exemple: la fabrication des boîtes dans les fabriques d'allumettes chimiques.

Tel est, Messieurs, le compte-rendu fidèle des travaux de la 3<sup>me</sup> Commission, et l'énumération des résolutions qu'elle a prises dans ses six séances. Si je n'ai pas consigné dans ce rapport toutes les communications intéressantes présentées au cours de nos débats, c'est qu'il avait été décidé de ne pas tenir de procès-verbal de nos réunions, et que je craignais, en les reproduisant ici, de nuire à la clarté de mon travail.

Au nom de la 3<sup>me</sup> Commission, j'ai l'honneur de soumettre au vote définitif de l'Assemblée plénière de la Conférence Internationale de Berlin les conclusions suivantes:

### Résolution concernant le travail des enfants dans les établissements industriels.

Il est désirable:

- 1° que les enfants des deux sexes n'ayant pas atteint un certain âge soient exclus du travail dans les établissements industriels;
- 2° que cette limite d'âge soit fixée à douze ans, sauf pour les pays méridionaux, où cette limite serait de dix ans;
- 3° que ces limites d'âge soient les mêmes pour tout établissement industriel et qu'il ne soit admis sous ce rapport aucune différence;
- 4° que les enfants aient préalablement satisfait aux prescriptions concernant l'instruction primaire;

- 5° que les enfants au-dessous de quatorze ans révolus ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche;
- 6° que leur travail effectif ne dépasse pas six heures par jour et soit interrompu par un repos d'une demi-heure au moins;
- 7° que ces enfants soient exclus des occupations insalubres ou dangereuses, ou n'y soient admis que sous certaines conditions protectrices.

### Résolution concernant le travail des jeunes ouvriers dans les établissements industriels.

Il est désirable:

- 1° que les jeunes ouvriers des deux sexes de 14 à 16 ans, ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche;
- 2° que leur travail effectif ne dépasse pas dix heures par jour et soit interrompu par des repos d'une durée totale de une heure et demie au moins;
- 3° que des exceptions soient admises pour certaines industries;
- 4° que des restrictions soient prévues pour les occupations particulièrement insalubres ou dangereuses;
- 5° qu'une protection soit assurée aux jeunes garçons de 16 à 18 ans en ce qui concerne:
  - a) une journée maxima de travail,
  - b) le travail de nuit,
  - c) le travail du dimanche,
  - d) leur emploi dans des occupations particulièrement insalubres ou dangereuses.

*Le Rapporteur de la Commission :*

Le Baron A. t'Kint de Roodenbeke.



Beilage VII.

Annexe N° 3 au Protocole N° 4.

## Rapport

de la

## Commission sur le travail des femmes.

Monsieur le Président, Messieurs,

La Commission que vous avez chargée de l'étude des questions relatives au travail des enfants, au travail des jeunes ouvriers et au travail des femmes, a l'honneur de vous présenter, sous forme de résumé de ses délibérations, son rapport sur ce dernier point qui, d'après le programme des travaux de la Conférence, comporte les problèmes suivants:

- „1° Le travail de jour et de nuit des femmes mariées doit-il être soumis à des restrictions?
- „2° Le travail dans les fabriques, de toutes les femmes et filles, doit-il être soumis à certaines restrictions?
- „3° Quelles restrictions seraient en ce cas à recommander?
- „4° Doit-on prévoir, pour certaines catégories d'exploitation, des exceptions aux règles générales, et quelles seraient, dans l'espèce, ces catégories?”

Les Délégations de l'Allemagne et de la Suisse ont l'une et l'autre proposé un projet de résolutions répondant, selon leurs vues particulières, aux quatre questions, dont nous venons de reproduire le texte.

Le projet de l'Allemagne était conçu en ces termes:

„Il est désirable:

*Questions 1, 2 et 3.*

- „1° que les femmes de tout âge ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche;

- „2° que leur travail effectif ne dépasse pas onze heures par jour et qu'il soit interrompu par des pauses d'une durée totale de deux heures au moins;
- „3° que les femmes accouchées ne soient admises au travail que quatre semaines après leur accouchement;
- „4° que d'autres restrictions soient prévues pour les industries particulièrement insalubres ou dangereuses;

*Question 4.*

- „5° qu'une réglementation exceptionnelle soit admise pour les industries dans lesquelles on ne peut se passer du travail des femmes pendant la nuit.“

Quant au projet de la *Suisse*, nous ne jugeons pas nécessaire de le reproduire ici, attendu que M. le Dr. *Kaufmann*, Délégué de ce pays, après avoir constaté que les propositions allemandes, bien que rédigées en d'autres termes que le projet suisse, concordaient avec celui-ci par le sens et les tendances, a déclaré le retirer partiellement, en vue de simplifier le travail de la Commission. La Délégation Suisse a maintenu la résolution qu'elle proposait, pour répondre à la question 4, résolution portant que :

„Il n'y a pas lieu de prévoir, pour certaines catégories d'établissements industriels, des exceptions aux règles générales.“

M. le Sénateur *Boccardo*, Délégué de *l'Italie*, a invité la Commission à vouloir bien prendre en considération le rapport qui existe entre la question du travail des femmes et un autre problème d'économie sociale qui, selon lui, a une grande importance.

Dans les pays où l'émigration temporaire a atteint des chiffres élevés, il arrive très souvent que les hommes seuls vont passer une certaine partie de l'année à l'étranger. Durant leur absence, ce sont les femmes qui ont charge de pourvoir, au moyen de leurs salaires, à l'entretien de la famille. Si l'émigrant est un homme prévoyant, il aura fait quelques économies et il apportera un pécule à la famille. Mais dans les cas les plus fréquents, il ne pourra guère, à son retour, lui venir en aide. En conséquence, si l'on voulait être trop absolu dans les restrictions proposées à l'emploi des femmes dans l'industrie, on pourrait bien arriver à un résultat tout à fait opposé à celui auquel nous tendons; et, au lieu d'améliorer les conditions des classes nombreuses, on en viendrait à leur imposer des sacrifices très lourds.



### Paragraphe 1 de la proposition allemande.

Au sujet du paragraphe 1 de la proposition allemande, M. le Dr. *Kaufmann*, Délégué Suisse, a posé la question de savoir si, en disant „femmes de tout âge“, on entend comprendre par là toutes les personnes du sexe féminin.

La Délégation Allemande, de qui émane la proposition, a répondu qu'il s'agit des filles et femmes âgées de plus de 16 ans, sur quoi M. le Baron *t'Kint de Roodenbeke*, Délégué de la *Belgique*, a déclaré ne pouvoir, dans ces conditions, accepter la résolution, parce que la Belgique ne peut protéger les travailleurs que jusqu'à un certain âge et ne peut établir aucune restriction en ce qui concerne les adultes. Il a donc demandé que pour la première proposition de l'Allemagne, le vote fût scindé en deux parties, l'une se rapportant aux filles et femmes âgées de moins de 21 ans, l'autre aux femmes ayant dépassé cet âge. La Commission a décidé qu'il serait procédé au vote par division, selon la demande de M. le Baron *t'Kint*.

M. *Santamaria*, Délégué de l'*Espagne*, a ensuite déclaré qu'il s'abstiendrait de voter sur cette question, quoiqu'il soit d'avis d'établir certaines restrictions, en ce qui concerne le travail des filles jusqu'à leur majorité; il doit prendre cette attitude parce que, en Espagne, les personnes du sexe féminin ne sont pas majeures à 21 ans, mais seulement à 23 ans; il envisage qu'il faudrait poser le principe, mais sans fixer d'âge.

#### Vote:

Conformément à la décision prise sur la demande de M. le Baron *t'Kint*, Délégué de la *Belgique*, la Commission a été appelée à se prononcer sur les deux points suivants:

- a) Il est désirable que les filles et femmes de 16 à 21 ans, ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche.
- b) Il est désirable que les filles et femmes ayant dépassé l'âge de 21 ans, ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche.“

Sur le point a), treize Délégations ont émis un vote affirmatif; une Délégation (celle d'Espagne) s'est abstenue pour les raisons indiquées ci-dessus; le Délégué de la Belgique et celui du Luxembourg, tout en votant oui, ont fait des réserves au sujet du dimanche, les Constitutions de ces pays ne permettant pas de rendre obligatoire le repos d'un jour quelconque de fête religieuse.

Sur le point b), sept Délégations ont répondu affirmativement (celles de l'Allemagne, de l'Autriche, du Danemark, de la Grande

Bretagne, des Pays-Bas, de la Suède, de la Suisse); six se sont prononcées dans le sens négatif (Belgique, Espagne, France, Hongrie, Italie et Portugal). Le Délégué de la Norvège s'est abstenu.

### Paragraphe 2 de la proposition allemande.

Sur la proposition de la Délégation d'*Allemagne*, il a été décidé que le vote sur le paragraphe 2 aurait lieu par division: „16 à 21 ans“ et „au-dessus de 21 ans“, comme cela s'est fait pour le paragraphe 1.

M. *Santamaria*, Délégué de l'*Espagne*, a proposé de ne pas fixer l'âge de 21 ans, mais de dire: „de 16 ans jusqu'à leur majorité“, attendu que la protection de l'Etat doit s'étendre au delà de 21 ans dans les pays où, comme en Espagne, les personnes du sexe féminin n'atteignent leur majorité, c'est-à-dire n'obtiennent la capacité juridique qu'à un âge plus avancé. Cette proposition, a été combattue par M. *Kœchlin*, Délégué de l'*Allemagne*, qui a fait remarquer que les Etats pourront toujours aller au delà de la limite de 21 ans, si celle-ci est adoptée; la Commission, partageant cette manière de voir, n'a pas admis la proposition de M. *Santamaria*.

M. *Delahaye*, Délégué de la *France*, a fait la déclaration suivante: „Je déclare, en mon nom personnel, être d'avis que la durée du travail effectif des femmes et des filles de tout âge soit légalement limitée dans les établissements industriels; mais ayant reçu un mandat déterminé concernant le travail des adultes, je fais mes réserves à cet égard.“

M. *Scott*, Délégué de la *Grande Bretagne*, a proposé que le travail des femmes ne puisse dépasser une *moyenne* de 10 heures par jour; ce système est mis en pratique dans son pays et chacun s'en trouve bien; aussi la Grande Bretagne se réserve-t-elle de continuer à l'appliquer. Si la Commission ne l'acceptait pas ou ne fixait pas la journée de travail à 10 heures au maximum, la Délégation Britannique se rallierait cependant au chiffre de 11 heures.

M. le Dr. *de Schnierer*, Délégué de la *Hongrie*, recommande l'adoption de la journée de 10 heures au maximum; de cette manière, la femme pourra se vouer davantage aux soins de son ménage et à l'éducation de ses enfants.

M. le Baron *t'Kint*, Délégué de la *Belgique*, a fait la déclaration suivante:

„La Belgique ne peut accepter, en ce moment, pour les femmes ou filles de 16 à 21 ans, la fixation d'une journée maxima de tra-



vail inférieure à 12 heures, divisée par des repos d'une durée d'une heure et demie au moins. Il est vrai que la loi belge du 13 décembre 1889 prévoit la fixation, par arrêté royal, d'une journée de travail moindre pour les femmes de cet âge; mais le Roi n'aura à se prononcer sur ce point que dans un délai de trois ans; de plus, il devra auparavant prendre l'avis des conseils de l'industrie et du travail, des députations permanentes des conseils provinciaux, et du conseil supérieur d'hygiène; enfin, les limites de la journée maxima du travail des femmes de 16 à 21 ans pourra être différente selon la nature des occupations ou les nécessités des industries, professions ou métiers.

„Dans ces circonstances, le Délégué de la Belgique ne peut engager la liberté du pouvoir royal, en se ralliant dès maintenant à un maximum déterminé d'heures de travail inférieur à douze heures.“

M. *Boccardo*, Délégué de l'Italie, a déclaré ne pas être disposé à accepter le principe d'une *moyenne* de travail par semaine, proposé par la Délégation Anglaise, car il faut, selon lui, fixer un minimum et un maximum.

Il a, en outre, déclaré ne pas pouvoir admettre la limitation de la durée du travail appliquée aux femmes de tout âge; il accepterait seulement celle qui serait posée pour les femmes n'ayant pas dépassé 21 ans, et même, pour ces dernières, il croit nécessaire d'exclure de la limitation les femmes employées dans les industries qui, comme celles de la soie, comportent, dans la période de la campagne, une durée plus longue de la journée de travail. Il demande donc qu'une disposition dans ce sens soit introduite dans les résolutions.

M. *Kœchlin*, Délégué de l'Allemagne, appuyé par M. le Baron de *Plappart*, Délégué de l'Autriche, ont défendu la journée maxima de 11 heures contre la proposition de la réduire à 10 heures. Ils ont démontré que, dans l'état actuel de l'industrie et des conditions sociales, il n'est pas possible de descendre à ce chiffre de 10 heures, mais que l'on pourra peut-être y arriver dans la suite.

Répondant à la demande de M. *Boccardo*, M. *Kœchlin* a déclaré que la Délégation Allemande admet que des exceptions soient faites pour les industries temporaires; mais l'orateur est d'avis qu'il n'y aurait pas lieu d'insérer, pour régler ce point, une disposition dans les résolutions, et qu'il devrait suffire de prendre note, au protocole, de l'opinion de la Commission. La question devrait, d'ailleurs, être renvoyée à la discussion du paragraphe 5, — ce à quoi M. *Boccardo* a consenti.

M. *Santamaria*, Délégué de l'Espagne, a ensuite demandé qu'il soit entendu que les résolutions votées ou à voter ne s'appliquent qu'au travail dans les *établissements industriels*.

M. le *Président* a répondu que la Commission est de cet avis, et que, pour donner satisfaction au désir de M. *Santamaria*, cette explication sera introduite sous une forme quelconque dans les résolutions de la Commission. Elle l'a, en effet, inscrite dans le titre même de ses décisions.

*Vote :*

1° Sur le terme: 16 à 21 ans, avec réduction de la journée à 10 heures :

ont voté *oui*: la Hongrie, la France, la Grande Bretagne, le Portugal, soit 4 Etats;

ont voté *non*: l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Suède, la Norvège, soit 8 Etats;

se sont *abstenues*: la Belgique, l'Espagne, la Suisse, soit 3 Etats.

Il résulte de ce vote que le chiffre de 10 heures n'a été admis que par une minorité; en conséquence, celui de 11 heures est considéré comme adopté, ainsi que le terme „16 à 21 ans“.

En présence de ce résultat, la Délévation de la Grande Bretagne a déclaré renoncer à formuler une proposition, quant à une moyenne hebdomadaire du travail.

2° Sur la fixation de la durée des pauses.

La Délévation d'Allemagne a modifié sa proposition primitive, en ce sens que la durée des pauses serait d'une heure et demie au moins, au lieu de deux heures; cette proposition a été adoptée à une grande majorité, mais M. le Dr. *Snyder van Wissenkerke*, Délégué des Pays-Bas, a fait la réserve suivante:

„La loi néerlandaise limitant la durée du repos à une heure, je n'accepte la proposition de fixer le total des pauses à une heure et demie que parce que la même durée est déjà acceptée pour les filles de 16 à 18 ans.“

3° Sur le terme: au-dessus de 21 ans.

Ont voté *oui*: l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Grande Bretagne, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Suisse, soit 7 Etats;



ont voté *non*: la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Portugal, soit 5 Etats;

se sont *abstenus*: le Danemark, la Suède et la Norvège, soit 3 Etats.

En conséquence de ces votes, le paragraphe 2 de la proposition allemande a été considéré comme adopté dans sa forme et teneur.

Le *paragraphe 3 de la proposition allemande*, se rapportant aux femmes accouchées, a été admis à l'unanimité.

Le *paragraphe 4 de la même proposition*, relatif aux restrictions pour les industries particulièrement insalubres et dangereuses, a également été adopté par la Commission, mais sans vote spécial par Etat, ce vote n'ayant pas été réclamé.

*Paragraphe 5.* M. Kæchlin, Délégué de l'Allemagne, a exposé, pour satisfaire à une demande formulée par M. Boccardo dans le cours de la discussion du paragraphe 2, que les exceptions devraient s'étendre aussi à la prolongation du travail de jour, lorsque la nature de l'industrie exige une telle prolongation.

M. Boccardo, Délégué de l'Italie, s'est déclaré d'accord avec cette manière de voir qui tend à autoriser, dans certains cas, une période de travail de jour plus longue que 11 heures; la formule adoptée sous ce rapport pour les jeunes ouvriers, doit donc aussi s'appliquer aux femmes.

M. le Dr. Kaufmann, Délégué de la Suisse, a rappelé sa proposition portant qu'il n'y a pas lieu de prévoir des exceptions aux règles générales.

Combattue par M. Kæchlin, cette proposition a été, à la demande de son auteur, mise aux voix en opposition au paragraphe 5 de celle de l'Allemagne; elle a été repoussée par toutes les Délégations, sauf celle de la Suisse, de sorte que le paragraphe 5 proposé par l'Allemagne a été considéré comme adopté dans le sens extensif résultant des propositions de MM. Kæchlin et Boccardo.

#### Discussion en 2<sup>me</sup> lecture des résolutions adoptées en 1<sup>re</sup> lecture, et rédigées comme suit par le bureau de la Commission.

Il est désirable:

- 1° que les filles et les femmes âgées de plus de seize ans, ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche;

- 2° que leur travail effectif ne dépasse pas onze heures par jour et qu'il soit interrompu par des repos d'une durée totale d'une heure et demie au moins;
- 3° que des restrictions soient prévues pour les industries particulièrement insalubres ou dangereuses;
- 4° que des exceptions soient admises pour certaines industries;
- 5° que les femmes accouchées ne soient admises au travail que quatre semaines après leur accouchement.

1<sup>re</sup> résolution. Il a été admis d'entrée que, ainsi que cela a eu lieu en 1<sup>re</sup> lecture, la résolution serait divisée en deux termes, savoir:

„filles et femmes de 16 à 21 ans,“

et

„filles et femmes au-dessus de 21 ans,“ et que ce dernier terme serait mis au vote en première ligne.

M. le Délégué du *Portugal* a fait la déclaration suivante: „En votant contre le N° 1 de la Section V du programme, concernant le travail des femmes, j'obéis aux prescriptions du droit civil portugais et aux instructions de mon Gouvernement. Je voterais affirmativement si la doctrine ne s'appliquait qu'aux femmes de moins de 21 ans, âge de la majorité pour la femme, d'après le droit civil portugais“.

MM. les Délégués de la *Belgique*, de l'*Espagne*, de la *France* et de l'*Italie* ont fait des réserves analogues, puis il a été procédé au vote. En voici le résultat:

2<sup>me</sup> terme: au-dessus de 21 ans:

Ont voté *oui*, les Etats suivants: Allemagne, Autriche, Grande Bretagne, Luxembourg, Pays-Bas, Suède et Suisse, total 7 Etats;

Ont voté *non*: Hongrie, Belgique, Espagne, Italie, Portugal, soit 5 Etats;

Se sont *abstenus*: le Danemark, la France et la Norvège, soit 3 Etats.

Le 2<sup>me</sup> terme est donc adopté à la majorité, d'où il suit qu'il n'y a pas lieu de voter sur le 1<sup>er</sup> terme „de 16 à 21 ans“, et que la résolution est admise dans sa rédaction générale, savoir: „Il est désirable que les filles et femmes âgées de plus de 16 ans ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche.“

2<sup>me</sup> résolution: Egalement divisée en deux termes, savoir:

1° de 16 à 21 ans;

2° au dessus de 21 ans.



M. Boccardo, Délégué de l'Italie, a renouvelé les réserves qu'il a déjà exprimées, et qui l'obligent à émettre un vote négatif sur la résolution en discussion.

*Vote :*

sur le 1<sup>er</sup> terme: de 16 à 21 ans:

Ont voté *oui*: l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, le Danemark, la France, la Grande Bretagne, avec la réserve que le chiffre de 11 heures est trop élevé, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède, la Norvège et la Suisse, soit 12 Etats.

Ont voté *non*: la Belgique, l'Italie, soit 2 Etats.

S'est *abstenue*: l'Espagne.

sur le 2<sup>me</sup> terme: au-dessus de 21 ans:

Ont voté *oui*: l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Grande Bretagne (avec la même réserve que ci-dessus), le Luxembourg, les Pays-Bas, la Suisse, soit 7 Etats.

Ont voté *non*: la Belgique, l'Espagne, l'Italie, le Portugal, soit 4 Etats.

Se sont *abstenus*: le Danemark, la France, la Suède et la Norvège, soit 4 Etats.

Il résulte de ce vote que la 2<sup>me</sup> résolution est maintenue telle qu'elle est sortie de la discussion en première lecture.

3<sup>me</sup>, 4<sup>me</sup> et 5<sup>me</sup> résolutions. La 3<sup>me</sup> résolution a été adoptée à l'unanimité, moyennant le remplacement du mot „industries“ par „occupations“; il a été décidé, en outre, sur la proposition de M. Bramsen, Délégué du Danemark, de la placer sous le paragraphe 4, tandis que celui-ci devient le paragraphe 3. Ce dernier, ainsi que le paragraphe 5, sont ensuite adoptés à l'unanimité des pays représentés à la Commission.

Le texte définitif des résolutions que la III<sup>me</sup> Commission a l'honneur de soumettre à l'adoption de la Conférence, au sujet de la question spéciale traitée dans le présent rapport, est le suivant:

Résolutions concernant le travail des femmes dans les  
établissements industriels.

(Section V du programme.)

*Il est désirable:*

- 1<sup>o</sup> *que les filles et les femmes âgées de plus de seize ans,  
ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche;*
- 2<sup>o</sup> *que leur travail effectif ne dépasse pas onze heures  
par jour, et qu'il soit interrompu par des repos d'une  
durée totale d'une heure et demie au moins;*
- 3<sup>o</sup> *que des exceptions soient admises pour certaines in-  
dustries;*
- 4<sup>o</sup> *que des restrictions soient prévues pour les occupations  
particulièrement insalubres ou dangereuses;*
- 5<sup>o</sup> *que les femmes accouchées ne soient admises au travail  
que quatre semaines après leur accouchement.*

*Berlin, le 25 mars 1890.*

*Le Rapporteur de la Commission:*

**D<sup>r</sup> Kaufmann.**



Beilage VIII.

Annexe N° 4 au Protocole N° 4.

**Rapport**

de la

**Commission sur le travail dans les mines.**

La Commission, présidée par M. Hauchecorne, a examiné les trois questions de son programme libellées comme suit :

*1<sup>re</sup> question. Le travail sous terre, doit-il être défendu :*

- a) *aux enfants au-dessous d'un certain âge ;*
- b) *aux personnes du sexe féminin ?*

*2<sup>me</sup> question. La journée de travail, dans les mines offrant des dangers pour la santé, doit-elle être soumise à des restrictions ?*

*3<sup>me</sup> question. Pourra-t-on dans l'intérêt public, pour assurer la continuité de la production du charbon, soumettre le travail dans les houillères à des restrictions ?*

Malgré quelques divergences de principes, la Commission, animée de sentiments de conciliation, a émis, le plus souvent à la suite d'amendements apportés à des propositions primitives, et sous le bénéfice de quelques réserves et abstentions indiquées plus loin, les vœux ci-après :

*Il est désirable :*

*(Sur la 1<sup>re</sup> question)*

- a) *Que la limite inférieure de l'âge, auquel les enfants peuvent être admis aux travaux souterrains dans les mines, soit progressivement élevée, à mesure que l'expérience en aura prouvé la possibilité, à 14 ans révolus.*

*Toutefois, pour les pays méridionaux, cette limite serait celle de 12 ans.*

- b) *Que le travail sous terre soit défendu aux personnes du sexe féminin.*

*(Sur la 2<sup>me</sup> question)*

*Que, dans les cas où l'art des mines ne suffirait pas pour éloigner tous les dangers d'insalubrité provenant des conditions naturelles ou accidentelles de l'exploitation de certaines mines ou de certains chantiers de mine, la durée de travail soit restreinte.*

*Le soin est laissé à chaque pays d'assurer ce résultat par voie législative ou administrative, ou par accord entre les exploitants et les ouvriers, ou autrement, selon les principes et la pratique de chaque nation.*

*(Sur la 3<sup>me</sup> question)*

- a) Que la sécurité de l'ouvrier et la salubrité des travaux soient assurées par tous les moyens dont dispose la science et placées sous la surveillance de l'Etat;*
- b) que les ingénieurs chargés de diriger l'exploitation soient exclusivement des hommes d'une expérience et d'une compétence technique dûment constatées;*
- c) que les relations entre les ouvriers mineurs et les ingénieurs de l'exploitation soient le plus directes possible, pour avoir un caractère de confiance et de respect mutuel;*
- d) que les institutions de prévoyance destinées à garantir l'ouvrier mineur et sa famille contre les effets de la maladie, des accidents, de l'invalidité prématurée, de la vieillesse et de la mort, institutions qui sont propres à améliorer le sort du mineur et à l'attacher à sa profession, soient de plus en plus développées;*
- e) que, dans le but d'assurer la continuité de la production du charbon, on s'efforce de prévenir les grèves. L'expérience tend à prouver que le meilleur moyen préventif consiste à ce que les patrons et les mineurs réunis en associations s'engagent volontairement et réciproquement, dans tout les cas où leurs différends ne pourraient pas être résolus par une entente directe, à recourir à la solution par l'arbitrage.*

**Observations justificatives et réserves.**

**1<sup>er</sup> voeu.** Une limite inférieure de l'âge d'admission du jeune ouvrier dans les travaux intérieurs des mines se justifie par des considérations de protection de l'enfance. Avant d'aborder la carrière des mines, l'enfant doit acquérir un développement intellectuel et physique suffisant.



Il ne peut être question de mesures d'application immédiate. D'autre part, les difficultés du recrutement et de l'apprentissage doivent être envisagées.

La Belgique vient de modifier sa législation du travail des femmes et des enfants. Aussi, considérant que c'est chez elle que la productivité par ouvrier est de beaucoup la plus faible, entend-elle ne toucher aux conditions économiques de son industrie charbonnière qu'avec une extrême prudence et conséquemment après un essai suffisant de sa nouvelle législation qui fixe l'âge minimum d'admission de l'enfant dans les mines à 12 ans pour le travail de jour, à 14 ans pour le travail de nuit. La pratique de la loi constituera une expérience qu'il est indispensable de faire, avant d'aller plus loin.

Les Délégués Belges ont tenu aussi à spécifier la portée du mot „possibilité“. Dans leur esprit, il ne peut s'agir d'une possibilité *absolue*, c'est-à-dire d'une absence d'inconvénients dans un pays déterminé, mais bien d'une possibilité *relative*, spéciale à chaque pays; en d'autres termes, il ne serait question d'élever un jour l'âge d'entrée dans les mines que là où cette mesure n'exercerait, au moment où elle serait prise, aucune influence nuisible au recrutement des houilleurs et à l'exploitation des mines.

Les Délégués de la France, de leur côté, tout en adhérant en principe au vœu qui vise la limite de 14 ans, ont exprimé des réserves en raison des besoins actuels du recrutement des apprentis-mineurs, et aussi pour mettre hors de cause le cas des enfants qui se trouveraient avoir atteint, avant 14 ans, un développement intellectuel et physique suffisant, constaté par des certificats légaux.

Ils considèrent que la formule adoptée donne satisfaction à cette double réserve.

Les Délégués de l'Espagne et de l'Italie ont demandé que la limite inférieure de l'âge d'admission soit abaissée à 12 ans pour les pays méridionaux, l'adolescence dans ces contrées étant précoce. La limite d'âge légale étant actuellement de 9 ans pour l'Espagne et de 10 ans pour l'Italie, en consentant à un relèvement de cette limite jusqu'à 12 ans, ils pensent donner un gage de leur esprit de progrès.

Le vote sur cet abaissement de l'âge a recueilli 9 adhésions et 2 abstentions (France et Angleterre). La France s'est abstenue, non qu'elle ait aucune objection à élever à cet égard, mais parce qu'étant désintéressée dans la question, elle se borne à donner acte du vœu exprimé par les pays méridionaux. La Grande Bretagne a déclaré ne pouvoir accepter la responsabilité de refuser aux enfants de ces pays le bénéfice de l'élévation de la limite d'âge à 14 ans.

*2<sup>me</sup> vœu.* Le labeur minier, en imprégnant la jeune fille d'une rudesse presque masculine, la prépare mal à son futur rôle d'épouse et de mère. On a fait observer aussi que l'emploi simultané des femmes et des hommes dans les travaux souterrains n'est pas sans présenter de sérieux inconvénients moraux.

Presque toutes les législations ont interdit aux personnes du sexe féminin l'accès des travaux souterrains. Une récente loi belge, évitant de toucher au principe de la liberté individuelle des majeurs, a exclu les femmes jusqu'à l'âge de 21 ans. Mais l'expérience démontre que cet âge correspond le plus souvent à celui de leur désertion volontaire de la mine. Aussi les Délégués de la Belgique, tout en s'associant au vœu de la disparition des femmes des travaux souterrains des mines, mais n'entendant pas prendre, au nom de leur Gouvernement, l'engagement de modifier la loi précitée, estiment que ce vœu sera réalisé par l'action de celle-ci.

*3<sup>me</sup> vœu.* Ce vœu vise les cas d'insalubrité manifeste que la science serait impuissante à faire disparaître, malgré tous les efforts de l'esprit de recherche. Il importe de rapprocher de ce vœu la proposition a) du dernier objet de délibération de la Commission.

*Autres vœux.* Les vœux que comprend ce dernier objet sont assez détaillés pour n'avoir pas à être développés ici.

Pour le surplus, la Commission renvoie au compte-rendu de ses séances.

*Berlin, le 25 mars 1890.*

*Le Rapporteur:*

**E. Harzé.**



Beilage IX.Annexe N<sup>o</sup> 5 au Protocole N<sup>o</sup> 4.**Rapport**

de la

**Commission pour la mise à exécution des dispositions  
adoptées par la Conférence.**

Monsieur le Président, Messieurs,

La quatrième Commission, chargée de vous proposer les réponses aux questions comprises dans la VI<sup>me</sup> section du programme de la Conférence Internationale pour la protection du travail, a l'honneur de vous communiquer le résultat des discussions qui ont eu lieu dans son sein.

Elle n'a pas hésité à reconnaître toute l'importance du mandat que vous avez bien voulu lui confier, car les propositions visant l'exécution des délibérations de la Conférence, auront une influence capitale sur les résultats de la noble initiative, prise par S. M. l'Empereur d'Allemagne. Nous devons nous féliciter de ce que tous les Etats invités soient venus à la Conférence; nous devons encore être satisfaits de ce que toutes les Délégations, sans exception aucune, aient admis que la population ouvrière a droit à la sollicitude de l'autorité publique et des particuliers; nous devons enfin nous réjouir de ce que la plupart des Gouvernements aient reconnu qu'il serait profitable au progrès à réaliser dans la situation des travailleurs, de préparer un accord entre les Etats, destiné à régler quelques questions concernant le travail dans les fabriques. Les vœux formulés pour le travail dans les mines, le repos du dimanche, et le travail des femmes et des enfants, bien que subordonnés à des exceptions et à des délais, imposés par la situation particulière de certains pays, doivent être accueillis avec reconnaissance par toutes les personnes ayant à cœur l'amélioration physique, morale, intellectuelle de la population laborieuse.

Mais les vœux exprimés par la Conférence ne sauraient être appréciés à leur juste valeur, si une entente presque générale ne s'était pas établie entre les différents Etats pour rechercher le moyen de les mettre à exécution.

La tâche n'était pas facile. Les réunions internationales peuvent se diviser en deux catégories. Dans les unes, les Plénipotentiaires des différents Etats ont à conclure des traités, soit politiques, soit économiques, dont l'exécution est garantie par les principes du droit des gens. Dans l'autre catégorie, on doit faire rentrer les Congrès, dont les membres n'ont pas de vrais pouvoirs et qui s'occupent de l'étude scientifique des questions qui leur sont soumises, plutôt que de la solution pratique et immédiate à leur donner. — Notre Conférence, par suite de son programme et de l'attitude de quelques-uns des Etats, qui ont bien voulu y participer, a un caractère *sui generis*, car elle ne peut pas arrêter de résolutions ayant force obligatoire pour les Gouvernements, et elle ne doit pas se restreindre non plus à l'étude des côtés scientifiques des problèmes déferés à son examen. Elle ne pouvait pas aspirer au premier de ces deux rôles: elle ne pouvait pas se contenter du second.

Les délibérations que l'on a prises dans les Commissions relativement à toutes les demandes formulées au programme, ont été inspirées par le désir de montrer à la population ouvrière que son sort est placé bien haut dans les préoccupations des Gouvernements; mais ces délibérations ont dû se plier aussi à d'autres considérations, que nous ne pouvions mettre de côté. En premier lieu, il s'agissait de réunir, dans une même pensée de dévouement à la partie la plus nombreuse et la plus intéressante de la société, tous les Etats représentés à la Conférence. Il aurait été pénible de ne pas arriver à la proclamation des principes généraux, moyennant lesquels on doit poursuivre la solution de la partie la plus importante du problème social. Evidemment, il n'était pas possible, dès à présent, de se mettre d'accord sur tous les détails. Mais il était nécessaire d'apprendre au monde que tous les Etats participant à la Conférence étaient réunis par la même pensée humanitaire. En second lieu, il fallait tenir compte des différences entre la situation politique, sociale, industrielle de chaque pays. Et c'est ce que nous avons tâché de faire.

Les travaux de la 4<sup>me</sup> Commission ont été inaugurés par Monseigneur le Prince-Evêque de Breslau, notre éminent Président, qui a prononcé le discours suivant:

„Messieurs, il me semble que la quatrième Commission ait été chargée du travail le plus important de notre Conférence. Il faut



„donc envisager d'abord le but auquel tend notre illustre Assemblée.

„Nous nous sommes réunis ici pour étudier une partie de la question sociale, qui occupe l'attention générale du monde. Il s'agit de faire des concessions et d'introduire des améliorations au profit des classes ouvrières. Mais, Messieurs, si ces concessions et ces améliorations étaient faites sans une étude approfondie et complète et sans en calculer toutes les conséquences, elles seraient inutiles, pour ne pas dire funestes.

„En outre, les questions sociales se lient les unes aux autres et elles sont compliquées par beaucoup d'autres questions, par exemple celles du commerce, du climat, de la législation etc., que nous avons déjà rencontrées au cours de nos délibérations. Ce n'est donc que par des études prolongées et approfondies que les vérités sociales et économiques se dégageront du chaos des idées de réforme qui s'entrechoquent maintenant en tout sens.

„Ainsi, il me semble que la tâche principale que la Conférence s'est donnée, est une étude loyale, sincère et internationale des questions sociales.

„C'est dans le même sens qu'il faut interpréter les deux questions qui nous ont été proposées dans notre programme sous le N<sup>o</sup> 6.

„Deux projets de réponse ont été déposés, l'un par M. le Délégué de la Suisse, et l'autre par nos Délégués Allemands.“

Les questions du programme, auxquelles nous devons répondre, étaient formulées de la manière suivante:

„1<sup>o</sup> Devra-t-on prendre des mesures en vue de l'exécution des dispositions à adopter par la Conférence — et de la surveillance de ces mesures?

„2<sup>o</sup> Y a-t-il lieu de prévoir des réunions répétées en Conférence de Délégués des Gouvernements participants — et sur quels points leurs délibérations devraient-elles porter?“

La Commission s'est trouvée en présence de deux propositions: l'une émanant des Délégués de l'Allemagne, l'autre de ceux de la Suisse.

Voici la proposition allemande, telle qu'elle était formulée d'abord:

„I. Pour le cas où les Gouvernements donneraient suite aux propositions de la Conférence, les mesures suivantes se recommanderaient comme indispensables:

- 1<sup>o</sup> L'exécution des principes sur lesquels l'accord a été établi, sera surveillée par un nombre suffisant de fonctionnaires spécialistes nommés *ad hoc* et dont la position devra être telle qu'elle leur assure une indépendance parfaite, aussi bien vis-à-vis des patrons que des ouvriers.
- 2<sup>o</sup> Les observations de ces fonctionnaires, quant à l'exécution des principes dont il s'agit, seront déposées dans des rapports annuels destinés à être publiés.
- 3<sup>o</sup> Tous les Etats respectifs, en suivant certaines règles sur lesquelles une entente devra être établie, procéderont périodiquement à des relevés statistiques, quant aux questions visées par les propositions de la Conférence.
- 4<sup>o</sup> Les Etats participants échangeront entre eux d'une manière suivie :
  - a) les prescriptions qu'ils auront émises par voie législative ou administrative, en vue de l'exécution des principes adoptés;
  - b) les rapports annuels des fonctionnaires (voir le N<sup>o</sup> 2<sup>o</sup>);
  - c) les relevés statistiques (voir le N<sup>o</sup> 3<sup>o</sup>).

II. Il est désirable que périodiquement, dans des intervalles dont la détermination reste réservée à une résolution à prendre, les Délégués des Etats participants se réunissent en Conférence, afin de se communiquer réciproquement les observations que l'exécution des principes adoptés leur aura suggérées et afin de délibérer sur l'opportunité de les modifier ou compléter."

La proposition faite par M. *Blumer* au nom de la Suisse était ainsi conçue :

"Des mesures doivent être prises en vue de l'exécution des dispositions adoptées par la Conférence.

"Il y a lieu de prévoir, à cet effet, que les Etats qui se seront mis d'accord sur certaines dispositions, concluront des arrangements obligatoires; que l'exécution de tels arrangements aura lieu par la législation nationale, et que si cette législation n'est pas suffisante, elle devra recevoir les compléments nécessaires.

"Il y a aussi lieu de prévoir la création d'un organe spécial pour la centralisation des renseignements à fournir, la publication régulière de données statistiques, et l'exécution des mesures préparatoires pour les Conférences prévues au paragraphe 2 du programme.



„Il y a lieu de prévoir des Conférences périodiques de Délégués des Gouvernements; ces Conférences auront pour tâche principale de développer les arrangements convenus et de résoudre les questions qui auraient soulevé des difficultés ou contestations.“

Dès que la discussion générale a été ouverte sur ces propositions, les Délégués de la Grande Bretagne ont proposé d'écarter la formule présentée par la Suisse. Dans leur pensée, une convention internationale sur cette matière ne saurait prendre la place de la législation particulière à chaque pays. Le Royaume Uni n'a consenti à intervenir à la Conférence, que sous la condition d'éliminer une telle éventualité. Même si les hommes d'Etat de la Grande Bretagne avaient la volonté de contracter des liens internationaux relativement à la réglementation du travail des fabriques, ils n'en auraient pas le pouvoir. Il leur est défendu de mettre leurs lois industrielles à la discrétion d'un pouvoir étranger. A leur avis, la résolution proposée par l'Allemagne est plus pratique et, avec quelques changements, elle pourrait être acceptée.

Les Délégués de la Suisse, à leur tour, ont fait la déclaration suivante, que nous reproduisons textuellement:

„M. *Blumer* estime qu'il est non seulement désirable, mais nécessaire de prendre quelques mesures d'exécution, et de répondre par conséquent dans un sens affirmatif à la question contenue à ce sujet dans le programme des travaux de la Conférence.

„Ce qu'il y aurait, à son avis, de plus simple et de mieux à faire à cet égard, serait de créer un organe spécial pour la centralisation des renseignements à fournir au divers Etats, la publication régulière de données statistiques, et l'exécution des mesures préparatoires pour les futures Conférences.

„La proposition de l'Allemagne ne dit pas à quelles époques ou intervalles de nouvelles Conférences devraient avoir lieu; elle ne fixe pas non plus les conditions qui doivent exister pour qu'il soit nécessaire d'en tenir, ni par qui elles devront être convoquées.

„L'orateur ne doute pas que, de toutes parts, on n'ait la meilleure volonté de continuer à marcher dans la voie où nous venons d'entrer; les résolutions de cette première Conférence ne peuvent évidemment être considérées que comme un premier pas, qui sera bientôt suivi d'un second, puis d'un troisième pas. M. *Blumer* ne méconnaît pas les difficultés que rencontrent quelques Etats pour marcher avec ceux qui possèdent déjà une législation ouvrière avancée; mais il a déjà été tenu compte de ces difficultés dans une certaine mesure, et il est incontestable que ces Etats mêmes ressentiront toujours davantage la nécessité d'une réglementation uniforme.

„Si aujourd'hui la Commission envisageait que les propositions de la Suisse vont encore trop loin, M. Blumer désirerait que la discussion eût lieu sur les bases de celles de l'Allemagne, mais que ces dernières ne fussent en aucune manière affaiblies.“

Le Délégué de l'Autriche a suggéré de bien préciser, au N° 1 de la formule allemande à laquelle il se rallie, que la surveillance sur l'exécution des mesures prises pour réaliser les vœux de la Conférence est réservée exclusivement au Gouvernement de l'Etat et que nulle immixtion d'un pouvoir étranger n'est admise; à cet effet, il souhaite qu'après les mots „sera surveillée“, on insère les suivants: „dans chaque Etat“.

Le Délégué de la Belgique n'a pas fait d'objection à l'esprit qui anime la proposition allemande; toutefois, il doit subordonner son acceptation à plusieurs changements secondaires. Tout d'abord, il pense qu'il est opportun, pour maintenir leur vrai caractère aux délibérations de la Conférence, de ne pas employer le mot de *propositions*, mais de le remplacer par *vœux* ou *travaux*. Il ne croit pas convenable, non plus, de parler de mesures *indispensables*, en préjugant trop les résolutions des différents Gouvernements. Quant à l'échange de documents concernant la question dont il s'agit, le Délégué de la Belgique fait remarquer que l'obligation imposée à chaque Gouvernement de communiquer aux autres les rapports des fonctionnaires chargés de la surveillance, peut donner lieu à des inconvénients. Il préférerait prescrire seulement la communication de ces rapports par extrait. En outre, le Délégué Belge rappelle à ses Collègues que la Commission a admis que les différents Etats pouvaient poursuivre la réalisation des vœux de la Conférence, non pas seulement par voie législative ou administrative, mais encore par des mesures dues à l'initiative privée. Partant, il désire que les Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement les mesures provenant de cette initiative. En outre, il a conçu des doutes sur la possibilité de procéder aux relevés statistiques, visés par le N° 3, suivant des règles communes. Enfin, le Délégué de la Belgique demande que la réponse à la deuxième question du programme soit modifiée de façon à prévoir une nouvelle réunion de la Conférence, mais non à reconnaître, dès aujourd'hui, la nécessité de convocations périodiques. La nouvelle Conférence aura à statuer sur l'utilité d'une réunion ultérieure, et cette question ne doit pas être préjugée. Il serait, en outre, difficile de démontrer que la *périodicité* des Conférences pût être profitable.

Les Délégués de l'Italie ne peuvent pas accepter la proposition suisse, telle qu'elle est formulée, et ils font observer que la déclaration relative à la création d'un bureau central du travail, n'étant



pas comprise dans le programme, leur Gouvernement n'a pas été en mesure de leur donner des instructions sur ce point. Par contre, sauf quelques changements de rédaction, ils peuvent se rallier à la proposition allemande. Mais, tout en reconnaissant que le voeu formulé relativement à l'inspection des fabriques est pratique, car sans une organisation vraiment technique de la surveillance on ne pourrait obtenir les résultats poursuivis par la Conférence, ils ont quelques objections à soumettre à leurs Collègues par rapport au N° 1 de la proposition. Ils reconnaissent que l'inspection des manufactures doit être dirigée par des fonctionnaires spéciaux, et non pas confiée à la police générale; mais ils ne peuvent admettre que tous les inspecteurs, même dans les districts agricoles où l'industrie manufacturière n'a quelquefois qu'une importance minime, doivent être uniquement chargés de cette tâche.

Les Délégués Italiens, qui ont plusieurs fois recommandé à la Conférence de combiner dans ses vœux l'initiative privée avec l'oeuvre de la loi, se rangent bien volontiers avec les Délégués Belges à la proposition concernant la communication des documents, qui se rapportent à cette initiative. Toutefois, ils doivent faire remarquer que l'on ne pourrait prendre à cet égard un engagement aussi formel et aussi général que celui relatif aux pièces émanant de l'administration publique: car ces documents, provenant de particuliers, ne sont pas toujours à la disposition des différents Gouvernements.

Les Délégués des Pays-Bas déclarent qu'ils ne peuvent admettre la proposition suivant laquelle les rapports des fonctionnaires, désignés au N° 1, devraient être communiqués aux autres Gouvernements, si la portée de cet engagement n'était pas mieux précisée. La loi hollandaise prescrit aux inspecteurs de remettre chaque année un rapport au Ministre, et le Ministre, à son tour, doit communiquer ces rapports aux Etats-Généraux, soit *in extenso*, soit en résumé. Il ne serait pas possible de contracter avec les Gouvernements étrangers une obligation plus étendue que celle imposée relativement à la représentation nationale.

Les Délégués du Danemark approuvent entièrement la formule allemande. Ils se bornent à faire remarquer que toute objection concernant la communication des rapports des inspecteurs sera écartée, s'il est bien entendu qu'il ne s'agit que des pièces dûment publiées.

M. Jules Simon, Délégué de la France, déclare que ses Collègues et lui n'ont aucune objection à formuler contre le fond des propositions de l'Allemagne en réponse à la première question, d'autant moins que le corps d'inspecteurs, dont ces propositions réclament la création, existe déjà en France. Mais les instructions données à la Délégation

Française lui interdisent d'adhérer à un vœu qui, directement ou indirectement, paraîtrait donner une force exécutoire immédiate aux autres vœux formulés par la Conférence; il se verra donc dans la nécessité de s'abstenir sur toutes les questions soumises à la 4<sup>me</sup> Commission.

M. Tolain ajoute qu'en effet le Gouvernement Français a toujours et exclusivement considéré la réunion de la Conférence comme un moyen de faire une enquête sur la condition du travail dans les Etats participants et sur les vœux de l'opinion à cet égard, mais qu'il n'a nullement entendu en faire, au moins pour le moment, le point de départ d'engagements internationaux. Le protocole de clôture sera soumis au Gouvernement de la République, qui verra alors s'il lui convient d'ouvrir une négociation par la voie diplomatique. Quant à présent, les Délégués Français ne font point d'opposition aux propositions allemandes sur la première question; ils auraient, il est vrai, des réserves à formuler sur la seconde; mais ils s'abstiendront dans les deux cas.

Le Délégué Luxembourgeois accepte la proposition de l'Allemagne, surtout en raison de ce que le système d'inspection existe dans la législation de son pays.

Les Délégués de l'Allemagne, en maintenant l'ensemble de la proposition, qui du reste a été accueillie si favorablement par leurs Collègues, sont disposés à satisfaire, moyennant certaines modifications de rédaction, à la plupart des désirs qui ont été exprimés. Ils attachent beaucoup d'importance à recommander une bonne organisation du service d'inspection, mais ils consentent à remplacer les mots: „fonctionnaires spécialistes nommés *ad hoc*“ par les expressions suivantes: „fonctionnaires spécialement qualifiés“. Relativement aux rapports des inspecteurs, les Délégués Allemands tiennent à faire remarquer que l'accord proposé ne constitue pas une innovation; car, dans d'autres circonstances, et, pour rappeler un exemple, dans la convention relative au *phylloxera*, les différentes Puissances ont pris un engagement analogue. Toutefois, ils sont prêts à souscrire à l'explication donnée par les Délégués Danois. Selon l'avis des Délégués Allemands, il est à souhaiter que les statistiques du travail soient dressées d'après un même modèle; mais ils sont disposés à subordonner l'application de ce principe aux exigences particulières de chaque Etat. Quant aux Conférences futures, les Délégués de l'Allemagne expliquent que, dans leur pensée, il ne s'agit pas de renouveler la Conférence actuelle, mais de prévoir d'autres réunions de Délégués des Etats. Le mot *périodiquement* peut être supprimé, bien qu'il ne vise pas des convocations à intervalles réguliers, prévus



dès à présent. — Enfin, les Délégués de l'Allemagne reconnaissent que les déclarations faites par les Délégués de la France, de l'Angleterre et de la Belgique ont entièrement conformes aux réserves par lesquelles les Gouvernements respectifs ont fait précéder leur adhésion à la Conférence.

La discussion étant close, la Commission est appelée à se prononcer, en première lecture, d'abord sur la partie suivante de la proposition :

„I. Pour le cas où les Gouvernements donneraient suite aux travaux de la Conférence, les dispositions suivantes se recommanderaient.“ Les Etats suivants répondent oui : Allemagne — Autriche — Hongrie — Belgique — Danemark — Grande Bretagne — Italie — Luxembourg — Pays-Bas — Portugal — Suisse. — La France et la Suède s'abstiennent.

Suit le N° 1° : „L'exécution des mesures qui seraient prises dans chaque Etat, sera surveillée par un nombre suffisant de fonctionnaires spécialement qualifiés, nommés par le Gouvernement du pays, et indépendants, aussi bien des patrons, que des ouvriers“.

Les Etats suivants répondent oui : Allemagne — Autriche — Hongrie — Belgique — Danemark — Grande Bretagne — Italie — Luxembourg — Pays-Bas — Portugal — Suisse.

La France et la Suède s'abstiennent.

Le N° 2° est mis aux voix, avec la formule ci-après :

„Les rapports annuels de ces fonctionnaires, publiés par les Gouvernements des divers pays, seraient communiqués par chacun d'eux aux autres Gouvernements.“

Les Etats suivants répondent oui : Allemagne — Autriche — Hongrie — Belgique — Danemark — Grande Bretagne — Italie — Luxembourg — Pays-Bas — Portugal — Suisse.

La France et la Suède s'abstiennent.

Le N° 3° est voté avec cette formule : „Tous les Etats respectifs procéderont périodiquement et, autant que possible dans une forme semblable, à des relevés statistiques, quant aux questions visées dans les délibérations de la Conférence.“

Les Etats suivants répondent oui : Allemagne — Autriche — Hongrie — Belgique — Danemark — Grande Bretagne — Italie — Luxembourg — Pays-Bas — Portugal — Suisse.

La France et la Suède s'abstiennent.

On arrive au N° 4<sup>o</sup> ainsi conçu: „Les Etats participants échangeraient entre eux ces relevés statistiques, ainsi que le texte des prescriptions émises par voie législative ou administrative, et se rapportant aux questions visées dans les délibérations de la Conférence“.

Les Etats suivants répondent oui: Allemagne — Autriche — Hongrie — Belgique — Danemark — Grande Bretagne — Italie — Luxembourg — Pays-Bas — Portugal — Suisse.

La France et la Suède s'abstiennent.

La première partie de la réponse à la deuxième question du programme est mise aux voix dans les termes suivants:

„Il est désirable que, dans des intervalles dont la détermination reste réservée à une résolution à prendre par les Gouvernements respectifs, des Délégués des Etats participants se réunissent en Conférence . . .“

Les Etats suivants répondent oui: Allemagne — Autriche — Hongrie — Danemark — Italie — Luxembourg — Portugal — Suède — Suisse.

Ont répondu non: Belgique — Grande Bretagne — Pays-Bas. La France s'abstient.

La seconde partie de la réponse à la question II du programme, est votée dans la forme suivante:

„ . . . afin de se communiquer réciproquement les observations que les suites données aux délibérations de la Conférence auront suggérées et afin de délibérer sur l'opportunité de les modifier ou de les compléter.“

Les Etats suivants répondent oui: Allemagne — Autriche — Hongrie — Belgique — Danemark — Grande Bretagne — Italie — Luxembourg — Pays-Bas — Portugal — Suisse.

La France et la Suède s'abstiennent.

En passant à la seconde lecture, Monseigneur le Prince-Evêque, Président, prie la Commission de ne plus s'arrêter aux questions de fond, mais de tâcher seulement d'améliorer la rédaction de ses délibérations.

Quelques modifications sont proposées et discutées, et les Délégués Allemands, surtout dans le but de rallier aux vœux proposés l'adhésion de la Grande Bretagne et de la Belgique, présentent une nouvelle formule de la première partie de la réponse à la demande II du programme, concernant les Conférences ultérieures.



Ainsi sont succesivement votées toutes les résolutions proposées à la Commission, et le texte en est arrêté de la manière suivante :

„I. Pour le cas où les Gouvernements donneraient suite aux „travaux de la Conférence, les dispositions suivantes se recom-  
„mandent :

- „a) L'exécution des mesures prises dans chaque Etat sera surveillée par un nombre suffisant de fonctionnaires spécialement qualifiés, nommés par le Gouvernement du pays et indépendants des patrons, aussi bien que des ouvriers.“
- „b) Les rapports annuels de ces fonctionnaires, publiés par les Gouvernements des divers pays, seront communiqués par chacun d'eux aux autres Gouvernements.“
- „c) Chacun de ces Etats procédera périodiquement et, autant que possible dans une forme semblable, à des relevés statistiques, quant aux questions visées dans les délibérations de la Conférence.“
- „d) Les Etats participants échangeront entre eux ces relevés statistiques, ainsi que le texte des prescriptions émises par voie législative ou administrative et se rapportant aux questions visées dans les délibérations de la Conférence.“

„II. Il est désirable que les délibérations des Etats participants se renouvellent, afin de se communiquer réciproquement les observations que les suites données aux délibérations de la présente Conférence auront suggérées et afin d'examiner l'opportunité de les modifier ou de les compléter.“

Ce texte est approuvé, dans les votes succesifs de la deuxième lecture, par les Délégués des Etats suivants : Allemagne — Autriche — Hongrie — Belgique — Danemark — Espagne — Grande Bretagne — Italie — Luxembourg — Pays-Bas — Portugal — Suède — Suisse.

Les Délégués Français s'abstiennent.

Nous avons donc l'honneur de soumettre à la Conférence plénière les délibérations que nous venons de rapporter, et nous constatons, avec une sincère satisfaction, l'accord presque unanime auquel ont abouti les travaux de la Commission, grâce à la sage direction que notre éminent Président a su leur imprimer, et à l'esprit de conciliation qui a dominé les débats. Et, puisque nos efforts devaient tendre surtout à réunir dans une pensée commune tous les Etats représentés à la Conférence, il nous sera permis de remarquer

que l'abstention des Délégués de la France ne les a pas empêchés de s'associer à leurs Collègues, dans les vœux tendant à améliorer la situation de la population ouvrière. Ce noble but, proposé dans Sa haute sagesse par S. M. l'Empereur d'Allemagne, sera atteint, nous n'en doutons pas, et la Conférence de Berlin de 1890 pourra revendiquer l'honneur d'avoir pris l'initiative d'une œuvre de civilisation et de paix sociale.

*Le Rapporteur de la Commission :*

**V. Ellena.**

---



Beilage X.

## Protocole N° 5.

Séance du 27 mars 1890.

Etaient présents :

*Allemagne.*

- Son Excellence M. le Baron de Berlepsch, Ministre du Commerce et de l'Industrie.  
 M. Magdeburg, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce et de l'Industrie.  
 Sa Grandeur Monseigneur le Dr. Kopp, Prince-Evêque de Breslau.  
 M. Reichardt, Directeur au Département des Affaires Etrangères.  
 M. Lohmann, Conseiller Intime Supérieur de Régence.  
 M. le Dr. Hauchecorne, Premier Directeur de l'Académie des Mines, Conseiller Intime des Mines.  
 M. Landmann, Conseiller Supérieur de Régence au Ministère Royal de l'Intérieur de Bavière.  
 M. le Baron Heyl de Herrnsheim, Conseiller Intime de Commerce à Worms.  
 M. Kœchlin, Industriel et Conseiller d'Etat.

*Autriche-Hongrie.*

- M. le Baron Béla Weigelsperg, Conseiller Impérial Royal au Ministère du Commerce.  
 M. le Dr. F. Migerka, Conseiller Impérial Royal au Ministère du Commerce, Inspecteur Général des Fabriques.  
 M. le Baron Auguste de Plappart, Conseiller Impérial Royal au Ministère de l'Intérieur.  
 M. le Dr. Ludwig Haberer, Secrétaire au Ministère Impérial Royal de l'Agriculture.  
 M. le Dr. Jules de Schnierer, Conseiller au Ministère Royal Hongrois du Commerce.

- M. Béla de Graenzenstein, Ingenieur des Mines, Directeur Général de la Régie Royale des Tabacs, Conseiller Ministériel.
- M. Joseph Szterényi, Inspecteur Royal Hongrois de l'Industrie.
- M. le Dr. Schulz, Secrétaire de la Délégation d'Autriche-Hongrie.

*Belgique.*

- M. le Baron Greindl, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.
- M. Victor Jacobs, Ministre d'Etat, Membre de la Chambre des Représentants.
- M. Emile Harzé, Directeur des Mines au Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux Publics.
- M. le Baron A. d'Kint de Roodenbeke, Vice-Président du Conseil Provincial de la Flandre Orientale.

*Danemark.*

- M. C. F. Tietgen, Conseiller d'Etat Intime.
- M. H. Topsøe, Inspecteur Royal des Fabriques, Professeur à l'Académie Militaire.
- M. L. Bramsen, Directeur de compagnies d'assurance.

*Espagne.*

- M. Manuel Fernandez de Castro, Sénateur, Inspecteur Général des Mines.
- M. Vicente Santamaria de Paredes, Député et Directeur Général de l'Instruction Publique.

*France.*

- M. Jules Simon, Sénateur.
- M. Tolain, Sénateur.
- M. Burdeau, Député.
- M. Linder, Vice-Président du Conseil Supérieur des Mines.
- M. Victor Delahaye, Ouvrier mécanicien.
- M. Jacquot, Consul Général de France à Leipzig.
- M. Laporte, Inspecteur Divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures.
- M. Pellé, Ingénieur des Mines.
- M. A. Lebon, Secrétaire de la Délégation Française.



*Grande Bretagne.*

- The Rt. Hon. Sir John Gorst, Membre du Parlement, Sous-Secrétaire d'Etat pour les Indes.
- M. Charles S. Scott, C. B., Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. Britannique en Suisse.
- Sir William H. Houldsworth, Bart., Membre du Parlement d'Angleterre.
- M. David Dale, Esq., Propriétaire de mines.
- M. T. Burt, Membre du Parlement, Secrétaire de l'Association des Mineurs.
- M. T. Birtwistle, Secrétaire de l'Association des Ouvriers de l'industrie textile.
- M. F. H. Whympers, Inspecteur Supérieur des Fabriques.
- M. J. Burnett, Chef de Division au Département du Travail.

*Italie.*

- M. Gerolamo Boccardo, Sénateur et Conseiller d'Etat.
- M. Vittorio Ellena, Député et Conseiller d'Etat.
- M. Luigi Bodio, Directeur Général de la Statistique du Royaume d'Italie.
- M. Bonaldo Stringher, Chef de Division au Ministère des Finances.
- M. Giuseppe Majorana Calatabiano, Professeur à l'Université Royale de Messine, Avocat à la Cour Royale de Cassation de Rome.
- M. Mario Mancini, Rédacteur des Procès-Verbaux de la Chambre des Députés à Rome.

*Luxembourg.*

- M. le Dr. Alexis Brasseur, Député et propriétaire de mines.

*Pays-Bas.*

- M. le Jonkheer F. P. van der Hoeven, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.
- M. le Dr. Snyder van Wissenkerke, Directeur au Ministère de la Justice.
- M. H. W. E. Struve, Inspecteur du Travail.

*Portugal.*

- M. Ernesto Madeira Pinto, Conseiller et Directeur Général du Département du Commerce.

M. J. P. de Oliveira Martins, Administrateur de la Régie des Tabacs ancien Député.

*Suède et Norvège.*

M. W. de Tham, Membre de la Première Chambre de la Diète Suédoise.

M. E. Christie, Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur de Norvège.

M. le Comte de Wrangel, Secrétaire de la Délégation de Suède et Norvège.

*Suisse.*

M. E. Blumer, Landammann du Canton de Glaris.

M. le Dr. F. Kaufmann, Premier Secrétaire du Département Fédéral de l'Industrie.

M. Bonjour, Secrétaire de la Délégation Suisse.

La séance présidée par S. Exc. M. le Baron de Berlepsch, est ouverte à 2<sup>h</sup> 1/2.

Le *Président* ayant fait savoir que les propositions nouvelles dont il a été parlé à la fin de la précédente séance, ont été renvoyées à l'examen des Commissions respectives, Sa Grandeur M<sup>gr</sup> Kopp annonce, au nom de la 2<sup>me</sup> Commission dont il est le Président, que la proposition préparée par la Délégation Allemande sera remplacée par une déclaration à lire au moment du vote.

M. Hauchecorne, d'autre part, informe les Membres de la Commission du travail dans les mines qu'ils auront à se réunir, dès la fin de la présente séance, afin de discuter sur celle de ces propositions qui les concerne.

Le *Président* invite la Conférence à procéder à la discussion générale, et consulte à tour de rôle les Délégations sur la part qu'un Membre de chacune d'elles compterait y prendre.

M. Delahaye, Délégué de la France, demande la parole.

M. Jules Simon fait remarquer auparavant que la Délégation Française n'a pas d'observations à présenter dans la discussion générale, qu'elle a déjà exposé ses vues devant les diverses Commissions, et qu'elle n'aura plus qu'à y ajouter quelques explications au cours des discussions spéciales. Dans ces conditions, M. Delahaye ne parlera qu'en son nom personnel.



M. Delahaye prononce un discours sur le développement de la classe ouvrière au point de vue économique, et demande, en terminant, que ses paroles soient imprimées *in extenso* dans le protocole de la séance, ainsi que le règlement lui en donne le droit.

Le Président prend l'avis de la Conférence au sujet de cette insertion.

M. le Baron Greindl, Délégué de la Belgique, estime qu'il n'est pas permis d'insérer au protocole l'expression d'opinions personnelles; il croit donc que, sans refuser l'impression aux paroles, d'ailleurs très dignes d'attention que l'on vient d'entendre, il conviendrait de les insérer autre part que dans le procès-verbal officiel.

Sa Grandeur M<sup>gr</sup> Kopp fait approuver par l'Assemblée la proposition de joindre ce discours en annexe au protocole. (Voir l'annexe).

M. Delahaye accepte cette offre et en remercie le Président et les Membres de la Conférence.

M. Blumer, Délégué de la Suisse, s'exprime ensuite de la sorte :

„La Délégation Suisse ne présentera dans cette discussion générale qu'une très courte déclaration qui, à son avis, ne doit donner lieu à aucune discussion de la part de la Conférence.

„Voici cette déclaration :

„Le Conseil Fédéral Suisse aurait admis volontiers, dans le projet primitif du programme qu'il avait élaboré pour la Conférence de Berne, la question de la journée maxima de travail. S'il ne l'a pas fait, c'est qu'il redoutait de voir échouer sur ce point son initiative auprès d'un certain nombre de Gouvernements, par lesquels il désirait voir accepter l'invitation à la Conférence. Mais il avait été très heureux de constater que S. M. l'Empereur d'Allemagne avait abordé ce point dans ses reserits du 4 février, comme l'un de ceux à régler par voie internationale. Il a donc regretté de ne plus le retrouver dans le programme définitif du Gouvernement Impérial. La Délégation Suisse, en égard aux motifs qui, à sa connaissance, ont fait abandonner cette partie du programme, n'a pas formulé sur ce point, dans l'une ou l'autre des Commissions, une proposition qui n'aurait pas eu actuellement de chance de succès. Elle tient cependant à déclarer que, profondément convaincue de l'importance et de l'opportunité qu'il y aurait à régler internationalement la journée normale de travail, elle n'a renoncé que

momentanément et à contre-cœur à proposer que cette question fût traitée."

Le *Président* constate que la discussion générale est épuisée, et propose d'ouvrir une discussion spéciale sur chacune des questions développées dans les rapports des Commissions, en suivant l'ordre approuvé, la veille, par l'Assemblée.

En réponse à une interrogation de M. *Jacobs*, Délégué de la *Belgique*, le *Président* ajoute que la Conférence sera invitée à voter séparément sur le préambule et chaque paragraphe des propositions émanant des Commissions.

Les conclusions de la 2<sup>me</sup> Commission sur le repos du dimanche sont, tout d'abord, soumises à l'Assemblée.

Sir *John Gorst*, au nom de la Délégation de la *Grande Bretagne*, prend la parole pour formuler des réserves sur l'ensemble de ces propositions:

Les Délégués de la *Grande Bretagne* sont parfaitement d'accord avec la Commission, quant au premier paragraphe de la résolution relative à l'interdiction du travail du dimanche, mais ils se refusent à admettre les exceptions contenues dans les 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> paragraphes. Les exceptions au repos du dimanche ne peuvent pas, à leur avis, être précisées „a priori“, ou se déterminer selon des principes philosophiques. Car elles auraient ainsi une tendance irrésistible à se multiplier indéfiniment. Nous en avons la preuve dans nos délibérations; il y a trois jours que la 2<sup>me</sup> Commission s'est prononcée sur ces exceptions, et déjà une autre catégorie a été découverte.

„Dans leur opinion, on ne peut pas admettre des exceptions à la légère, et par voie d'abstraction; celles-ci doivent ressortir des résultats fournis par l'expérience pratique de l'activité industrielle dans chaque pays. En suivant un tel système, il n'y a pas à craindre que ces exceptions deviennent trop nombreuses. Elles sont surveillées chez nous, avec une attention jalouse, par les industries moins favorisées, et aussi par les associations ouvrières qui tolèrent, seulement en cas de nécessité, des exceptions au repos du dimanche.“

M. *Christie*, Délégué de la *Norvège*, s'exprime en ces termes:

„La *Norvège* n'ayant pas été représentée à la 2<sup>me</sup> Commission, je demande la permission de faire insérer la déclaration suivante au protocole. La législation norvégienne prescrivant une défense générale du travail du dimanche, je puis sans hésitation accepter pour mon pays toutes les résolutions votées par la 2<sup>me</sup> Commission sur ce point.“



M. Jules Simon tient à résumer les raisons pour lesquelles il s'est déjà prononcé, à titre personnel, en faveur du repos du dimanche. Il a eu l'occasion de soutenir son opinion sur ce point devant le Sénat Français; mais il n'a pas encore réussi à la faire prévaloir, et c'est en vue de ce résultat qu'il a accepté la présidence d'une association, formée en France, pour obtenir le repos dominical.

Sa Grandeur M<sup>gr</sup> Kopp explique que la Commission, dont il était le Président, a dû souvent restreindre l'expression de ses vœux, afin de concilier d'une manière plus complète les différentes opinions en présence. La Délégation Allemande, ajoute-t-il, se réserve, d'ailleurs, de formuler une déclaration spéciale, quand la Conférence en viendra à l'examen des exceptions à admettre au repos du dimanche.

Le Président met aux voix le préambule ainsi conçu:

„Il est désirable, sauf les exceptions et délais nécessaires dans chaque pays . . .“,

Adopté à l'unanimité.

Puis, le 1<sup>er</sup> paragraphe de la 1<sup>re</sup> question: „qu'un jour de repos par semaine soit assuré aux personnes protégées;“

Adopté à l'unanimité.

Le 2<sup>me</sup> paragraphe: „qu'un jour de repos soit assuré à tous les ouvriers de l'industrie;“

Adopté à l'unanimité, mais avec les réserves ou explications suivantes:

de M. le Ministre d'Etat Jacobs, au nom de la Belgique:

„Le vote de la Belgique est affirmatif. Permettez-moi d'en résumer les motifs en peu de mots.

„Assurer aux ouvriers un jour de repos hebdomadaire et fixer ce jour de la façon qui leur convient le mieux, c'est-à-dire au dimanche, ce n'est pas seulement le désir du Gouvernement Belge, c'est le but qu'il s'efforce d'atteindre dans la mesure des pouvoirs qu'il tient de la loi.

„Les Gouvernements parlementaires sont esclaves de la constitution et des lois de leur pays; ils ne peuvent souscrire des engagements contraires aux prescriptions constitutionnelles ou aux principes servant de base à la législation. De là, comme l'explique le rapport de M. le Landammann Blumer, l'impossibilité où se trouve le Gouvernement Belge de poursuivre, par voie d'autorité, la réalisation des vœux exprimés dans les paragraphes 2, 3 et 4.

„La Délégation Belge n'eût donc pu s'associer à ces vœux dans leur forme primitive et, si la rédaction que dominaient les mots „*par la loi*“ avait été maintenue, le vote négatif du Gouvernement Belge lui eût, aux yeux d'un grand nombre, donné l'apparence d'un adversaire du repos dominical, alors qu'il en est partisan.

„Vous avez compris ce que cette situation eût eu d'étrange, et vous avez arrêté le texte des paragraphes 2, 3 et 4 sur lequel nous avons à voter, dans des termes qui permettent au Gouvernement Belge d'y adhérer; je vous en remercie en son nom.“

De la part de l'*Espagne*:

„Les Délégués de l'Espagne qui n'ont pu assister à toutes les séances de la 2<sup>me</sup> Commission, sont disposés à voter affirmativement le 2<sup>me</sup> paragraphe de la 1<sup>re</sup> question, qui déclare qu'il est désirable, sauf les exceptions et les délais nécessaires dans chaque pays, qu'un jour de repos soit assuré à tous les ouvriers de l'industrie, mais sous la réserve qu'ils entendent que ce repos sera assuré par des conventions privées, par l'action de l'Etat sur les ouvriers employés dans les travaux publics, ou par tout autre moyen qui n'impose pas *a fortiori* le jour de repos aux ouvriers adultes, qui veulent travailler, dans les établissements privés.“

De la part des *Pays-Bas*:

„La Délégation Néerlandaise fait observer que la loi néerlandaise n'a pas réglé le travail des ouvriers adultes masculins; par conséquent, elle se réfère à la déclaration faite à ce sujet devant la 2<sup>me</sup> Commission.“

De la part du *Portugal*:

„La Délégation du Portugal approuve les conclusions 2, 3 et 4 du rapport sur le travail du dimanche, avec les réserves faites au sein de la Commission, concernant les ouvriers adultes.“

Le Luxembourg déclare se joindre à la déclaration de la Belgique.

Le 3<sup>me</sup> paragraphe: „*que ce jour de repos soit fixé au dimanche pour les personnes protégées*;“

Adopté à l'unanimité, mais avec la réserve suivante de la part des *Pays-Bas*:

„La Délégation Néerlandaise fait observer que la loi néerlandaise permet aux personnes appartenant à un culte n'observant pas le dimanche comme jour de repos, de fixer le repos hebdomadaire à un autre jour établi par leur culte, de sorte que la Délégation se réfère à la déclaration faite à ce sujet devant la 3<sup>me</sup> Commission.“



Le 4<sup>me</sup> paragraphe: „que ce jour de repos soit fixé au dimanche pour tous les ouvriers de l'industrie.“

Adopté à l'unanimité.

L'Espagne et le Portugal se réfèrent aux réserves déjà exprimées.

Le Délégué du Luxembourg déclare qu'il émet un vote affirmatif, sous les réserves faites en Commission, au sujet de la défense édictée par la constitution luxembourgeoise de régler le repos du dimanche par voie législative.

La Délégation de l'Italie annonce qu'elle fera une déclaration finale pour motiver son vote.

La France s'abstient.

Le Président met aux voix la 2<sup>me</sup> question qui se subdivise en deux paragraphes.

„Des exceptions sont admissibles:

- a) à l'égard des exploitations qui exigent la continuité de la production pour des raisons techniques ou qui fournissent au public des objets de première nécessité, dont la fabrication doit être quotidienne;“

La Conférence adhère à l'unanimité, sauf la Grande Bretagne, qui s'abstient.

L'Allemagne croit devoir interpréter la portée du paragraphe dont il s'agit, en estimant „que l'exception a) s'étend aux travaux indispensables pour assurer la régularité des exploitations.“

M. le Ministre d'Etat Jacobs, au nom de la Belgique, explique son vote affirmatif:

„La rédaction proposée énumère certaines exceptions à la règle du repos dominical, exceptions qui sont déclarées admissibles.

„La Délégation Belge n'y fait pas d'objection, aucune de ces exceptions n'étant inadmissible à ses yeux, mais ce vote favorable — j'ai à peine besoin de le dire — n'implique aucune adhésion à la réglementation du repos dominical par voie d'autorité.“

Le Président met aux voix le 2<sup>me</sup> paragraphe:

- b) à l'égard des exploitations qui, par leur nature, ne peuvent fonctionner que dans des saisons déterminées ou qui dépendent de l'action irrégulière des forces naturelles.

„Il est désirable que, même dans les établissements de cette catégorie, chaque ouvrier ait un dimanche libre sur deux.“

Le vote a lieu séparément sur chaque alinéa; tous deux sont adoptés à l'unanimité. La *Grande Bretagne* s'abstient dans les deux scrutins, et l'*Espagne* répète la réserve sus-mentionnée.

La *France*, par l'intermédiaire de M. Tolain, fait entendre la déclaration suivante:

„La France est d'avis que des exceptions sont nécessaires, mais, dans les 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> paragraphes, ces exceptions sont présentées sous une forme qui comprend aussi bien les adultes que les personnes protégées, c'est-à-dire les enfants et les filles mineures.

„Or, nous avons en France une loi, celle de 1874, qui interdit pour les enfants et d'une manière absolue, le travail du dimanche, sauf une unique exception, celle relative au nettoyage des chaudières pour machines à vapeur.

„Nous ne pouvons donc admettre les vœux qui viennent d'être formulés que comme un minimum, et nous tenons à constater que notre législation actuelle assure dores et déjà aux enfants et aux filles mineures une protection beaucoup plus efficace.

„Sous ces réserves, nous adoptons l'ensemble du vœu N° 2.“

La *Suisse* s'associe à l'opinion émise par la France.

Le *Président* soumet au vote le 3<sup>me</sup> paragraphe:

„Dans le but de déterminer les exceptions à des points de vue similaires, il est désirable que leur réglementation soit établie par suite d'une entente entre les différents Gouvernements.“

Dix Etats sont favorables à l'adoption, la France s'abstient; quatre votes négatifs sont émis (*Belgique — Espagne — Grande Bretagne — Italie*).

M. Jacobs justifie en ces termes le vote de la *Belgique*:

„Le vote négatif de la Belgique repose sur deux motifs: le repos dominical ne peut, en Belgique, être réglementé par voie d'autorité; en fût-il autrement, les exceptions devraient être déterminées d'après les nécessités du pays, nécessités dont la législature nationale doit rester seule juge.“

La Délégation *Italienne* donne alors connaissance du texte de la déclaration annoncée par M. Boccardo:

„Sur les problèmes concernant l'interdiction du travail du dimanche, la Délégation Italienne doit noter que les conséquences techniques d'une telle interdiction n'ont pas encore été suffisamment étudiées, et qu'en tout cas, plusieurs exceptions seraient nécessaires. Ces exceptions, vu leur multiplicité, la variété de la matière et sa



mutabilité continuelle, devraient, au moins pour un certain temps, être arrêtées par des règlements faits par le pouvoir exécutif de chaque Etat. C'est dans ce sens que la Délégation Italienne a donné son vote affirmatif aux propositions précédentes, considérées comme marquant une tendance vers un but qui ne peut pas être atteint dès aujourd'hui.

„En outre, la Délégation Italienne doit confirmer ce qu'elle a déjà déclaré au sein de la Commission, c'est-à-dire que, dans les réponses à la 1<sup>re</sup> question, on ne saurait voir aucun engagement à régler par la loi le repos hebdomadaire. Et c'est également pour cette raison que la Délégation Italienne doit voter *non* sur la 3<sup>me</sup> question.“

Le *Président* ouvre la discussion spéciale au sujet des résolutions contenues dans le rapport sur le travail des enfants et des jeunes gens.

Sir John Gorst, au nom de la Délégation de la *Grande Bretagne*, prononce le discours suivant:

„Les Délégués de la Grande Bretagne sont d'avis que la Conférence ne devrait pas prendre sur elle la responsabilité d'admettre que la limite d'âge, pour le travail des enfants dans les pays méridionaux, fût fixée à 10 ans. La limite à 12 ans a été généralement adoptée par la Conférence, en considération des exigences du développement physique, moral et intellectuel des enfants.

„C'est notamment parce que des délais plus restreints ne suffiraient pas pour donner l'instruction primaire nécessaire et pour faire de bons citoyens, que ces premières années de la vie devraient être consacrées à l'éducation. Si les pays méridionaux sont d'avis que, dans les conditions qui leur sont spéciales, il est possible d'abrégé cette période pour les enfants, ils devraient adopter d'eux-mêmes des mesures dans ce sens, et ne pas rejeter sur la Conférence la responsabilité d'une sanction internationale.

„Les Délégués de la Grande Bretagne, quoiqu'ils sympathisent entièrement avec les motifs qui ont inspiré la 4<sup>me</sup> proposition, à savoir que les enfants doivent tout d'abord satisfaire aux prescriptions concernant l'instruction primaire, constatent avec regret qu'ils ne peuvent pas voter cet article dans sa forme actuelle, à cause de la législation qui régit leur pays. Le „Factory Act“ ne prescrit aux enfants aucune condition préalable d'instruction primaire; mais, comme garantie de la bonne éducation dans les familles d'ouvriers, il est absolument défendu aux parents et aux patrons de faire travailler un enfant, sauf sous la condition qu'il soit instruit dans une

école primaire pendant la moitié de la journée, ou pendant toute la durée d'un jour sur deux. Il en résulte que les enfants insuffisamment instruits, du moment qu'ils entrent dans les établissements industriels, sont obligés de continuer à fréquenter les écoles, où ils reçoivent l'éducation qui leur manque. Ce système, qui s'appelle le „half-time system“, a produit de très bons résultats pendant plus de 40 ans, et nous ne voulons pas le changer d'une manière inconsiderée; c'est par là, ainsi que par les dispositions de l'„Education Act“, que nous croyons atteindre effectivement le but visé par la Conférence, et c'est aussi pourquoi nous ne pouvons pas voter la 4<sup>me</sup> résolution, telle qu'elle est rédigée.

„Les Délégués de la Grande Bretagne ont voté les vœux de la 3<sup>me</sup> Commission limitant le travail journalier des enfants, des jeunes ouvriers, et des femmes; ils auraient même voulu les étendre davantage. Ils sont d'avis que les dispositions du „Factory and Workshops Act 1878“ satisfont à tous les vœux de la Conférence, tout en présentant quelques différences dans les détails. Nous nous permettons de rappeler à la Conférence que notre „Act“ anglais est le produit d'une expérience de près d'un siècle, et qu'il est, pour ainsi dire, une espèce de traité, entre les patrons et les ouvriers, conclu par l'intermédiaire du Gouvernement.

„Selon les dispositions de cet Act, les travaux des enfants, des jeunes ouvriers et des femmes sont limités, avec une précaution minutieuse, à certaines heures déterminées de la façon la plus détaillée. Les intervalles nécessaires pour le repos et le „half-holiday“ du samedi sont prescrits dans toutes les industries, d'après le système suivant:

„Les enfants ne travaillent, dans aucune industrie, pendant plus de 60 heures en quinze jours, et, dans les industries textiles, pendant 56 heures  $\frac{1}{2}$  seulement. Ce qui fait une moyenne de 5 heures par jour pour les premiers, et de moins encore pour les autres; mais il est possible qu'un enfant de plus de 13 ans acquière prématurément le „status“ d'un jeune ouvrier, s'il a satisfait aux conditions de l'instruction primaire.

„Les jeunes ouvriers et les femmes ne travaillent que 60 heures par semaine, et dans les industries textiles, pendant 56 heures  $\frac{1}{2}$  seulement. Ce qui fait une moyenne de 10 heures par jour dans les unes et de moins encore dans les autres.

„Nous pouvons prendre l'engagement pour la Grande Bretagne que notre Gouvernement, fidèle à ce qu'il a fait dans le passé, se conformera résolument dans l'avenir, si même il ne les devance, aux principes bienfaisants de la Conférence.“



M. Boccardo rappelle que, devant la 3<sup>me</sup> Commission, les Délégués de l'Italie ont donné les raisons pour lesquelles l'admission des enfants dans les fabriques doit précéder de deux années au moins, pour les pays méridionaux, l'âge adopté pour les pays du nord. Du reste, les instructions formelles du Gouvernement obligent la Délégation à subordonner à cette condition son vote dans toutes les questions qui concernent le travail des enfants et des jeunes ouvriers.

La Conférence passe au vote sur les sept articles de la 1<sup>re</sup> résolution.

„Il est désirable:

- 1<sup>o</sup> que les enfants des deux sexes n'ayant pas atteint un certain âge, soient exclus du travail dans les établissements industriels;“

Adopté à l'unanimité.

- 2<sup>o</sup> „que cette limite d'âge soit fixée à 12 ans, sauf pour les pays méridionaux où cette limite serait de 10 ans.“

Sur la proposition du Président, la Conférence décide de procéder à un vote distinct pour chacune des deux parties de la phrase. Le Délégué d'Italie, en présence de cette division, croit devoir réserver son vote.

La 1<sup>re</sup> partie de l'article est adoptée à l'unanimité, sauf trois abstentions (*Danemark — Espagne — Suisse*). Les Délégués de la Suisse déclarent que leur pays, ayant proposé 14 ans, ne peut voter la présente résolution.

La 2<sup>me</sup> partie est adoptée à la majorité de 8 voix contre 2 (*Grande Bretagne — Suisse*).

Se sont abstenus la Belgique, le Danemark, la France, la Suède et la Norvège.

M. Jacobs explique que la Belgique, qui avait voté affirmativement dans la Commission, s'est abstenue, après réflexion, faute d'éléments suffisants pour apprécier la situation des pays méridionaux.

M. Burdeau, au nom des Représentants Français, fait savoir que la Délégation s'est abstenue, parce que la France n'a pas d'intérêt dans la question, et qu'elle se borne à constater le vœu exprimé par les pays méridionaux.

3<sup>o</sup> „que ces limites d'âge soient les mêmes pour tout établissement industriel et qu'il ne soit admis sous ce rapport aucune différence.“

Adopté à l'unanimité.

La Délégation Autrichienne tient à constater qu'elle ne considère comme „établissements industriels“, selon les lois de son pays, que les fabriques et les usines.

4<sup>o</sup> „que les enfants aient préalablement satisfait aux prescriptions concernant l'instruction primaire;“

Adopté à la majorité de 11 voix contre deux (Danemark — Grande Bretagne). Se sont abstenus la Belgique et les Pays-Bas.

La Délégation du Danemark désire exprimer les raisons qui l'obligent à voter contre cette résolution :

„Selon la loi sur l'instruction primaire en vigueur en Danemark, on élèverait actuellement, par une telle stipulation, la limite d'âge jusqu'à la 13<sup>me</sup>, et même, dans beaucoup de cas, jusqu'à la 14<sup>me</sup> année.“

La Grande Bretagne motive son vote négatif par la résolution de maintenir le „half-time system“.

M. Jacobs présente, au nom de la Délégation Belge, les explications suivantes :

„Rien dans le programme de la Conférence ne permettait de prévoir que des questions relatives à l'instruction primaire y seraient soulevées. C'est un premier motif de l'abstention des Délégués Belges.

„Il en est un second : la disposition qui nous occupe ne peut se rapporter qu'aux pays qui ont introduit dans leur législation l'instruction obligatoire ; elle ne concerne donc pas la Belgique, qui poursuit le développement de l'instruction primaire par l'action féconde de la liberté.“

Les mêmes raisons sont fournies pour justifier l'abstention des Pays-Bas.

5<sup>o</sup> „que les enfants au-dessous de 14 ans révolus ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche;“

Adopté à l'unanimité.

La Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas se réfèrent aux réserves déjà faites au sujet du repos du dimanche.

Le Délégué Italien renouvelle la réserve formulée au paragraphe 2, relativement à toutes les limites d'âge qui doivent être adoptées pour les pays méridionaux.



6° „que leur travail effectif ne dépasse pas six heures par jour et soit interrompu par un repos d'une demi-heure au moins;“

Adopté à la majorité de 11 voix contre 3 (Belgique — Italie — Pays-Bas). La Hongrie s'est abstenue.

L'Autriche motive son vote affirmatif, en se référant aux raisons données devant la Commission et qui sont contenues dans le rapport.

Au nom de la Délégation Belge, M. Jacobs donne l'explication suivante de son vote négatif:

„Une loi belge toute récente veut que la durée du travail des enfants de 12 à 16 ans soit fixée par le Roi, dans un délai de trois ans, après avoir pris l'avis des conseils de conciliation, des députations permanentes et du conseil supérieur d'hygiène; la loi suppose que la durée du travail différera suivant la nature des occupations et les nécessités des industries, professions et métiers.

„Les Délégués Belges se mettraient en opposition avec la loi de leur pays si, devant l'expérience prescrite, ils s'associaient à la proposition de limiter à 6 heures la durée du travail des enfants de 12 à 14 ans.

„Les mêmes raisons justifient leurs votes contraires au paragraphe 2 de la série de résolutions relatives aux jeunes ouvriers, et au paragraphe 2 de celle relative aux femmes.“

L'Italie et les Pays-Bas rappellent, au sujet de leur vote négatif, les déclarations contenues dans le rapport.

7° „que les enfants soient exclus des occupations insalubres ou dangereuses, ou n'y soient admis que sous certaines conditions protectrices.“

Adopté à l'unanimité.

La Conférence aborde la discussion spéciale sur la résolution concernant le travail des jeunes ouvriers dans les établissements industriels, et passe immédiatement au vote.

„Il est désirable:

1° „que les jeunes ouvriers des deux sexes de 14 à 16 ans ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche.“

Adopté à la majorité de 14 voix contre une (Italie), le Luxembourg se référant à la réserve concernant le repos du dimanche.

2° „que leur travail effectif ne dépasse pas dix heures par jour et soit interrompu par des repos d'une durée total d'une heure et demie au moins;“

Adopté à la majorité de 10 voix contre 3 (*Belgique — Italie — Pays-Bas*). So sont abstenus l'*Autriche*, pour les motifs contenus dans le rapport, de même que la *Hongrie* et les *Pays-Bas*.

3<sup>o</sup> „que des exceptions soient admises pour certaines industries;“

Adopté à la majorité de 14 voix contre une (*Suisse*).

M. *Boccardo*, pour la Délévation *Italienne* déclare que parmi les exceptions dont il s'agit, les Délégués Italiens ont visé particulièrement l'industrie de la filature de la soie. Cette déclaration s'applique aussi aux autres délibérations de la Conférence.

4<sup>o</sup> „que des restrictions soient prévues pour les occupations particulièrement insalubres ou dangereuses;“

Adopté à l'unanimité.

5<sup>o</sup> „qu'une protection soit assurée aux jeunes garçons de 16 à 18 ans, en ce qui concerne:

- a) une journée maxima de travail,
- b) le travail de nuit,
- c) le travail du dimanche,
- d) leur emploi dans des occupations particulièrement insalubres ou dangereuses.“

Sur la proposition du *Président*, la *Conférence* procède à des votes distincts sur le préambule et les quatre subdivisions.

Pour la *Belgique*, M. *Jacobs* déclare:

„La loi belge fixe à 16 ans l'extrême limite de la protection légale accordée aux jeunes ouvriers du sexe masculin. Cette loi date d'hier. La Conférence comprendra que les Délégués Belges ne puissent s'en écarter.“

Le préambule et la subdivision a) sont adoptés par 12 voix contre 3 (*Belgique — Italie — Pays-Bas*).

L'*Allemagne* émet, au sujet de la subdivision a) un vote affirmatif, mais sous la réserve que la restriction de la journée de travail n'ait lieu que pour des motifs hygiéniques, et que cette restriction ne dépasse pas celle prévue pour la journée des femmes et filles âgées de plus de 21 ans.

La subdivision b) est adoptée à la majorité de 10 voix contre 3 (*Belgique — Italie — Pays-Bas*). Se sont abstenues l'*Autriche* et la *Hongrie*, celle-ci se référant aux motifs exposés devant la Commission.



La subdivision c) est adoptée par 12 voix contre 3 (*Belgique — Luxembourg — Pays-Bas*); ce dernier Etat explique son vote négatif, en déclarant que le travail du dimanche en *Hollande* n'est pas interdit aux personnes masculines au-dessus de l'âge de 16 ans par les lois sur le travail, ce qui n'empêche pas que la loi sur le repos de dimanche interdit en général, avec quelques exceptions, le travail public pendant ce jour.

La subdivision d) est adoptée par 14 voix contre celle des *Pays-Bas*.

M. Jules Simon déclare que la *France* adhère à ce vœu, sous réserve des observations qu'elle aura à présenter, lorsqu'il s'agira des mines, pour qu'il n'y ait point contradiction entre les deux votes.

La résolution concernant le travail des femmes dans les établissements industriels, est soumise à l'examen de la Conférence.

La Délégation du *Portugal* renouvelle les réserves et les déclarations qui ont été faites par elle devant la Commission, au sujet des femmes âgées de plus de 21 ans.

M. Jules Simon fait remarquer que la rédaction proposée réunit deux questions, où les votes ont été différents en Commission et peuvent l'être en séance plénière: ce qui concerne les filles et femmes mineures de 21 ans, et ce qui concerne les femmes adultes. La *France*, pour sa part, vote *oui* sur le 1<sup>er</sup> point, *non* sur le second. Il demande la division.

Sur une observation présentée par M. Jacobs, disant que le vote relatif au dimanche fait double emploi avec les votes déjà émis sur les propositions de la 2<sup>me</sup> Commission, la Conférence décide que la question du dimanche, étant résolue, sera écartée de la discussion et du vote, et approuve la division demandée par M. Jules Simon.

On passe au vote sur les divers paragraphes:

„Il est désirable:

1<sup>o</sup> a) „que les filles et les femmes de 16 à 21 ans ne travaillent pas la nuit;“

Adopté à l'unanimité. L'*Espagne* s'abstient.

1<sup>o</sup> b) que les filles et les femmes de plus de 21 ans ne travaillent pas la nuit.“

Adopté à la majorité de 8 voix contre 5 (*Belgique — Espagne — France — Italie — Portugal*). Se sont abstenus le *Danemark* et la *Suède*.

L'explication donnée par M. *Jacobs* au sujet de son vote négatif, est la suivante :

„La résolution proposée limite la durée du travail des femmes, quel que soit leur âge. La loi Belge du 13 décembre 1889 repose sur le principe de la liberté du travail des personnes majeures, quel que soit leur sexe. Les Délégués Belges se mettraient en opposition avec la loi de leur pays, en assimilant la femme majeure à la femme mineure; leur vote est négatif.“

L'*Espagne* a voté également contre la proposition, parce que ses Délégués croient qu'il convient d'assurer une certaine protection aux filles et aux femmes de plus de 16 ans, en ce qui concerne le travail de nuit et du dimanche, mais qu'on ne doit pas porter atteinte à la liberté d'action de celles qui jouissent de leur pleine capacité juridique.

2<sup>o</sup> „que leur travail effectif ne dépasse pas onze heures par jour et qu'il soit interrompu par des repos d'une durée totale d'une heure et demie au moins.“

Adopté par 9 voix contre 2, (*Belgique — Italie*). \*Se sont abstenus le *Danemark*, l'*Espagne*, la *Hongrie* et le *Portugal*.

La *France* approuve, sous réserve de la distinction qu'elle a posée entre les mineures et les adultes.

La *Grande Bretagne*, tout en votant *oui*, regrette que la résolution ne soit pas conçue dans un sens assez largement protecteur.

Les *Pays-Bas* se réfèrent aux réserves faites devant la Commission, quant à la durée totale du temps de repos.

La *Suède* approuve également, mais avec une réserve relative aux femmes au-dessus de 21 ans. La *Norvège* approuve, avec la même réserve.

3<sup>o</sup> „que des exceptions soient admises pour certaines industries;“

Adopté à la majorité de 13 voix contre celle de la *Suisse*, le *Portugal* s'étant abstenu.

4<sup>o</sup> „que des restrictions soient prévues pour les occupations particulièrement insalubres ou dangereuses;

5<sup>o</sup> que les femmes accouchées ne soient admises au travail que quatre semaines après leur accouchement.“

Ces deux derniers paragraphes sont adoptés à l'unanimité.



Le *Président* annonce que le rapport de la Commission sur le travail dans les mines n'est pas encore prêt, et demande si la Conférence ne voudrait pas procéder immédiatement à l'examen des vœux émis par la 4<sup>me</sup> Commission.

M. *Tolain* fait observer qu'il conviendrait de n'aborder cette discussion qu'après avoir entendu tous les autres rapports.

Le *Danemark* se prononce dans le même sens.

A la demande de M. *Santamaria*, qui reproduit les réserves qu'il a faites dans les Commissions, le *Président* déclare que les rapports des Commissions formeront les annexes des protocoles des séances. Il fait enfin accepter par la Conférence la fixation d'une nouvelle réunion plénière au lendemain, à 11<sup>h</sup> du matin.

La séance est levée à 5<sup>h</sup>.

(Folgen die Unterschriften der Konferenzmitglieder  
und des Sekretariats.)

## Discours

de

M. Delahaye, Délégué du Gouvernement Français.

---

Monsieur le Président, Messieurs les Délégués,

Au moment où s'ouvre la discussion sur un sujet intéressant tout particulièrement les ouvriers, je vous demande la permission d'exposer aussi brièvement que possible le résultat de mon expérience sur les conditions et les besoins des travailleurs.

Pendant les quatorze cents ans du moyen-âge, les moyens de transport et de communication étaient peu étendus, la production était restreinte et limitée aux besoins locaux. Chaque travailleur était propriétaire de son modeste outillage, il recevait la valeur intégrale du produit de son travail. Le travail salarié était un cas exceptionnel et temporaire, il y avait seulement un salarié pour dix patrons. (Aujourd'hui la proportion est renversée; aux Etats-Unis d'Amérique, dans les Iles Britanniques, en France il y a en moyenne douze salariés pour un patron.) Dans toute l'Europe, ces petits patrons vivant du produit de leur travail, étaient directement intéressés à ne pas prolonger d'une manière excessive la journée de travail. Pour élever leur famille, se garantir contre les incertitudes du lendemain et des accidents de la vieillesse, ils maintenaient le prix de la main-d'œuvre et les tarifs corporatifs dans un rapport correspondant au prix des subsistances. Comme il n'y avait qu'un salarié pour dix patrons, chaque salarié avait la certitude de succéder à l'un d'eux.

Dans ces conditions, les transactions, l'entente et les relations industrielles et sociales étaient faciles et durables; les grèves, les coalitions libres, les mises à l'index, les *lockouts* et les *boycotts* étaient inconnus ou exceptionnels. Le travail était naturellement



modéré; les relations entre le travail et le capital, étant exceptionnellement dissociées, n'étaient pas et ne pouvaient pas être antagonistes. La certitude du lendemain et la dignité étaient assurées. Telle a été la situation des travailleurs et la manière d'envisager l'égalité économique pendant quatorze cents ans.

Est-ce à dire que je voudrais voir rétablir la petite industrie et son complément nécessaire, les maîtrises et les jurandes? Non, je suis au contraire convaincu que c'est impossible. Dans l'ordre économique, ce serait vouloir substituer des moyens médiocres et insuffisants de productivité à la merveilleuse puissance de surproduction de la grande industrie moderne.

Pour améliorer d'une manière effective et durable le sort des travailleurs, pour faire cesser les crises périodiques de surproduction devenues aussi meurtrières que les famines de l'antiquité, je pense qu'il faut une organisation industrielle ayant pour base les nouveaux moyens de production de la grande industrie moderne. C'est par une *législation internationale du travail* que cet important *désideratum* sera progressivement réalisé. Tel est depuis un demi-siècle le vœu toujours renouvelé des ouvriers d'Europe et d'Amérique dans tous les Congrès nationaux et internationaux.

La présence, à la Conférence Internationale de Berlin, de Délégués venus de presque toutes les nations européennes, en est une autre affirmation de la plus haute importance. On peut dire, sans crainte d'être taxé d'exagération, que nous assistons en ce moment à l'évolution dans les faits et dans les institutions de cette grande pensée contemporaine: „La nature vaincue par la science“. Elle va faire de l'homme le maître de sa propre destinée, elle va donner à ses lois, à ses progrès, à la réglementation du travail, à la production et à la répartition des produits, une direction consciente, une organisation voulue en rapport avec les besoins nouveaux et les nécessités économiques présentes.

Depuis la fin du XVIII<sup>me</sup> siècle, date de la naissance de la grande industrie, les forces productives, les grands moyens de transport et de communication se sont tellement développés, la production s'est tellement accrue au-dessus des besoins de la consommation que, pour s'en faire une idée, nous donnons les exemples suivants:

Dans l'industrie cotonnière, il y a actuellement cent millions de broches à filer le coton en Europe et en Amérique. Aujourd'hui 188,000 travailleurs suffisent pour mettre en mouvement cet immense outillage; il y a un siècle, il aurait fallu cent millions de travailleurs pour obtenir le même résultat, c'est-à-dire que chaque personne produisait 530 fois plus aujourd'hui qu'autrefois.

En agriculture, où les progrès mécaniques ont été plus lents, la charrue à vapeur dont la dépense par heure et par force de cheval est d'environ cinq centimes, fait le travail de cent laboureurs.

En ce qui concerne les moyens de transport, autrefois la vitesse moyenne des diligences était de 8 kilomètres à l'heure, celle des bateaux à voiles de 6; aujourd'hui la vitesse des chemins de fer est de 80 kilomètres et celle des bateaux à vapeur de 25. Aujourd'hui on vient de Paris à Berlin en 20 heures, avant l'invention des chemins de fer il fallait de 60 à 70 jours.

Avec les moyens de communication télégraphiques et téléphoniques, les peuples les plus éloignés peuvent communiquer en quelques minutes.

Pour ce qui est de l'accroissement des forces productives, il y a actuellement cinquante millions de chevaux-vapeur sur la planète; c'est une augmentation de force mécanique équivalente à celle d'un milliard de travailleurs.

En présence de cette prodigieuse augmentation des forces mécaniques qui ont plusieurs fois centuplé les besoins de la consommation journalière, il semblait naturel d'accroître les loisirs des travailleurs et surtout, ceux des enfants et des jeunes gens, pour leur permettre de s'instruire, de se perfectionner dans les arts et les sciences, et enfin, comme conséquence, d'augmenter leur bien-être sous toutes les formes. Il n'en est pas ainsi; les enfants, les jeunes ouvriers, les ouvrières sont surmenés par une prolongation excessive de la journée de travail dans certains pays; dans d'autres, les travailleurs de tout âge sont complètement privés d'un jour de repos par semaine. Isolément, toutes les nations hésitent à réduire la durée de la journée de travail par crainte de la concurrence universelle, bien qu'avec le machinisme moderne, l'expérience ait surabondamment démontré que ce sont les pays où la journée de travail est la plus courte qui atteignent le maximum de productivité: que ce sont ces pays qui produisent dans les meilleures conditions de bon marché, qui sont les plus prospères et les concurrents les plus redoutés sur les marchés du monde entier. En dehors des considérations économiques, physiques et humaines, de beaucoup les plus importantes, ce sont les hésitations et les craintes des nations industrielles qui me paraissent rendre si désirable *une entente collective entre elles, pour réduire et régler la durée du travail dans les établissements industriels.*

Outre l'augmentation si considérable de la productivité et des forces productives, la richesse sociale s'est aussi accrue et accumulée dans un rapport correspondant, comme l'indique le tableau suivant emprunté à la statistique décennale des Etats-Unis de l'Amérique du Nord.



Tableau décennal de la situation industrielle aux Etats-Unis de 1850 à 1880. \*)

Ce tableau fait connaître pour chacune des années correspondantes le nombre des ateliers (1), la valeur annuelle des produits industriels (2), la totalité des travailleurs salariés (3), que l'accroissement des travailleurs salariés est en raison inverse du nombre des ateliers et en raison directe de l'accumulation de la richesse nationale (4), la totalité du capital engagé dans l'industrie (5), le capital moyen nécessaire à chaque travailleur pour se procurer l'outillage moderne (6).

Périodes décennales.	Nombre des ateliers et manu- factures.	Valeur rectifiée des produits industriels fabriqués pendant les années correspondantes.	Totalité des tra- vailleurs salariés.	Accroissement des salariés en raison inverse des patrons.	Totalité du capital engagé dans l'outillage, les immeubles et les matières premières.	Capital nécessaire à chaque travailleur pour acquérir l'outillage.
	1	2	3	4	5	6
1850	123,025	6,114,657,696.00	958,070	7	5,550,682,782	5,887
1860	140,433	11,315,170,056.00	1,311,246	9	10,411,450,115	8,739
1870	252,148	21,584,859,754.20	2,053,996	8	23,493,843,656	11,438
1880	253,852	27,922,000,000.00	2,732,596	10,7	32,172,900,000	11,770

\*) Tenth Census of the United States, Statistics of manufactures 1880. Washington.

Par l'examen de ce tableau on voit que de 1850 à 1880 le nombre des ateliers n'a fait que doubler. La colonne N° 2 montre que la valeur de la production rectifiée a quadruplé, et la colonne N° 5 indique que l'accroissement du capital a sextuplé. De ces observations on déduit que les moyens de production modernes tendent à se concentrer de plus en plus dans un petit nombre de mains.

Si l'on divise les nombres de travailleurs de la colonne 3 par ceux de la colonne 4 correspondants, les quotients 7, 9, 8 et 11 expriment qu'avec le développement du machinisme, le nombre des travailleurs salariés s'accroît dans un rapport inversement proportionnel au nombre des ateliers. Ainsi, en 1850, il n'y a qu'une moyenne de 7 salariés pour chaque établissement industriel; en 1860, il y en a 9; en 1880, il y en a 11; c'est le contraire qu'on observe dans la colonne N° 5, le nombre des salariés s'accroît dans un rapport direct à l'augmentation du capital engagé dans l'outillage industriel; et l'épargne des ouvriers diminue en raison de l'accumulation de la richesse sociale.

Examinons l'épargne des ouvriers britanniques. D'après, M. Robert Giffen, chef de la statistique, en voici l'estimation:

Cette épargne a été soigneusement calculée d'après les statistiques des sociétés de construction d'habitations ouvrières, des caisses d'épargne, des sociétés coopératives, des Trade Unions, des sociétés de secours mutuels et de prévoyance, elle a été trouvée égale à trois milliards de francs; comparée à l'épargne appropriée par les classes riches des Îles Britanniques qui est estimée à 212 milliards de francs, c'est relativement peu.

D'après le même auteur, l'accumulation de la richesse annuelle, c'est-à-dire, le produit net et disponible de la production, est de six milliards de francs. Cette somme est le double de l'épargne totale des travailleurs britanniques. De ces diverses observations il résulte que, sans l'intervention gouvernementale, l'ouvrier est de plus en plus pauvre, de plus en plus surmené.

Ce n'est pas tout; voici deux autres faits pris sur le vif, de beaucoup plus tangibles et plus accessibles.

Il s'agit de l'épargne même, déposée par les ouvriers britanniques et les ouvriers français dans les caisses d'épargne.

Les deux tableaux ci-dessous montrent que pendant la dernière période de 45 à 50 ans, l'épargne personnelle a diminué de 41 à 50 %.



**Tableau comparatif**  
**du nombre des déposants et des sommes déposées dans les caisses**  
**d'épargne britanniques (saving banks) en 1831 et 1881. \*)**

	1831	1881
Nombre des dépositaires . . .	429,000	4,140,000
Totalité des épargnes déposées .	342,375,252 fr.	2,258,352,525 fr.
Epargne moyenne par personne .	800 fr.	475 fr.
Diminution de l'épargne par personne . .	325 fr.	
Taux de la diminution par personne . . .	41 %	

**Tableau comparatif**  
**du nombre des déposants et des sommes déposées dans les caisses**  
**d'épargne françaises en 1835 et 1880 (Statistique de la France).**

	1835	1880
Nombre des déposants . . .	121,527	3,841,104
Totalité des épargnes déposées .	62,185,676 fr.	1,280,202,694 fr.
Epargne moyenne par personne .	511 fr.	333 fr.
Diminution de l'épargne par personne . .	278 fr.	
Taux de la diminution par personne . . .	50 %	

Ces tableaux montrent, à première vue, que pour un tiers environ des ouvriers britanniques, c'est-à-dire, pour une fraction relativement et temporairement dans l'aisance, l'épargne personnelle qui était en 1831 de 800 fr. est tombée, en 1881, à 475 fr. C'est une diminution de 325 fr. par personne, soit de 41 %. Pour le tiers environ des ouvriers français, c'est-à-dire, pour une fraction relativement et temporairement dans l'aisance, l'épargne personnelle qui était en 1835 de 511 fr., est tombée en 1880 à 333 fr. C'est une diminution de 278 fr. par personne, soit 50 %.

D'où l'on peut conclure, à mesure que se développent les grands établissements de production, d'échange, de transport et de communication, abstraction faite des crises de surproduction et de leur conséquences, d'une part que la richesse sociale s'accroît dans un rapport prodigieux et s'accumule dans les mains d'une minorité de plus en plus restreinte; d'autre part, que parmi les ouvriers, il y en a un tiers dont l'épargne décroît de plus en plus, tandis que la grande majorité se trouve privée de toute ressource, et qu'elle est condamnée à toutes les incertitudes du lendemain.

\*) Essays in finance. Londres, 1884.

La Délégation Française a été envoyée ici avec un mandat déterminé dans lequel elle entend se renfermer. Ce n'est donc pas en ma qualité de Délégué, mais en mon nom personnel, que je déclare que *je suis et reste partisan d'une législation internationale du travail ayant pour objet l'amélioration du sort des travailleurs.*

V. Delahaye, Ouvrier mécanicien,  
Délégué du Gouvernement de la République Française.

Fait à Berlin, le 19 mars 1890.

Conformément à l'article 7 du Règlement de la Conférence Internationale de Berlin, je demande très respectueusement, à Monsieur le Président et à Messieurs les Délégués, l'insertion *in extenso* de mon travail.

---



Beilage XII.

## Protocole N° 6.

Séance du 28 mars 1890.

Etaient présents:

*Allemagne.*

- Son Excellence M. le Baron de Berlepsch, Ministre du Commerce et de l'Industrie.  
M. Magdeburg, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce et de l'Industrie.  
Sa Grandeur Monseigneur le Dr. Kopp, Prince-Evêque de Breslau.  
M. Reichardt, Directeur au Département des Affaires Etrangères.  
M. Lohmann, Conseiller Intime Supérieur de Régence.  
M. le Dr. Hauchecorne, Premier Directeur de l'Académie des Mines  
Conseiller Intime des Mines.  
M. Landmann, Conseiller Supérieur de Régence au Ministère Royal de l'Intérieur de Bavière.  
M. le Baron Heyl de Herrnsheim, Conseiller Intime de Commerce à Worms.  
M. Kœchlin, Industriel et Conseiller d'Etat.

*Autriche-Hongrie.*

- M. le Baron Bela Weigelsperg, Conseiller Impérial Royal au Ministère du Commerce.  
M. le Dr. F. Migerka, Conseiller Impérial Royal au Ministère du Commerce, Inspecteur Général des Fabriques.  
M. le Baron Auguste de Plappart, Conseiller Impérial Royal au Ministère de l'Intérieur.  
M. le Dr. Ludwig Haberer, Secrétaire au Ministère Impérial Royal de l'Agriculture.

- M. le Dr. Jules de Schnierer, Conseiller au Ministère Royal Hongrois du Commerce.
- M. Bela de Graenzenstein, Ingénieur des Mines, Directeur Général de la Régie Royale des Tabacs, Conseiller Ministériel.
- M. Joseph Szterényi, Inspecteur Royal Hongrois de l'Industrie.
- M. le Dr. Schulz, Secrétaire de la Délégation d'Autriche-Hongrie.

*Belgique.*

- M. le Baron Greindl, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.
- M. Victor Jacobs, Ministre d'Etat, Membre de la Chambre des Représentants.
- M. Emile Harzé, Directeur des Mines au Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux Publics.
- M. le Baron A. t'Kint de Roodenbeke, Vice-Président du Conseil Provincial de la Flandre Orientale.

*Danemark.*

- M. C. F. Tietgen, Conseiller d'Etat Intime.
- M. H. Topsøe, Inspecteur Royal des Fabriques, Professeur à l'Académie Militaire.
- M. L. Bramsen, Directeur de compagnies d'assurance.

*Espagne.*

- M. Manuel Fernandez de Castro, Sénateur, Inspecteur Général des Mines.
- M. Vicente Santamaria de Paredes, Député et Directeur Général de l'Instruction Publique.

*France.*

- M. Jules Simon, Sénateur.
- M. Tolain, Sénateur.
- M. Burdeau, Député.
- M. Linder, Vice-Président du Conseil Supérieur des Mines.
- M. Victor Delahaye, Ouvrier mécanicien.
- M. Jacquot, Consul Général de France à Leipzig.
- M. Laporte, Inspecteur Divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures.



M. Pellé, Ingénieur des Mines.

M. A. Lebon, Secrétaire de la Délégation Française.

*Grande Bretagne.*

The Rt. Hon. Sir John Gorst, Membre du Parlement, Sous-Secrétaire d'Etat pour les Indes.

M. Charles S. Scott, C. B., Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. Britannique en Suisse.

Sir William H. Houldsworth, Bart., Membre du Parlement d'Angleterre.

M. David Dale, Esq., Propriétaire de mines.

M. T. Burt, Membre du Parlement, Secrétaire de l'Association des Mineurs.

M. T. Birtwistle, Secrétaire de l'Association des Ouvriers de l'industrie textile.

M. F. H. Whympers, Inspecteur Supérieur des Fabriques.

M. J. Burnett, Chef de Division au Département du Travail.

*Italie.*

M. Gerolamo Boccardo, Sénateur et Conseiller d'Etat.

M. Vittorio Ellena, Député et Conseiller d'Etat.

M. Luigi Bodio, Directeur Général de la Statistique du Royaume d'Italie.

M. Bonaldo Stringher, Chef de Division au Ministère des Finances.

M. Giuseppe Majorana Calatabiano, Professeur à l'Université Royale de Messine, Avocat à la Cour Royale de Cassation de Rome.

M. Mario Mancini, Rédacteur des Procès-Verbaux de la Chambre des Députés à Rome\*).

*Luxembourg.*

M. le Dr. Alexis Brasseur, Député et propriétaire de mines.

*Pays-Bas.*

M. le Jonkheer F. P. van der Hoeven, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.

M. le Dr. Snyder van Wissenkerke, Directeur au Ministère de la Justice.

M. H. W. E. Struve, Inspecteur du Travail.

---

\*) MM. Stringher, Majorana Calatabiano, Mancini étaient présents comme Secrétaires de la Délégation Italienne.

*Portugal.*

- M. Ernesto Madeira Pinto, Conseiller et Directeur Général du Département du Commerce.  
 M. J. P. de Oliveira Martins, Administrateur de la Régie des Tabacs, ancien Député.

*Suède et Norvège.*

- M. W. de Tham, Membre de la Première Chambre de la Diète Suédoise.  
 M. E. Christie, Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur de Norvège.  
 M. le Comte de Wrangel, Secrétaire de la Délégation de Suède et Norvège.

*Suisse.*

- M. le Dr. F. Kaufmann, Premier Secrétaire du Département Fédéral de l'Industrie.  
 M. Bonjour, Secrétaire de la Délégation Suisse.

La séance est ouverte à 11<sup>h</sup>, sous la présidence de S. Exc. M. le Baron de Berlepsch.

Le *Président* invite la Conférence à procéder à une discussion d'ensemble sur les résolutions qui lui sont soumises par la Commission des mines.

M. *Hauchecorne*, Délégué de l'Allemagne, donne quelques explications sur les documents émanant de cette Commission, dont il a présidé les travaux. Un rapport sommaire avait été déjà distribué, quand la Belgique a demandé qu'une modification fût introduite dans la rédaction de la proposition a) de la 3<sup>me</sup> question; il a donc fallu que la Commission tint une réunion supplémentaire pour discuter sur la formule nouvelle qui lui était soumise.

Elle a approuvé l'addition après „institutions de prévoyance“ des mots „et de secours organisées conformément aux mœurs de chaque pays et . . . .“ Elle a profité de cette occasion pour rectifier la proposition e) de la même question, en supprimant les mots „réunis en associations“, ainsi que „et réciproquement“. (Voir le rapport supplémentaire de la Commission des mines, annexes N<sup>o</sup> 1 et N<sup>o</sup> 1 a.) C'est sur le texte ainsi modifié que la discussion peut s'engager. De plus, la Commission a jugé utile de rédiger un compte-rendu analytique de ses délibérations, afin de faire mieux connaître les raisons qui l'ont déterminée dans ses résolutions. (Voir l'annexe N<sup>o</sup> 2.)



Au nom de la M. *Suède*, de *Tham* prend la parole :

„Comme je n'ai pas eu l'occasion d'assister aux délibérations de la 1<sup>re</sup> Commission chargée de l'examen de la question du travail dans les mines, je tiens à déclarer, en séance plénière, que la législation suédoise concorde dans les parties principales avec les résolutions votées par la 1<sup>re</sup> Commission, et que, par conséquent, je puis, pour ma part, adhérer à celles-ci.“

Au nom du *Portugal*, M. de *Oliveira Martins* fait la déclaration suivante :

„La Délégation du *Portugal*, quoique n'ayant pas été représentée à la Commission des mines, adopte néanmoins les conclusions de ladite Commission, sous réserve des droits des ouvriers des deux sexes, qui, ayant atteint avec la majorité la plénitude de leurs droits civils, ne peuvent pas être soumis à des lois protectrices.“

La discussion étant épuisée, le *Président* annonce que la Conférence va passer au vote.

M. *Tietgen* annonce que la Délégation du *Danemark* s'abstiendra, d'une manière générale, dans toutes les questions relatives aux mines, l'industrie minière n'existant pas dans son pays.

Le paragraphe a) de la 1<sup>re</sup> question est mis aux voix :

„Il est désirable :

„a) que la limite inférieure de l'âge, auquel les enfants peuvent être admis aux travaux souterrains dans les mines, soit progressivement élevée, à mesure que l'expérience en aura prouvé la possibilité, à 14 ans révolus.“

Adopté par 13 voix. — Se sont abstenus le *Danemark* et l'*Espagne*.

M. le Baron *Greindl* fait la déclaration suivante, au nom de la *Belgique* :

„Les Délégués Belges ont pu s'associer au vœu de l'interdiction des travaux souterrains des mines aux enfants de moins de quatorze ans, parce que ce vœu est formulé de manière à écarter l'idée d'un changement prématuré ou irréfléchi, nuisible à l'industrie charbonnière.“

„Une loi toute récente a fixé, en Belgique, à douze ans l'âge auquel il est permis aux enfants de descendre dans les mines. C'est le maximum de ce que l'état actuel de notre industrie comporte. Nous ne pouvons apprendre que par la pratique de cette loi, s'il

nous sera possible ou non d'accomplir plus tard un nouveau progrès. De tous les pays qui possèdent des gisements houillers, la Belgique est celui où le travail est le plus difficile et où la production par tête d'ouvrier est la moindre. Dans l'intérêt même des ouvriers, il importe donc de ne toucher aux conditions économiques de l'exploitation qu'avec une extrême prudence. Avant que nous ne puissions songer à reculer l'âge de l'entrée des enfants dans les mines, il faut que l'expérience nous ait démontré que cette mesure n'apporterait pas, dans le recrutement des mineurs et dans l'exploitation des mines belges, une perturbation dont les travailleurs seraient les premières victimes."

M. Linder, Délégué de la France, prend la parole en ces termes :

„Les Délégués de la France votent *oui* avec des réserves :

„Tout en adhérant en principe au vœu qui vise la limite de 14 ans, ils expriment des réserves en raison des besoins du recrutement des apprentis mineurs, et pour mettre hors de cause le cas des enfants qui se trouveraient avoir atteint, avant 14 ans, un développement intellectuel et physique suffisant, constaté par des certificats légaux. — Ils considèrent que la formule adoptée donne satisfaction à cette réserve.

„D'autre part, ils font remarquer qu'en fixant à 14 ans la limite désirable de l'admission des jeunes garçons dans les travaux souterrains des mines, on écarte implicitement toute interprétation contraire du paragraphe d) du 5<sup>o</sup> de la résolution concernant le travail des jeunes ouvriers dans les établissements industriels. — Les Délégués Français complètent dans ce sens la réserve qu'ils ont formulée."

M. Boccardo, Délégué de l'Italie, entend réserver son vote jusqu'après l'adoption du second alinéa.

Le Président met aux voix le second alinéa de ce même paragraphe :

„Toutefois, pour les pays méridinaux, cette limite serait de 12 ans."

Adopté par 10 voix contre une (Grande Bretagne); il y a 4 abstentions (Belgique — Danemark — France — Suisse).

Le Président demande si la Délégation Italienne est disposée maintenant à donner son vote sur la première partie de l'article.

M. Boccardo répond affirmativement.

M. Burdeau motive ainsi le vote de la Délégation Française :



„La France s'abstient, non qu'elle ait aucune objection à élever à cet égard, mais parce que, n'ayant pas d'intérêt direct dans la question, elle se borne à donner acte du vœu exprimé par les pays méridionaux.“

Le paragraphe 6) ainsi rédigé:

„que le travail sous terre soit défendu aux personnes du sexe féminin“,

est adopté à l'unanimité, avec une abstention (Danemark).

La Belgique, en émettant son vote, se réfère aux raisons, contenues dans le rapport de la Commission.

M. Santamaria, Délégué de l'Espagne, ayant voulu présenter une observation personnelle, le *Président* lui fait observer qu'il ne peut plus prendre la parole qu'au nom de la Délégation tout entière, et l'invite à déposer ses réserves au Secrétariat, qui se chargera de les annexer au protocole de la séance. (Voir l'annexe N° 3.)

Le *Président* met aux voix le vœu en réponse à la 2<sup>me</sup> question, lequel est ainsi formulé:

„Que, dans le cas, où l'art des mines ne suffirait pas pour éloigner tous les dangers d'insalubrité provenant des conditions naturelles ou accidentelles de l'exploitation de certaines mines ou de certains chantiers de mine, la durée du travail soit restreinte.“

„Le soin est laissé à chaque pays d'assurer ce résultat par voie législative ou administrative, ou par accord entre les exploitants et les ouvriers, ou autrement, selon les principes et la pratique de chaque nation.“

Les deux parties de ce vœu sont adoptées à l'unanimité, avec l'abstention du Danemark.

Sont mis successivement aux voix les cinq paragraphes du vœu relatif à la 3<sup>me</sup> question:

- „a) Que la sécurité de l'ouvrier et la salubrité des travaux soient assurées par tous les moyens dont dispose la science et placées sous la surveillance de l'Etat;
- „b) que les ingénieurs chargés de diriger l'exploitation soient exclusivement des hommes d'une expérience et d'une compétence technique dûment constatées;
- „c) que les relations entre les ouvriers mineurs et les ingénieurs de l'exploitation soient les plus directes possible pour avoir un caractère de confiance et de respect mutuels;
- „d) que les institutions de prévoyance et de secours, organisées conformément aux mœurs de chaque pays et destinées à

garantir l'ouvrier mineur et sa famille contre les effets de la maladie, des accidents, de l'invalidité prématurée, de la vieillesse et de la mort, institutions qui sont propres à améliorer le sort du mineur et à l'attacher à sa profession, soient de plus en plus développées;

- „e) que, dans le but d'assurer la continuité de la production du charbon, on s'efforce de prévenir les grèves. L'expérience tend à prouver que leur meilleur moyen préventif consiste à ce que les patrons et les mineurs s'engagent volontairement, dans tous les cas où leur différends ne pourraient pas être résolus par une entente directe, à recourir à la solution par l'arbitrage.“

Tous sont adoptés à l'unanimité; le Danemark s'abstient.

Le *Président* ouvre la discussion sur les vœux présentés par la 4<sup>me</sup> Commission et concernant la mise à exécution des propositions de la Conférence.

M. Jules<sup>\*</sup> Simon demande la parole et prononce un discours, dont voici l'analyse:

„Je crois utile d'expliquer pourquoi la France s'est abstenue dans toutes les questions comprises dans la VI<sup>me</sup> partie du programme général. M. Ellena a bien voulu constater dans son rapport que cette abstention n'avait pas empêché les Délégués Français „de s'associer à leurs Collègues dans les vœux tendant à améliorer la situation de la population ouvrière.“ Nous l'en remercions. Notre abstention sur le point spécial qui nous occupe en ce moment, a, en effet, pour cause unique les instructions que nous avons reçues de notre Gouvernement, et ces instructions sont motivées par le désir d'établir une distinction précise entre l'expression des opinions formulées par un jury compétent, comme l'est la Conférence, et les négociations que la diplomatie pourra ouvrir par la suite.

„Quant au fond même des questions posées à la Conférence, il y a longtemps que la France s'est préoccupée de les résoudre. Nos lois sur le travail des enfants et des femmes contiennent les dispositions suivantes: l'âge d'admission des enfants est fixé à 12 ans, et très exceptionnellement à 10 ans; la durée de la journée de travail ne peut dépasser six heures pour les enfants de 10 à 12 ans, non plus que pour ceux de 12 à 15 ans qui n'ont pas obtenu le certificat d'études primaires; le travail de nuit et du dimanche est interdit jusqu'à 16 ans pour les garçons, jusqu'à 21 ans pour les filles et les femmes. Un projet actuellement en élaboration dans les Chambres va plus loin encore dans la voie de la protection: l'âge d'admission



des enfants est élevé à 13 ans sans aucune exception; la journée de travail est limitée à 10 heures jusqu'à 18 ans pour les garçons, jusqu'à 21 pour les filles; le travail du dimanche est interdit jusqu'à 16 ans pour les garçons et jusqu'à 21 pour les filles.

„Un autre vœu exprimé par la Conférence a déjà reçu satisfaction en France: nous possédons un corps d'inspecteurs qui surveillent l'exécution des prescriptions légatives sur le travail des enfants et des femmes, et qui assurent la protection de l'enfant *jusque dans les ateliers*, alors même que l'atelier ne possède qu'un unique ouvrier. Ce corps se compose aujourd'hui de 21 inspecteurs divisionnaires et de 70 inspecteurs départementaux; tout récemment, le département de la Seine a créé à ses frais treize emplois d'inspectrices.

„Il résulte de ce court exposé de la législation française, que la France ne protège jusqu'ici que les enfants, les jeunes ouvriers et les femmes mineures de 21 ans. Sans doute, une loi de 1848 fixe à un maximum de 12 heures la journée de travail des adultes, et les femmes majeures y sont naturellement soumises; mais on ne peut dire que la loi soit rigoureusement appliquée. Sans doute encore, le projet actuellement en discussion limite le travail effectif des femmes majeures à onze heures; mais il n'est pas absolument certain que cette dernière disposition soit adoptée, et, si l'on peut voir dans ce projet un indice des tendances actuelles de l'opinion, on ne peut cependant pas le considérer comme acquis dans ceux de ces articles qui ne concernent pas les enfants et les filles mineures.

„La France, en effet, n'a jamais abordé qu'avec une extrême réserve la réglementation du travail des adultes. Cette réserve s'explique dans l'état de nos mœurs et de nos institutions politiques. Nous avons le culte de la liberté individuelle et plutôt que de réglementer l'usage qu'en font nos citoyens, nous préférons leur donner tous les instruments nécessaires pour se servir utilement de leurs droits. C'est ainsi que nous avons fait des efforts considérables pour répandre l'instruction parmi les adultes comme parmi les enfants, que nous avons puissamment développé les institutions de crédit et de prévoyance, et que nous avons assuré aux ouvriers, par la loi sur les syndicats professionnels, la faculté d'associer et de combiner leurs efforts, au lieu de les laisser isolés les uns des autres, et par conséquent dans un état d'infériorité et de faiblesse.

„Tel est le caractère spécial de notre législation; elle est dominée par cette pensée que le progrès s'accomplit par la liberté. La même pensée a dicté nos votes au sein de la Conférence: nous nous sommes montrés très ardents pour la protection des mineurs; nous nous sommes abstenus, quand il s'agissait des majeurs.

„Vous me pardonnerez de terminer ces observations par un mot personnel, qu'autorise peut-être un passé consacré tout entier à la défense de la cause, qui nous réunit ici. Nous poursuivons un but moral aussi bien qu'un but matériel; ce n'est pas seulement dans l'intérêt physique de la race humaine que nous nous efforçons d'arracher l'enfant, l'adolescent, la femme à un labeur excessif; c'est aussi pour que la femme soit rendue à son foyer, l'enfant à sa mère auprès de laquelle seule il peut trouver les leçons d'amour et de respect qui font le citoyen; nous avons voulu faire une halte dans la voie de démoralisation, où le relâchement des liens de famille conduit l'esprit humain.“

Monseigneur *Kopp* prononce ensuite ces paroles:

„Je me permets de m'associer, en quelques mots, au discours de l'honorable M. Jules Simon. Mes fonctions m'amènent à me préoccuper avant tout des intérêts religieux, moraux et spirituels; mais elles ne m'empêchent pas de me soucier aussi des progrès de notre économie nationale. La question sociale touche, en effet, de très près à celles de la religion et de la morale. C'est pourquoi je suis profondément reconnaissant à Sa Majesté l'Empereur, mon Auguste Souverain, de m'avoir envoyé dans cette illustre Assemblée.

„Nous nous sommes efforcés, comme vient de le dire M. Jules Simon, d'améliorer la situation de la famille. Celle-ci est à la fois la base de la société et le centre d'éducation où se forment toutes les vertus sociales et religieuses. Si cette cellule primitive, pour emprunter à M. le Délégué de la Belgique une des expressions de son rapport, est atteinte, l'organisme entier souffrira.

„Nous avons cherché à reconstituer la vie de famille en rétablissant le repos du dimanche, afin de permettre à l'ouvrier de rentrer à son foyer domestique, à la femme d'y reprendre sa place, en même temps que son rôle d'éducatrice de l'enfance. Nous avons aussi voulu protéger la jeune ouvrière contre la dévastation physique et morale. Tels sont les grands problèmes qui nous ont occupés.

„Mais ces problèmes sont si graves, si délicats, si compliqués, qu'il faut en poursuivre la solution, non pas seulement par des considérations théoriques, mais aussi par une étude attentive de la vie pratique. Le chemin sera long à parcourir avant d'atteindre le but tant désiré; il faut s'y avancer avec énergie et courage, mais aussi avec prévoyance et circonspection.

„Nous soumettrons nos travaux à l'appréciation de nos Gouvernements respectifs, qui auront à pourvoir à la réalisation de nos vœux.



„Mais quelles que soient les suites, quel que soit le succès de nos travaux, l'unanimité des sentiments qui nous ont inspirés, l'esprit de conciliation qui a régné parmi nous, l'application soutenue qui a été déployée, ont donné à nos réunions un caractère propre à faire naître partout la confiance et à créer entre nous un lien qui, je l'espère, sera durable.“

M. *Jacobs* s'exprime en ces termes :

„Je n'aurai pas la témérité d'ajouter quoique ce soit aux nobles paroles de M<sup>rs</sup> Kopp et de M. Jules Simon; je veux laisser la Conférence sous l'impression profonde qu'elles ont produite. Mais on pourrait induire des motifs d'abstention de la France que les pays qui votent les résolutions proposées consentent à s'engager sur le terrain diplomatique. Telle n'est pas la pensée de la Belgique. La question posée pouvait faire naître la pensée qui a inspiré les instructions données à MM. les Délégués Français, mais la réponse faite ne peut être ainsi interprétée. Les Délégués de Belgique et de France traduisent donc par des votes quelque peu différents une pensée commune.“

M. *de Tham*, Délégué de la Suède, fait la déclaration suivante :

„J'ai été empêché en grande partie par les travaux de la 3<sup>me</sup> Commission d'assister aux délibérations de celle qui s'occupait de la mise à exécution des dispositions adoptées par la Conférence, et, ainsi, je n'ai pas eu l'occasion d'émettre mon avis sur la question. C'est pourquoi j'ai demandé la parole pour adhérer aux résolutions proposées par la Commission, avec cette réserve pourtant que la surveillance sur l'exécution des mesures prises pour réaliser les vœux de la Conférence soit attribuée exclusivement au Gouvernement de chaque Etat, et qu'aucune immixtion d'un pouvoir étranger ne soit admise.“

M. *de Castro* ajoute que l'Espagne ne croit pas nécessaire de s'étendre pour expliquer son vote sur les questions qui se rapportent à la VI<sup>me</sup> section du programme général, ayant, pour émettre un vote affirmatif, les mêmes motifs que ceux que M. *Jacobs* vient d'énoncer au nom de la Belgique.

M. *Christie* s'exprime dans ces termes :

„La Norvège n'ayant pas été représentée dans la 4<sup>me</sup> Commission, je demande qu'il soit consigné au protocole que je crois pouvoir adhérer pour mon pays aux résolutions adoptées par la Commission. Un projet de loi, présenté par le Gouvernement Norvégien au Storting de cette année, propose l'institution d'inspec-

teurs du travail, comme ceux dont il est fait mention dans la résolution de la 4<sup>me</sup> Commission.<sup>4</sup>

La Conférence procède alors à un vote distinct sur le préambule et sur chacun des paragraphes de la I<sup>re</sup> résolution, qui sont successivement adoptés, ainsi que sur la II<sup>me</sup> résolution; le tout est adopté à l'unanimité des voix, avec l'abstention de la France, dans la teneur suivante:

*„I. Pour le cas où les Gouvernements donneraient suite aux travaux de la Conférence, les dispositions suivantes se recommandent:*

- „a) L'exécution des mesures prises dans chaque Etat sera surveillée par un nombre suffisant de fonctionnaires spécialement qualifiés, nommés par le Gouvernement du pays et indépendants des patrons, aussi bien que des ouvriers.*
- „b) Les rapports annuels de ces fonctionnaires, publiés par les Gouvernements des divers pays, seront communiqués par chacun d'eux aux autres Gouvernements.*
- „c) Chacun de ces Etats procédera périodiquement et, autant que possible dans une forme semblable, à des relevés statistiques, quant aux questions visées dans les délibérations de la Conférence.*
- „d) Les Etats participants échangeront entre eux ces relevés statistiques, ainsi que le texte des prescriptions émises par voie législative ou administrative et se rapportant aux questions visées dans les délibérations de la Conférence.*

*„II. Il est désirable que les délibérations des Etats participants se renouvellent, afin que ceux-ci se communiquent réciproquement les observations que les suites données aux délibérations de la présente Conférence auront suggérées, et afin d'examiner l'opportunité de les modifier ou de les compléter.”*<sup>4</sup>

M. Reichardt demande à présenter à la Conférence quelques explications complémentaires: il annonce, d'abord, que les épreuves correctes et définitives des Protocoles 5 et 6 ne seront sans doute pas prêtes en temps utile pour que les Délégués puissent y apposer leur signature. Sur la proposition qu'il en fait, l'Assemblée approuve l'idée de laisser à ceux des Délégués qui résident à Berlin, les pouvoirs nécessaires pour signer valablement ces documents.

En outre, il rappelle que, conformément à l'usage adopté en pareille circonstance, un protocole final, contenant l'ensemble des



résolutions votées par la Conférence, sera préparé et présenté à la signature des Délégués.

Le *Président*, après avoir invité un Membre de chaque Délé-  
gation à venir sans retard s'entendre avec lui sur les termes à  
adopter pour la rédaction de cet acte final, déclare que la séance  
est levée, et que la dernière réunion plénière de la Conférence aura  
lieu le 29 mars, à 2 heures.

(Folgen die Unterschriften der Konferenzmitglieder  
und des Sekretariats.)

---

Beilage XIII.

Annexe N° 1 au Protocole N° 6.

## Rapport supplémentaire

de la

## Commission du travail dans les mines.

La Commission des mines s'est réunie en séance le 27 mars 1890, pour délibérer sur la modification demandée par la Belgique à la rédaction de la proposition *d* de la réponse à la 3<sup>me</sup> question du programme.

Cette proposition consiste à insérer, après le mot „prévoyance“, les mots „et de secours organisées conformément aux traditions et aux mœurs de chaque pays et“.

Après délibération, la proposition *d* a été libellée comme suit :

*d*) que les institutions de prévoyance et de secours organisées conformément aux mœurs de chaque pays et destinées à garantir l'ouvrier mineur et sa famille contre les effets de la maladie, des accidents, de l'invalidité prématurée, de la vieillesse et de la mort, institutions qui sont propres à améliorer le sort du mineur et à l'attacher à sa profession, soient de plus en plus développées ;

La Commission a profité de cette occasion pour rectifier dans les termes suivants la proposition *e*) de la 3<sup>me</sup> question :

*e*) que, dans le but d'assurer la continuité de la production du charbon, on s'efforce de prévenir les grèves. L'expérience tend à prouver que le meilleur moyen préventif consiste à ce que les patrons et les mineurs s'engagent volontairement dans tous les cas où leurs différends ne pourraient pas être résolus par une entente directe, à recourir à la solution par l'arbitrage.

Berlin, le 27 mars 1890.

*Le Rapporteur de la Commission :*

E. Harzé.



Beilage XIV.

Annexe N° 1a au Protocole N° 6.

**Rapport**

de la

**Commission du travail dans les mines.**

Amendé dans la séance du 27 mars.

La Commission, présidée par M. Hauchecorne, a examiné les trois questions de son programme libellées comme suit:

*1<sup>re</sup> question. Le travail sous terre, doit-il être défendu:*

- a) aux enfants au-dessous d'un certain âge;*
- b) aux personnes du sexe féminin?*

*2<sup>me</sup> question. La journée de travail dans les mines offrant des dangers pour la santé, doit-elle être soumise à des restrictions?*

*3<sup>me</sup> question. Pourra-t-on dans l'intérêt public, pour assurer la continuité de la production du charbon, soumettre le travail dans les houillères à un règlement international?*

Malgré quelques divergences de principes, la Commission, animée de sentiments de conciliation, a émis, le plus souvent à la suite d'amendements apportés à des propositions primitives, et sous le bénéfice de quelques réserves et abstentions indiquées plus loin, les vœux ci après :

*Il est désirable:*

*(Sur la 1<sup>re</sup> question)*

- a) Que la limite inférieure de l'âge, auquel les enfants peuvent être admis au travaux souterrains dans les mines, soit progressivement élevée, à mesure que l'expérience en aura prouvé la possibilité, à 14 ans révolus.*

*Toutefois, pour les pays méridionaux, cette limite serait celle de 12 ans.*

- b) Que le travail sous terre soit défendu aux personnes du sexe féminin.*

*(Sur la 2<sup>me</sup> question)*

*Que dans les cas où l'art des mines ne suffirait pas pour éloigner tous les dangers d'insalubrité provenant des conditions naturelles ou accidentelles de l'exploitation de certaines mines ou de certains chantiers de mine, la durée du travail soit restreinte.*

*Le soin est laissé à chaque pays d'assurer ce résultat par voie législative ou administrative, ou par accord entre les exploitants et les ouvriers, ou autrement, selon les principes et la pratique de chaque nation.*

*(Sur la 3<sup>me</sup> question)*

- a) Que la sécurité de l'ouvrier et la salubrité des travaux soient assurées par tous les moyens dont dispose la science, et placées sous la surveillance de l'Etat ;*
- b) que les ingénieurs chargés de diriger l'exploitation soient exclusivement des hommes d'une expérience et d'une compétence technique dûment constatées ;*
- c) que les relations entre les ouvriers mineurs et les ingénieurs de l'exploitation soient le plus directes possible pour avoir un caractère de confiance et de respect mutuels ;*
- d) que les institutions de prévoyance et de secours organisées conformément aux mœurs de chaque pays et destinées à garantir l'ouvrier mineur et sa famille contre les effets de la maladie, des accidents, de l'invalidité prématurée, de la vieillesse et de la mort, institutions qui sont propres à améliorer le sort du mineur et à l'attacher à sa profession, soient de plus en plus développées ;*
- e) que, dans le but d'assurer la continuité de la production du charbon, on s'efforce de prévenir les grèves. L'expérience tend à prouver que le meilleur moyen préventif consiste à ce que les patrons et les mineurs s'engagent volontairement, dans tous les cas où leurs différends ne pourraient pas être résolus par une entente directe, à recourir à la solution par l'arbitrage.*

**Observations justificatives et réserves.**

*1<sup>re</sup> question. a) Une limite inférieure de l'âge d'admission du jeune ouvrier dans les travaux intérieurs des mines se justifie par des considérations de protection de l'enfance. Avant d'aborder la carrière des mines, l'enfant doit acquérir un développement intellectuel et physique suffisant.*



Il ne peut être question de mesures d'application immédiate. D'autre part, les difficultés du recrutement et de l'apprentissage doivent être envisagées.

La Belgique vient de modifier sa législation du travail des femmes et des enfants. Aussi considérant que c'est chez elle que la productivité par ouvrier est de beaucoup la plus faible, entend-elle ne toucher aux conditions économiques de son industrie charbonnière qu'avec une extrême prudence et conséquemment après un essai suffisant de sa nouvelle législation qui fixe l'âge minimum d'admission de l'enfant dans les mines à 12 ans pour le travail de jour, à 14 ans pour le travail de nuit. La pratique de la loi constituera une expérience qu'il est indispensable de faire, avant d'aller plus loin.

Les Délégués Belges ont tenu aussi à spécifier la portée du mot „possibilité“. Dans leur esprit, il ne peut s'agir d'une possibilité *absolue*, c'est-à-dire d'une absence d'inconvénients dans un pays déterminé, mais bien d'une possibilité *relative*, spéciale à chaque pays; en d'autres termes, il ne serait question d'élever un jour l'âge d'entrée dans les mines que là où cette mesure n'exercerait, au moment où elle serait prise, aucune influence nuisible au recrutement des houilleurs et à l'exploitation des mines.

Les Délégués de la France, de leur côté, tout en adhérant en principe au vœu qui vise la limite de 14 ans, ont exprimé des réserves en raison des besoins actuels de recrutement des apprentis-mineurs et aussi pour mettre hors de cause le cas des enfants qui se trouveraient avoir atteint, avant 14 ans, un développement intellectuel et physique suffisant, constaté par des certificats légaux.

Ils considèrent que la formule adoptée donne satisfaction à cette double réserve.

Les Délégués de l'Espagne et de l'Italie ont demandé que la limite inférieure de l'âge d'admission soit abaissée à 12 ans pour les pays méridionaux, l'adolescence dans ces contrées étant précoce. La limite d'âge légale étant actuellement de 9 ans pour l'Espagne et de 10 ans pour l'Italie, en consentant à un relèvement de cette limite jusqu'à 12 ans, ils pensent donner un gage de leur esprit de progrès.

Le vote sur cet abaissement de l'âge a recueilli 9 adhésions et 2 abstentions (France et Grande Bretagne). La France s'est abstenue, non qu'elle ait aucune objection à élever à cet égard, mais parce qu'étant désintéressée dans la question, elle se borne à donner acte du vœu exprimé par les pays méridionaux. La Grande Bretagne a déclaré ne pouvoir accepter la responsabilité de refuser aux

enfants de ces pays le bénéfice de l'élévation de la limite d'âge à 14 ans.

b/ Le labeur minier, en imprégnant la jeune fille d'une rudesse presque masculine, la prépare mal à son futur rôle d'épouse et de mère. On a fait observer aussi que l'emploi simultané des femmes et des hommes dans les travaux souterrains n'est pas sans présenter de sérieux inconvénients moraux.

Presque toutes les législations ont interdit aux personnes du sexe féminin l'accès des travaux souterrains. Une récente loi belge, évitant de toucher au principe de la liberté individuelle des majeurs, a exclu les femmes jusqu'à l'âge de 21 ans. Mais l'expérience démontre que cet âge correspond le plus souvent à celui de leur désertion volontaire de la mine. Aussi les Délégués de la Belgique, tout en s'associant au vœu de la disparition des femmes des travaux souterrains des mines, mais n'entendant pas prendre, au nom de leur Gouvernement, l'engagement de modifier la loi précitée, estiment que ce vœu sera réalisé par l'action de celle-ci.

2<sup>me</sup> question. Le vœu vise les cas d'insalubrité manifeste que la science serait impuissante à faire disparaître malgré tous les efforts de l'esprit de recherche. Il importe de rapprocher de ce vœu la proposition a/ du dernier objet de délibération de la Commission.

3<sup>me</sup> question. Les vœux que comprend ce dernier objet sont assez détaillés pour n'avoir pas à être développés ici.

Tous ces vœux ont été adoptés à l'unanimité, sauf en ce qui concerne la 2<sup>me</sup> partie du premier vœu pour laquelle il y a eu les deux abstentions mentionnées plus haut.

Pour le surplus, la Commission renvoie au compte-rendu de ses séances.

Berlin, le 25 mars 1890.

*Le Rapporteur de la Commission:*

E. Harzé.



Beilage XV.

Annexe N° 2 au Protocole N° 6.

## Compte-rendu

des

séances de la Commission du travail dans les mines.

## I.

Séance du 17 mars 1890.

Sur la proposition de M. de Grænzstein, M. le Dr. *Hauchecorne* est élu Président.

M. *Hauchecorne* remercie.

M. *Harzé* est nommé rapporteur. — Il lui est adjoint M. l'Ingénieur *Pellé*.

M. le Président expose le programme des questions soumises à l'examen de la Commission.

1<sup>re</sup> question. *Le travail sous terre doit-il être défendu :*

- a/ *aux enfants au-dessous d'un certain âge ;*
- b/ *aux personnes du sexe féminin ?*

2<sup>me</sup> question. *La journée de travail, dans les mines offrant des dangers particuliers pour la santé, doit-elle être soumise à des restrictions ?*

M. le Président fait remarquer que cette 2<sup>me</sup> question ne comporte pas la recherche d'une durée légale du travail quotidien de l'ouvrier dans les mines en général, mais la détermination des restrictions auxquelles ce travail pourrait devoir être soumis, lorsque se présentent des dangers spéciaux.

3<sup>me</sup> question. *Pourra-t-on dans l'intérêt public, pour assurer la continuité de la production du charbon, soumettre le travail dans les houillères à un règlement international ?*

La portée de cette dernière question sera définie ultérieurement.

La Commission, sur l'invitation de son Président, ira visiter l'Institut Royal du service géologique et des mines de Berlin.

## II.

### Séance du 18 mars 1890.

L'ordre du jour appelle la discussion sur le travail des enfants à l'intérieur des mines, première partie de la question N° 1.

Tout en rappelant le travail de M. Th. Lohmann, Conseiller Intime Supérieur de Régence, M. le Président invite MM. les Délégués, dans l'ordre alphabétique des nations représentées, à donner des renseignements sur la situation de leurs pays respectifs.

MM. Haberer, de Grænzenstein, Harzé, Linder, Dale, Bodio, de Castro, Brasseur, Snyder van Wissenkerke et Hauchecorne satisfont, chacun en ce qui le concerne, au désir exprimé.

De leurs renseignements et de quelques notes fournies, il résulte ce qui suit:

**Autriche.** Pour la surface des mines, l'âge minimum de l'admission de l'enfant est de 12 ans, avec des restrictions de travail sauvegardant son développement physique et les obligations scolaires. Pour l'intérieur des exploitations, cette limite est élevée à 14 ans.

**Hongrie.** L'âge d'admission est uniforme pour les mines et les autres industries. Cependant les inspecteurs s'efforcent de restreindre l'admission, dans les mines, des enfants au-dessous de 14 ans. Actuellement, il n'y en a plus que quelques centaines dans de telles conditions.

**Belgique.** Loi du 13 décembre 1889. Pour le travail de jour, l'âge minimum d'admission est de 12 ans; pour celui de nuit, le Roi peut autoriser leur admission, dès l'âge de 14 ans.

Précédemment, ce fut le décret impérial du 3 janvier 1813, puis l'article 69 de l'arrêté royal du 28 avril 1884 qui réglèrent ces points. Le décret avait fixé l'âge d'admission à 10 ans, sans distinction du travail de jour et de nuit. Mais, sauf des cas très exceptionnels, l'enfant n'entrait dans la mine qu'entre la 11<sup>me</sup> et la 12<sup>me</sup> année, après l'acte religieux de sa première communion.



**France.** La situation est réglée par la loi du 19 mai 1874 et le décret du 12 mai 1875. Les enfants au-dessous de 12 ans ne peuvent être admis dans les travaux souterrains; ceux du sexe féminin ne peuvent l'être à aucun âge. Les jeunes garçons de 12 à 16 ans ne sont autorisés de travailler que 8 heures sur 24, et cette durée doit être coupée par un repos d'une heure au moins: tout travail fatigant, tel qu'abattage, forage, boisage, etc., leur est interdit; lorsqu'ils sont employés à faire tourner les ventilateurs, ils ne peuvent être occupés pendant plus de 4 heures, coupées par un repos d'une demi-heure.

Ces dispositions vont être améliorées; un projet de loi voté par le Sénat, est actuellement soumis à la Chambre des Députés, qui, s'il est adopté, marquera un pas nouveau dans la voie du progrès: l'âge minimum, où l'enfant peut travailler dans les mines, y est porté à 13 ans, à moins que celui-ci ne soit muni des certificats légaux d'études et d'aptitude physique nécessaires, auquel cas il pourra être admis à travailler avant 13 ans. De 13 à 16 ans, l'enfant ne pourra être employé pendant le jour qu'à un travail effectif de moins de 12 heures, coupées par un repos; le travail de nuit lui sera totalement interdit.

On fait observer que le nombre des enfants de 12 à 16 ans travaillant dans les mines (1887) en France et en Algérie, est:

dans les mines de combustible:	au fond,	de 4462,
	à l'extérieur, „	3243,
dans les autres mines:	au fond, „	42,
	à l'extérieur, „	239,

La question en discussion intéresse donc surtout les houillères. Au point de vue de ces exploitations, il est nécessaire que la limite d'âge ne soit pas actuellement portée au delà de 13 ans. Toute mesure contraire compromettrait en effet le recrutement des mineurs dans les pays où la main-d'œuvre est rare et le recrutement par suite difficile. La fixation à 14 ans, par exemple, de l'âge minimum d'admission des enfants dans les mines, en maintenant cet âge à 13 ans pour les autres industries, écarterait les enfants des mineurs du travail des exploitations houillères; ces enfants, arrivés à l'âge de travailler, seraient dirigés par leurs parents vers une autre industrie et y resteraient.

L'âge auquel s'étend la protection des jeunes gens donne lieu également à observation. Actuellement cet âge est de 16 ans; il est à maintenir.

L'apprentissage du métier de mineur est très important; il doit commencer de bonne heure, l'inexpérience de l'ouvrier mineur,

d'une part, entraînant pour lui une diminution de salaire par suite d'une diminution de production, et, d'autre part, pouvant être fatale à la sécurité. Or, si l'ouvrier ne peut commencer son apprentissage qu'après 16 ans, il ne l'aura pas terminé à l'âge où la loi militaire s'en emparera pour quelques années; son devoir accompli, il renoncera au métier de mineur, qu'il ne connaîtra pas suffisamment, pour en choisir un autre plus facile.

**Grande Bretagne.** Le travail à l'intérieur des mines est défendu aux enfants masculins au-dessous de l'âge de 12 ans. — Il n'est pas permis aux garçons au-dessous de 16 ans de travailler sous terre plus de 54 heures par semaine, et plus de 10 heures par jour.

L'honorable M. Dale a fourni les renseignements statistiques suivants, relatifs à l'année 1888:

#### Mines en général.

##### Surface.

Hommes et garçons . . . . .	121,970
Femmes et filles . . . . .	5,680

##### Intérieur.

Hommes et garçons . . . . .	465,006
-----------------------------	---------

Ensemble 592,656

Dans ce total sont compris 57,711 travailleurs employés dans les mines métalliques et les fabriques de coke.

D'où 534,945 ouvriers employés dans les mines de houille, se subdivisant comme suit:

##### Surface.

	Garçons.	Filles.	Hommes.	Femmes.	
De 12 à 13 ans . . . . .	228	2			} 96,043
" 13 " 16 " . . . . .	8729	303			
Au-dessus de 16 ans . . . . .			83,151	3,630	

##### Intérieur.

	Garçons.	Hommes.	
De 12 à 16 ans . . . . .	42,045		} 438,902
Au-dessous de 16 ans . . . . .		396,730	
De moins de 12 ans, par mesure transitoire . . . . .	127		



**Italie.** Le travail des enfants est régi par la loi du 11 février 1886 et par le règlement d'exécution du 17 septembre de la même année.

En ce qui concerne l'intérieur des mines, l'âge inférieur d'admission des enfants est de 10 ans. Des enfants de 10 à 12 ans ne peuvent être employés plus de 8 heures par jour et non la nuit, ce qui est une règle commune à toutes les industries. Pour les adolescents de 12 à 15 ans, le travail de nuit n'est permis que pour une durée de 6 heures. La loi n'a pas jusqu'ici été strictement observée, mais elle ne peut tarder à l'être, grâce à la vigilance des ingénieurs des mines qui forment un corps d'élite et qui exercent une influence persuasive sur les exploitants, même en dehors des mesures administratives.

M. Bodio a fait parvenir quelques données statistiques reproduites ci-après :

#### Mines de soufre de la Sicile.

Années.	Sexe masculin.		Sexe féminin.	
	Adultes.	Enfants de moins de 14 ans.	Adultes.	Enfants de moins de 14 ans.
1885 . . . . .	20,165	8460	69	55
1886 . . . . .	17,815	7613	56	17
1887 . . . . .	17,001	5836	23	19
1888 . . . . .	19,023	5966	15	20

#### Mines de soufre des Romagnes et des Marches.

Années.	Adultes.	Enfants de moins de 14 ans.
1885 . . . . .	3050	20
1886 . . . . .	3068	54
1887 . . . . .	2631	55
1888 . . . . .	2443	50

#### Mines de l'Ile de Sardaigne (presque toutes métalliques, quelques mines de lignite).

Années.	Sexe masculin.		Sexe féminin.	
	hommes.	garçons.	femmes.	filles.
1885 . . . . .	8653	606	581	412
1886 . . . . .	8339	565	645	365
1887 . . . . .	8726	459	714	231
1888 . . . . .	9055	499	608	218

Les femmes figurant dans ces tableaux ne sont pas employées aux travaux souterrains.

**Espagne.** Pas de règles générales pour les enfants. Toutefois, aux mines de mercure d'Almaden, le travail des ouvriers est soumis à des restrictions.

D'après un projet de loi à l'étude, les enfants ne pourraient descendre avant l'âge de 9 ans.

**Luxembourg.** Il n'existe dans le Luxembourg que des mines de fer. 4500 ouvriers sont occupés à l'exploitation de ces mines, qui s'opère tant à ciel ouvert que souterrainement.

La législation du Grand-Duché remonte à 1876. Elle ne s'occupe que de l'exploitation souterraine des mines de fer.

L'art. 2 de la loi du 21 novembre 1876 dispose:

„Avant l'âge de 16 ans révolus aucun enfant ne peut être admis dans les travaux souterrains des mines, minières, et carrières.“

Deux motifs principaux ont engagé les législateurs luxembourgeois à édicter cette prohibition.

D'un côté, on faisait valoir l'intérêt des jeunes ouvriers, on disait qu'il fallait protéger leur développement physique, moral et intellectuel. Or, les travaux des mines, surtout l'extraction et le concassage, boisage et autres, exigent de grandes dépenses de forces, que l'homme dans toute la vigueur de l'âge est seul capable de fournir.

D'un autre côté, on soutenait qu'il fallait encore protéger la santé de l'ouvrier et empêcher qu'il n'entrât trop tôt dans l'air vicié des galeries.

Un nouveau projet de loi est soumis en ce moment à la Chambre; il a pour but de protéger l'adolescent de 16 à 18 ans. On propose de dire: „que les garçons âgés de plus de 16 ans et de moins de 18 ans accomplis ne peuvent être employés dans les exploitations souterraines qu'à des travaux faciles. Ce genre sera déterminé par un arrêté ministériel.“

**Pays-Bas.** Quelques minières et une mine de charbon. La loi du 5 mai 1889 ne contient pas de dispositions limitatives, mais elle donne au Roi le droit d'y pourvoir. Cela ne paraît guère opportun, car aucun ouvrier au-dessous de 18 ans ne travaille dans les travaux souterrains de la mine précitée.



**Norvège.** La législation norvégienne ne contient aucune disposition à ce sujet. D'après un projet de loi, les enfants de 12 à 14 ans et les femmes de moins de 18 ans ne pourront travailler au fond.

En fait, ni femmes, ni enfants dans les mines.

**Allemagne.** Pas de travail avant 12 ans. Les enfants ne descendent pas dans les travaux souterrains avant 14 ans révolus.

En Prusse il y avait en 1888 sur un total de 295,824 ouvriers 286 enfants de 12 à 14 ans occupés à la surface, et 9548 de 14 à 16 ans, dont 882 étaient occupés sous terre, 8666 à la surface.

M. le *Président* fait la proposition de fixer à 14 ans l'âge minimum d'admission des enfants dans les mines. En Allemagne ce desideratum est un fait accompli.

M. le baron *Greindl* rappelle que le Parlement Belge vient de voter une loi qui n'est pas encore appliquée, fixant à 12 ans cet âge minimum. La pratique de la loi constituera une expérience qu'il est indispensable de faire avant d'aller plus loin.

M. le *Président* insiste sur ce point qu'il ne s'agit que de vœux à exprimer.

Pour M. de *Castro*, on ne peut établir le même âge pour tous les pays, l'âge d'adolescence n'étant pas le même sous les diverses latitudes.

M. *Bodio* appuie la manière de voir de M. de *Castro*, en ajoutant qu'il y a lieu aussi de considérer l'augmentation de ressources qu'apporte à la famille ouvrière le travail des enfants.

M. *Burdeau* constate que la France ne se trouve pas dans des conditions extrêmes. Il se borne à s'incliner devant les observations de MM. de *Castro* et *Bodio*. — Abordant le fond de la question, il annonce qu'un projet de loi amendé par le Sénat va être examiné par la Chambre des Députés. Ce projet fixe à 13 ans l'âge inférieur d'admission des enfants au travail industriel. Le but de la loi est humanitaire. Il s'agit de protéger la santé de l'enfant; mais, d'autre part, le bien-être de celui-ci dépend en partie de l'augmentation des ressources qu'il apporte à sa famille par son salaire. Ce n'est qu'au fur et à mesure que le salaire des adultes se relèverait, qu'on serait tout à fait libre de rehausser la limite d'âge.

M. de *Graenzenstein* et M. *Haberer* acceptent la proposition de M. le *Président*.

M. le baron *Greindl* demande et obtient l'ajournement du vote.

M. le *Président* consulte l'assemblée sur le point de savoir s'il lui convient de rechercher les restrictions que peut réclamer le travail des jeunes ouvriers, tels que ceux de 14 à 16 ans.

Sur la proposition de M. *Brasseur*, la Commission décide de laisser ce point à la réglementation de chaque pays.

### III.

#### Séance du 19 mars 1890.

M. le *Président* résume la discussion de la séance précédente. Il fait observer que la limite d'âge d'admission des enfants à l'intérieur des mines varie, suivant les pays, de 9 à 16 ans. L'Allemagne a proposé 14 ans. Ce chiffre recueillerait certainement un grand nombre de suffrages; mais il serait désirable de trouver une solution qui obtiendrait l'adhésion générale. — Peut-être pourrait-on fixer des âges différents pour les contrées du Nord et les pays méridionaux.

M. *de Castro* (Espagne) préférerait voir établir deux limites d'âge, par exemple 12 et 16 ans. Chaque Gouvernement fixerait ensuite un chiffre entre les deux limites.

M. *Brasseur* (Luxembourg) fait remarquer que cette solution ne répondrait pas au but en vue. Son adoption reviendrait à considérer l'âge de 12 ans comme limite inférieure.

M. *Dale* dit que les Délégués de l'Angleterre ne pourraient adhérer à aucune proposition qui impliquerait une promesse de législation immédiate. Cependant la motion suivante lui paraîtrait acceptable: „La Commission émet le vœu que l'âge d'admission des enfants dans les mines soit progressivement élevé à 14 ans, lorsque l'expérience en aura démontré la possibilité.“

M. *Brasseur* oppose la question suivante :

„Serait-il désirable de fixer à 14 ans l'âge au-dessous duquel l'enfant peut être occupé dans les travaux souterrains des mines?“

M. *Graenzenstein* accepte la rédaction de M. *Brasseur* et y répond affirmativement. En 1889, il n'y avait plus dans les mines hongroises que 9 enfants de 12 ans, et 780 de 12 à 14 ans.



M. Harzé explique que les conditions d'exploitation des houillères ne sont pas celles des autres mines. En Belgique, sans qu'il y ait eu besoin de l'intervention de la loi, l'effectif des ouvriers occupés à l'intérieur des mines métalliques et des minières (1070 ouvriers) ne comprend aucune femme et seulement 15 jeunes ouvriers au-dessous de 18 ans. Dans les charbonnages, au contraire, un personnel de jeunes ouvriers suffisamment nombreux s'impose pour assurer dans les couches minces le service du remblayage au profit de l'hygiène et de la sécurité de la mine, ainsi que de la sûreté du sol. A la vérité, ce travail s'effectue par le poste de nuit, dont seront bientôt exclus les enfants de moins de 14 ans. Il n'en absorbera pas moins une notable partie du jeune personnel disponible, dont l'effectif va encore se restreindre par l'interdiction imminente du travail des filles.

Sur l'interpellation de M. Brasseur, le Délégué Belge dit qu'il y a en Belgique 2747 enfants de 12 à 14 ans dans les mines de houille et 4792 de 14 à 16 ans. La grande différence de ces nombres prouve que le recrutement des enfants ne se produit pas exclusivement entre les âges de 12 et de 14 ans.

M. Bodio dit qu'en Italie on ne pourrait obtenir prochainement des corps législatifs l'élévation du minimum d'âge pour l'Admission des enfants dans les travaux souterrains, attendu que la loi actuelle n'est entrée en vigueur que depuis deux ans. Il présente à l'Assemblée un rapport officiel sur l'application qu'a reçue la loi du 11 février 1886. Dans tous les cas, il insiste pour que le minimum à recommander aux pays méridionaux soit de 12 ans. Il ajoute que l'emploi des enfants dans les travaux souterrains des mines de soufre consiste en transport du minerai du fond à la surface, mode qu'il est désirable de voir disparaître. Néanmoins, l'usage des jeunes enfants est indispensable. Pour s'en passer, il faudrait changer profondément les conditions techniques de l'exploitation. Ce résultat ne pourrait être obtenu qu'avec l'aide de grands capitaux et l'amélioration du marché. Pour cela, il faudrait un levier plus puissant que celui qui peut résulter d'une loi protectrice de l'enfant. Comme dernière considération, M. Bodio fait remarquer que l'exploitation des *solfatare* ne porte pas concurrence aux industries minières des autres pays, puisque les grands gisements de soufre de l'Europe se rencontrent principalement en Italie et surtout en Sicile.

M. Haberer (Autriche) accepte la proposition de M. Brasseur.

M. le Président propose le texte suivant: „Il est désirable que la limite inférieure de l'âge d'admission des enfants dans les travaux souterrains soit progressivement élevée à 14 ans. Pour les

pays méridionaux, comme l'Espagne et l'Italie, on pourra choisir un âge moindre.<sup>4</sup>

M. *Burdeau* (France) fait observer que cette proposition établit une limite brusque dans le régime des pays du Nord et ceux du Sud. La France a une situation intermédiaire. Elle est contiguë à l'Espagne et à l'Italie. On pourrait dire qu'il est désirable de tendre vers la limite de 14 ans, en tenant compte, pour pouvoir descendre en dessous, de certificats d'aptitude physique et intellectuelle.

M. le baron *Greindl* demande que, pour bien établir la portée de la proposition présentée par l'honorable M. Dale, l'on maintienne les mots „lorsque l'expérience en aura démontré la possibilité“. Il importe d'éviter toute équivoque dans l'esprit des travailleurs, lorsqu'ils auront connaissance des vœux de la Conférence.

M. le baron *Greindl* insiste sur cette circonstance que la Belgique a les mines de houille les moins avantageuses des pays producteurs. Son principal débouché est la France, où ses charbons sont frappés d'un droit protecteur. Aussi ne doit-elle toucher aux conditions de son industrie charbonnière qu'avec une extrême prudence, et par conséquent après un essai suffisant de sa nouvelle législation ouvrière.

M. le *Président* ne voit pas d'inconvénient à ce qu'il soit satisfait au désir de l'honorable Délégué Belge.

M. *Burdeau* est disposé à retirer son observation relative aux certificats, si la Commission se rallie à la proposition présentée par M. Dale, celle-ci y faisant implicitement droit.

M. *de Castro* (Espagne) accepte la limite de 12 ans pour les pays méridionaux, sous le bénéfice des réserves exprimées au sujet de l'âge de 14 ans pour les pays septentrionaux.

M. le *Président* amende comme suit le texte de sa proposition : „Il est désirable que la limite inférieure de l'âge auquel les enfants peuvent être admis aux travaux souterrains des mines, soit progressivement élevée, à mesure que l'expérience en aura prouvé la possibilité, à 14 ans révolus.

„Toutefois, pour les pays méridionaux, cette limite serait celle de 12 ans.“

M. Dale et Sir *John Gorst* demandent la suppression de la dernière phrase.



M. le *Président* soumet la première partie de la proposition au vote de l'Assemblée. Elle est adoptée à l'unanimité.

M. *Burdeau* déclare qu'en votant affirmativement, les Délégués Français attachent à la réserve formulée dans la proposition ce sens : qu'au-dessous de 14 ans et à partir de 12 ans, l'admission peut être accordée à titre exceptionnel à des enfants munis de certificats attestant un développement intellectuel et physique suffisant.

Sur la 2<sup>me</sup> partie de la proposition, il est procédé au vote par pays. Le vote recueille neuf adhésions et deux abstentions (France et Grande Bretagne).

M. le baron *Greindl* fait remarquer que la question ne concernant pas la Belgique, elle n'a aucune raison de s'opposer à l'exception demandée.

M. *Burdeau* explique que la France s'abstient, non qu'elle ait aucune objection à élever, mais parce qu'étant désintéressée dans la question, elle se borne à donner acte du vœu exprimé par les pays méridionaux.

Les *Délégués de la Grande Bretagne* déclarent ne pouvoir accepter la responsabilité de refuser aux enfants des pays méridionaux le bénéfice de l'élévation de la limite d'âge à 14 ans.

Suivant les *Délégués Belges*, par le mot possibilité (1<sup>re</sup> partie de la proposition), il ne peut s'agir d'une possibilité *absolue*, c'est-à-dire d'une absence d'inconvénients dans un pays déterminé, mais bien d'une possibilité *relative* spéciale à chaque pays; en d'autres termes, il ne serait question d'élever un jour l'âge de l'entrée dans les mines que là où cet abaissement n'exercerait, au moment où la mesure serait prise, aucune influence nuisible au recrutement du houilleur et à l'exploitation des mines.

M. le *Président* aborde l'examen de la question du travail des personnes du sexe féminin dans les mines et donne la parole à M. Harzé.

M. *Harzé* indique comment en Belgique la nouvelle loi du 13 décembre 1889 a résolu cette question. L'article 9 contient ce qui suit : „A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1892, les filles et les femmes âgées de moins de 21 ans ne pourront être employées dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières.“

Cette disposition laisse sauf le principe de la liberté individuelle de la femme majeure. Il n'en est pas moins vrai qu'elle amènera

à brève échéance la désertion complète de l'ouvrière du fond des mines, mesure d'ailleurs réalisée, à peu de chose près, dans le bassin de Liège, sans l'intervention de la loi.

Avant l'arrêté de police des mines du 24 avril 1884, les enfants du sexe féminin étaient admis dans les travaux souterrains à l'âge de 12 ans. Aux termes du décret du 3 janvier 1813, ils auraient pu l'être dès l'âge de 10 ans. Or, rien que l'application de l'article 69 de cet arrêté qui vint exclure des travaux souterrains les garçons de moins de 12 ans et les filles de moins de 14 ans, suffit pour amener cette conséquence de faire descendre, en 3 ans, le chiffre proportionnel des filles et des femmes de 38 %.

Fin 1887, les charbonnages de Belgique occupaient à l'intérieur des travaux 77,490 ouvriers, dont 3961 femmes et filles. Le cas de l'emploi de la femme mariée est tout exceptionnel, et il est à remarquer que très généralement, sous le régime actuel, la femme abandonne le travail des mines entre les âges de 20 et 25 ans, et même avant.

Aussi, lorsque bientôt la femme, sans apprentissage du séjour de la mine, arrivera à l'âge où son admission serait légale, cette femme sera entrée dans une autre voie professionnelle et sera le plus souvent mariée. Dans tous les cas, sans l'entraînement de l'exemple, elle se refusera à revêtir le costume du travail des mines.

M. Harzé déclare que depuis longtemps, il déplore, avec beaucoup d'ingénieurs et d'exploitants, l'emploi des femmes dans les mines. Cependant, sans méconnaître les inconvénients moraux de la présence simultanée des hommes et des femmes dans les mines, il estime que les filles employées dans les houillères n'ont pas à subir, vis-à-vis des autres ouvrières industrielles ou agricoles, des comparaisons désavantageuses. La fille de fosse se donne parfois, elle ne se vend jamais. Et lorsqu'il y a faute, il est rare que la réparation ne suive pas. L'inaction plus que le travail dans les charbonnages engendre le vice. Mais dans la mine, la nature de la femme s'imprègne d'une rudesse masculine, et ce séjour prépare fort mal la jeune fille à son futur rôle d'épouse et de mère.

L'interdiction du travail souterrain aux jeunes filles réclamait la création d'écoles ménagères. Il a été pourvu à cette nécessité.

M. de Castro fait connaître que, d'après la loi de 1873, les femmes peuvent travailler dans les mines de l'Espagne. Mais le cas est exceptionnel.

M. Linder rappelle que, d'après la loi du 19 mai 1874, l'admission des personnes du sexe féminin est interdite en France dans



les travaux souterrains des mines, minières et carrières, et qu'en conséquence la France n'a aucune observation à présenter sur la question.

M. Dale constate que, depuis 50 ans environ, le travail des femmes dans les exploitations souterraines est interdit en Angleterre.

M. Bodio dit que ce travail n'est pas légalement interdit en Italie. Mais en fait, il n'y existe pas.

M. Snyder van Wissenkerke expose que, dans les Pays-Bas, il n'y a aucune personne au-dessous de 18 ans, ni aucune femme travaillant dans les exploitations souterraines, bien qu'aucune défense légale n'existe à cet égard. D'après une loi récente, une telle défense peut être portée par le Roi et atteindre les femmes et filles de tout âge et les enfants masculins au-dessous de 16 ans. — La Délégation des Pays-Bas est, par conséquent, autorisée à adhérer à la première question du programme.

M. le Président soumet au vote la question de l'interdiction du travail de la femme dans les mines.

Elle est résolue affirmativement à l'unanimité, avec l'insertion de la note suivante expliquant le vote des Délégués Belges :

„En s'associant au vœu de la disparition des femmes des travaux souterrains des mines, les Délégués de la Belgique n'entendent pas prendre, au nom de leur Gouvernement, l'engagement de proposer de modifier la récente législation belge; mais ils expriment l'opinion que le résultat désiré par la Commission sera réalisé par l'action même de la loi du 13 décembre 1889 qui interdit l'accès des travaux souterrains aux femmes de moins de 21 ans.

M. Brasseur (Luxembourg), ayant siégé dans une autre Commission, a fait parvenir après la séance la note suivante :

„D'après les lois en vigueur dans le Luxembourg, aucun enfant (des deux sexes) ne peut être admis dans les travaux souterrains des mines et minières, et suivant un projet de loi soumis aux délibérations de la Chambre, les filles et les femmes de tout âge ne peuvent être admises comme ouvrières dans l'exploitation des mines et minières.

„L'exclusion des filles et femmes est exigée dans l'intérêt des mœurs. Dans tous les pays, l'expérience a prouvé les effets funestes de l'admission des filles et femmes dans les travaux souterrains; des enquêtes faites dans certains pays ont acquis une triste notoriété.

Elle est encore exigée au *point de vue social* du développement des pays, car il ne faut pas oublier que les filles et femmes sont destinées à créer les générations futures. Enfin cette exclusion s'impose dans *l'intérêt même* de la classe ouvrière. En effet, il faut à l'ouvrier un foyer domestique. Il ne peut trouver ce bonheur si son intérieur n'est pas géré par l'épouse ménagère et économe, par la mère de famille chargée de soigner et surveiller les enfants."

#### IV.

##### Séance du 20 mars.

M. le *Président* appelle la discussion sur la 2<sup>me</sup> question: „La journée de travail, dans les mines offrant des dangers particuliers pour la santé, doit-elle être soumise à des restrictions?"

Il expose les circonstances qui peuvent, en Allemagne, rendre certaines mines nuisibles à la santé de l'ouvrier: chaleur due à la profondeur ou aux incendies, insuffisance d'aérage, etc. — Le travail dans l'air comprimé ou dans l'eau peut aussi donner lieu à des inconvénients graves. Enfin des dangers spéciaux peuvent naître de la nature des minerais.

L'attention des administrations des mines pourrait être appelée sur ces divers points. Un exemple d'une réglementation spéciale sur la salubrité du travail des mines se rencontre en Westphalie. L'ouvrier ne peut travailler plus de six heures par jour dans la mine, lorsque la température atteint 29 degrés.

Il invite MM. les Délégués à fournir des renseignements sur ce qui se passe chez eux, lorsque ces circonstances se présentent.

M. *Harzé* rappelle que, dans son pays, on n'extrait aucune matière toxique. L'exploitation des mines consiste surtout dans l'extraction de la houille; et pour cette industrie si puissamment éclairée par la science, il est une solution plus radicale que celle qui lui semble découler de la proposition. — Cette solution aboutit à conférer à l'administration des armes suffisantes pour faire disparaître le danger, et au besoin, celle même de l'interdiction. Bien entendu, une intelligente sévérité n'exclut pas le recours aux bons avis et aux conseils préalables.

Le règlement de police des mines en Belgique, pris par arrêté royal du 28 avril 1884, dispose comme suit:



Art. 17. Dans toute exploitation souterraine, l'assainissement de tous les points accessibles aux ouvriers sera assuré par un courant suffisant d'air pur.

La vitesse de ce courant et la section des galeries seront partout réglées en raison du nombre des ouvriers, de l'étendue des travaux et des émanations naturelles de la mine.

Les galeries servant au parcours de l'air devront être facilement accessibles dans toutes leurs parties.

Art. 18. La ventilation sera déterminée par des moyens efficaces, réguliers, continus et exempts de tout danger.

Art. 19. Tout courant d'air vicié par un mélange de gaz délétères ou inflammables, au point de constituer une cause de danger pour la santé ou la sécurité des ouvriers, sera soigneusement écarté d'un atelier quelconque et des voies fréquentées.

L'étendue des ateliers de travail sera limitée, au besoin, de manière à soustraire les ouvriers placés sur le retour du courant, aux effets nuisibles d'une trop grande altération de l'air.

Art. 20. Les remblais établis tant pour soutenir les roches que pour séparer les voies de roulage des voies d'aérage correspondantes, seront partout rendus aussi serrés et entretenus aussi imperméables que possible.

Art. 21. Ces remblais seront avancés en tout temps à une distance convenable des fronts de travail afin que le courant d'air soit toujours suffisamment actif pour empêcher les gaz nuisibles de s'y accumuler; on évitera toutefois une accélération trop grande de la vitesse du courant.

Comme on le voit, le nouveau règlement ne considère pas seulement l'entraînement du grisou comme répondant au but du bon assainissement des mines; il n'envisage pas seulement la sûreté de l'exploitation mais aussi la santé du travailleur. Et voici comment, pour atteindre ce double but, l'article 17 ci-dessus est commenté dans une circulaire du Directeur Général des Mines de Belgique sous la date du 8 juin 1886:

„l'article 17 consacre le principe que les exploitations souterraines doivent être ventilées de manière à y prévenir la présence de gaz inflammables ou toxiques, dans une proportion telle que l'atmosphère de la mine devienne dangereuse pour la sûreté des travaux ou nuisible à la santé des ouvriers. A cet égard, il n'est guère possible de donner des indications précises et faciles à contrôler dans la pratique; mais certains états de la flamme des lampes, une température trop élevée dans les

„chantiers, un malaise dans la respiration sont autant d'indications qui appelleront l'attention de l'ingénieur et l'autoriseront, au besoin, à réclamer une amélioration de l'aérage. Dans tous les cas, il importe que la quantité d'air ne descende jamais en dessous de 10 à 12 litres par seconde et par ouvrier occupé dans les travaux et dans les voies qui y aboutissent, chaque cheval circulant dans ces voies étant compté pour trois ouvriers. En général, dès que la température dans les travaux souterrains dépassera 25°, il y aura lieu d'activer la ventilation sans que, toutefois, dans les mines très grisouteuses, la vitesse du courant soit supérieure à 2<sup>m</sup> 50 dans les tailles des couches en plateau; dans celles des couches en dressant, il sera même prudent de rester sensiblement en dessous de cette vitesse.“

La Belgique a eu, comme d'autres pays miniers, des exploitations malsaines. Mais, grâce à la puissante ventilation mécanique dont ce pays a été l'initiateur, et à des puits de grande section, ces exploitations ont aujourd'hui de bons poumons et de bonnes voies respiratoires.

Nombre de houillères belges ont dépassé la profondeur de 700 mètres. L'une a même une exploitation établie à la profondeur de 940 mètres. Un puits se trouve foncé en reconnaissance à 1100 mètres. Cette situation de grandes profondeurs a certes créé des difficultés. Mais elles ont été vaincues d'une manière très satisfaisante.

Quant aux dangers du travail des ouvriers dans l'air comprimé pour le passage des terrains aquifères, M. Harzé reconnaît qu'ils sont réels. Aussi mieux vaut dans ces cas recourir à d'autres procédés de fonçage, tels que ceux de MM. Kind et Chaudron, Poetsch et autres.

L'eau, lorsqu'on ne peut en abriter les ouvriers, rend le travail pénible. Aussi l'exploitant doit-il tenir compte de cette circonstance dans la délimitation de la journée. Il serait malaisé d'établir une formule de cette délimitation, les circonstances étant très différentes suivant les cas. Les mines belges sont généralement sèches.

M. *Haberer* dit qu'il n'y a pas de restrictions spéciales en Autriche. Les journées sont de durées très diverses. On pourrait faire quelque chose pour les limiter; mais il serait difficile de prévoir tous les cas et de légiférer sur cet objet. C'est par voie administrative qu'il conviendrait de procéder.

M. *de Castro* expose qu'en Espagne, certaines mines présentent des circonstances spéciales. Aux mines d'Almaden, les émanations mercurielles imposent des précautions particulières. La journée du



mineur ne peut excéder 6 heures; c'est même un maximum qui n'est pas toujours atteint.

Les ouvriers ne travaillent que 15 jours par mois à l'intérieur. Pour les autres jours, leurs services sont généralement utilisés à la surface.

Aux mines de la Sierra Almagrera, mines de plomb argentifère très riches, l'exploitation est devenue très difficile depuis qu'elle a atteint le niveau de la mer. La température y est très élevée, à cause notamment de la rencontre de sources thermales accusant plus de 45 degrés de chaleur. Dans ces conditions, on a dû limiter le nombre d'heures de travail.

Pour les autres mines, il n'y a pas opportunité à prendre des mesures spéciales. D'ailleurs, le Gouvernement va bientôt être armé d'une loi qui lui permettra d'imposer les mesures de sécurité jugées utiles.

M. Linder fait observer que la France ne possède pas de mines du genre de celles dont il vient d'être parlé. Ses quelques mines de galène ne sont pas spécialement malsaines.

Pour l'ensemble des exploitations minières, les lois et règlements permettent à l'administration des mines d'intervenir au double point de vue de la sécurité et de la salubrité.

Les lois françaises permettent, en outre, en cas de résistance pour certains travaux à faire par les exploitants, de les exécuter d'office et, en cas de refus par l'exploitant de payer les frais, de considérer la mine comme abandonnée et de la remettre en adjudication.

Le point sur lequel il y a lieu de veiller spécialement est l'aérage. C'est pour assurer une bonne ventilation, en même temps que pour garantir aux ouvriers une seconde issue dans le cas de l'inaccessibilité de la première, qu'on exige aujourd'hui pour chaque exploitation deux puits suffisamment éloignés l'un de l'autre. On s'efforce de conduire partout une quantité d'air convenable. L'emploi de l'air comprimé comme véhicule de force pour certains services, contribue aussi à l'assainissement de la mine.

L'aérage est contrôlé avec soin, par des jaugeages anémométriques suffisamment fréquents. Des plans d'aérage sont tenus avec soin. L'administration des mines obtient beaucoup des exploitants, le plus souvent par des conseils, sans avoir à recourir aux mesures coercitives.

La question des poussières a fait aussi l'objet de nombreuses études, et des précautions sont prises pour en écarter le danger. —

Enfin le service de l'éclairage et l'usage de nouveaux explosifs tendant à éviter l'inflammation du grisou ont fait l'objet de longues études de la part des ingénieurs des mines, études qui se poursuivent.

M. Linder insiste pour que les directeurs des travaux descendent fréquemment dans leurs exploitations et non seulement les maîtres-mineurs.

Grâce à ces moyens d'action, le nombre d'ouvriers tués par 10,000 ouvriers qui pendant la période de 1861 à 1870 avait été de 30,11, se trouve réduit pour la période 1881 à 1888 à 15,74, ainsi qu'a bien voulu le constater son Collègue de Belgique, lors du Congrès International des accidents tenu récemment à Paris.

M. Dale demande si les ouvriers en Belgique ont le droit de s'assurer, par la visite de délégués, des mesures de sécurité dont dispose la mine.

M. Harzé répond qu'il n'y a pas de dispositions leur permettant cette faculté. Mais, ajoute-il, l'ouvrier ne réclame jamais en vain l'intervention des ingénieurs, lorsqu'il appréhende un danger. Cette intervention se produit aussi à l'occasion de certains conflits, réclamations au sujet des caisses de prévoyance, grèves, etc.

M. Brasseur fait observer que l'exploitation des mines de fer n'a pas encore présenté de dangers particuliers pour la santé des ouvriers.

M. Burdeau indique que cette surveillance ouvrière paraît devoir être établie prochainement en France.

M. le Président signale l'établissement aux mines de Saarbrücken de délégués ouvriers ayant, entre autres missions, celle de veiller à ce que le règlement du travail et les prescriptions relatives à la santé et à la sécurité des ouvriers soient ponctuellement exécutés par leurs camarades.

M. Dale fait savoir que les directeurs d'exploitation doivent acquérir un certificat de capacité devant un jury d'examen. Quant aux ouvriers, ils ont le droit de nommer deux ou trois camarades avec mission d'examiner la mine au point de vue de la sécurité des travaux et de faire un rapport sur cet objet.

Les lois anglaises ne contiennent aucune prescription pour limiter le nombre d'heures de travail des adultes dans les mines.

Sir John Gorst expose que les mines de la Grande Bretagne sont soumises à la loi de 1887, qui a été demandée par les associations



des mineurs elles-mêmes. Les Délégués Anglais ne pourraient donner leur adhésion à un vœu qui limiterait le nombre d'heures du travail quotidien des adultes masculins.

M. le *Président* renouvelle l'observation que la question ne vise que les mines qui présentent des dangers spéciaux.

## V.

### Séance du 22 mars 1890.

M. le *Président* appelle la discussion sur la continuation de l'ordre du jour et invite M. Bodio à prendre la parole.

M. *Bodio* fait observer que l'industrie des mines a une certaine importance en Italie, dans les îles de la Sardaigne et de la Sicile. — Dans le district d'Iglésias (province de Cagliari), on exploite la calamine et la galène.

Un rapport sur les mines de la Sardaigne est présenté chaque année par l'inspecteur du district.

Les sociétés concessionnaires de ces mines entretiennent de bonnes institutions de prévoyance et de secours mutuels parmi les ouvriers.

La Sicile a ses grands gisements de soufre qui ont fait naître de nombreuses exploitations. En 1889, la valeur de l'extraction a été de 23,000,000 de francs. Le travail n'est pas excessivement dur pour les adultes; mais il est singulièrement épuisant pour les enfants qui ont à porter à dos des blocs de minerai, en remontant d'étroites échelles établies dans des puits dont la profondeur atteint 150 mètres et même davantage.

Le traitement du minerai est fait pour la plus grande partie par la méthode primitive de calcination. Sur 300,000 tonnes de soufre, 30,000 tonnes sont fournies par le traitement à la vapeur d'eau et 15,000 par les fours Gills qui offrent l'avantage de dépouiller les gaz de l'anhydrite sulfureux, tandis que l'ancienne méthode des *Calcaroni* détruisait la production agricole à plusieurs kilomètres à la ronde.

Pour ce qui concerne la protection des ouvriers, il faut remarquer avant tout que l'Italie n'a pas une législation minière uniforme.

En Toscane, (excepté dans l'île d'Elbe où les mines sont domaniales), la propriété du sous-sol n'est pas séparée de celle de la surface. Dans les autres provinces, c'est le système de la concession qui domine. — Dans les provinces vénitiennes, c'est la loi de 1854 qui est en vigueur. — Dans l'ancien Royaume de Naples et de Sicile, la loi date de 1826. — Une loi plus moderne est celle de 1859 qui s'étend au Piémont, à la Ligurie, à la Lombardie, aux Marches et à l'île de Sardaigne.

Pour ce qui concerne la Sicile, il importe de noter que d'après une ordonnance royale de 1808, les mines de soufre constituent une dépendance de la surface et que le propriétaire du sol est admis à les exploiter, sans en obtenir une *concession* dans le véritable sens du mot et à la seule condition de payer une taxe comme reconnaissance du haut droit de l'Etat. — Par suite de ce régime, les ingénieurs des mines n'ont pas vis-à-vis des exploitations de soufre les mêmes facultés dont ils sont investis pour la surveillance des autres mines.

Pour ce qui a trait à la protection des travailleurs, M. Bodio croit utile d'indiquer les dispositions essentielles de la loi du 20 novembre 1859. — L'ingénieur du corps des mines a le droit de proposer des mesures pour la sûreté des personnes et aussi dans l'intérêt de la conservation de la richesse minérale. Il s'adresse d'abord à l'exploitant et lui laisse ses recommandations écrites. Si celui-ci ne se conforme pas aux instructions reçues, l'ingénieur adresse un rapport au Préfet qui ordonne les travaux à exécuter.

Ladite loi fixait à 10 ans la limite inférieure de l'âge pour l'admission des enfants dans les travaux intérieurs de la mine.

Un projet de loi vient d'être présenté par le Ministre du Commerce et de l'Industrie à la Chambre des Députés, afin d'établir le système de l'assurance obligatoire contre les accidents, basé sur le principe du risque professionnel, c'est-à-dire de la responsabilité de l'exploitant, non seulement pour sa faute, mais aussi pour le cas fortuit et celui de force majeure.

Enfin, pour obvier aux lacunes des lois particulières régissant les régions ou provinces dans lesquelles la loi de 1859 n'avait pas été promulguée, on y a étendu en 1865, par voie administrative, les dispositions de cette loi pour tout ce qui concerne la responsabilité des exploitants, les secours immédiats à donner aux blessés. On a été même jusqu'à généraliser la limite inférieure de l'âge d'admission (10 ans) pour les enfants occupés aux travaux souterrains. Ces dispositions n'ayant pas la sanction d'un texte de



loi, l'administration s'est trouvée parfois désarmée contre ceux qui refusaient de s'y conformer. Néanmoins, elles ont été, dans la plupart des cas, un expédient efficace, en attendant qu'une loi générale puisse être promulguée pour tout le territoire du Royaume.

M. de Graenzenstein constate que la question d'assurer la salubrité des mines est l'objet d'études actives, spécialement en Belgique, en France et en Allemagne. Cependant les efforts faits ne protègent pas toujours suffisamment les ouvriers.

Aussi propose-t-il la motion suivante: „Il est désirable que „la journée de travail dans les mines ou chantiers de mine qui „offrent des dangers particuliers pour la santé, soit soumise à des „restrictions dans les cas où les conditions des exploitations sont „telles que, malgré toutes les précautions prises, la santé des ouvriers „est néanmoins en danger.“

M. Harzé estime que l'adoption de cette proposition pourrait tendre à endormir l'esprit de recherche. Il rappelle les progrès accomplis en Belgique dans la ventilation des mines, progrès qui permettent de les exploiter à d'énormes profondeurs en restant très au-dessous de la limite de température qui justifie en Westphalie la limitation de la durée quotidienne du travail. Et l'on irait modifier un régime en harmonie avec le génie industriel du pays, régime qui a fait ses preuves en donnant des résultats si merveilleux! M. Harzé considérerait cette modification comme une imprudence à l'égard des ouvriers. Il faut plutôt affirmer que l'exploitant est tenu à faire usage de tous les moyens que l'art des mines éclairé par la science indique pour assurer l'hygiène dans les travaux souterrains et sauvegarder ainsi la santé des ouvriers. Au besoin l'exploitant doit les rechercher. Le principe devrait être énoncé dans la résolution à prendre.

M. le *Président* répond que les mines profondes dont parle M. Harzé ne sont pas atteintes par la résolution ci-dessus et, quant au principe, son énoncé pourrait plutôt être mentionné à l'occasion de l'examen de la 3<sup>me</sup> question.

M. Harzé reconnaît que lesdites mines ne peuvent aujourd'hui être atteintes. Mais, lorsque l'exploitation se trouvera en présence de difficultés nouvelles, l'exploitant ne préférera-t-il pas, à un remède radical, la restriction dans le nombre d'heures de la journée de travail? Or M. Harzé se délie des empoisonnements lents.

M. le baron *Greindl* parle du point de vue légal et constitutionnel. Le principe de la liberté et de la responsabilité individuelle des adultes domine toute la législation belge.

M. le *Président* fait remarquer que la proposition ne restreint pas la liberté individuelle.

M. le baron *Greindl* réplique que c'est à l'ouvrier de prévoir dans son contrat les difficultés spéciales du travail.

M. *de Castro* (Espagne) appelle l'attention sur ce que les lois de réglementation dans l'espèce sont souvent faites par des personnes connaissant peu les mines. Il voudrait l'introduction dans le texte, d'une phrase marquant que les restrictions devraient être indiquées par les autorités techniques.

M. *de Graenzenstein* ne pensait pas que le texte si général de sa proposition pût soulever des objections. Ce texte ne vise en effet que les mines qui ne peuvent devenir salubres, bien que toutes les précautions aient été prises.

M. *Dale* (Grande Bretagne) approuve l'opinion exprimée par les Délégués Belges. Les principes de la législation anglaise sont aussi contraires à la proposition. Il peut exister des circonstances qui justifieraient une limitation de la journée. Mais il faut laisser à chaque pays le soin d'arriver à cette fin par un accord entre les patrons et les ouvriers.

M. *Linder* partage le sentiment d'appréciation de M. Harzé. Il rappelle, en outre, que la législation française arme suffisamment l'administration pour faire modifier le mode d'exploitation, obliger l'exploitant à des mesures de sécurité, et même aller jusqu'au retrait de la concession.

M. *de Castro* propose la solution suivante: „Les Délégués estiment qu'on ne peut admettre de restrictions dans la journée de travail des mines que d'après le jugement des fonctionnaires compétents, d'après la loi de chaque pays.“

M. *Burdeau* précise l'esprit qui anime les Délégués Français. Ici se pose la question de savoir si l'Etat a le droit de limiter la journée de travail des adultes. Si l'Etat peut agir pour protéger les enfants et les adolescents, il doit laisser aux adultes la libre disposition de leur travail. Depuis six ans, l'Etat a reconnu les syndicats ouvriers en vertu d'une loi dont il ne faut pas compromettre l'application. Il faut tendre au contraire à laisser de plus en plus à l'ouvrier la liberté d'organiser les conditions de son travail d'accord avec son patron.



M. le *Président* répond que l'Allemagne tient aussi le plus grand compte de la liberté de l'ouvrier.

La séance est suspendue à la demande de quelques Membres. A la reprise, M. le *Président* donne lecture de la proposition suivante, après en avoir conféré avec quelques Délégués: „Il est désirable que, dans les cas où l'art des mines ne suffirait pas pour éloigner tous les dangers d'insalubrité provenant des conditions naturelles ou accidentelles de l'exploitation de certaines mines ou de certains chantiers de mine, la durée du travail soit restreinte. Le soin est laissé à chaque pays d'assurer ce résultat par voie législative ou administrative, ou par accord entre les exploitants et les ouvriers, selon les principes et la pratique de chaque nation.“

M. le baron *Greindl* propose d'ajouter avant „selon les principes“ les mots „ou autrement“.

M. de *Graenzenstein* retire sa proposition et se rallie à celle de M. le *Président*. M. de *Castro* en fait autant.

La résolution est adoptée à l'unanimité, avec l'addition proposée par M. le baron *Greindl*.

La Commission passe à l'examen de la 3<sup>me</sup> question ainsi conçue:

*Pourra-t-on dans l'intérêt public, pour assurer la continuité de la production du charbon, soumettre le travail dans les houillères à une réglementation internationale?*

M. le *Président* expose que cette question intéresse toutes les nations, même celles qui ne sont pas productrices de charbon. Pour atteindre le but en vue, il faudrait une entente internationale. L'étude complète de la question pourrait entraîner la Commission à des discussions très longues à propos de salaires et d'économie sociale.

L'organisation d'institutions humanitaires touche aussi à cette question.

Des rapports plus fréquents entre les fonctionnaires des mines et les ouvriers pourraient avoir leur utilité pour l'apaisement des conflits.

L'augmentation du délai pour la dénonciation du travail rendrait les grèves loyales plus difficiles et leurs conséquences moins désastreuses. Mais un tel moyen a peu de chance d'être admis, car il exigerait l'intervention du pouvoir législatif.

Un Membre de la Conférence<sup>®</sup> voudrait attacher l'ouvrier à l'exploitation par une assurance dont les effets cesseraient dès que l'ouvrier se mettrait en grève.

M. le Président termine cette communication en invitant MM. les Membres de la Commission à exposer, lors de la prochaine séance, leurs idées à ce sujet.

## VI.

### Séance du 24 mars 1890.

M. le Président donne la parole à M. Dale pour exposer de quelle façon sont résolues, par accord amiable entre les patrons et les ouvriers, les contestations relatives au travail dans les mines du Nord d'Angleterre.

M. Dale rappelle qu'il y a 25 ans environ, il y eut de nombreuses et longues grèves dans ce district; à cette occasion eurent lieu des conférences entre les „employers“ pour rechercher le moyen d'assurer la régularisation des salaires; ces patrons refusèrent d'abord de négocier avec les ouvriers pris en corps; mais enfin, sur les conseils de quelques-uns d'entre eux plus prévoyants, ils se décidèrent à reconnaître l'Union des ouvriers d'un même district minier, et ce principe, une fois posé, fut la base essentielle du système actuel de pacification; il est établi depuis environ 20 ans.

Les rapports se bornèrent d'abord à des réunions des représentants des patrons et des ouvriers pour discuter une question spéciale. Puis on a admis pour toutes les questions le principe de l'arbitrage, qui est appliqué de la façon suivante: chaque partie choisit un nombre égal d'arbitres, deux en général, et ces arbitres choisissent un chef arbitre; cette dernière fonction est acceptée volontiers par les personnages les plus considérables.

Enfin, comme la question la plus souvent soumise à ces cours d'arbitrage était la relation des salaires avec le prix de vente des charbons, on fut conduit, pour trancher les questions de ce genre, à rechercher ce dernier élément dans les livres de comptabilité des exploitants par l'intermédiaire d'un comptable-expert.

Le principal moyen employé pour réaliser cette relation entre les salaires et les prix de vente, fut l'établissement d'une „*sliding scale*“ ou échelle mobile des salaires.



La *sliding scale* a pour objet de fixer un rapport numérique entre le taux des salaires et le prix de la houille.

Pour l'établir au début, on a quelquefois employé le moyen suivant: on prend cinq années consécutives de l'exploitation correspondant à des variations importantes des prix de vente et des salaires, ceux-ci ayant été modifiés par des grèves, des accords et des arbitrages; on divise ces années en 20 trimestres; pour chaque trimestre, on détermine le prix moyen de la houille ainsi que le taux des salaires, et on dégage le rapport numérique de ces deux nombres; la moyenne de ces rapports numériques est considérée comme représentant le rapport normal qui doit exister entre les salaires et le prix de vente du charbon.

L'échelle étant ainsi établie, on détermine le prix moyen de vente pour toutes les exploitations du district au cours du dernier trimestre, on applique à cette base le rapport numérique normal ci-dessus défini, et on obtient ainsi le taux des salaires pour le trimestre courant. On recommence cette opération à chaque nouveau trimestre.

Ces calculs sont faits par deux experts-comptables, désignés respectivement par l'Union des ouvriers et par celle des patrons. — Ces experts se sont ouvert la comptabilité de toutes les exploitations, mais ils en gardent le secret, et se bornent à délivrer un certificat attestant: 1° que le prix moyen de la houille pour le district durant le dernier trimestre est fixé à tel chiffre; 2° qu'il en résulte tel taux des salaires.

De cette façon, les ouvriers obtiennent sans négociations, sans grèves, sans arbitrages, les mêmes salaires auxquels ils n'auraient pu espérer d'arriver autrement que par un déploiement d'efforts variés.

La loi numérique reliant les salaires aux prix de vente, est établie en général pour deux ans; à partir de ce délai, elle peut être dénoncée par l'une des parties en prévenant six mois à l'avance; mais, depuis six ans, la première échelle mobile n'a reçu que peu de modifications.

Elle vient d'être dénoncée momentanément par les patrons du Northumberland et par les ouvriers de Durham; M. Dale pense que ces dénonciations n'ont pas pour objet la suppression du système, mais la révision de l'échelle qui était en vigueur.

On cherche dans les districts où l'application de la *sliding scale* est momentanément suspendue, à prendre pour base, non les prix du trimestre précédent, mais ceux du trimestre courant autant qu'on peut les conjecturer. — Les ouvriers sont ainsi ren-

seignés officiellement sur les prix de vente du jour, et c'est là un avantage, car les grèves naissent souvent de l'ignorance où était l'ouvrier de la situation réelle du commerce des charbons.

Quant aux questions locales, n'intéressant pas l'ensemble du district, elles sont traitées par des „*joint committees*“, ou commissions mixtes, formées de délégués en nombre égal des ouvriers et des patrons, elles prennent comme président soit le Président de la Cour du Comté, soit un autre personnage élevé.

Ces Commissions se réunissent tous les 15 jours environ; leurs décisions portent effet à partir du jour de la réclamation.

M. Dale constate qu'en général les Unions d'ouvriers ont maintenant à leur tête des hommes intelligents, et, dans ce cas, les relations sont faciles entre ouvriers et patrons: dans le Durham, par exemple, l'Union des mineurs a quatre secrétaires qui donnent tout leur temps aux intérêts de l'association, et dans ce district la Commission mixte règle plus de cinq cents cas par an.

Sur l'invitation de M. le Président, M. Dale donne quelques renseignements sur la grève de ces jours derniers: cette grève n'a pas touché les districts du Nord, où les relations sont bonnes, quoique la *sliding scale* ait été dénoncée provisoirement.

Il fait remarquer, en outre, que les grèves provenaient souvent autrefois de l'action des contre-maitres qui traitaient parfois durement les ouvriers; l'établissement des *joint committees*, où l'ouvrier est traité comme un égal, a eu pour résultat d'adoucir ces relations entre contre-maitres et ouvriers.

M. Dale pense que ce système est le meilleur pour éviter les crises; les décisions des Commissions d'arbitrage et des *joint committees* sont généralement respectées; c'est le principe de l'arbitrage qui se substitue à la lutte par la grève.

M. *Haberer*, au nom de l'Autriche et de la Hongrie, signale les deux points auxquels la question doit être envisagée: il s'agit d'une part de prévenir les grèves, d'autre part d'en paralyser les effets.

Pour éviter les grèves, il s'agit d'attacher l'ouvrier à la mine par divers avantages; on peut, par exemple, mettre à sa disposition des maisons et jardins qu'il acquiert à bas prix. Il y a lieu de recommander aussi les primes d'ancienneté accordées aux ouvriers sous forme d'augmentation de salaires; ce système a été essayé en Autriche, mais c'est là une question qui doit être réglée par les particuliers, et la loi ne peut y intervenir.



On doit également, dans le même but propager les caisses de secours pour les invalides par suite d'accidents, pour les veuves et les orphelins. — Ces institutions sont efficaces pour arriver au but cherché, pourvu que les statuts fassent perdre aux ouvriers qui abandonnent un établissement ou quittent le travail le bénéfice de leurs cotisations antérieures. C'est ce qui existe en Hongrie; mais en Autriche, la loi du 28 juillet 1889 a prescrit que les droits acquis à un ouvrier par ses versements antérieurs ne pouvaient être perdus pour lui, lorsqu'il quitte une compagnie: ces sommes doivent lui être remboursées, ou être versées à la caisse du nouvel établissement dans lequel il entre.

Il pourrait être utile aussi que le délai de dénonciation du contrat, qui lie l'ouvrier au patron, soit porté à quatre semaines; mais cette mesure n'aurait pas grand effet, car les ouvriers, en cas de grève, ne respectent généralement pas ce délai; en outre, il serait difficile de donner une sanction à une loi de ce genre.

Enfin un autre moyen de prévenir les grèves consiste à établir des comités mixtes de patrons et ouvriers destinés à s'interposer et à examiner les réclamations, ces comités fonctionnant comme tribunaux d'arbitrage.

Mais tous ces moyens sont inefficaces lorsqu'éclatent des grèves générales; il faut alors chercher à en paralyser les effets. Dans ce but, il est utile de posséder des stocks importants; mais on peut aussi pour diminuer les effets d'une grève, attirer momentanément les houilles des pays voisins, en facilitant leur entrée à la frontière et en abaissant les tarifs de chemins de fer.

M. Harzé fait remarquer que les circonstances dans lesquelles se produisent les grèves sont des plus diverses. Ces événements surgissent en temps de prospérité comme en temps de misère. On les voit éclater en Angleterre, en Allemagne, en Belgique et en France, malgré des régimes politiques et économiques très-différents.

Ce qu'il importe d'assurer à l'ouvrier, c'est d'abord la salubrité et la sécurité du travail, et le cas échéant, la réparation des accidents, ainsi que le soulagement dans la maladie, l'invalidité prématurée et les infirmités de la vieillesse. Ce qu'il réclame aussi dans l'ordre économique, c'est un salaire convenable pour un travail quotidien d'une durée non exagérée.

En Belgique, comme ailleurs, on s'efforce d'éviter les accidents. Un service spécial a même été établi pour l'étude scientifique de ces pénibles événements. M. Harzé fait remarquer qu'à la dernière exposition de Berlin, figuraient des graphiques envoyés

de Belgique qui prouvent la décroissance du risque professionnel de l'ouvrier mineur dans les houillères de ce pays pendant la longue période de 1831 à 1888; et il est heureux de constater qu'ils ont appelé la bienveillante attention de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne.

En ce qui concerne la réparation des accidents, la faculté accordée en Belgique aux victimes des accidents ou à leur ayants-droit de recevoir communication des procès-verbaux d'enquête des ingénieurs des mines, est une facilité pour la revendication de droits éventuels.

Recevoir un salaire convenable pour une journée d'une durée non exagérée est pour l'ouvrier un grand objectif. Le salaire moyen annuel de l'ouvrier mineur belge, très différent dans les divers centres houillères du pays, est moindre que dans le Nord de la France et que dans le bassin de la Ruhr, mais plus élevé qu'en Silésie. En 1888, il s'est chiffré à 869 francs pour tout le pays et à 910 francs pour le bassin de Liège\*). Depuis, le salaire a augmenté sensiblement. D'ailleurs, on doit tenir compte de cette circonstance qu'en Belgique, l'emploi de nombreux demi-ouvriers affaiblit le salaire général moyen. Puis, il importe surtout d'envisager la *capacité* ou le *pouvoir d'achat* du salaire. Or, en Belgique le pain est relativement à bon compte, le logement également, ainsi que les consommations du ménage, par exemple le pétrole.

Il n'est pas hors de propos de rappeler ici que les conditions de production du charbon sont très différentes d'un pays à l'autre.

De 1885 à 1887, la production annuelle de la houille, par ouvrier du fond, a été de:

en Angleterre . . . . .	410 tonnes,
en Prusse . . . . .	352 " ,
dans le Nord de la France . . . . .	295 " ,
en Belgique . . . . .	232 " ,

Ces chiffres sont d'une éloquence brutale, et pour comble de regret, il faut ajouter que l'effet utile de l'ouvrier progresse moins dans les anciennes régions houillères de la Belgique que dans les bassins neufs de l'étranger qui, tout en profitant des avantages inhérents aux conditions d'exploitation, s'assimilent une population de plus en plus apte aux travaux souterrains.

Peut-être objectera-t-on que le faible rendement de l'ouvrier houilleur en Belgique résulte de l'emploi d'un grand nombre de

\*) Salaire général, hommes, femmes, garçons et filles, tant du fond que de la surface.



demi-ouvriers. Mais des demi-ouvriers existent partout. D'ailleurs, même en écartant ceux de l'effectif belge (soit 13,000 garçons et femmes) et en supposant la production intégralement maintenue par les 63,000 ouvriers masculins adultes restants, l'effet utile de ces derniers ne serait encore par année que de 280 tonnes.

Et cependant le houilleur belge, lorsqu'il va travailler dans les bassins du Nord et du Pas-de-Calais, y est considéré comme un ouvrier de premier ordre. C'est que là, il a à faire à de belles couches, tandis que notamment dans le *Couchant de Mons*, il se butte fréquemment à des veines qui, dans les pays concurrents, seraient réputées inexploitable.

Au rendement de l'ouvrier anglais, s'ajoute encore une certaine quantité de minerais de fer et de terres réfractaires, et il est à remarquer que le charbon consommé par les houillères d'Allemagne et de France ne s'élève que vers 6 % de la production totale, tandis qu'en Belgique, cette proportion s'élève à près de 10 %.

En vue de prévenir les grèves, on a proposé le régime de la conciliation. A ce sujet, M. Harzé signale que la loi belge du 16 août 1887 a créé des Conseils de l'industrie et du travail, composés en nombre égal de chefs d'industrie et d'ouvriers. Ces Collèges ont pour mission de délibérer sur les intérêts communs des patrons et des ouvriers, de prévenir et au besoin d'applanir les différends qui peuvent naître entre eux. — Cette institution est encore trop récente pour en déterminer la valeur pratique. Il est à espérer qu'elle répondra au vœu de ses auteurs.

M. le Président dit avoir vu dans les mains de M. Harzé des tableaux de statistique comparée très intéressants. Il engage le Délégué Belge à les remettre à la Commission. M. Harzé satisfera au désir de M. le Président, et ajoute que ces tableaux ont été exécutés sous la haute direction de M. le Directeur Général Arnould.

M. de Castro expose que l'Espagne ne possède pas jusqu'à présent de mines de houille de l'importance des exploitations dont il vient d'être parlé; elle ne fait pas d'exportation de charbon et il ne s'est pas produit de grèves dans ses charbonnages. Elle n'a donc aucune observation spéciale à présenter sur la dernière question du programme de la Commission.

M. Linder, à l'occasion de la question de l'arbitrage traitée par M. Dale, rappelle à titre de renseignement le rôle joué par l'administration des mines française, il y a trois ans, lors de la

grève de Decazeville, grève qui s'est terminée par un arbitrage à la satisfaction générale des parties.

Entrant dans le vif de la question, il indique les causes les plus habituelles des grèves, et recherche les moyens à employer pour les écarter. Il indique comme tels: une bonne organisation des mines en vue d'assurer la sécurité des travaux et d'empêcher les mécontentements justifiés parmi les ouvriers; des institutions de prévoyance, et la stabilité des salaires.

Dans une mine bien conduite, l'ingénieur doit descendre fréquemment dans les travaux pour en connaître lui-même tous les détails et se mettre en contact direct avec les ouvriers dont il doit personnellement soigner les intérêts aux divers points de vue du travail, du salaire, du recrutement, voire même des punitions, choses trop souvent abandonnées aux soins des maîtres-mineurs, dont le rôle doit être réduit à celui de simples agents de surveillance et d'exécution.

Les salaires peuvent être établis suivant divers principes: le salaire à la journée ne doit être employé que dans des cas exceptionnels, le salaire à la tâche fixe, limitée par jour, est désavantageux, comme le précédent, pour les bons ouvriers. Le salaire aux pièces ou marchandage réglé par un accord entre le patron et l'ouvrier est le meilleur; il permet au bon ouvrier de gagner de fortes journées, ce qui est justice; il y a intérêt dans ce cas à ce que la durée du contrat soit aussi longue que possible, l'ouvrier s'intéressant alors d'autant plus à son travail. M. Linder cite à l'appui de ces considérations des chiffres tirés de diverses exploitations.

Un élément important de la question des grèves est, en outre, l'absence de chômage et la stabilité des salaires, de manière à éviter toute diminution importante ou brusque de ceux-ci; il faut s'efforcer de maintenir une régularité aussi grande que possible, ou plutôt d'élever les salaires d'une manière lente et constante. Des chiffres nombreux cités par M. Linder viennent à l'appui de ces indications.

En France, quand la houille a peu de débit, que la production baisse, l'exploitant évite de renvoyer les ouvriers qu'il a en trop; puisant dans des réserves sagement accumulées dans des années de prospérité, il emploie ces ouvriers à des travaux d'avenir.

M. Linder parle ensuite des diverses mesures prises en faveur des ouvriers: chauffage, logements, écoles et autres avantages divers, tels que les institutions coopératives, et les caisses de secours



et de retraites, dont il indique sommairement le fonctionnement et la composition, variable au point de vue de leur administration.

En ce qui concerne en particulier les institutions de prévoyance, il montre par quelques exemples l'importance des sacrifices faits par beaucoup de compagnies houillères, sacrifices qui représentent souvent une fraction considérable des dividendes distribués aux actionnaires, et qui ont tous pour but la double amélioration du bien-être physique et moral de l'ouvrier. — C'est à cela en effet qu'on doit tendre; on doit à l'ouvrier autre chose que le salaire.

M. Linder termine par quelques mots sur les syndicats ouvriers et la loi projetée en faveur des victimes des accidents du travail, laquelle introduit dans la législation un nouveau principe, le risque professionnel.

M. Burdeau rappelle que la principale action à exercer en vue de prévenir les grèves réside dans les moyens patronaux que vient d'indiquer M. Linder: ces moyens consistent à maintenir autant que possible la fixité des salaires, à conserver les ouvriers aux époques de crise ou dans leur vieillesse, à se les attacher dans leur jeunesse en offrant aux enfants à l'âge convenable un travail suffisamment rétribué, à mettre à leur disposition des logements à bon marché, des maisons faciles à acquérir et qui les attachent au sol, à établir avec leur concours des sociétés coopératives de consommation, à assurer des secours aux malades et aux blessés, aux veuves et aux orphelins, ainsi que des pensions aux invalides du travail et aux vieillards; c'est ainsi qu'on peut constituer des familles attachées héréditairement à la profession de mineurs.

Quant à l'Etat, son intervention propre consiste à assurer la sécurité des travaux, la liberté des personnes et l'exécution des contrats.

La sécurité fait l'objet de la surveillance de l'administration, armée à cet effet par la loi; en outre, la nouvelle loi à l'étude sur les accidents donnera plus de garanties à l'ouvrier, en admettant en sa faveur le principe du risque professionnel.

En ce qui concerne la liberté, on a depuis 1884 fait un progrès important, en permettant aux ouvriers de s'entendre et de s'associer publiquement, par l'institution des syndicats professionnels. Bientôt peut-être la loi protégera-t-elle directement ces associations. — Les syndicats réalisent l'exercice d'un droit qu'on ne doit pas restreindre; les grèves elles-mêmes doivent être permises; quand elles se produisent, l'Etat n'a d'autre rôle que d'assurer la liberté des travailleurs et le respect des propriétés.

Quant à l'exécution des contrats, l'Etat n'a pas eu fréquemment à s'en préoccuper. En fait, en cas de grève, l'ouvrier ne respecte pas le délai de dénonciation, qui est en général de huit jours; les autorités pourraient à la rigueur exiger le respect de cette clause, mais il répugne à nos mœurs d'user de la force pour obtenir le travail, et les autorités françaises ne recourent en fait qu'à la persuasion qui souvent procure de bons effets.

Les caisses de secours et de retraites sont aussi des contrats qui lient le patron à l'ouvrier; dans un cas particulier, on a constaté que les intérêts des ouvriers y avaient été compromis, et que les fonds de ces caisses avaient été consacrés à une entreprise qui a fait faillite: aussi une loi prochaine garantira-t-elle ces caisses contre toute malversation.

Enfin l'arbitrage, qui n'a été appliqué en France que d'une manière accidentelle, pourra être réglementé, et une loi en ce sens est à l'étude; certes, on ne prétend pas imposer l'arbitrage, mais ce sera le recommander que de l'entourer de certaines garanties.

En résumé, on espère en France diminuer le nombre des grèves par trois genres de moyens: par les institutions patronales qui adoucissent les relations entre patrons et ouvriers, par les syndicats qui feront de l'ouvrier un homme de plus en plus capable de discuter les conditions de son travail, enfin par l'arbitrage qui s'introduira dans les mœurs à mesure que l'ouvrier saura mieux gérer ses intérêts.

Dans ces questions, l'Etat n'a à jouer qu'un rôle de gardien de la liberté des personnes et de la loyale exécution des contrats.

M. le *Président* rappelle l'organisation qui existe en Allemagne pour les assurances en cas d'accidents ou en cas de maladies; il signale la création récente, dans les houillères royales de Saarbrücken, de délégués des ouvriers chargés de servir d'intermédiaires entre le directeur et les mineurs.

L'Allemagne se préoccupe aussi actuellement d'établir des Cours centrales d'arbitrage (Cours de justice de l'Industrie), devant lesquelles seraient réglés les différends entre patrons et ouvriers.

Il constate que la Commission ne semble pas avoir en vue de résoudre la dernière question de son programme par un règlement international; les diverses communications qui viennent d'être faites ont signalé quelques points de vue généraux qu'il serait utile de recommander à l'attention des divers pays.



La question d'un règlement international est plutôt d'ailleurs du ressort de la dernière partie du programme de la Conférence; et M. le Président reconnaît que les Délégués ne peuvent à aucun point de vue engager les décisions de leurs Gouvernements.

M. Dale propose la résolution suivante:

"Il serait désirable, dans le but d'assurer la continuité de la production du charbon, de prévenir les grèves; et l'expérience tend à prouver que le meilleur moyen préventif consiste en ce que les patrons et les mineurs réunis en associations s'engagent, volontairement et réciproquement, dans tous les cas où leurs différends ne pourraient pas être résolus par une entente directe, à recourir à la solution par l'arbitrage."

M. le *Président* constate que la première phrase ne soulève aucune objection; mais la seconde ne cite qu'un des moyens qui ont été recommandés pour prévenir les grèves.

Après une suspension de séance, M. le Président met aux voix la résolution suivante:

"La discussion de la Commission sur la question N° 3 a donné occasion aux Délégués des pays producteurs de charbon d'exposer la situation actuelle du travail dans les houillères et les moyens propres à en prévenir l'interruption.

De cette discussion sont ressorties les indications suivantes:

- 1° que la sécurité de l'ouvrier et la salubrité des travaux doivent être assurées par tous les moyens dont dispose la science, et placées sous la surveillance de l'Etat;
- 2° que les ingénieurs chargés de diriger l'exploitation doivent être exclusivement des hommes d'une expérience et d'une compétence technique dûment constatées;
- 3° que les relations entre les ouvriers mineurs et les ingénieurs de l'exploitation doivent être le plus directes possible, pour avoir un caractère de confiance et de respect mutuels;
- 4° que les institutions de prévoyance destinées à garantir l'ouvrier mineur et sa famille contre les effets de la maladie, des accidents, de l'invalidité prématurée, de la vieillesse et de la mort, sont propres à attacher le mineur à sa profession et doivent être de plus en plus développées;
- 5° qu'il serait désirable, dans le but d'assurer la continuité de la production du charbon, de prévenir les grèves; et l'expérience tend à prouver que le meilleur moyen préventif consiste à ce que les patrons et les mineurs, réunis en as-

sociations, s'engagent volontairement et réciproquement, dans tous les cas où leurs différends ne pourraient pas être résolus par une entente directe, à recourir à la solution par l'arbitrage.<sup>4</sup>

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

A la suite d'une suspension de séance, il est procédé à une seconde lecture, et la résolution répondant à la dernière question du programme de la Commission est adoptée à l'unanimité dans la forme suivante :

*Il est désirable :*

- a) *que la sécurité de l'ouvrier et la salubrité des travaux soient assurées par tous les moyens dont dispose la science et placées sous la surveillance de l'Etat ;*
- b) *que les ingénieurs chargés de diriger l'exploitation soient exclusivement des hommes d'une expérience et d'une compétence technique dûment constatées ;*
- c) *que les relations entre les ouvriers mineurs et les ingénieurs de l'exploitation soient le plus directes possible, pour avoir un caractère de confiance et de respect mutuels ;*
- d) *que les institutions de prévoyance destinées à garantir l'ouvrier mineur et sa famille contre les effets de la maladie, des accidents, de l'invalidité prématurée, de la vieillesse et de la mort, institutions qui sont propres à améliorer le sort du mineur et à l'attacher à sa profession, soient de plus en plus développées ;*
- e) *que, dans le but d'assurer la continuité de la production du charbon, on s'efforce de prévenir les grèves. L'expérience tend à prouver que le meilleur moyen préventif consiste à ce que les patrons et les mineurs réunis en associations s'engagent volontairement et réciproquement, dans tous les cas où leurs différends ne pourraient pas être résolus par une entente directe, à recourir à la solution par l'arbitrage.*

*Le Président :*  
Hauchecorne.

*Le Rapporteur :*  
E. Harzé.



Annexe N° 3 au Protocole N° 6.

## Déclaration personnelle

de

**M. Santamaria**, Délégué d'Espagne,  
concernant l'interdiction du travail des femmes dans les mines.

---

Je réserve mon opinion personnelle sur cette question, parce que je crois qu'on aurait dû dire: „qu'il est désirable que les personnes du sexe féminin ne travaillent pas sous terre.“

---

## Déclaration

faite hors séance par Messieurs les Délégués du Portugal.

---

Excellence,

Avant la conclusion des travaux de la Conférence de Berlin, dont l'initiative et les résultats resteront dans l'histoire de ce siècle comme une de ses plus belles pages, nous, les Délégués du Portugal, nous tenons, Monsieur le Ministre, Président de la Conférence, à lui communiquer des informations qui, peut être, seront considérées comme intéressantes.

Le programme des travaux de la Conférence ne comprenait pas de section ayant égard aux rapports entre patrons et ouvriers dans les établissements industriels, où, l'Etat étant le patron, des règlements protecteurs peuvent être édictés sans atteinte à la liberté industrielle et aux droits individuels. C'est pour cela que nous nous sommes abstenus de présenter, devant les Commissions

de la Conférence, la loi portugaise du 22 mai 1888 et d'en expliquer le texte.

Il nous semble, cependant, que les établissements industriels appartenant à l'Etat, et dont le nombre et l'importance s'accroît partout et chaque jour, devraient être des modèles-types, par l'action et l'exemple desquels s'améliorerait graduellement le sort des ouvriers de l'industrie particulière.

Nous avons l'honneur de vous adresser, Monsieur le Président, deux exemplaires de la loi du 22 mai 1888, ainsi que des règlements promulgués pour son exécution. Cette loi a créé en Portugal la régie de la fabrication des tabacs, abolissant le régime antérieur de la liberté de cette industrie.

Les ouvriers des tabacs, de cinq à six mille, la moitié à peu près étant du sexe féminin, formaient peut-être parmi les travailleurs portugais la classe la plus misérable. Leur nombre dépassait d'un quart, peut-être d'un tiers, les besoins de la consommation, et de là, sous l'action de la concurrence, venaient des chômages fréquents et des réductions successives d'un salaire payé à la tâche.

La loi constitutionnelle de la régie des tabacs en Portugal a complètement changé cet état de choses, et nous pouvons vous assurer, Monsieur le Président, que, après deux ans presque révolus, les résultats de son fonctionnement en ont été satisfaisants. L'apaisement s'est fait parmi ces ouvriers, qui auparavant comptaient parmi les plus inquiets.

Les dispositions principales de l'organisation créée par la loi du 22 mai 1888, sont:

- 1° La garantie d'un travail permanent de 8 heures par jour à tous les ouvriers, ainsi que celle des prix de main-d'œuvre des tarifs existant à l'époque;
- 2° l'institution d'un service de secours comprenant l'assistance en cas de maladie, les subventions en cas d'impossibilité de travailler, l'établissement de crèches et d'écoles dans les usines, etc., au moyen de cotisations payées par les ouvriers et de subsides octroyés par l'Etat;
- 3° la création d'un fonds de retraite pour les ouvriers invalides, leur garantissant le minimum de 1500 rs. (fr. 8,30) par semaine, au moyen d'une dotation annuelle de 20 *centos de reis*, soit à peu près fr. 110,000;
- 4° la participation des ouvriers aux bénéfices industriels.



Tel est l'ensemble des dispositions principales du système créé par la loi du 22 mai 1888, en ce qui regarde la situation des ouvriers.

En vous priant, Monsieur le Président, de faire part à la Conférence de cette communication, nous espérons qu'elle aura, par son importance, l'honneur d'être enregistrée à la suite du procès-verbal officiel.

*Berlin*, à la salle de la Conférence ouvrière, le 28 mars 1890.

*Les Délégués du Portugal :*

J. P. Oliveira Martins. E. Madeira Pinto.

## Protocole N° 7.

Séance du 29 mars 1890.

Etaient présents :

*Allemagne.*

- Son Excellence M. le Baron de Berlepsch, Ministre du Commerce et de l'Industrie.  
M. Magdeburg, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce et de l'Industrie.  
Sa Grandeur Monseigneur le Dr Kopp, Prince-Evêque de Breslau.  
M. Reichardt, Directeur au Département des Affaires Etrangères.  
M. Lohmann, Conseiller Intime Supérieur de Régence.  
M. le Dr Hauchecorne, Premier Directeur de l'Académie des Mines, Conseiller Intime des Mines.  
M. Landmann, Conseiller Supérieur de Régence au Ministère Royal de l'Intérieur de Bavière.  
M. le Baron Heyl de Herrnsheim, Conseiller Intime de Commerce à Worms.  
M. Kœchlin, Industriel et Conseiller d'Etat.

*Autriche-Hongrie.*

- M. le Baron Béla Weigelsperg, Conseiller Impérial Royal au Ministère du Commerce.  
M. le Dr F. Migerka, Conseiller Impérial Royal au Ministère du Commerce, Inspecteur Général des Fabriques.  
M. le Baron Auguste de Plappart, Conseiller Impérial Royal au Ministère de l'Intérieur.  
M. le Dr Ludwig Haberer, Secrétaire au Ministère Impérial Royal de l'Agriculture.



- M. le Dr Jules de Schnierer, Conseiller au Ministère Royal Hongrois du Commerce.  
 M. Béla de Graenzenstein, Ingénieur des Mines, Directeur Général de la Régie Royale des Tabacs, Conseiller Ministériel.  
 M. Joseph Sztérényi, Inspecteur Royal Hongrois de l'Industrie.  
 M. le Dr Schulz, Secrétaire de la Délégation d'Autriche-Hongrie.

*Belgique.*

- M. le Baron Greindl, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.  
 M. Victor Jacobs, Ministre d'Etat, Membre de la Chambre des Représentants.  
 M. Emile Harzé, Directeur des Mines au Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux Publics.  
 M. le Baron A. d'Kint de Roodenbeke, Vice-Président du Conseil Provincial de la Flandre Orientale.

*Danemark.*

- M. C. F. Tietgen, Conseiller d'Etat Intime.  
 M. H. Topsøe, Inspecteur Royal des Fabriques, Professeur à l'Académie Militaire.  
 M. L. Bramsen, Directeur des compagnies d'assurance.

*Espagne.*

- M. Manuel Fernandez de Castro, Sénateur, Inspecteur Général des Mines.  
 M. Vicente Santamaria de Paredes, Député et Directeur Général de l'Instruction Publique.

*France.*

- M. Jules Simon, Sénateur.  
 M. Tolain, Sénateur.  
 M. Burdeau, Député.  
 M. Linder, Vice-Président du Conseil Supérieur des Mines.  
 M. Victor Delahaye, Ouvrier mécanicien.  
 M. Jacquot, Consul Général de France à Leipzig.  
 M. Laporte, Inspecteur Divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures.  
 M. Pellé, Ingénieur des Mines.  
 M. A. Lebon, Secrétaire de la Délégation Française.

*Grande Bretagne.*

- The Rt. Hon. Sir John Gorst, Membre du Parlement, Sous-Secrétaire d'Etat pour les Indes.  
 M. Charles S. Scott, C. B., Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. Britannique en Suisse.  
 Sir William H. Houldsworth, Bart., Membre du Parlement d'Angleterre.  
 M. David Dale, Esq., Propriétaire de mines.  
 M. T. Burt, Membre du Parlement, Secrétaire de l'Association des Mineurs.  
 M. T. Birtwistle, Secrétaire de l'Association des Ouvriers de l'industrie textile.  
 M. J. Burnett, Chef de Division au Département du Travail.

*Italie.*

- M. Gerolamo Boccardo, Sénateur et Conseiller d'Etat.  
 M. Vittorio Ellena, Député et Conseiller d'Etat.  
 M. Luigi Bodio, Directeur Général de la Statistique du Royaume d'Italie.  
 M. Bonaldo Stringher, Chef de Division au Ministère des Finances.  
 M. Giuseppe Majorana Calatabiano, Professeur à l'Université Royale de Messine, Avocat à la Cour Royale de Cassation de Rome.  
 M. Mario Mancini, Rédacteur des Procès-Verbaux de la Chambre des Députés à Rome.

*Luxembourg.*

- L. le Dr. Alexis Brasseur, Député et propriétaire de mines.

*Pays-Bas.*

- M. le Jonkheer F. P. van der Haeven, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.  
 M. le Dr Snyder van Wissenkerke, Directeur au Ministère de la Justice.  
 M. H. W. E. Struve, Inspecteur du Travail.

*Portugal.*

- M. le Marquis de Panafiel, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.  
 M. Ernesto Madeira Pinto, Conseiller et Directeur Général du Département du Commerce.  
 M. J. P. de Oliveira Martins, Administrateur de la Régie des Tabacs, ancien Député.



*Suède et Norvège.*

- M. W. de Tham, Membre de la Première Chambre de la Diète Suédoise.  
 M. E. Christie, Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur de Norvège.  
 M. le Comte de Wrangel, Secrétaire de la Délégation de Suède et Norvège.

*Suisse.*

- M. E. Blumer, Landammann du Canton de Glaris.  
 M. le Dr F. Kaufmann, Premier Secrétaire du Département Fédéral de l'Industrie.  
 M. Bonjour, Secrétaire de la Délégation suisse.

La séance est ouverte à 2 h <sup>1</sup>/<sub>2</sub>.

Le *Président* donne lecture du protocole final, dont les termes ont été approuvés dans une réunion de Représentants de chaque Délégation, et qui contient, dans la forme définitive, les vœux émis par la Conférence; le texte de ce document a été vérifié et certifié authentique par MM. *Kayser* et *Dumaine*, Membres du Secrétariat. Il invite ensuite MM. les Délégués à apposer leur signature au bas de ce document. (Voir l'annexe.)

Après que cette formalité a été remplie, le *Président* prononce le discours suivant:

„Messieurs,

„Nos travaux sont terminés. C'est aujourd'hui que les Membres de la Conférence Internationale pour la protection des ouvriers dans les établissements industriels et dans les mines se séparent pour rentrer dans leurs foyers. En ce moment, chacun d'entre nous se pose cette question bien naturelle, de savoir si le travail assidu et consciencieux auquel nous nous sommes livrés pendant quinze jours, si l'échange d'opinions qui a eu lieu et les relations amicales qui ont été nouées entre nous, resteront sans résultat sérieux, ou bien auront, au contraire, des effets durables pour le bien public.

„Nous ne sommes pas à même de répondre à cette question d'une manière décisive; car il n'entrait pas dans nos attributions de conclure une convention internationale réglant les points soumis à nos délibérations. Notre compétence se limitait à formuler des appréciations et des vœux, qui seront soumis aux Gouvernements représentés dans la Conférence.

„Mais la question sur laquelle nous avons le droit et le devoir de nous prononcer, c'est celle qui consiste à décider si nos travaux fournissent une base, sur laquelle puissent s'appuyer et se développer des projets de protection plus efficace et de garanties plus sérieuses pour les forces matérielles, physiques, morales et intellectuelles des classes ouvrières.

„Messieurs, je n'hésite pas en votre nom à répondre dans un sens affirmatif à cette question.

„Certes, au début de nos délibérations, nous nous trouvions sous l'impression de la difficulté qu'il y avait à réunir, dans des vues d'ensemble, les divers aspects de la question de la protection des ouvriers, pour ce qui concerne la nature, la durée et le repos du travail. Mais, grâce à l'échange de nos opinions, nous sommes arrivés, Messieurs, à la conviction qu'il y a certains points de vue généraux sur lesquels les Gouvernements pourraient s'entendre entre eux et d'après lesquels ils régleraient leur législation nationale, en tenant compte des conditions spéciales à leurs pays respectifs.

„A mon avis, les principes consacrés par les vœux qu'a formulés la Conférence, pourraient être ainsi résumés : à savoir que chaque pays devrait accorder à la classe ouvrière, soit par la législation, soit dans les mœurs, tout ce qui n'est pas incompatible avec la sûreté de l'existence et le développement de l'industrie nationale, desquels dépend, d'ailleurs, le bien-être des ouvriers.

„En nous séparant, convaincus que cette pensée se réalisera de plus en plus, nous pourrons, Messieurs, terminer nos travaux avec un sentiment de satisfaction. Nous en soumettrons le résultat avec une conscience tranquille aux Hauts Gouvernements qui nous avaient délégués et dont dépendra la suite à donner aux vœux de la Conférence.

„En attendant, je suis très heureux d'être chargé par l'Empereur, mon Auguste Souverain, de vous exprimer, Messieurs, les chaleureux remerciements de Sa Majesté pour les efforts soutenus, considérables et féconds que chacun d'entre vous a consacrés aux débats de la Conférence.

„Que la bénédiction du Seigneur nous soit en aide pour que le grain que nous venons de semer, suivant nos faibles forces, porte des fruits centuples au profit de l'humanité.“

Sir *John Gorst* demande la parole, et s'exprime en anglais dans les termes traduits ci-après :

„Notre Président disait, au banquet d'hier soir, que, pour bien exprimer ce qui vient du cœur, la langue du pays natal est toujours



la meilleure à employer. C'est pourquoi j'espère que la Conférence me permettra de me servir de la langue anglaise, afin de mieux rendre ce qui se trouve dans mon cœur et, je le crois aussi, dans celui de mes Collègues de toute nationalité. Nous désirons, avant tout, que le Président fasse savoir à l'Empereur d'Allemagne combien nous sommes reconnaissants à Sa Majesté de l'initiative qu'Elle a prise en convoquant cette Assemblée, non moins que de la gracieuse hospitalité dont nous avons été honorés et qui fera de notre séjour à Berlin un des plus beaux souvenirs de notre vie. Nous désirons aussi témoigner de notre très vive gratitude à M. le Président, à M. Magdeburg et aux Secrétaires, pour l'impartialité, la patience et l'habileté avec lesquelles la Conférence a été dirigée, et pour la clarté qui a été répandue dans la rédaction de nos résolutions. Chacun de nous se rappellera toujours, avec une grande satisfaction, la part qu'il a prise aux débuts de cette œuvre de générosité en faveur des ouvriers de tous les pays. Mais nous espérons que les conséquences de nos travaux ne s'arrêteront pas à la confection de protocoles, et que les Gouvernements des nations représentées ici prendront en très sérieuse considération les vœux que nous avons émis. Nous comptons avec confiance que des millions d'hommes, de femmes et d'enfants en tireront l'avantage d'une destinée meilleure, d'une existence plus douce et que les générations futures se trouveront plus riches, plus fortes et plus vertueuses, par l'effet des dispositions dont la Conférence a marqué les premières tendances. Un tel résultat serait la plus complète récompense que pourraient obtenir Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, ainsi que le Président et les Secrétaires de la Conférence."

M. Jacobs ajoute ce qui suit aux déclarations du Délégué Britannique:

"Il est d'usage, dans les Assemblées anglaises, que le *mover* d'une motion importante soit appuyé par un autre membre de l'Assemblée. Sir John Gorst ne trouvera pas mauvais, je l'espère, que je lui serve de *seconder*.

"Ce n'est pas peu de chose, Messieurs, que de présider une Conférence, où quinze Etats sont représentés et dont l'objet touche, par tous les bouts, à cet immense problème: concilier la tutelle de l'Etat, en ce qu'elle a de légitime, avec le respect de la liberté individuelle, sans laquelle l'homme n'est qu'un rouage de machine.

"Pour qu'une telle Conférence réussisse, pour qu'elle ne s'éternise pas, son Président doit réunir toutes les qualités d'un général en chef. Il doit diviser son armée en plusieurs corps et répartir

judicieusement entre eux l'ensemble des opérations. La répartition de vos travaux a été si bien équilibrée que vos trois Commissions ont terminé leur œuvre le même jour. Le général en chef doit avoir soin de placer chaque corps d'armée sous le commandement d'un général expérimenté, et, pour tout prévoir, il doit pourvoir à son propre remplacement. La désignation des généraux Magdeburg, Kopp, Simon et Hauchecorne prouve que le général en chef, Baron de Berlepsch, sait, de main de maître, choisir ses collaborateurs.

„Le service de l'état-major est, en campagne, d'une importance capitale. Je n'ai jamais rencontré un Secrétariat, je veux dire un état-major, mieux organisé que le nôtre.

„Mais, Messieurs, de même que les mets les plus fins ne valent rien s'ils ne sont bien assaisonnés, toutes ces dispositions, si bien ordonnées en vue des manœuvres de notre armée pacifique, ne nous eussent pas fait emporter d'ici l'excellent souvenir que nous emporterons, si elles n'avaient été assaisonnées de cette bonne grâce et de cette cordialité qui doublent le prix de toutes choses.

„Sous ce rapport aussi, nous ne pouvions avoir de meilleur Président, et j'exprime votre sentiment à tous, Messieurs, lorsque parmi les remerciements que Sir J. Gorst adressait tout à l'heure à S. M. l'Empereur d'Allemagne, j'en souligne un: nous remercions Sa Majesté d'avoir confié la direction de nos travaux à M. le Barop de Berlepsch.“

Le *Président* exprime ses sentiments de gratitude pour les paroles aimables qui lui ont été adressées, et ne consent à accepter les félicitations qu'il vient d'entendre qu'à la condition d'en reporter la plus large part sur ses collaborateurs.

M. *Boccardo* tient à remercier, non seulement à titre personnel, mais aussi au nom de toute la Délégation Italienne, le Gouvernement Impérial pour l'accueil exceptionnellement flatteur qui a été fait aux Membres de la Conférence, et il se joint aux précédents orateurs pour témoigner sa reconnaissance tant au Président qu'aux Membres de la Délégation Allemande.

M. *de Castro*, de la part du Gouvernement Espagnol, s'associe également aux expressions de gratitude qui viennent d'être si heureusement formulées.

Le *Président* déclare, au nom de S. M. l'Empereur d'Allemagne, que la Conférence est close et lève la séance à 3<sup>h</sup> 1/2.

(Folgen die Unterschriften der in Berlin noch anwesenden Konferenzmitglieder und des Sekretariats.)



Beilage XVII.

Annexe au Protocole n° 7.

## Protocole final

de la

Conférence Internationale concernant le règlement du travail  
dans les établissements industriels et dans les mines.

---

Les Soussignés, Délégués des Gouvernements de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie, de sa Majesté le Roi des Belges, de Sa Majesté le Roi de Danemark, de Sa Majesté la Reine-Régente d'Espagne, de la République Française, de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, de Sa Majesté le Roi d'Italie, de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, en cette qualité et en celle de Grand-Duc de Luxembourg, de Sa Majesté le Roi de Portugal, de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège et du Conseil Fédéral de la Confédération Suisse, s'étant réunis à Berlin en Conférence pour discuter les questions relatives à la protection des ouvriers et contenues dans le programme qui avait été joint à l'invitation du Gouvernement Impérial d'Allemagne, ont consigné comme résultat de leurs délibérations l'expression des vœux suivants, énoncés la plupart à l'unanimité et les autres à la majorité :

## I. Règlement du travail dans les mines.

Il est désirable :

- 1° a. Que la limite inférieure de l'âge, auquel les enfants peuvent être admis aux travaux souterrains dans les mines, soit progressivement élevée, à mesure que l'expérience en aura prouvé la possibilité, à 14 ans révolus.

Toutefois, pour les pays méridionaux, cette limite serait celle de 12 ans.

- b. Que le travail sous terre soit défendu aux personnes du sexe féminin.

- 2° Que, dans les cas où l'art des mines ne suffirait pas pour éloigner tous les dangers d'insalubrité provenant des conditions naturelles ou accidentelles de l'exploitation de certaines mines ou de certains chantiers de mine, la durée du travail soit restreinte.

Le soin est laissé à chaque pays d'assurer ce résultat par voie législative ou administrative, ou par accord entre les exploitants et les ouvriers, ou autrement, selon les principes et la pratique de chaque nation.

- 3° a. Que la sécurité de l'ouvrier et la salubrité des travaux soient assurées par tous les moyens dont dispose la science, et placées sous la surveillance de l'Etat;
- b. que les ingénieurs chargés de diriger l'exploitation soient exclusivement des hommes d'une expérience et d'une compétence technique dûment constatées;
- c. que les relations entre les ouvriers mineurs et les ingénieurs de l'exploitation soient le plus directes possible pour avoir un caractère de confiance et de respect mutuels;
- d. que les institutions de prévoyance et de secours, organisées conformément aux mœurs de chaque pays et destinées à garantir l'ouvrier mineur et sa famille contre les effets de la maladie, des accidents, de l'invalidité prématurée, de la vieillesse et de la mort, institutions qui sont propres à améliorer le sort du mineur et à l'attacher à sa profession, soient de plus en plus développées;
- e. que, dans le but d'assurer la continuité de la production du charbon, on s'efforce de prévenir les grèves. L'expérience tend à prouver que le meilleur moyen préventif consiste à ce que les patrons et les mineurs s'engagent volontairement, dans tous les cas où leurs différends ne pourraient pas être résolus par une entente directe, à recourir à la solution par l'arbitrage.

## II. Règlement du travail du dimanche.

- 1° Il est désirable, sauf les exceptions et les délais nécessaires dans chaque pays,
- a. qu'un jour de repos par semaine soit assuré aux personnes protégées,
- b. qu'un jour de repos soit assuré à tous les ouvriers de l'industrie,



- c. que ce jour de repos soit fixé au dimanche pour les personnes protégées,
- d. que ce jour de repos soit fixé au dimanche pour tous les ouvriers de l'industrie.

2° Des exceptions sont admissibles:

- a. à l'égard des exploitations qui exigent la continuité de la production pour des raisons techniques ou qui fournissent au public des objets de première nécessité, dont la fabrication doit être quotidienne;
- b. à l'égard des exploitations qui, par leur nature, ne peuvent fonctionner que dans des saisons déterminées ou qui dépendent de l'action irrégulière des forces naturelles.

Il est désirable que, même dans les établissements de cette catégorie, chaque ouvrier ait un dimanche libre sur deux.

3° Dans le but de déterminer les exceptions à des points de vue similaires, il est désirable que leur réglementation soit établie par suite d'une entente entre les différents Gouvernements.

### III. Règlement du travail des enfants.

Il est désirable:

- 1° que les enfants des deux sexes n'ayant pas atteint un certain âge soient exclus du travail dans les établissements industriels;
- 2° que cette limite d'âge soit fixée à douze ans, sauf pour les pays méridionaux où cette limite serait de 10 ans;
- 3° que ces limites d'âge soient les mêmes pour tout établissement industriel et qu'il ne soit admis sous ce rapport aucune différence;
- 4° que les enfants aient préalablement satisfait aux prescriptions concernant l'instruction primaire;
- 5° que les enfants au-dessous de 14 ans révolus ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche;
- 6° que leur travail effectif ne dépasse pas six heures par jour et soit interrompu par un repos de une demi-heure au moins;
- 7° que les enfants soient exclus des occupations insalubres ou dangereuses ou n'y soient admis que sous certaines conditions protectrices.

#### IV. Règlement du travail des jeunes ouvriers.

Il est désirable:

- 1<sup>o</sup> que les jeunes ouvriers des deux sexes de 14 à 16 ans ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche;
- 2<sup>o</sup> que leur travail effectif ne dépasse pas dix heures par jour et soit interrompu par des repos d'une durée totale de une heure et demie au moins;
- 3<sup>o</sup> que des exceptions soient admises pour certaines industries;
- 4<sup>o</sup> que des restrictions soient prévues pour les occupations particulièrement insalubres ou dangereuses;
- 5<sup>o</sup> qu'une protection soit assurée aux jeunes garçons de 16 à 18 ans en ce qui concerne:
  - a. une journée maxima de travail,
  - b. le travail de nuit,
  - c. le travail du dimanche,
  - d. leur emploi dans des occupations particulièrement insalubres ou dangereuses.

#### V. Règlement du travail des femmes.

Il est désirable:

- 1<sup>o</sup> a. que les filles et les femmes de seize à vingt et un ans ne travaillent pas la nuit;
- b. que les filles et les femmes de plus de vingt et un ans ne travaillent pas la nuit;
- 2<sup>o</sup> que leur travail effectif ne dépasse pas onze heures par jour et qu'il soit interrompu par des repos d'une durée totale de une heure et demie au moins;
- 3<sup>o</sup> que des exceptions soient admises pour certaines industries;
- 4<sup>o</sup> que des restrictions soient prévues pour les occupations particulièrement insalubres ou dangereuses;
- 5<sup>o</sup> que les femmes accouchées ne soient admises au travail que quatre semaines après leur accouchement.

#### VI. Mise à exécution des dispositions adoptées par la Conférence.

1<sup>o</sup> Pour le cas où les Gouvernements donneraient suite aux travaux de la Conférence, les dispositions suivantes se recommandent:



- a. L'exécution des mesures prises dans chaque Etat sera surveillée par un nombre suffisant de fonctionnaires spécialement qualifiés, nommés par le Gouvernement du pays et indépendants des patrons, aussi bien que des ouvriers.
- b. Les rapports annuels de ces fonctionnaires, publiés par les Gouvernements des divers pays, seront communiqués par chacun d'eux aux autres Gouvernements.
- c. Chacun de ces Etats procédera périodiquement et, autant que possible dans une forme semblable, à des relevés statistiques, quant aux questions visées dans les délibérations de la Conférence.
- d. Les Etats participants échangeront entre eux ces relevés statistiques, ainsi que le texte des prescriptions émises par voie législative ou administrative et se rapportant aux questions visées dans les délibérations de la Conférence.

2° Il est désirable que les délibérations des Etats participants se renouvellent, afin que ceux-ci se communiquent réciproquement les observations que les suites données aux délibérations de la présente Conférence auront suggérées, et afin d'examiner l'opportunité de les modifier ou de les compléter.

Les Soussignés soumettront ces vœux à leurs Gouvernements respectifs sous les réserves et avec les observations faites dans les séances du 27 et du 28 mars et reproduites dans les procès-verbaux de ces séances.

Fait à Berlin le vingt-neuf mars de l'an mil huit cent quatre-vingt dix en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement Impérial d'Allemagne et dont une copie légalisée sera remise, par la voie diplomatique, à chaque Gouvernement représenté à la Conférence.

BARON DE BERLEPSCH. MAGDEBURG. G. KOPP.

REICHARDT. LOHMANN. HAUCHECORNE.

LANDMANN. BARON HEYL DE HERRNSHEIM.  
ED. KOECHLIN.

WEIGELSPERG. DR. MIGERKA. PLAPPART.

DR. HABERER. SCHNIERER. GRAENZENSTEIN.  
SZTERÉNYI JOSEPH.

GREINDL. V. JACOBS. EMILE HARZÉ.

BON A. T'KINT DE ROODENBEKE.

C. F. TIETGEN. HALDOR TOPSÖE.  
LUDVIG BRAMSEN.

MANUEL FERN. DE CASTRO. V<sup>TE</sup> SANTAMARIA DE PAREDES.

JULES SIMON. H. TOLAIN. A. BURDEAU.  
LINDER. V. DELAHAYE.

JOHN E. GORST. CHARLES S. SCOTT.  
W. H. HOULDSWORTH. DAVID DALE.

G. BOCCARDO. V. ELLENA. L. BODIO.  
A. BRASSEUR.

JONKHEER F. P. VAN DER HOEVEN. SNYDER v. WISSENKERKE.  
H. W. E. STRUVE.

MARQUIS DE PENAFIEL. ERNESTO MADEIRA PINTO.  
J. P. OLIVEIRA MARTINS.

WILHELM DE THAM. E. CHRISTIE.  
E. BLUMER. DR. KAUFMANN.

Certifié conforme à l'original :

DR. KAYSER.

DR. FÜRST.

ALFRED DUMAINE.

COMTE D'ARCO VALLEY.



Beilage XVIII.

## Tableau

de la

législation des Etats représentés à la Conférence Internationale  
en ce qui concerne le règlement du travail du dimanche ainsi  
que du travail des enfants et des femmes

par

**Th. Lohmann**

conseiller intime supérieur de Régence.

Traduction française faite et réservée à l'usage des membres de la Conférence.

I. Allemagne.	VIII. Grande-Bretagne.
II. Autriche.	IX. Italie.
III. Hongrie.	X. Luxembourg.
IV. Belgique.	XI. Pays-Bas.
V. Danemark.	XII. Suède.
VI. Espagne.	XIII. Norvège.
VII. France.	XIV. Suisse.

**Etendue du domaine de la législation.****I. Allemagne.**Loi sur l'industrie (Gewerbeordnung), texte du 1<sup>er</sup> juillet 1883.

Le travail dans les fabriques et les établissements assimilés,  
savoir :

- 1<sup>o</sup> ateliers où il est fait régulièrement emploi de la vapeur;
- 2<sup>o</sup> usines, chantiers de construction et de carénage;
- 3<sup>o</sup> mines, salines, fonderies, carrières et fosses exploitées  
souterrainement.

**II. Autriche.**

Loi du 8 mars 1885.

Tous les travaux industriels et spécialement les entreprises industrielles exploitées dans les fabriques.

**III. Hongrie.**

Loi du 21 mai 1884 sur l'industrie.

Tous les travaux industriels et spécialement le travail dans les fabriques.

**IV. Belgique.**

Loi du 13 décembre 1889.

Le travail qui s'exécute :

- 1<sup>o</sup> dans les mines, minières, carrières, chantiers ;
- 2<sup>o</sup> dans les usines, manufactures, fabriques ;
- 3<sup>o</sup> dans les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes ainsi que dans ceux où le travail se fait à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques ;
- 4<sup>o</sup> dans les ports, débarcadères, stations.

**V. Danemark.**

Loi du 23 mai 1873.

Le travail dans les fabriques et dans les usines et ateliers assimilés aux fabriques.

**VI. Espagne.**

Loi du 24 juillet 1873. — Loi du 21 juillet 1878.

Le travail dans les fabriques.

**VII. France.**

Loi du 9 mai 1874.

Le travail industriel dans les manufactures, fabriques, usines, mines, chantiers et ateliers.



### VIII. Grande-Bretagne.

Loi de 1878 sur le travail des personnes employées dans l'industrie.

Le travail dans tous les établissements industriels qui s'occupent à fabriquer ou à façonner des articles ou des parties d'articles de commerce.

La loi distingue entre les filatures, les autres fabriques et manufactures et les établissements industriels installés dans un local privé où l'on n'emploie aucun moteur mécanique et servant d'habitation aux membres d'une même famille qui seuls sont admis au travail.

### IX. Italie.

Loi du 11 février 1886.

Le travail dans les ateliers industriels, dans les carrières et dans les mines.

### X. Luxembourg.

Loi du 6 décembre 1876.

Le travail dans les fabriques et mines.

### XI. Pays-Bas.

Loi du 5 mai 1889.

Les travaux de toute sorte d'industrie à l'exception:

- 1<sup>o</sup> de l'agriculture, de l'horticulture, de la culture des forêts, de l'élevage du bétail et de la culture des marais;
- 2<sup>o</sup> des travaux exécutés hors des fabriques et manufactures au bénéfice de l'industrie exercée par le patron chez lequel habite l'ouvrier — en tant que ces travaux se font habituellement à domicile et hors des ateliers.

La loi s'occupe spécialement de la réglementation du travail dans les fabriques et manufactures.

### XII. Suède.

Ordonnance du 18 novembre 1881.

Le travail dans les fabriques et manufactures.

## XIII. Norvège.

Jusqu'à présent il n'existe pas de loi qui règle le travail industriel en général. Ce n'est que sur le travail dans les boulangeries qu'une loi du 17 juin 1887 a statué des dispositions.

## XIV. Suisse.

Loi du 23 mars 1877.

Le travail dans les fabriques, c'est-à-dire dans tout établissement industriel où un nombre plus ou moins considérable d'ouvriers sont occupés simultanément et régulièrement, hors de leur domicile et dans un local fermé.

En cas doute le Conseil fédéral prononce en dernier ressort.

## Travail du dimanche.

## I. Allemagne.

La législation de l'Empire ne contient que les dispositions suivantes :

1<sup>o</sup> Les industriels ne peuvent pas imposer à leurs ouvriers l'obligation de travailler les dimanches et les jours fériés.

Les travaux qui en raison de la nature de l'industrie ne comportent ni ajournement ni interruption, sont exceptés de cette disposition.

2<sup>o</sup> Il est défendu de faire travailler les jeunes ouvriers, c'est-à-dire les enfants de 12 à 14 ans et les jeunes gens de 14 à 16 ans, les dimanches et jours fériés.

*Exceptions :*

a. Le Bundesrath peut admettre des exceptions

à l'égard des fabriques

dont l'exploitation exige le feu continu,

dont les travaux ne souffrent pas d'interruption ni pendant le jour ni pendant la nuit,



dont l'exploitation n'admet pas la division en journées régulières,

qui par leur nature ne peuvent être exploitées qu'à certaines époques de l'année.

- b. Lorsque l'exploitation aura été interrompue par un cas de force majeure ou à la suite d'un sinistre des exceptions pourront être admises :

par la police locale, lorsqu'il s'agira d'un laps de temps de quinze jours,

par l'autorité administrative supérieure, lorsqu'il s'agira d'un laps de temps de 4 semaines,

par le Chancelier, lorsque l'interruption dépassera quatre semaines.

A côté de la législation de l'Empire il existe, pour tous les Etats fédérés, des dispositions particulières, qui s'occupent du repos dominical et qui défendent le travail industriel, les dimanches et jours fériés, soit pendant la journée entière soit pendant certaines heures de la journée. Quelques-unes de ces dispositions ne défendent le travail qu'autant qu'il serait de nature à troubler la tranquillité publique; toutes ces dispositions admettent la possibilité des cas d'exception.

## II. Autriche.

Loi du 8 mars 1885.

La loi interdit le travail industriel les dimanches et jours fériés, sauf les travaux de nettoyage et de maintien en bon état des établissements.

Le Ministre du Commerce a la faculté d'admettre des exceptions pour les industries qui ne souffrent pas d'interruption soit :

- 1<sup>o</sup> par leur nature,
- 2<sup>o</sup> à cause des besoins de la vie journalière,
- 3<sup>o</sup> pour raison d'utilité publique.

## III. Hongrie.

Le patron est tenu de donner à ses apprentis, aides et ouvriers le temps nécessaire pour qu'ils puissent, aux jours de fête de leur religion, assister au service divin.

#### IV. Belgique.

Loi du 13 décembre 1889.

Les personnes qui sont placées sous la protection de la loi, c'est-à-dire les enfants et les adolescents de moins de 16 ans, ainsi que les filles ou les femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peuvent être employées au travail pendant plus de six jours par semaine.

Des exceptions à cette interdiction peuvent être admises, par une ordonnance royale — soit habituellement, soit pour un certain temps, soit conditionnellement — à l'égard des ouvriers des deux sexes, qui ont dépassé l'âge de 14 ans.

#### V. Danemark.

Loi du 23 Mai 1873.

Dans les fabriques et dans les ouvroirs ou ateliers où le travail est fait à la manière des fabriques, il est interdit d'employer au travail les enfants âgés de moins de 14 ans les dimanches et jours de fête de l'Eglise nationale.

Le Ministre de l'Intérieur peut dispenser de l'application de cette disposition, lorsque il le juge indiqué dans l'intérêt de l'exploitation d'une fabrique ou d'un atelier ou de certaines catégories de fabriques ou d'ateliers, soit parce que le travail y dépend du temps ou d'une certaine saison, soit à cause de la manière d'exploitation ou pour d'autres raisons pareilles.

#### VI. Espagne.

La législation ne contient aucune disposition concernant le travail du dimanche.

#### VII. France.

L'emploi des enfants au dessous de 16 ans et des femmes et filles au-dessous de 21 ans est interdit les dimanches et jours fériés.

Dans les usines à feu continu les enfants peuvent être employés la nuit ou les dimanches et jours fériés aux travaux déterminés par les règlements d'administration publique.



### VIII. Grande-Bretagne.

The Factory and Workshop Act. 1878.

La loi interdit d'employer dans les fabriques et ateliers les personnes favorisées les dimanches, le jour de Noël et le Vendredi-saint. La catégorie de personnes favorisées comprend : les enfants, les adolescents âgés de moins de dix-huit ans et les femmes sans distinction d'âge.

Il reste en vigueur en outre l'interdiction du travail du dimanche statuée par le droit commun, spécialement par la loi de Charles I, publiée en 1649, qui interdit tous les travaux de la vie quotidienne sauf les cas de nécessité absolue et les œuvres de charité. Des exceptions admises par des lois ultérieures se rapportent surtout aux métiers de transport.

Une autre loi (34 . 35 Vict.) statue qu'une enquête judiciaire pour contravention aux lois relatives au travail du dimanche ne peut être ouverte qu'avec l'autorisation de la police supérieure de l'arrondissement ou de deux magistrats ou d'un juge de la magistrature.

### IX. Italie.

Loi du 11 février 1886. Décret du même jour.

Le travail du dimanche n'est interdit ni par la loi ni par le décret.

### X. Luxembourg.

La législation ne contient pas de dispositions en ce qui concerne le travail du dimanche.

### XI. Pays-Bas.

Il est défendu de faire travailler le dimanche, dans les ateliers et les fabriques, les enfants et les adolescents de moins de 16 ans et les femmes.

#### *Exceptions :*

Par une ordonnance royale le travail de jeune gens de 14 à 16 ans peut être admis pour certaines industries jusqu'à six heures du matin au plus. Le maire peut accorder aux patrons d'employer, pour un dimanche, le cas échéant, quelques jeunes gens de moins de 16 ans, dont le travail est nécessaire au nettoyage et maintien en bon état d'une chaudière indispensable à l'exploitation.

## XII. Suède.

L'ordonnance du 18 novembre 1881 ne s'occupe pas du travail des dimanches et jours fériés. (Mais le Code pénal Suédois interdit d'exercer un métier le dimanche et jours fériés et de se livrer ces jours-là à un travail qui peut être remis à un autre moment, à moins cependant qu'on y soit forcé pour pourvoir à sa propre existence ou à celle d'autrui.)

## XIII. Norvège.

Le travail du dimanche est interdit par le Code Pénal.

## XIV. Suisse.

Loi fédérale du 23 mars 1877.

Le travail du dimanche est interdit dans les fabriques sauf le cas de nécessité absolue.

### *Exceptions :*

Les fabriques qui exigent un travail continu et qui ont obtenu une autorisation spéciale du Conseil Fédéral.

Les femmes ne peuvent, en aucun cas, être employées le dimanche.

Le Conseil Fédéral a statué en outre que l'autorisation spéciale en question ne sera pas accordée à l'égard des jeunes gens âgés de moins de 18 ans.

Dans les fabriques qui ont obtenu l'autorisation du travail du dimanche les ouvriers doivent avoir un dimanche libre sur deux.

## Travail des enfants et adolescents.

### I. Allemagne.

A. Les enfants au-dessous de 12 ans ne peuvent pas être employés dans les fabriques.



B. Restrictions à l'égard des enfants de 12 à 14 ans:

- 1<sup>o</sup> Les enfants tenus à fréquenter l'école ne peuvent être employés dans les manufactures à moins qu'il ne soit pourvu à leur instruction régulière pendant trois heures par jour.
- 2<sup>o</sup> Ils ne peuvent être employés plus de six heures par jour.
- 3<sup>o</sup> Des suspensions de travail régulières d'une demi-heure au moins doivent leur être accordées; pendant ces intervalles de repos ils ne peuvent séjourner dans les ateliers à moins que les travaux auxquels ils sont employés ne soient complètement arrêtés.
- 4<sup>o</sup> Le travail de nuit, c'est-à-dire entre huit heures et demie du soir et cinq heures et demie du matin, est interdit.
- 5<sup>o</sup> Il est interdit d'employer les jeunes gens les dimanches et jours de fêtes, ainsi qu'aux heures fixées par les ministres des cultes pour le catéchisme et pour l'instruction préparatoire à la confirmation, à la confession et à la communion.

C. Restrictions à l'égard des adolescents de 14 à 16 ans:

- 1<sup>o</sup> Ils ne peuvent être employés plus de dix heures par jour.
- 2<sup>o</sup> Le temps de repos doit être d'une demi-heure le matin, d'une heure au moins à midi et d'une demi-heure l'après-midi.
- 3<sup>o</sup> L'emploi au travail de nuit est interdit.
- 4<sup>o</sup> Le travail est également interdit les dimanches et jours fériés.

D. Exceptions:

- 1<sup>o</sup> Si un événement ou accident quelconque a interrompu la marche régulière d'une fabrique, une prolongation de la durée du travail journalier peut être accordée sur demande spéciale pour un délai de quinze jours par la police locale, de quatre semaines par l'administration supérieure, et par le Chancelier de l'Empire pour un délai plus long.
- 2<sup>o</sup> Quand la nature des industries ou l'intérêt des ouvriers rend utiles des changements aux dispositions de la loi concernant les intervalles de repos et le travail de nuit et du dimanche — des modifications peuvent être accordées, sur une demande spéciale. En ce qui concerne les intervalles de repos ces modifications sont accordées par l'autorité supérieure administrative, et en ce qui concerne les autres points par le chancelier de l'Empire.
- 3<sup>o</sup> Une résolution du Conseil fédéral peut autoriser des exceptions aux dispositions de la loi concernant la durée du travail

journalier, les intervalles de repos et le travail de nuit et du dimanche:

pour les fabriques à feu continu ou dans lesquelles le travail a lieu de jour et de nuit;

pour celles où le travail ne peut être divisé en tâches d'égale durée, ou qui, par leur nature, ne sont en activité que pendant certaines saisons;

pour les filatures.

En aucun cas la somme totale du travail hebdomadaire ne peut être augmentée. Ce n'est que dans les filatures qu'à l'égard des jeunes gens une durée de soixante six heures de travail par semaine peut être accordée.

- 4<sup>o</sup> Une résolution du Conseil fédéral peut interdire absolument ou ne permettre que sous des conditions spéciales l'emploi d'enfants ou de jeunes ouvriers dans certaines branches d'industrie offrant des dangers particuliers pour la santé ou la moralité.

## II. Autriche.

- A. Les enfants au-dessous de 12 ans ne peuvent être employés à aucun travail industriel.

Les enfants qui n'ont pas accompli leur quatorzième année ne doivent pas être employés à des travaux industriels dans les entreprises exploitées dans les fabriques.

- B. Restrictions dans l'emploi des enfants au-dessous de 14 ans à des travaux industriels en dehors des fabriques:

1<sup>o</sup> La durée du travail ne doit pas dépasser huit heures par jour et ne doit pas mettre obstacle à l'accomplissement du devoir scolaire prescrit par la loi.

2<sup>o</sup> Ils ne peuvent être employés à des travaux de nuit, c'est-à-dire entre huit heures du soir et cinq heures du matin.

- C. Restrictions dans l'emploi des jeunes ouvriers entre leur 14<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> année accomplie dans les entreprises industrielles exploitées dans les fabriques:

1<sup>o</sup> Ils ne peuvent être employés que si le travail n'est pas préjudiciable à la santé.

2<sup>o</sup> La durée du travail des jeunes ouvriers comme celui des autres ouvriers ne doit pas dépasser onze heures par jour.



- 3° Il doit leur être accordé comme aux autres ouvriers des intervalles de repos. La durée de ces intervalles ne peut pas être inférieure à une heure et demie par jour.
- 4° Il est interdit d'employer les jeunes ouvriers à des travaux de nuit.
- 5° Le travail du dimanche est interdit aux adolescents comme aux autres ouvriers.

D. Dispenses de l'application de la loi :

- 1° Une prolongation temporaire du temps de travail peut être accordée, mais pour trois semaines au plus, par l'autorité industrielle de première instance, si des événements naturels ou des accidents ont interrompu l'exploitation régulière; au delà de ce délai l'autorisation ne peut être accordée que par l'autorité politique.
- 2° Le Ministre du Commerce peut désigner par voie d'ordonnance les catégories d'industrie pour lesquelles, à raison de nécessités spéciales dont la justification devra être faite, une prolongation du temps de travail d'une heure par jour pourra être accordée.  

Pour les industries auxquelles l'exploitation continue a été concédée le temps de travail et le changement alternatif des brigades de travailleurs doivent être réglés.
- 3° Le Ministre du Commerce peut également désigner par voie d'ordonnance les catégories industrielles dans lesquelles, en raison de la nature de l'industrie, l'interruption du travail est impraticable ou qui exigent, par suite des nécessités de l'exploitation, le travail par brigades et l'emploi de jeunes ouvriers.
- 4° Le Ministre du Commerce est autorisé à désigner par voie d'ordonnance les travaux industriels qui sont dangereux ou nuisibles à la santé et auxquels les jeunes ouvriers ne peuvent pas être employés ou seulement à certaines conditions.

### III. Hongrie.

- A. Les enfants âgés de moins de dix ans ne peuvent pas travailler dans les fabriques. Les enfants qui n'ont pas achevé leur douzième année ne peuvent être reçus apprentis.

Les enfants âgés de plus de 10 ans mais de moins de 12 ans ne peuvent travailler dans les fabriques qu'avec l'autori-

sation de l'autorité industrielle et si la fréquentation régulière de l'école peut se concilier avec le travail ou s'il est pourvu à l'instruction par une école spéciale.

B. Restrictions à l'égard des enfants entre 12 et 16 ans:

- 1<sup>o</sup> Les enfants ne peuvent travailler que pendant huit heures par jour, les apprentis pendant dix heures.
- 2<sup>o</sup> Il doit leur être accordé comme aux autres ouvriers un repos d'une demi-heure dans la matinée et dans l'après-midi et à midi un repos d'une heure.
- 3<sup>o</sup> Le travail de nuit, c'est à dire entre neuf heures du soir et cinq heures du matin, est interdit.

C. Restrictions à l'égard des adolescents entre 14 et 16 ans:

- 1<sup>o</sup> Ils ne peuvent travailler que pendant dix heures par jour, les apprentis pendant douze heures.
- 2<sup>o</sup> pour les heures de repos les dispositions de l'article B 2 s'appliquent aussi aux adolescents.
- 3<sup>o</sup> Le travail de nuit leur est interdit.

D. Exceptions:

- 1<sup>o</sup> En ce qui concerne les industries dont l'exercice subirait une perturbation si le travail ne continuait pas pendant la nuit l'autorité industrielle peut autoriser les adolescents âgés de plus de 14 ans à consacrer au travail de nuit la moitié des heures de travail fixées par la loi.
- 2<sup>o</sup> Dans les fabriques spéciales aux industries qui ont été déclarées insalubres ou dangereuses par une ordonnance du Ministre du Commerce les enfants et les adolescents ne peuvent travailler que dans la mesure et sous les conditions fixées par le dit Ministre.

#### IV. Belgique.

- A. Il est interdit d'employer au travail les enfants âgés de moins de douze ans.
- B. et C. Restrictions à l'égard des enfants et adolescents âgés de plus de 12 ans et de moins de seize ans:

(La distinction entre les enfants au dessous de 14 ans et ceux entre 14 et 16 ans n'a lieu que dans certains cas exceptionnels. Voir les paragraphes 3 et 4.)



- 1<sup>o</sup> Il ne peuvent être employés au travail plus de douze heures par jour.
- 2<sup>o</sup> Les heures de travail doivent être divisées par des repos, dont la durée totale n'est pas inférieure à une heure et demie.
- 3<sup>o</sup> Ils ne peuvent être employés au travail de nuit, c'est à dire entre 9 heures du soir et cinq heures du matin.
- 4<sup>o</sup> Ils ne peuvent être employés au travail plus de six jours par semaine.

D. Exceptions:

- 1<sup>o</sup> L'autorisation à l'emploi au travail de nuit peut être accordée pour un temps déterminé par les gouverneurs en cas de chômage résultant de force majeure ou dans des circonstances exceptionnelles.
- 2<sup>o</sup> En cas de force majeure les inspecteurs, les bourguemestres et les gouverneurs peuvent autoriser l'emploi un septième jour. Cette autorisation peut être donnée, pour six semaines consécutives, par le ministre.
- 3<sup>o</sup> Le Roi peut autoriser l'emploi habituel après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin:
  - a. à des travaux qui, à raison de leur nature, ne peuvent être interrompus ou retardés ou ne peuvent s'effectuer qu'à des heures déterminées;
  - b. à des travaux des mines.
- 4<sup>o</sup> Le Roi peut également autoriser l'emploi des adolescents de plus de 16 ans pendant sept jours à l'égard des industries dans lesquelles le travail, à raison de sa nature, ne souffre ni interruption, ni retard.  
Toutefois il faut qu'il leur soit assuré un jour de repos sur quatorze.
- 5<sup>o</sup> Dans le délai de trois ans (à partir du 13 décembre 1889) le Roi réglera la durée du travail journalier et les conditions du repos des métiers d'après la nature des occupations et d'après les nécessités des industries.
- 6<sup>o</sup> Le Roi peut interdire l'emploi des personnes âgées de moins de seize ans à des travaux excédant leurs forces.
- 7<sup>o</sup> Le Roi peut également interdire ou n'autoriser que pour un certain nombre d'heures par jour ou sous certaines conditions l'emploi à des travaux reconnus insalubres.

## V. Danemark.

A. Les enfants au-dessous de dix ans ne peuvent travailler dans les fabriques.

B. Restrictions à l'égard des enfants de 10 à 16 ans:

- 1° Les enfants doivent être munis d'un certificat officiel d'aptitude physique.
- 2° L'emploi des enfants qui ont à fréquenter l'école primaire est interdit pendant les heures de leçons et pendant l'heure qui les précède.
- 3° Ils ne peuvent pas être employés plus de six heures et demie par jour y compris une demi-heure de repos.
- 4° Le travail de nuit, c'est-à-dire de huit heures du soir à six heures du matin, leur est interdit.
- 5° Le travail du dimanche et des jours fériés reconnus leur est interdit.

C. Restrictions à l'égard des jeunes ouvriers de 16 à 18 ans:

- 1° Ils ne peuvent pas être employés plus de douze heures par jour.
- 2° Entre huit heures du matin et six heures du soir ils ont deux heures de repos dont une heure et demie avant trois heures de l'après-midi.
- 3° Le travail de nuit entre neuf heures du soir et cinq heures du matin est interdit.

Observations relatives aux paragraphes B et C:

Les enfants et les adolescents du sexe féminin doivent être séparés des ouvriers tant pendant le travail que pendant les heures de repos autant que la nature du travail et du local le permet.

D. Exceptions:

- 1° Le Ministre de l'Intérieur peut autoriser des dérogations aux prescriptions de la loi en raison des nécessités résultant du temps ou de la saison ou de la nature de l'industrie ou d'autres circonstances importantes.
- 2° Le Ministre de l'Intérieur peut déterminer les limites d'âge pour certaines industries insalubres ou excédant les forces des enfants et adolescents des deux sexes.



## VI. Espagne.

- A. Sont exclus du travail les enfants au-dessous de 10 ans.
- B. Restrictions à l'égard des garçons de 10 à 13 ans et des filles de 10 à 14 ans :
  - 1<sup>o</sup> La journée de travail ne doit pas dépasser cinq heures.
  - 2<sup>o</sup> Le travail de nuit est interdit.
- C. Restrictions en faveur des garçons de 13 à 15 ans et des filles de 14 à 18 ans :
  - 1<sup>o</sup> La journée de travail ne doit pas dépasser huit heures.
  - 2<sup>o</sup> Le travail de nuit est interdit.

## VII. France.

Loi du 2 juin 1874.

Les enfants âgés de moins de 16 ans et les filles âgées de moins de 21 ans ne peuvent être employés à aucun travail, par leurs patrons, les dimanches dans les manufactures, fabriques, usines, mines, chantiers et ateliers.

Dans les usines à feu continu les enfants pourront être employés les dimanches et jours fériés aux travaux indispensables conformément aux règlements d'administration publique.

- A. Les enfants ne peuvent être employés à aucun travail avant l'âge de dix ans révolus.
- B. Restrictions à l'égard des enfants depuis le commencement de leur 11<sup>e</sup> année jusqu'à 12 ans révolus :
  - 1<sup>o</sup> Nul enfant ne peut être employé qu'autant qu'il soit justifié qu'il fréquente actuellement une école publique ou privée.
  - 2<sup>o</sup> Les enfants de cet âge ne pourront être employés que dans les industries spécialement déterminées par un règlement d'administration publique (filatures de tous genres, retorderies, imprimeries sur étoffes, industrie des papiers, verreries et autres).
  - 3<sup>o</sup> Les enfants ne pourront être assujettis à une durée de travail de plus de six heures par jour.
  - 4<sup>o</sup> Les heures de travail doivent être divisées par un repos.
  - 5<sup>o</sup> Les enfants ne peuvent être employés à aucun travail de nuit.

Tout travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin est considéré comme travail de nuit.

6<sup>o</sup> Ils ne peuvent être employés à aucun travail les dimanches et fêtes reconnues.

C. Restrictions à l'égard des enfants depuis le commencement de la 13<sup>e</sup> année jusqu'à 14 ans révolus :

1<sup>o</sup> Ils ne peuvent être employés plus de douze heures par jour.

Avant l'âge de 15 ans accomplis aucun enfant ne pourra être admis à travailler plus de six heures à moins qu'il ne soit justifié qu'il a acquis l'instruction primaire élémentaire.

2<sup>o</sup> Les heures de travail doivent être divisées par des intervalles de repos.

3<sup>o</sup> Ils ne peuvent être employés à aucun travail de nuit.

4<sup>o</sup> Ils ne peuvent également être employés à aucun travail les dimanches et fêtes reconnues.

5<sup>o</sup> Le travail des enfants dans les galeries souterraines n'est admis que sous les conditions spéciales déterminées par des règlements d'administration publique.

D. Exceptions :

1<sup>o</sup> Dans les usines à feu continu les enfants peuvent être employés la nuit ou les dimanches et jours fériés aux travaux déterminés par des règlements d'administration publique.

2<sup>o</sup> Des règlements d'administration publique déterminent les différents genres de travaux présentant des causes de danger ou excédant leurs forces qui sont interdits aux enfants.

3<sup>o</sup> Les enfants ne peuvent être employés dans les fabriques et ateliers indiqués au tableau officiel des établissements insalubres ou dangereux que sous les conditions spéciales déterminées par un règlement d'administration publique.

## VIII. Grande-Bretagne.

A. Les enfants ne peuvent être employés avant l'âge de dix ans révolus.

B. Restrictions à l'égard des enfants. Comme enfants sont considérées les personnes entre 10 et 13 ans et celles entre 13 et 14, qui n'ont pas encore obtenu un degré moyen d'instruction.



- 1<sup>o</sup> Les enfants ne peuvent être employés qu'à la condition qu'ils suivent les classes d'une école reconnue;
- 2<sup>o</sup> les enfants ne peuvent être employés qu'aux mêmes heures du jour et avec les mêmes interruptions de repos que les adolescents en conformité du paragraphe 6, de sorte qu'ils ne sont employés qu'une demi-journée chaque jour ou de deux jours l'un et que la durée du travail par semaine n'arrive qu'à la moitié du travail des adolescents;
- 3<sup>o</sup> ils ne peuvent être employés la nuit;
- 4<sup>o</sup> ils ne peuvent être employés les dimanches, le jour de Noël et le Vendredi-saint;
- 5<sup>o</sup> les patrons sont tenus de leur accorder huit demi-journées de congé par an.

C. Restrictions à l'égard des adolescents:

Comme adolescents sont considérées les personnes de 14 à 18 ans et celles entre 13 et 14 qui ont obtenu un degré moyen d'instruction.

- 1<sup>o</sup> La journée de travail est comprise entre six heures du matin et six heures du soir, ou entre sept heures du matin et sept heures du soir.

Le temps du repos est pris sur la durée de la journée de travail; il est de deux heures dans les filatures et d'une heure et demie dans les autres fabriques et manufactures.

Dans les établissements industriels installés dans un local privé servant à l'habitation la journée de travail peut commencer à six heures du matin et finir à neuf heures du soir et, le samedi, à quatre heures de l'après-midi. Tant pour les repas que pour les sorties les adolescents ont au moins quatre heures et demie chaque jour et le samedi deux heures et demie.

- 2<sup>o</sup> Le samedi le travail dans les filatures commence ou à six heures du matin et cesse à midi et demi, ou bien il commence à sept heures du matin et finit à une heure et demie de l'après-midi.

Dans les autres fabriques et manufactures le travail du samedi commence à six heures du matin et cesse à une heure de l'après-midi, ou bien il commence à sept heures du matin et cesse à deux heures de l'après-midi.

Il en résulte une durée de travail par semaine de 56 heures dans les filatures et de 60 heures dans les autres fabriques et manufactures.

- 3<sup>o</sup> Le travail de nuit est interdit.
- 4<sup>o</sup> Le travail du dimanche, du jour de Noël et du Vendredi-saint est également interdit.
- 5<sup>o</sup> Les patrons sont tenus d'accorder huit demi-journées de congé par an.

#### D. Exceptions :

- 1<sup>o</sup> Dans certains établissements désignés dans la loi les adolescents peuvent travailler entre huit heures du matin et huit heures du soir et dans d'autres établissements entre neuf heures du matin et neuf heures du soir en vertu d'une autorisation du secrétaire d'Etat.
- 2<sup>o</sup> Dans certains établissements désignés dans la loi et dans d'autres en vertu d'une autorisation du secrétaire d'Etat les adolescents peuvent être retenus pendant trente minutes au plus, lorsque l'opération à laquelle ils ont travaillé se trouve inachevée à la fin du temps légal du travail de ces personnes.

Ils peuvent, sous les mêmes conditions, être retenus une heure dans les usines à moteurs hydrauliques lorsque ces derniers sont arrêtés par sécheresse ou inondation. Cette autorisation ne s'étend pas à plus de quatre-vingt-seize jours par an dans les cas de sécheresse, ni à plus de quarante-huit jours par an pour les cas d'inondation.

- 3<sup>o</sup> Dans certaines fabriques et manufactures, savoir:
  - a) celles où l'article de fabrication est exposé à la détérioration par suite du temps;
  - b) celles qui sont éprouvées périodiquement par une surcharge de travail;
  - c) celles qui sont exposées à la suite d'événements imprévus à un encombrement de commandes.

les adolescents peuvent travailler pendant quatorze heures à condition qu'il leur soit accordé entre ces mêmes heures deux heures de repos et que le nombre des journées de travail faites dans ces conditions ne dépasse pas cinq par semaine ni quarante-huit par an.

Les fabriques ou manufactures dont il s'agit sont désignées dans la loi ou doivent être désignées par un arrêté du secrétaire d'Etat.



4. Dans les hauts-fourneaux, forges, papeteries et imprimeries typographiques les garçons adolescents peuvent travailler de nuit à condition d'un changement régulier des brigades de jour et de nuit et que l'adolescent ne travaille pas plus de six nuits ou, dans les hauts-fourneaux et les papeteries plus de sept nuits par deux semaines.
- 5<sup>o</sup> Le secrétaire d'Etat peut étendre la faculté d'employer dans les mêmes conditions les garçons adolescents aux établissements autres que les filatures s'il est démontré que le travail de nuit et des adolescents est indispensable par la nature de l'exploitation et ne porte pas préjudice à la santé des jeunes gens.
- 6<sup>o</sup> Dans les établissements où des journaux s'impriment de nuit deux fois au plus par semaine les garçons adolescents de plus de seize ans pourront travailler de nuit deux fois au plus par semaine.
- 7<sup>o</sup> Dans les verreries, les garçons adolescents peuvent travailler aux heures fixées par le régime de l'établissement sous la condition que le nombre total des heures de travail ne dépasse pas soixante par semaine et que les adolescents qui ont travaillé un tour ne puissent reprendre le travail qu'après un intervalle de temps au moins égal à la durée d'un tour.

#### IX. Italie.

- A. Il est défendu d'admettre au travail les enfants qui n'ont pas encore atteint l'âge de 9 ans, ou de 10 lorsqu'il s'agit d'occupation dans les lieux souterrains.
- B. Restrictions à l'égard des enfants entre 9 et 12 ans :
  - 1<sup>o</sup> Les enfants ne peuvent être admis à moins qu'il ne résulte d'un certificat d'un médecin délégué à cet effet par le conseil de santé de l'arrondissement que l'enfant est bien portant et apte à se livrer au travail auquel il est destiné.
  - 2<sup>o</sup> Ils ne pourront être astreints qu'à une journée de huit heures de travail.
  - 3<sup>o</sup> Les heures de travail doivent être divisées par une heure de repos.
  - 4<sup>o</sup> Le travail de nuit est interdit.

## C. Restrictions à l'égard des adolescents de 12 à 15 ans:

- 1<sup>o</sup> Ne sont admis que les adolescents qui ont obtenu le certificat déterminé par l'article B 1.
- 2<sup>o</sup> Le travail de nuit n'est permis que pour une durée de six heures.

## D. Exceptions:

- 1<sup>o</sup> En ce qui concerne les industries qui pour des raisons techniques ou économiques subiraient une perturbation si le travail était interrompu pendant la nuit le Ministre du Commerce peut autoriser le travail de nuit pour les enfants au dessous de douze ans.

Ce travail ne peut pas dépasser la durée de six heures.

- 2<sup>o</sup> Les enfants qui n'ont point achevé leur quinzième année ne peuvent être employés aux travaux dangereux ou insalubres que dans les limites et avec les précautions déterminées par un décret royal.

## X. Luxembourg.

## A. Sont exclus du travail industriel les enfants au-dessous de 12 ans.

## B. et C. Restrictions à l'égard des enfants de 12 à 14 ans:

- 1<sup>o</sup> Avant 16 ans, les garçons ne peuvent être employés la nuit dans les mines.
- 2<sup>o</sup> Le Gouvernement pourra fixer le maximum des heures de travail des enfants et adolescents de moins de 16 ans.

## D. Cas spéciaux.

Il est réservé au gouvernement le droit d'interdire, aux enfants qui n'ont pas atteint l'âge de 16 ans, le travail dans des établissements dangereux ou insalubres.

## XI. Pays-Bas.

## A. Sont exclus de tout travail les enfants au-dessous de 12 ans.

## B. Restrictions pour les personnes âgées de 12 à 16 ans (sans distinction entre enfants et adolescents):

- 1<sup>o</sup> La journée de travail ne peut dépasser 11 heures;
- 2<sup>o</sup> le travail doit être coupé par un intervalle de repos d'une heure entre 11 heures du matin et 3 heures de l'après-midi;



3<sup>o</sup> le travail de nuit, c'est-à-dire de 7 heures du soir à 6 heures du matin, est interdit;

4<sup>o</sup> le travail du dimanche est interdit.

C. Cas spéciaux:

1<sup>o</sup> Une ordonnance du Roi spécifie et régleme les industries interdites comme insalubres ou dangereuses aux personnes âgées de moins de 16 ans;

2<sup>o</sup> des exceptions à l'interdiction du travail de nuit peuvent être admises:

Par ordonnance royale pour certaines industries sous condition que la journée de travail ne dure pas plus de onze heures; elle ne peut commencer à l'égard des enfants au-dessous de 14 ans avant cinq heures du matin et ne peut s'étendre au delà de dix heures du soir;

par le commissaire royal dans la province en faveur de certaines fabriques et ateliers pendant six jours consécutifs au plus sous la condition que la journée de travail ne dépasse pas 13 heures;

par le bourguemestre pour la durée de deux jours.

3<sup>o</sup> Le Ministre est autorisé à admettre des dispenses en ce qui concerne les intervalles de repos.

4. Dérogations à l'interdiction du travail du dimanche:

a. par ordonnance royale il peut être admis à l'égard de certaines industries que les garçons de 14 à 16 ans travaillent le dimanche jusqu'à 6 heures du matin;

b. le bourguemestre peut autoriser le travail des garçons au-dessous de seize ans pour un seul dimanche si leur travail est indispensable à la fabrication ou au nettoyage d'une chaudière à vapeur.

## XII. Suède.

A. Sont exclus de tout travail les enfants au-dessous de 12 ans, n'ayant pas encore subi les examens de sortie de l'école primaire et manquant de santé et de force nécessaires pour se livrer au travail.

B. Restrictions pour les enfants au-dessous de 14 ans:

1<sup>o</sup> Les enfants employés dans les fabriques, usines ou manufactures doivent suivre les cours d'école prescrits par la loi;

- 2<sup>o</sup> la journée de travail dans les fabriques ne peut dépasser 6 heures;
- 3<sup>o</sup> le travail doit être coupé par des intervalles de repos s'élevant ensemble à 2 heures et demie;
- 4<sup>o</sup> le travail de nuit, c'est à dire de 8 heures du soir à 6 heures du matin, est interdit;
- 5<sup>o</sup> aucune jeune fille au-dessous de 14 ans ne peut être employée au travail souterrain dans les mines et dans les carrières.

C. Restrictions pour les jeunes gens ayant moins de 18 ans:

- 1<sup>o</sup> Aux individus au-dessous de 15 ans s'applique la règle du paragraphe B 1;
- 2<sup>o</sup> la journée de travail dans les fabriques ne peut dépasser 10 heures;
- 3<sup>o</sup> le travail doit être interrompu par des intervalles de repos d'une heure et demie;
- 4<sup>o</sup> le travail de nuit est interdit.

D. Cas spéciaux:

- 1<sup>o</sup> l'emploi des mineurs dans des métiers particulièrement fatigants ou insalubres est réglé par des dispositions spéciales;
- 2<sup>o</sup> le conseil d'hygiène et le conseil municipal peuvent suspendre pour 4 semaines par an au plus l'application des dispositions concernant la journée de travail, lorsque les conditions naturelles, le genre de travail ou d'autres circonstances rendent cette mesure nécessaire. Toutefois il est défendu d'admettre les enfants et les jeunes filles au-dessous de 18 ans au travail de nuit.

### XIII. Norvège.

L'emploi des enfants au-dessous de seize ans dans les boulangeries est interdit.

### XIV. Suisse.

- A. Les enfants au-dessous de quatorze ans ne peuvent être admis au travail.
- B. Restrictions à l'égard des enfants de 14 à 16 ans:
  - 1<sup>o</sup> Le temps réservé à l'enseignement scolaire et religieux et celui du travail ne doivent pas excéder onze heures.

Les dispositions concernant les adolescents de 16 à 18 ans (art. C.) s'appliquent également aux enfants de 14 à 16 ans.



## C. Restrictions à l'égard des adolescents au-dessous de 18 ans:

- 1<sup>o</sup> La durée du travail d'une journée ne doit pas excéder onze heures pour les adolescents comme pour les autres ouvriers.
- 2<sup>o</sup> Aux termes de la disposition applicable à tous les ouvriers sans exception la journée de travail doit être interrompue vers le milieu par un repos d'une heure au moins.
- 3<sup>o</sup> Le travail de nuit, c'est-à-dire de huit heures du soir à six heures du matin, et à cinq heures dans les mois de juin, juillet et août, est interdit.
- 4<sup>o</sup> Le travail du dimanche et des jours fériés reconnus par les lois des cantons est interdit.

## D. Exceptions:

- 1<sup>o</sup> Le Conseil fédéral peut autoriser le travail du dimanche et de nuit régulier à l'égard d'adolescents du sexe masculin de 14 à 18 ans dans les industries pour lesquelles la nécessité du travail non interrompu a été reconnue, s'il est démontré que l'emploi de jeunes gens est indispensable.

Dans ces cas le Conseil fédéral fixera pour ces jeunes gens la durée du travail de nuit au-dessous de onze heures; il les fera alterner et employer successivement et prendra les mesures nécessaires dans l'intérêt de leur santé.

- 2<sup>o</sup> Le Conseil fédéral est autorisé à désigner les branches d'industrie dans lesquelles il est absolument interdit de faire travailler les adolescents au-dessous de 18 ans.

## Travail des femmes.

### I. Allemagne.

1<sup>o</sup> Les femmes ne peuvent être employées pendant les trois semaines qui suivent leurs couches.

2<sup>o</sup> Les femmes ne peuvent également être employées sous sol dans les carrières et fosses exploitées souterrainement.

3<sup>o</sup> Une résolution du Conseil fédéral peut interdire absolument ou ne permettre qu'à des conditions spéciales l'emploi d'ouvrières dans

certaines branches d'industrie offrant des dangers particuliers pour la santé ou la moralité.

Spécialement il peut être interdit de faire travailler de nuit les ouvrières dans certaines industries.

## II. Autriche.

1<sup>o</sup> La durée du travail des femmes — comme de tous les ouvriers employés dans les fabriques — ne doit pas dépasser onze heures par jour. Il doit leur être accordé des intervalles de repos; la durée de ces intervalles ne peut pas être inférieure à une heure et demie par jour.

2<sup>o</sup> Le travail pendant la journée du dimanche et les jours de fêtes est interdit (en conséquence de la règle générale).

3<sup>o</sup> Les femmes ne peuvent être employées à des travaux de nuit, c'est-à-dire entre 8 heures du soir et 5 heures du matin.

4<sup>o</sup> Le travail des femmes dans les mines souterraines est interdit.

5<sup>o</sup> Les exceptions statuées à l'égard des adolescents sont également appliquées à l'égard des femmes.

## III. Hongrie.

La législation ne contient pas de dispositions spéciales concernant le travail des personnes adultes du sexe féminin.

## IV. Belgique.

1<sup>o</sup> Le travail des filles ou des femmes âgées de moins de 21 ans est soumis aux restrictions qui sont en vigueur à l'égard des adolescents de 14 à 16 ans.

2<sup>o</sup> Les filles et les femmes ne pourront être employées (à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1892) dans les travaux souterrains.

3<sup>o</sup> Les femmes ne peuvent être employées au travail pendant les quatre semaines qui suivent leur accouchement.

## V. Danemark.

La loi ne contient pas de dispositions concernant le travail des personnes adultes du sexe féminin.



## VI. Espagne.

La législation ne contient pas de dispositions en ce qui concerne le travail des femmes adultes.

## VII. France.

1<sup>o</sup> Le travail nocturne dans les mines et manufactures est interdit aux filles âgées de plus de 16 et de moins de 21 ans.

2<sup>o</sup> Les filles âgées de plus de 16 et de moins de 21 ans ne peuvent être employées à aucun travail les dimanches et fêtes reconnues.

3<sup>o</sup> Les filles et femmes ne peuvent être admises aux travaux souterrains des mines, minières et carrières.

## VIII. Grande-Bretagne.

A. Dans les fabriques et les ateliers où des femmes sont employées avec des enfants ou des adolescents, les conditions du travail sont, pour elles, les mêmes que pour les adolescents.

B. Dans les ateliers où ne sont employés ni enfants ni adolescents, les femmes âgées de plus de 18 ans peuvent travailler depuis 6 heures du matin jusqu'à 9 heures du soir, et, le samedi, jusqu'à 4 heures de l'après-midi. Chaque jour 4 heures et demie et le samedi 2 heures et demie doivent leur être réservées tant pour les repas que pour sortir de l'atelier.

Il en résulte une durée de travail de 60 heures par semaine.

C. Les établissements industriels installés dans un local privé servant à l'habitation ne sont pas soumis aux restrictions touchant le travail des femmes.

D. Exceptions :

1<sup>o</sup> Les exceptions déterminées à l'égard des enfants et des adolescents dans les paragraphes 1, 2 et 3 peuvent également être admises à l'égard des femmes âgées de plus de 18 ans.

2<sup>o</sup> L'exception admise à l'égard des jeunes ouvriers par le paragraphe 3 peut être étendue aux femmes, pourvu que le nombre des journées de travail faites dans ces conditions ne dépasse pas 96 par an ; de plus, dans les fabriques de conserves alimentaires, et de préparation de poisson, de lait et de fruits.

Le Secrétaire d'Etat peut étendre cette faculté aux établissements d'un caractère pareil à celui des établissements énumérés ci-dessus.

#### IX. Italie.

La législation ne contient pas de dispositions en ce qui concerne le travail des personnes adultes du sexe féminin.

#### X. Luxembourg.

Le travail de nuit des femmes et des jeunes filles est interdit.

#### XI. Pays-Bas.

Dispositions concernant le travail des femmes de tout âge.

1° Le travail ne peut dépasser 11 heures par jour.

2° La journée de travail doit être coupée par des intervalles de repos d'une heure entre 11 heures du matin et 3 heures de l'après-midi.

3° Le travail de nuit, c'est-à-dire de 7 heures du soir à 5 heures du matin, est interdit.

4° Le travail du dimanche est interdit.

5° Les femmes ne peuvent être employées au travail pendant les quatre semaines qui suivent leur accouchement.

#### *Cas spéciaux :*

1° Par ordonnance Royale seront fixés les travaux auxquels les femmes ne doivent pas être employées du tout ou à certaines conditions seulement parce que ces travaux mettent la santé ou la vie en danger.

2° L'interdiction du travail de nuit peut être suspendue :

a) par ordonnance Royale à l'égard de certaines industries déterminées, à la condition toutefois que les heures de travail ne dépasseront pas le nombre de sept et que les femmes ne seront occupées ni avant 5 heures du matin ni après 10 heures du soir ;

b) par le commissaire royal de la province à l'égard de quelques fabriques ou ateliers, lorsqu'il s'agira de 6 jours au plus, à la condition toutefois que les heures de travail ne



dépasseront pas le nombre de 13 sur 24 et que les femmes ne seront occupées ni avant 5 heures du matin ni après 10 heures du soir;

c) par le maire pour deux jours.

3° Le Ministre peut, en fixant les conditions, admettre des exceptions en ce qui concerne les intervalles de repos.

## XII. Suède.

La législation ne contient pas de dispositions spéciales en ce qui concerne le travail des personnes adultes du sexe féminin.

## XIII. Norvège.

Il n'y a pas de dispositions concernant le travail des femmes.

## XIV. Suisse.

Outre les dispositions concernant les ouvriers en général, en vertu desquelles la durée du travail régulier d'une journée ne doit pas excéder onze heures et doit être, au milieu, divisée par un repos d'une heure au moins, et outre les dispositions aux termes desquelles le travail du dimanche et de nuit est interdit, la loi contient encore, à l'égard des femmes les dispositions suivantes:

- 1° Les femmes ne peuvent en aucun cas être employées au travail de nuit ou du dimanche;
- 2° les femmes ne peuvent être employées à nettoyer les moteurs en mouvement, les appareils de transmission et les machines dangereuses;
- 3° lorsqu'elles ont un ménage à soigner, elles doivent être libres de quitter l'ouvrage une demi-heure avant le repos du milieu du jour, si celui-ci ne dure pas au moins une heure et demie;
- 4° après et avant leur couches il est réservé un laps de temps de huit semaines en tout, pendant lequel les femmes ne peuvent être admises au travail dans les fabriques. Elles ne peuvent être admises de nouveau dans la fabrique avant que six semaines au moins soient écoulées depuis le moment de leurs couches.
- 5° Le Conseil fédéral est autorisé à désigner les branches d'industrie dans lesquelles les femmes enceintes ne peuvent être admises à travailler.

Tit.

Wir schließen hiemit auch unsern Bericht ab. Wenn Diejenigen, welche die bisherige Geschichte des internationalen Arbeiterschutzes und die vorläufigen Resultate der bezüglichen Bestrebungen verfolgen wollen, in unserer Veröffentlichung einigen Aufschluß finden, so ist deren Zweck erreicht. Wie wir hoffen, wird auch unser Volk anerkennen, daß die Stellung, welche die Schweiz in der Frage eingenommen hat, eine ehrenvolle war und eine ehrenvolle geblieben ist; ihre feste Basis war dabei ihre eigene Gesetzgebung, welche, in Ueberwindung der größten Schwierigkeiten, von weiser, staatsmännischer Einsicht vor mehr als 12 Jahren geschaffen, sich vorzüglich bewährt hat. Der Bund wird aber bei ihr nicht stille stehen, sondern sie weiter ausbauen, soweit es die bestehenden Verhältnisse erfordern und zulassen. Zuversichtlich erwarten wir, daß auch die andern Länder auf diesem Wege fortschreiten, und daß die Ueberzeugung, große, allgemeine Resultate seien wesentlich durch internationale Vereinbarung bedingt, mehr und mehr sich Bahn breche. Die Berliner Konferenz hat den Weg für die Unterhandlung von Verträgen dieser Art geebnet; mögen bald weitere Resultate uns dem angestrebten Ziele entgegenführen.

Genehmigen Sie, Tit., die Versicherung unserer vollkommenen Hochachtung.

Bern, den 9. Juni 1890.

Im Namen des schweiz. Bundesrathes,

Der Bundespräsident:

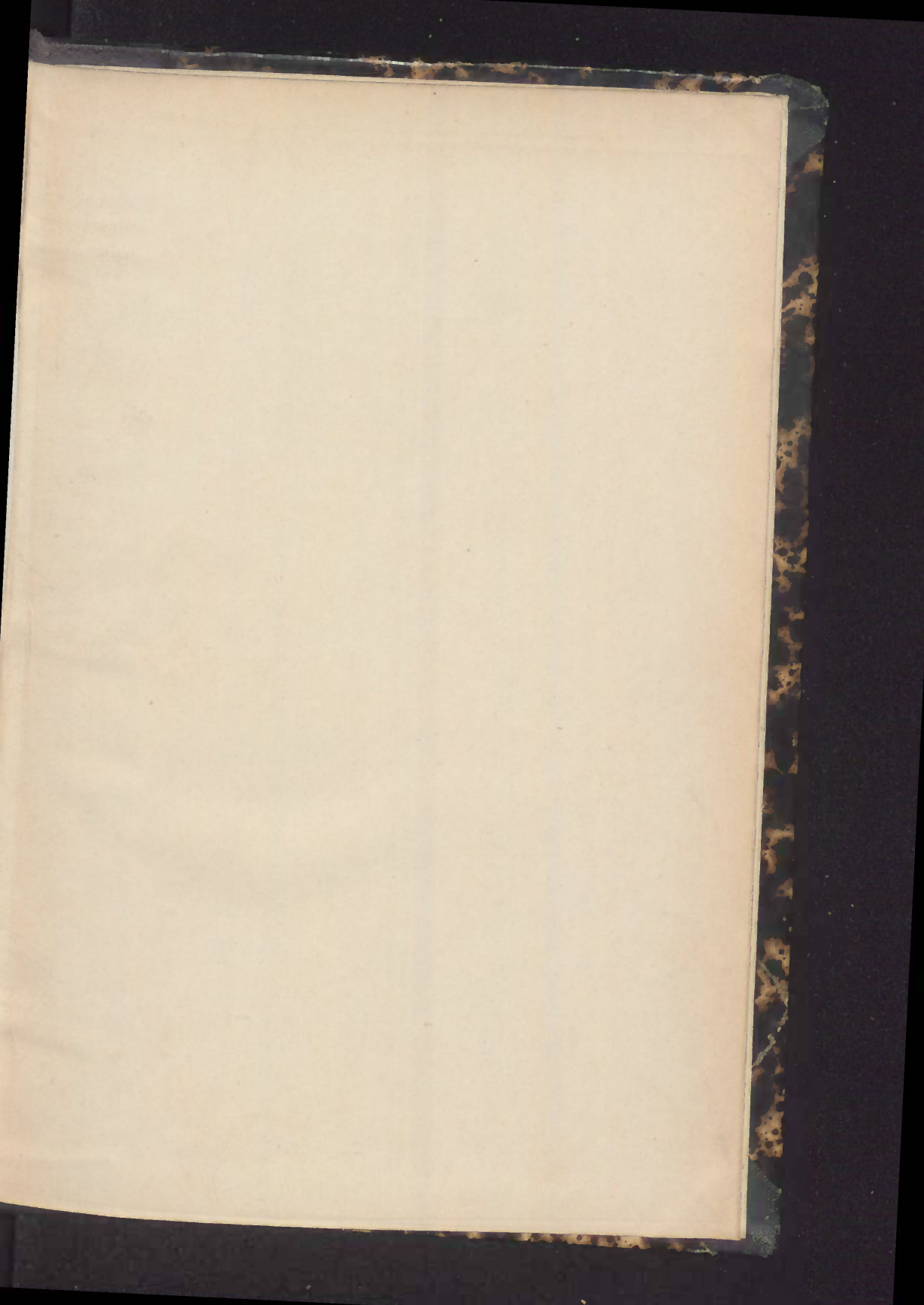
**L. Ruchonnet.**

Der Kanzler der Eidgenossenschaft:

**Ringier.**







187





